SEP 26 1929

e Année. N° 17. 1er Septembre 1929.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
bert Thibaudet. . . .	*Les Élites intellectuelles.*	5
e Halévy	*Documents diplomatiques français.*	45
orges Duhamel . . .	*Le Club des Lyonnais.* — II	64
Norvié.	*Notes sur la Chine.*	96
Arthur-Lévy.	*Un grand profiteur de guerre : Ouvrard* (fin).	116
ce Fernand-Halphen.	*Une grande dame juive de la Renaissance.* . .	148
n Mistler	*Ethelka* (fin).	166
l Arbelet	*Stendhal à l'école de Dugazon*	204
ry Bidou	Les Lettres : *Parmi les Livres.*	225

Marcel Thiébaut : Chronique bibliographique.

Copyright 1929 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **7** FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1929

La Revue de Paris ***publiera prochainement***

Les Élites industrielles et financières

par F. FRANÇOIS-MARSAL

Nietzsche en Italie

par GUY DE POURTALÈS

New-York

par PAUL MORAND

Une Femme à sa fenêtre

par DRIEU LA ROCHELLE

Les Phénomènes psychiques au Thibet

par Madame ALEXANDRA DAVID-NEEL

Le Satan du « Livre de Job » dans le moyen âge latin

par P. ALPHANDERY

LA REVUE DE PARIS

LA
REVUE DE PARIS

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE

TOME CINQUIÈME

Septembre-Octobre 1929

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

1929

General
Terq.
8

LES ÉLITES INTELLECTUELLES[1]

Les élites intellectuelles? Y en a-t-il donc d'autres? Aux distinctions de la naissance et de l'argent, on attribue les noms d'aristocraties ou de classes, non celui d'élites. Mais aussi n'est-ce point par l'intelligence qu'on arrive à constituer une fortune, à former un salon, à obtenir un grade militaire élevé, à se faire une clientèle politique, commerciale, médicale, judiciaire, aussi bien que littéraire? L'ensemble des professions libérales ne forme-t-il pas le bloc d'une élite intellectuelle? Où commence, où finit le secteur auquel s'applique exactement cette étiquette?

On lui donnera ici des limites restreintes. On entendra par élites intellectuelles les élites préposées à l'exercice de l'intelligence désintéressée. Celles qui correspondent à l'intelligence appliquée ne nous concerneront pas. Mais précisons. Les mots d'intelligence désintéressée et d'intelligence appliquée désignent la fonction sociale que remplissent ces élites, et non les motifs individuels qui y engagent leurs représentants. Un auteur dramatique ou un journaliste exerce souvent son métier de la manière la moins désintéressée qui soit. Le désintéressement est au contraire, assez souvent, une des qualités remarquables du métier militaire. L'auteur dramatique appartient pourtant aux élites de l'intelligence désin-

1. L'article de M. Albert Thibaudet que nous publions aujourd'hui est le premier d'une série consacrée aux élites françaises. Nous ferons paraître prochainement des études : de M. François-Marsal, ancien président du Conseil, sur les *Élites industrielles et financières*; de M. Maurice Colrat, ancien ministre, sur les *Élites politiques*; de M. Abel Hermant, de l'Académie française, sur la *Société française*; du général XXX sur l'*Élite militaire*.

1er Septembre.

téressée et le militaire aux élites de l'intelligence appliquée, parce que le premier donne satisfaction à un désir désintéressé du public, qui est l'art, ou le goût, ou la connaissance, tandis que l'activité du second est commandée par des besoins intéressés de la société : défense du sol national ou conquête de marchés. En d'autres termes, nous considérerons dans les élites intellectuelles plutôt leurs fonctions que leur psychologie.

En second lieu, nous ne connaîtrons ici, en fait d'élites intellectuelles, que des élites professionnelles et organisées. Ainsi, la critique littéraire, et même le critique littéraire, appartiennent sans doute aux élites intellectuelles; mais la critique littéraire écrite n'a peut-être pas une importance supérieure à celle de cette critique littéraire parlée, parlée par cinq ou six cents personnages, poussière d'individualités sans mandat dans un rayon du soleil parisien, qui font ce qu'on pourrait appeler le style ou la classe d'un succès : lecteurs d'élite, évidemment, mais sur lesquels nous ne pouvons pas jeter le filet qui les organiserait ou les définirait en une élite intellectuelle. Nous les laisserons en dehors de nos cadres avec d'autant moins de scrupules qu'ils seront recueillis par l'éminent académicien qui traitera des élites mondaines, et qui, sur la coupe déjà pleine de Zadig, posera une feuille de rose. Pareillement, des élites religieuses, qui se rapportent à la fonction humaine la plus désintéressée, nous sommes obligés de ne retenir que les parties visibles, encadrées, officielles, soit les clercs. Nous devons laisser de côté cette église invisible des mystiques cachés, la madame Bavoil d'Huysmans, les Thérèse de Lisieux, le sel de la terre, ceux et celles dont l'importance, sur le plan proprement religieux, égale ou dépasse l'importance des cardinaux et des docteurs; ces « âmes dégoûtées du siècle » à qui Bossuet, en terminant le *Sermon sur l'Unité de l'Eglise*, transférait la primauté et l'éminente dignité. Paul Valéry, de l'Académie Française, figure à la place la plus évidente dans nos élites intellectuelles, mais non Edmond Teste, qui lui est sans doute supérieur. De jeunes écrivains connaissent et révèrent une manière de Teste, qui occupe en province un emploi très modeste dans l'administration des finances, et qui s'appelle Lambert.

Lambert, parait-il, existe. Je le regrette presque, car son nom me fournirait un symbole commode pour désigner cette zone obscure, cette profondeur, ce substrat de spiritualité et d'intelligence plus que désintéressées, presque désincarnées, qu'il y a à la racine des élites intellectuelles extérieures, organisées, montrables, et dont ces élites s'éloignent en grandissant et s'incorporant. Nous ne nous placerons donc pas au point où des élites intellectuelles se forment, mais au point où elles deviennent visibles, où elles montent et agissent en pleine lumière, où des problèmes communs se posent sur leurs fonctions, leurs crises, leur avenir. On prête à un célèbre historien italien, connu par son pessimisme, cette opinion que la décadence de Rome a commencé avec l'assassinat de Remus par Romulus. Quand les élites intellectuelles commencent à tracer leurs murailles, à se réaliser en cité, alors commence aussi, peut-être, leur décadence. Dès qu'il écrit, dès qu'il enseigne, dès qu'il hiérarchise, le clerc incline à trahir. Ces réserves faites, ce salut adressé à des puissances invisibles, à des Mères, entrons dans ce monde inférieur comme s'il était le bon.

***

L'activité désintéressée de l'esprit, en tant qu'elle comporte une organisation, un dehors, une surface sociale, se manifeste sur quatre plans : la religion, le laboratoire, l'enseignement, l'écrit. Je laisse de côté l'art, plastique ou musical, qui concerne non l'intelligence désintéressée, mais la sensibilité désintéressée, et qui ne produit pas en scène, ne met pas en jeu, des élites *intellectuelles*. Je me borne aux valeurs que M. Benda, par une extension qui peut durer, appelle cléricales. Cette division ne paraîtra nette que si elle concerne le social, et non l'individuel. L'activité intellectuelle d'un même individu peut en effet se déployer sur les quatre plans, comme dans les dimensions d'un même espace. Marcelin Berthelot était président de l'Association des Libres-Penseurs de France, sorte d'archevêque de la religion scientiste; c'était un grand savant de laboratoire; un professeur du Collège de France, qui régissait au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique l'enseignement de la chimie; un écrivain

et un érudit. Et le tout d'une même venue, dans la poussée logique d'une seule et forte personnalité, bien qu'il eût tout de même des cases, des mécanismes différemment montés pour chacune des quatre fonctions, et qu'il pratiquât l'affirmation ou la critique de manière assez différente, selon qu'il travaillait l'ammoniaque ou présidait les banquets anti-cléricaux. — Mais considérées dans leur organisation, dans leur ensemble, dans leurs habitudes d'esprit, dans leur vie corporative, dans leur influence humaine, la religion, le laboratoire, l'enseignement, l'écrit correspondent à des sections bien tranchées, parfois hostiles. Les quatre ordres d'élites intellectuelles se comportent comme quatre mondes, dont chacun implique non seulement son âme particulière, mais ses problèmes spéciaux.

Un village est relié par son élite intellectuelle locale à l'élite intellectuelle nationale ou humaine; et sa vie normale implique des représentants des quatre élites. Le curé le met en contact avec la pensée religieuse, l'instituteur avec la pensée du laboratoire et celle de l'école. De grandes et pacifiques révolutions humaines sont survenues quand, à ces deux délégués personnels de l'élite intellectuelle, se sont joints deux délégués impersonnels, le journal hier et aujourd'hui, et la radiophonie, aujourd'hui et demain. Mais si le journal et la radiophonie ont diffusé la pensée des élites, ont développé et approfondi le champ de la pensée désintéressée, ils n'ont pas créé de nouvelles élites intellectuelles. Les Églises, les laboratoires, les chaires et les écrits, contrôlés, amplifiés ou combattus les uns par les autres, restent depuis des siècles les quatre expressions principales et les quatre sphères d'influence de l'âme humaine, dans sa recherche, sa propagande et sa passion pure de la vérité.

***

D'abord l'Église. Toutes les élites intellectuelles sont des démembrements de l'élite cléricale. Au moyen âge et jusqu'à la Renaissance, le clerc seul méditait, étudiait, enseignait, écrivait. L'Église catholique, après avoir incarné l'Élite intellectuelle, est devenue l'une des élites intellectuelles, et

ses rapports avec les trois autres l'ont engagée et l'engagent dans des problèmes dramatiques.

Non seulement une élite intellectuelle, mais une élite spirituelle, en un sens rigoureux, est exigée par l'être même de l'Église, et formée par l'éducation cléricale, l'usage du latin, le sacrement de l'Ordre, le célibat. Cette élite n'implique pas seulement en droit, en thèse, le plus de spiritualité et le plus de désintéressement, mais aussi, en fait comme en droit, le plus de hiérarchie. Le degré inférieur obéit sans restriction au degré supérieur. Il n'y a que peu ou point de syndicalisme ecclésiastique. Les luttes intérieures sont réduites à un minimum, et l'autorité de Rome suffit pour y mettre fin. Plus que le concile du Vatican, le chemin de fer et le télégraphe ont fait que, comme écrivait Sainte-Beuve en 1864, « on n'a plus le temps, quand on est catholique, de ne pas être immédiatement romain ». Au point de vue de son architecture, de son unité, de son efficacité, l'élite cléricale reste une élite privilégiée. Mais trois problèmes se posent à son sujet, des problèmes où son existence est engagée : problème de recrutement, problème de formation, problème des rapports avec les autres élites intellectuelles.

Le problème du recrutement des prêtres paraît aujourd'hui moins grave qu'il ne semblait immédiatement après la séparation. La détermination, la suggestion, la direction des vocations ecclésiastiques demandent évidemment toute la vigilance du clergé et beaucoup de sacrifices aux fidèles, mais la plupart des diocèses ont maintenu et même augmenté le nombre de leurs séminaristes. Le circuit qui comprend les œuvres paroissiales, les patronages, les petits séminaires, les grands séminaires, parcouru incessamment par des activités toujours en éveil, par des dévouements ingénieux, par un argent qui suit les vieilles pentes millénaires malgré les barrages et les saignées, maintient sous son mouvement à la France catholique ses cadres apparents. Le nombre est toujours là, mais dans le recrutement du nombre comment se comporte le recrutement de l'élite?

Que le clergé français demeure une élite morale, cela n'est pas douteux. Les difficultés de la profession ecclésiastique depuis les lois militaires, scolaires et la Séparation, ne per-

mettent d'ailleurs plus guère d'y entrer que pour des raisons héroïques. Mais il y a une question d'élite sociale et une question d'élite intellectuelle.

Sous l'Ancien Régime et pendant les deux ou trois premiers quarts de siècle du régime concordataire, le clergé était recruté dans les différentes classes de la société. L'aristocratie, la grande et la petite bourgeoisie y avaient leurs représentants aussi bien que les artisans et les ouvriers. Une profession où l'aptitude au commandement et à la diplomatie, le tact, les relations et le langage commun avec tous sont si nécessaires, gardait par le sang le lien avec toutes les sources sociales du pays. Or, de plus en plus, le recrutement du clergé est devenu presque uniquement populaire. La profession cléricale demeure même la seule qui, privée d'un recrutement par en haut, dans les familles bourgeoises, soit strictement incapable de quitter le sol ouvrier et paysan, puisque le clerc célibataire ne saurait, comme l'instituteur, faire souche de professeur, d'ingénieur, de bourgeois. Il est dès lors difficile que le clergé maintienne l'accord d'autrefois avec les classes dites dirigeantes. Ce difficile n'exclurait cependant pas le possible si la hiérarchie ecclésiastique faisait frein contre les tendances naturelles d'un clergé populaire, et c'est ce qui se passa à peu près sous Pie X, lequel condamna la démocratie du Sillon, interdit les associations cultuelles qui auraient introduit dans l'Église une autre démocratie, nomma autant que possible des évêques de bonne bourgeoisie qui eussent une fortune personnelle. Cette politique a cessé. Les condamnations du Saint-Siège portent aujourd'hui sur la principale des organisations anti-démocratiques; les catholiques qui sont à la Chambre ont formé, avec l'assentiment de l'épiscopat, un parti qui s'appelle démocrate-populaire, qui vote en général conformément à son nom, et qui aura à bref délai des portefeuilles dans un ministère de gauche (M. Herriot lui en a déja offert un). Le clergé d'autrefois et même de naguère « allait au peuple ». L'expression paraîtrait aujourd'hui bien démodée. Maintenant le clergé est du peuple : des gens du peuple en soutane parlent à des gens du peuple en bourgeron, et l'action des prêtres est liée à cette communauté. La leçon du désastre où la politique

contraire avait entraîné l'Église lors de l'affaire Dreyfus, la souplesse avec laquelle elle s'est adaptée au régime de la Séparation, la liberté qu'elle en a reçue, la fin de l'anticléricalisme militant, qui survivait malaisément à la Séparation, et à qui la guerre a porté le dernier coup, tout cela a ouvert une voie libre, et de notre époque l'histoire fera certainement dater, pour la France religieuse, une période toute nouvelle.

Mais l'être de la France est tellement lié à l'existence et à un genre de vie de classes moyennes, que ce recrutement ouvrier et paysan du clergé ne saurait être exclusif ou intégral. Il se passe même ce fait singulier : c'est que, tandis que le recrutement des prêtres se tarit par en haut, se maintient par en bas, la vie catholique, les conversions, s'accroissent chez les intellectuels, dans la bourgeoisie, dans le monde, pendant que la déchristianisation du peuple se poursuit au moins dans une moitié de la France. Les classes où la proportion des fidèles augmente sont celles où la proportion des prêtres diminue.

Il serait intéressant de savoir si l'Église fera cristalliser en élite cléricale l'élite sociale où elle obtient des gains. Il y a quelques semaines les avocats de Paris fêtaient le sacre d'un de leurs anciens confrères comme évêque de Tarbes, et ce n'est pas là un cas isolé. Il rentre dans ce que les ecclésiastiques appellent les vocations tardives, lesquelles se sont multipliées depuis la guerre, et dont l'appoint principal a été fourni par d'anciens officiers. Beaucoup d'hommes de vingt à trente ans, venus du monde et appartenant à la bourgeoisie cultivée, sont entrés après la guerre au séminaire d'Issy pour y faire leurs études cléricales avec les jeunes élèves fournis par le petit séminaire de Conflans. Mais c'est là un fait presque uniquement parisien. Il est accordé avec cet autre fait, que le point du territoire français où le catholicisme a réalisé les gains les plus importants, c'est Paris. Au moment de la Séparation il y avait dans le diocèse de Paris 222 églises. Dans le temps qui a suivi, une soixantaine ont été bâties ou sont en voie d'achèvement. L'apostolat de la banlieue parisienne est un des plus grands succès de l'Église en France depuis la Séparation. Le Conseil Municipal de Paris, autrefois Mecque de l'anticléricalisme, a fréquemment un catholique pour

président. Dans le monde de l'art, de la littérature, des hautes études, une partie de l'élite intellectuelle écrit et pense publiquement du point de vue catholique. Tel écrivain catholique célèbre fait de l'apostolat chez les littérateurs de Montparnasse ou du XVIe, comme les abbés de patronage à Clichy ou à Ivry : il y a les convertis de Léon Bloy, les convertis de Claudel, les convertis de Maritain. Les élites catholiques abondent. Des ecclésiastiques ont même trouvé qu'elles étaient trop, ont pris la serpette pour émonder l'arbre luxuriant.

2° Je laisserai de côté le problème de la formation cléricale, comme tout à l'heure ceux de la formation scientifique, universitaire ou littéraire Il faut noter cependant que, depuis leur institution au XVIIe siècle et la réforme sulpicienne, les séminaires ne visent qu'à faire des prêtres, nullement des savants, des professeurs ou des écrivains. Ils étoufferaient plutôt ces vocations. Ces activités, qu'on pourrait appeler para-cléricales sont honorées par l'Église, mais elles concernent les réguliers, beaucoup plus que les séculiers. L'ordre de Saint-Benoît, les ordres enseignants, l'Oratoire, les Jésuites, autant de langages particuliers, et de formes spéciales, dans lesquels a été posée en France la question des élites religieuses et de leur fusion avec d'autres élites intellectuelles. Il faudrait distinguer dans le détail ces centres de formation, ne pas attribuer aux uns ce qui appartient aux autres. On imaginerait mal un Baudrillart ou un Bremond formés par Saint-Sulpice. C'est d'ailleurs par ce pluralisme intérieur de formations diverses, parfois hostiles, que l'Église a toujours varié, enrichi, fortifié ses activités.

3° Nous arrivons alors au problème des rapports entre les deux élites religieuses : l'élite cléricale, représentée par les chefs ou les personnalités éminentes de la hiérarchie, et l'élite laïque, qui est formée de publicistes.

Théoriquement, les élites catholiques sont des élites cléricales, le prêtre gouverne les âmes, et, dans l'Église, il dit le vrai, comme, dans l'État, le juge dit le droit. Mais depuis des siècles, en France les laïques ont pris dans les élites religieuses une place grandissante, que les clercs ont jugée alarmante, et qui a provoqué de leur part les réactions les plus diverses.

La littérature française est la seule littérature où aient paru

comme écrivains de tout premier plan des évêques et des religieux, parlant des matières théologiques : Bossuet, Fénelon, Bourdaloue, Massillon. Cependant les deux livres d'apologétique chrétienne qui ont exercé l'influence la plus profonde, les *Pensées* et le *Génie du Christianisme*, sont dus à des laïques. Et s'il fallait en ajouter un troisième ce serait l'*Essai sur l'Indifférence*, dont l'auteur, Lamennais, prêtre sans vocation, abandonna le sacerdoce. Voilà un fait littéraire important.

Plus important encore est le fait d'histoire religieuse auquel il est lié, et dont il ne représente qu'un moment. Ce ne sont pas les *Pensées*, ce sont les *Provinciales*, qui ont marqué dans la vie religieuse de la France le tournant capital, et amené le grand dessaisissement des clercs. La première moitié du XVIIe siècle fut remplie non seulement par les grandes institutions cléricales de la Contre-Réforme, mais par des batailles cléricales entre séculiers et réguliers, entre théologiens traditionnels et nouveaux docteurs, entre thomistes (plus ou moins thomistes!) et augustiniens, entre molinistes et jansénistes. Mais un événement de conséquence incalculable se produisit quand les clercs augustiniens de Port-Royal, sur le point d'être écrasés, demandèrent à un jeune physicien du dehors, frère d'une religieuse, de « faire quelque chose ». Ce physicien avait fait quelque chose pour son père, débordé par les chiffres dans son intendance normande, en inventant une machine à calculer. Il avait fait quelque chose pour Paris, où la circulation rapide était malaisée et coûteuse, en inventant les omnibus. En faisant quelque chose pour les disciples de saint Augustin, il inventa la feuille volante, la langue et le style de la feuille volante, l'article de journal, foudroyant, mobile, insaisissable. Avec les *Provinciales* éclata dans l'Église une dualité d'élites, la cléricale et la laïque, l'élite de la chaire et l'élite du livre et du journal, dualité dont on pourrait écrire l'histoire au XVIIIe et au XIXe siècle, et qui n'a jamais été plus présente et pressante qu'aujourd'hui.

Les clercs dirigent les fidèles par la prédication, le conseil, l'entretien, tout ce qui est présence réelle. Mais l'influence par présence réelle devient, dans le monde moderne, de plus en plus faible, subit une concurrence grandissante. Pour gouverner réellement les fidèles, il faudrait que le prêtre

rédigeât ou controlât leurs journaux. Ce n'est pas impossible. M. l'abbé Trochu en Bretagne, M. l'abbé Hægy en Alsace, exercent comme grands chefs de presse l'influence que l'on sait. A la fin du XIXe siècle les Assomptionnistes avaient monté puissamment et efficacement leur *Croix* de Paris et leurs *Croix* de province. Ce sont des exemples de journaux tenus par des clercs. Mais les exemples de clercs tenus par les journaux sont bien plus considérables, bien plus instructifs, bien plus caractéristiques de l'opposition profonde entre deux élites dirigeantes.

S'il n'est pas exclu que les clercs aient de grands journaux, il a été exclu jusqu'ici qu'ils fussent de grands journalistes. Les grands journalistes catholiques ont été des laïques; et dans le sein de l'Église le publiciste et le clerc ont rivalisé et traité de puissance à puissance. Grégoire XVI a pu il y a un siècle liquider l'*Avenir* par une condamnation. Mais Veuillot a empoisonné l'existence de Dupanloup.

La Libre Parole, qui avait remplacé *l'Univers* dans les trois quarts des presbytères, menait la vie très dure aux évêques qui ne lui plaisaient pas, et elle lança l'Église de France dans l'affaire Dreyfus, son plus grave désastre depuis la Restauration. Les affaires du *Sillon* et de *l'Action Française* sont avant tout des conflits, au sein de l'Église, entre le pouvoir spirituel des clercs et le pouvoir spirituel de journalistes qui se sont fait un grand public catholique. Les *Provinciales* continuent.

J'ai parlé de problème. Mais est-ce bien un problème? N'est-ce pas plutôt un état? Le problème appartient, pour parler comme les médecins, à l'ordre de l'aigu, l'état à l'ordre du chronique. Ce dualisme chronique d'une élite cléricale et d'une élite laïque, le côté de Bossuet et le côté de Pascal, il est lié à l'être même de l'Église de France. Il lui fait la vie difficile? Peut-être, mais peut-être aussi lui apporte-t-il à la fois, et d'un même fonds, des difficultés et de la vie. L'Église des clercs réalise un maximum de gérontocratie et de conformisme. Or l'humanité vit dans la durée, elle est soumise à la loi du renouvellement par les générations. La métaphysique chrétienne a beau être une métaphysique de la chute, la tradition a beau être pour l'Église la marque de la vérité,

son langage a beau frapper de la marque la plus péjorative le mot de nouveauté; du moment qu'elle vit dans une humanité qui dure, et qu'elle la fait vivre, il faut bien qu'elle absorbe de quelque manière, fût-ce en les baptisant retour à la tradition, les vitamines de l'adaptation et du changement. Ses élites laïques sont à peu près seules à pouvoir fournir ces puissances de renouvellement et de jeunesse. Le mot du docteur en Sorbonne Arnauld au physicien et au mondain Pascal exprime ce besoin dans un éclat limpide : « Vous qui êtes jeune, vous devriez nous faire quelque chose! » Qui êtes jeune, et qui, n'étant pas attaché par l'état clérical à la grandeur et au poids de la tradition, avez droit à la plénitude, à l'œuvre propre et à la fraîche invention de la jeunesse.

D'autre part, une élite toute laïque modifierait étrangement la figure de l'Église en France. On en courrait le risque si les laïques tenaient constamment, dans l'ordre de la pensée et de l'écrit, le haut du pavé, si le clerc était réduit au rôle de prêtre, le prêtre au rôle d'opérateur magique, chambré dans son oratoire, son confessionnal et ses vases sacrés, si l'Église romaine se modelait ici sur le type des Églises grecques plus acéphales qu'autocéphales. On se souvient de l'émoï qui agita à Rome la hiérarchie ecclésiastique, quand des académiciens catholiques intervinrent, par leurs conseils et leurs mémoires, dans l'affaire des associations cultuelles au moment de la séparation de l'Église et de l'État. La cloche d'alarme sonna contre les cardinaux verts, comme la bruyante crécelle dans le *Lutrin*, et la crainte de l'intrusion laïque, la vision inquiète de la hiérarchie spirituelle balancée par la hiérarchie intellectuelle (dont l'Académie française occupe bizarrement, pour les ecclésiastiques, le sommet) tout cela ne fut sans doute pas étranger au rejet de la loi par Rome. Pareillement, les motifs de la condamnation du *Sillon* et de *l'Action Française* furent multiples. Entre ces motifs, figure certainement le véritable pouvoir spirituel exercé non seulement sur les catholiques, mais sur des clercs, par de purs laïques, dont le second était, en outre, un incroyant, M. Marc Sangnier et M. Charles Maurras. Toujours l'image, ou le fantôme du cardinalat vert, fondé en somme par le chef d'une Académie idéale, le plus grand des écrivains français, Blaise Pascal.

Stendhal a écrit *le Rouge et le Noir*, et *le Rouge et le Blanc*. On ferait sous ce titre *le Rouge et le Vert* un beau roman des élites catholiques. Encore, après Pascal, il y a eu Bossuet. Mais depuis *le Génie du Christianisme* la hiérarchie, qui n'a pas repris littérairement le dessus, se tient toujours dans une garde défiante et justifiée contre le christianisme du génie, ou des bâtons flottants qui ressemblent au génie. Aux protestations de fidélité elle répondrait volontiers comme le don Ruy de Victor Hugo.

> Votre allure est chez lui si fière et si guerrière,
> Que, tout roi qu'est le roi, Son Altesse a souvent
> L'air de vous précéder quand vous allez derrière,
> Et de vous suivre, ô Cid, quand vous marchez devant.

Les élites religieuses ne courent pas encore le risque de se déverser avec un excès dangereux du côté laïque. Le clergé français continue à fournir dans la plupart des carrières intellectuelles, littéraires, scientifiques, pédagogiques, des hommes éminents. La politique de l'Église vise à multiplier les clercs dans les postes de l'élite. Certain équilibre entre les valeurs cléricales et les valeurs laïques, entre l'Église du chœur, l'Église de la nef et l'Église du narthex, entre l'élite hiérarchisée et l'élite libre, donne depuis la Contre-Réforme son style original à l'Église de France. L'état actuel ne se comprend que s'il est relié à un état historique, à une tradition continuée.

***

Pendant les trente ou quarante premières années de la Troisième République, ce problème des élites s'est présenté aussi, d'un certain côté, sur un terrain et dans un esprit protestants. Si *le Génie du Christianisme* est un *Génie du Catholicisme*, et si le XIXe siècle a vécu à son ombre, un regard attentif discernerait plus près de nous un *Génie du Protestantisme*, composé par l'interférence du protestantisme libéral et d'un anticléricalisme bien élevé à préoccupations morales. Plus que Quinet, penseur oratoire, et que Taine, dont les manifestations protestantes furent guidées par un sentiment de décorum extérieur, et par l'impression que lui avait laissée la

vie de famille des Guizot, Renouvier, dans la longue et persévérante campagne destinée à solidariser République et protestantisme, donnerait une image de ce *Génie* en ce qu'il eut d'efficace et de constructeur.

De constructeur... La Troisième République (si différente des deux autres) est, avec la monarchie de l'Ancien Régime, le seul des gouvernements de la France qui ait fait un pacte avec la durée, qui ait eu du temps, qui ait eu le temps, et qui, sous sa figure apparente d'instabilité, ait mis le temps à profit. Les deux premières Républiques ayant été rapidement éliminées, s'étant révélées non-viables, la Troisième est en outre, elle est peut-être surtout, le seul régime français qui ait comporté un spirituel, une politique spirituelle républicaine, une doctrine républicaine des élites. Le contraire ici de l'ancienne monarchie, qui s'était refusée à une politique spirituelle autonome, et qui, tout en défendant son droit temporel avec vigilance, avait transféré à Rome l'intégralité du magistère des âmes, avait employé ses forces à l'exécution des décisions doctrinales de Rome. Les Valois, en repoussant la Réforme, en résistant à la tentation d'ajouter à leur qualité de chefs d'un État la qualité de chefs d'une Église, imposèrent à la France un précédent, une forme éventuelle, à laquelle Napoléon lui-même dut se soumettre.

Mais la défaite de la République conservatrice, au 16 mai, le triomphe du principe *La République aux républicains*! sur le principe *La République sans républicains*! marqua une coupure. République aux républicains signifiait République anticléricale. République anticléricale se comprend dans l'esprit du mot célèbre « On ne détruit que ce qu'on remplace ». Le cléricalisme ce sont les clercs. Les clercs c'est le spirituel. On ne combattra le spirituel clérical que par des clercs anticléricaux. Les destinées de la République étaient liées à la formation d'une nouvelle élite spirituelle, ce qui ne s'était jamais produit en France, ce qui serait arrivé au XVIe siècle si la France était devenue protestante, si le Collège de France avait reçu à Paris la même mission qu'à Genève l'Académie de Calvin.

Il était naturel, et il est tout de même remarquable, que la formation de cette élite à la fois spirituelle et intellectuelle,

se soit accomplie dans une certaine liaison avec la tradition conservée à Genève, et représentée en France par des minorités qui avaient toujours fait figure d'élite morale, en qui les persécutions avaient même enraciné ce caractère. Des cadres protestants apportèrent une aide puissante à la création de l'élite intellectuelle ou plutôt pédagogique, positivement laïque, qui formait un des buts, une des conditions de la République anti-cléricale. Pour sa formation morale étaient qualifiés les représentants de ce protestantisme libéral dont le type est fourni par la personnalité éminente de M. Ferdinand Buisson. J'ai fait mes études en un temps où les trois directeurs de l'Enseignement, le directeur et le sous-directeur de l'École Normale Supérieure, le directeur spirituel de l'École normale de Sèvres, étaient protestants. Bien entendu protestantisme signifiait chez eux état d'esprit, nature de conscience, préoccupations morales, dignité de la vie, bien plus que fréquentation du culte ou adhésion au dogme calviniste. Il signifiait pour la République formation morale nécessaire à des pédagogues, garanties morales réclamées par les familles, sécurité du côté du péril clérical. L'instituteur idéal, l'universitaire de cette formation fut volontiers conçu comme un demi-pasteur; la littérature pédagogique des Pécaut, des Steeg, des Payot ne manque pas d'un caractère pastoral; ce que M. Maurras appelle l'échancrure de Genève et de Coppet se détacha avec une impressionnante netteté sur notre horizon.

Cette contribution de l'esprit protestant à la formation des élites enseignantes, ce rappel et ce retour des luttes religieuses du XVIe siècle, sont d'autant plus remarquables que le XIXe siècle finit en France par une guerre de religion, l'affaire Dreyfus. L'affaire Dreyfus a fourni aux diverses élites spirituelles le terrain de bataille auquel les destinait toute l'histoire de la République. On y a vu une mobilisation des élites intellectuelles, l'événement qui a même créé ce substantif d'intellectuels, qui lui a ouvert une carrière, et qui, après avoir produit un de ses manifestes dans *l'Avenir de l'Intelligence*, en produisait naguère un autre dans *la Trahison des Clercs* : deux livres sur le procès des élites. L'affaire Dreyfus n'a pas seulement créé une acception du mot d'intellectuels. Elle a créé un sens nouveau au mot de mystique. Nous savons, non seulement par

les écrits, mais par la personne de Péguy, ce que c'est que la mystique républicaine, ou plutôt la mystique de gauche. On ne conçoit guère en effet le fond spirituel de la France actuelle si l'on ne trouve moyen de saisir (ou plutôt de comprendre qu'on ne saurait saisir) une sorte de mouvement pur qui est la progression à gauche, une gauche mystique plus encore qu'une mystique de gauche. Mais l'esprit protestant, lui, n'est pas un esprit de gauche, il a bien plutôt agi dans notre histoire comme un esprit de « juste milieu ». L'affaire Dreyfus déclassa chez les intellectuels ce juste milieu. Cette classe moyenne de la pensée, ce protestantisme libéral et ce moralisme élevé, qui, de Jules Ferry à Waldeck-Rousseau, avaient contribué à former les élites laïques, et qui s'était trouvé de plain-pied avec l'œuvre spirituelle de la République, tout cela, après l'Affaire, parut suranné. Tel livre d'instituteur comme *le Bon Dieu laïque*, d'Antonin Franchet, qui est de 1904, et qui dénonçait, aux applaudissements de la jeune école primaire, le cléricalisme honteux des manuels de morale, indique qu'à une mystique moraliste, démocratique, anticléricale, va succéder une mystique anti-religieuse, socialiste, une doctrine scolaire de la lutte de classe. La pédagogie d'inspiration protestante a tenu dans la formation des élites, pendant une génération, une place de juste milieu, analogue à celle du juste milieu de Guizot entre la monarchie de Charles X et le suffrage universel.

Je crois devoir laisser de côté des problèmes intérieurs comme l'élite des cadres pastoraux dans les confessions protestantes : le recrutement, la formation des pasteurs, etc. Il se poserait largement pour un écrivain allemand, anglais ou suisse. Il ne concerne presque, en aucune façon, dans un pays à peu près entièrement catholique, les grands courants de la vie intellectuelle française.

***

Quand il s'agit du catholicisme et du protestantisme, dont la tradition est liée substantiellement à notre histoire, à l'histoire de l'Europe, nous pouvons rattacher notre problème des élites à de grands antécédents historiques, remonter à Port-Royal et à Calvin. Il n'en est pas de même de la troi-

sième religion reconnue, celle d'Israël. L'entrée des juifs dans la vie des élites date du milieu du XIXe siècle. On pourrait établir, peut-être soutenir parallèlement ces deux thèses : 1° qu'ils y entraient avec la plus ancienne tradition religieuse du monde; 2° qu'ils ne portaient le poids et ne prolongeaient la ligne d'aucune tradition française, qu'ils avaient l'immense avantage de débuter par le contemporain et par le neuf, comme les Américains, que dans toutes les élites auxquelles ils ont rapidement apporté leur contribution, journalisme, théâtre, philosophie, politique, roman, ils se sont trouvés par position au niveau et au ton du jour, ils ont été à gauche (étant nés à gauche) sans restriction ni remords. Mais si la place des juifs dans les élites intellectuelles est considérable relativement à leur nombre, s'il est usuel de diviser, en France comme en Allemagne, les auteurs dramatiques, les critiques, les philosophes d'aujourd'hui en juifs et non-juifs, c'est une question de savoir s'il faut faire la moindre place aux juifs dans ce que nous appelons les élites religieuses. Aucun rabbin ne sort de sa synagogue pour l'audience publique. Les choses de la religion proprement juive ne se mêlent pas à l'air que nous respirons. Sionisme, écoles talmudiques, sont des affaires du dehors, qui concernent aussi peu nos élites que le shintoïsme ou l'Université El Azhar.

Et pourtant!... Si on donne au mot de vie religieuse son sens large et vivant, comprendrait-on la vie religieuse, ou la vie de l'âme, d'aujourd'hui, sans les courants de prophétisme qui la traversent, et qui — dira-t-on par hasard? — propagent une impulsion juive? A l'heure où j'écris, ce problème des élites intellectuelles est promu à l'actualité par le livre retentissant de M. Julien Benda, *la Trahison des clercs*, qui est de premier ordre, qui par ses qualités littéraires, son élan et sa sincérité, devait faire balle ou trouée, et à qui une part de sa force vient de ce qu'il étend à tous les intellectuels d'aujourd'hui certain « Je vous hais! » politique de M. Léon Blum, ainsi que du prophétisme juif qui y coule à pleins bords. James Darmesteter, un grand esprit qui a appartenu à la première génération française où l'intelligence juive ait donné en groupe, avait marqué avec justesse dans le prophétisme la vocation profonde et héréditaire d'Israël.

Enfin, c'est presque parmi les élites intellectuelles religieuses, ou tout au moins à côté d'elles et *pari passu*, qu'il faudrait ranger les philosophes. Ils personnifient au plus haut degré l'exercice de la vie spirituelle et désintéressée. La philosophie comporte même un minimum d'organisation, comme à Athènes celle des écoles : chaires, revues, congrès, associations. Or depuis la mort de Lachelier toutes les hautes autorités philosophiques de la montagne Sainte Geneviève, les créateurs de courants, sont d'origine israélite : Bergson, Durkheim, Brunschvicg, Meyerson. Mais d'autre part on a assisté à une renaissance du thomisme. Il y a quelques années, quelqu'un remarquait que des six revues philosophiques de langue française, trois étaient dirigées par des Israélites, les trois autres par des prêtres ou des religieux. Deux revues portent pour titre un nom propre, reconnaissant ainsi une manière de pape spirituel dont il ne s'agit plus que d'expliquer ou de compléter la doctrine : c'est la *Revue Thomiste* et la *Revue Marxiste*.

Ce regard sur les élites intellectuelles formées par des cadres religieux, on aura remarqué peut-être qu'il n'était pas simple, ou plutôt qu'il se composait de trois regards successifs et sans lien. Mais c'est précisément qu'il ne se réduit pas à un problème simple. Le spirituel catholique a pour problème central le problème des élites cléricales, non seulement la vieille défense de la cléricature contre le monde, mais la défense contre ce monde moderne, qui est, pour l'Église, deux fois le monde. Le spirituel protestant a tenté avec plus ou moins de succès de donner à la République un pouvoir spirituel pédagogique. Le spirituel israélite, entré dans la vie française depuis trois quarts de siècle, y a vite apporté le ferment d'un prophétisme inquiet.

***

Les élites religieuses et philosophiques représentent les forces spirituelles dans leur application à la vérité immatérielle, dans leur commerce avec le divin et l'idéal. Nous entendons par élites de laboratoire les intelligences qui tiennent la tête de la civilisation dans la recherche désintéressée de la vérité matérielle. Elles commencent au tableau noir du géomètre.

Elles gouvernent toutes les sciences de la matière et de la vie. Elles sont encore présentes dans les disciplines historiques, linguistiques, économiques, la philologie, la critique des textes. Elles impliquent trois conditions : la certitude de fait comme fin, la précision comme moyen, la connaissance désintéressée comme passion. C'est ce dernier caractère, le désintéressement dans la poursuite du vrai, qui les sépare des élites techniques.

Les recherches désintéressées, comme leur nom l'annonce, ne rapportent pas. Bien au contraire elles coûtent. Déjà Descartes, qui était pourtant un gentilhomme aisé, se déclarait hors d'état par sa fortune de faire des expériences suffisantes, si on ne l'aidait. Lavoisier n'a pas fondé la chimie seulement avec son génie de savant, mais avec sa fortune de fermier-général. Aujourd'hui les travaux de laboratoire coûtent plus cher qu'au temps de Lavoisier. Et la République n'a jamais eu plus besoin de savants. Dans les années qui suivirent la guerre, Maurice Barrès avait noblement décidé de mettre au service de l'élite savante, des laboratoires, toute l'activité de propagande qu'après la Séparation il avait employée au service des églises. La grande pitié lui semblait la même des deux côtés. Je ne reviens pas sur le détail de cette pitié qui a été souvent exposée. Un effort prolongé de propagande, qui a déjà porté des fruits, a été commencé après la guerre. L'Institut de coopération intellectuelle a commencé une enquête mondiale sur les ressources mises dans les divers pays au service de la science désintéressée. Nous verrons alors. Mais peut-être pourrait-on mesurer l'état de civilisation d'un pays aux sacrifices qu'il fait, proportionnellement à ses ressources, pour la formation et l'entretien de ces élites, et à l'honneur où il tient la recherche libre.

Il faudrait d'ailleurs, en ce qui concerne ces élites de laboratoire, transposer ou rappeler la fable des *Membres et de l'Estomac*. Jamais il n'a été plus manifeste que l'inutile en matière de recherche scientifique représente de l'utile à terme. Les sciences pures peuvent se passer des sciences appliquées, mais la réciproque n'est pas vraie. Il appartient donc aux techniques, aux métiers, aux industries, de nourrir les sciences pures comme les membres nourrissent l'estomac. Les études de Pasteur ont rapporté des milliards à la pro-

duction et au commerce de la soie, ainsi qu'au commerce des vins. Une dette est contractée de ce fait, par Lyon ou Béziers, envers le laboratoire. L'aménagement de la dette nationale, des dettes privées, envers la science désintéressée, voilà une question qui n'a jamais été plus urgente. On peut, semble-t-il, l'envisager sur quatre aspects.

1° Le plus simple, celui qui en France vient tout de suite à l'esprit, c'est l'intervention de l'État. *On devrait* signifie chez nous : *l'Etat devrait prendre des mesures pour que...* ou *l'Etat devrait donner de l'argent pour...* Mais l'État ne saurait donner d'autre argent que celui du contribuable, lequel est l'électeur, et la science désintéressée, qui n'est même pas syndiquée, ne pèse pas lourd en matière électorale. Et puis nos habitudes fiscales, le bloc de recettes un et indivisible appliqué à un mode de dépenses un et indivisible, rien ne prête moins à des générosités qui se porteraient puissamment sur un point non électoral. Ce n'est pas de cette manière brutale et routinière que devrait s'exercer l'intervention de l'État.

Il faudrait que l'industrie fût amenée à comprendre que la dette du capital envers le travailleur intellectuel d'en haut n'est pas moins digne de considération que sa dette envers le travailleur d'en bas. Depuis plus d'un demi-siècle, la législation ouvrière du monde civilisé s'est efforcée de soustraire de plus en plus cette dernière dette à la loi aveugle de l'offre et de la demande : la législation sur les accidents, sur les retraites ouvrières, sur l'assistance sociale, grève le capital d'une hypothèque permanente au bénéfice du travail. Les nations réunies en société ont même attribué à cette hypothèque une telle importance qu'elles ont créé à Genève un Bureau international pour la régulariser et la garantir sur la planète entière. Une hypothèque analogue, au bénéfice du travail désintéressé, ne pourrait-elle être envisagée? En droit elle est aussi légitime. Le travail désintéressé sert, au même titre que le travail manuel, les entreprises organisées en vue du profit. La différence est que la concentration industrielle a permis aux prolétaires de s'organiser, d'exiger, de combiner l'arme de la grève et celle du bulletin de vote, tout cela même dont les élites de laboratoire sont et resteront incapables.

Ne pourrait-on invoquer l'exemple de la loi sur la taxe d'apprentissage? Cette loi, qui avait été très bien préparée par les bureaux, grève les entreprises d'une hypothèque non plus au bénéfice du travail actuel, mais au bénéfice du travail futur. Les sommes qu'elle procure ne se perdent point au gouffre du budget : elles sont employées sous contrôle à la formation des ouvriers de demain. Les entreprises peuvent se payer cette taxe à elles-mêmes en organisant leur apprentissage. La loi intervient pour marquer un devoir d'intérêt général à des usagers, qui sont portés à ne voir que leur intérêt particulier, elle les laisse libres de s'acquitter de ce devoir comme ils l'entendent, elle crée un contrôle et une caisse régulatrice. Le cas du travailleur de laboratoire peut être assimilé à celui de l'apprenti : même devoir de protection du capital humain, de défense de la forêt contre l'usager, du temps contre l'instant.

Une taxe des hautes études scientifiques, au profit d'une caisse des sciences, qui serait administrée par des personnalités savantes et surtout par des techniciens de la coopération intellectuelle, qui serait capable de recevoir dons et legs, et qui en recevrait dans la mesure où elle inspirerait confiance; les entreprises libres d'ailleurs d'employer cette taxe à l'intérieur de leurs usines; des caisses régionales en rapport avec la caisse centrale; une partie des ressources attribuées aux Universités et aux Instituts existants, une autre partie créant des Instituts, des laboratoires nouveaux ou subventionnant ces recherches indépendantes et isolées dont la part est en France peut-être plus grande qu'ailleurs; voilà qui paraîtrait peut-être plus efficace que l'institution d'une Direction des sciences, au ministère de l'Instruction Publique, réclamée par Maurice Barrès, et d'ailleurs souhaitable, tout comme cette direction des Lettres, demandée par M. Vandérem et même décidée sans suite sous le ministère de M. de Jouvenel.

2° Cette caisse des sciences, alimentée par l'État sur son budget général et par de trop rares donations particulières, existe d'ailleurs sous une certaine forme, avec les Universités. Mais ici deux inconvénients : d'abord les bénéficiaires actuels du travail scientifique passé ne sont pas appelés par une obligation de justice et de droit à subventionner le travail scien-

tifique actuel, à contribuer à l'apprentissage de l'invention comme ils contribuent à l'apprentissage du métier, et tout se passe sous le régime de l'Université pauvre dans l'État pauvre. En second lieu, les Universités ont pour tâche essentielle l'enseignement et les examens. Entre cette tâche et le travail personnel il faudrait un meilleur ajustement. Certes, entre l'enseignement et la recherche désintéressée du vrai, les affinités sont telles que ce sont presque deux dialectes de la même langue. Je comprends mal Barrès écrivant : « Il y a une opposition permanente entre l'enseignement et l'investigation. Et de fait, le laboratoire est sacrifié à la chaire professorale. Eh bien! cet antagonisme il faut que l'Université le résolve. » Et il s'appuie sur le témoignage de Renan et de Pasteur, si peu gênés cependant par le service qu'ils ont été, en outre, l'un administrateur du collège de France et l'autre sous-directeur de l'École Normale, tout en restant ou en devenant Renan et Pasteur. Faut-il rappeler que Buffon, Lacépède, Le Verrier, Cuvier, furent aussi de grands fonctionnaires, que Berthelot remplit beaucoup de places? Le Collège de France et le Museum demandent à leurs professeurs trente heures de leçons par an, et tout se passe comme s'ils subventionnaient les recherches personnelles sous condition d'en faire part de temps en temps au public. Mais il faudrait que les longs congés intégralement payés fussent d'usage pour les professeurs d'Universités qui se livrent à des recherches importantes, que les Facultés (je pense surtout à celles de médecine) disposassent, pour les chercheurs qui auront fait ou poursuivront des découvertes scientifiques, du titre, ou même du traitement, de professeur sans chaire, que les professeurs français cessassent d'être les seuls au monde à qui soit imposée la corvée absurde des examens de baccalauréat, qu'un ensemble de mesures de tout genre fussent prises pour honorer et encourager dans les Universités la découverte de la science à faire autant que l'est l'enseignement de la science faite.

La fonction de recherche désintéressée est tenue aujourd'hui autant par les Instituts que par les Universités, Institut Pasteur, instituts de chimie, instituts électro-techniques, institut du radium, à Paris, à Lyon, à Nancy, à Grenoble, à Toulouse. Il

faudrait ne connaître rien de la nature humaine pour penser que les Universités regardent toujours de l'œil le plus bienveillant les instituts autonomes, et que l'indispensable collaboration de l'élite enseignante et de l'élite de laboratoire va de soi. Cependant on a fait depuis la guerre bien des progrès dans cette coordination. Des instituts sans siège ont été créés sans frais à Paris au moyen de quelques affiches blanches où sont énumérés, avec des horaires accordés, les enseignements d'une même discipline à la Sorbonne, au Collège de France, à l'École des Langues orientales, dans les instituts scientifiques. On a mis beaucoup de bonne volonté et d'ingéniosité à faire quelque chose avec peu ou point d'argent.

3° Ni l'État légiférant, ni l'État enseignant, ne suffiront à la tâche d'équiper les laboratoires, sans la contribution de l'initiative privée. Elle a fait des efforts parfois touchants. Une *Journée des Laboratoires* a produit une mitraille de gros sous. Des boxeurs se sont pour les laboratoires aplati les cartilages. Mais ce ne sont pas des sommes abandonnées qui importent, ce sont des fondations. Évidemment la France n'est pas l'Amérique, les grandes fortunes privées sont aussi nécessaires à la vie sociale que les fondations, et le fisc les tond de trop près pour qu'elles éprouvent un impérieux besoin et conservent de puissants moyens de générosité publique. Cependant on est bien obligé de reconnaître que lorsque des riches considérables ont fait des largesses ou des testaments célèbres, les hautes études, les élites de laboratoire n'en ont été que rarement les bénéficiaires.

4° Enfin, si l'on ne dispose pas toujours, pour la science, de la couronne d'or qui peut se vendre ou s'engager au Mont-de-Piété, on ne devrait pas lui mesurer avec tant de réserve les couronnes de chêne ou de gazon. Il faut que la science désintéressée, la hardiesse pure de l'esprit, soient honorées autant et plus que la science utilitaire et que la hardiesse sportive. Il faut qu'à côté, et, je veux bien, au-dessous, des grands assassins, des grands voleurs et des grands avocats, l'information accorde quelque publicité honorable au savant qui sur un point aurait fait faire à la science un pas certain.

***

Nous passons à des élites moins endeuillées. S'il y a une grande pitié des églises, une grande pitié des laboratoires, on ne saurait parler sans excès d'une grande pitié des écoles, ni des écolâtres (peut-être des écoliers, mais la question du surmenage ne me regarde pas). Bien au contraire c'est ou c'était un lieu commun de nos hommes politiques, que de féliciter la République d'avoir revêtu la France d'une blanche robe d'écoles, comme le moine du moyen âge la louait d'être habillée d'une blanche robe d'églises. Même cette robe représente officiellement toute l'intelligence, puisque le ministère qui s'occupe en France de toute la matière intellectuelle, c'est le ministère de l'Instruction publique, un nom qui le faisait appeler dédaigneusement par Victor Hugo le ministère des bambins.

Le problème essentiel de l'élite enseignante n'est pas, du point de vue civique qui nous occupe ici, un problème de ressources. Notre enseignement primaire a cessé d'être à plaindre. Notre haut et moyen enseignement n'est point traité, évidemment, avec la magnificence qu'a retrouvé, après les misères de l'inflation, celui de l'Allemagne d'aujourd'hui. Il n'est pas dans une situation inférieure à celle des professeurs et des maîtres de Suisse romande ou d'Italie. La frugalité est, en France, de tradition universitaire. Et, quelles que soient les améliorations de détail, en gros cela ne changera jamais. L'élite enseignante est et sera une élite matériellement pauvre, recrutée par des bourses dans la couche inférieure des classes moyennes, et qui se forme par un appel d'air incessant de l'intelligence. Et voilà une situation qui pose, dans une démocratie, d'une façon vivante et dramatique, le problème des élites intellectuelles.

Non seulement en effet les professeurs sont une élite, mais ils font les élites, ou plutôt ils les forment, et davantage encore ils croient les faire et ils veulent les former. Et non seulement les professeurs sont une élite intellectuelle, mais ils ont une tendance à ne pas admettre d'autres élites, à considérer le mot comme pléonasme.

L'élite enseignante a reçu sous tous les régimes, comme l'élite cléricale, une admirable mission. Depuis un millénaire et demi les disciples de Jésus-Christ, chef des justes, comme écrit Bossuet, disent le juste, et il n'y a pas, en Europe et en Amérique, d'autre morale vivante que celle qui, d'une manière plus ou moins directe, est racinée dans l'Évangile. Mais depuis un nombre de siècles presque aussi considérable, les sociétés sont obligées de lutter contre le cléricalisme, c'est-à-dire entre la tendance de l'élite cléricale à contrôler toutes les autres élites. Pareillement, les élites enseignantes disent publiquement, officiellement, le vrai, dans la mesure où le vrai est susceptible d'être dit, elles ouvrent au vrai l'enfance, la jeunesse, elles s'ouvrent elles-mêmes au vrai, ou devraient s'y ouvrir, dans cette ingénuité de l'éternel étudiant, où l'esprit garde le contact avec sa propre enfance et sa propre jeunesse, consonnantes à l'enfance et à la jeunesse d'autrui. Les élites enseignantes, filles aînées de la République, ont pris — et cela c'est la République même — une partie aussi grande que possible de la place occupée par les élites cléricales. Il nous paraîtrait contraire à la nature humaine qu'elles n'eussent pas hérité de quelques-unes de leurs ambitions, et, étant quelque chose dans les élites, de leur tendance à y être tout.

Or la réalité donne bien vite des démentis à ces ambitions. Léon XIII disait que la France ne veut pas du gouvernement des curés, et son expérience de légat dans les anciens États pontificaux lui faisait ajouter, dans l'intimité, que la France avait raison. La nature et les hommes nous avertissent de même que ni la France, ni un État sain n'admettent un gouvernement, au sens le plus large du mot, contrôlé par l'élite enseignante, c'est-à-dire un gouvernement des professeurs, ou même, d'une manière plus générale, un gouvernement des premiers de la classe.

Des quatre élites intellectuelles que nous avons distinguées, celle-ci et la précédente, soit l'élite enseignante et l'élite des laboratoires (d'ailleurs souvent réunies de fait dans les mêmes personnes) sont les seules pour lesquelles se pose, d'une manière qui intéresse l'avenir, la question précise du gouvernement de la masse par une élite intellectuelle.

En effet, en ce qui concerne la première élite, la religieuse, la question cléricale, telle qu'elle se présentait sous Charles X, n'existe plus. D'autre part, aucune idée dans notre pensée, aucun terme dans la langue, aucun mouvement dans la vie présente, ne permettent de nous représenter comme tendant à l'être un gouvernement des écrivains. Mais tout un courant d'utopie, dont le Renan de 1848 et même des *Dialogues* est le plus illustre représentant, porta le rêve d'un gouvernement de la planète ou de l'État par la science, la philosophie, par les classes de l'Institut. Si les forces religieuses venaient à céder et à s'user, si le libéralisme continuait à décliner, si de grandes expériences révolutionnaires éclataient et échouaient, il pourrait arriver qu'au siècle prochain les citoyens qui se gouvernent, ou sont censés se gouverner, finissent par être tentés de se dessaisir entre les mains d'experts, d'élites techniques en liaison avec des élites intellectuelles. Qui sait si les commissions consultatives d'experts internationaux, qui jouent un rôle grandissant dans l'activité de la société des Nations, ne figurent pas une sorte de nébuleuse destinée à se solidifier en quelque formation politique et spirituelle qu'on peut se risquer à appeler une noocratie? Mais cela ce sont des notes que je griffonne dans les marges de la troisième partie des *Dialogues Philosophiques* : *Rêves*. Au contraire sinon un gouvernement des enseignants, du moins une participation grandissante des enseignants à l'autorité dans une démocratie, c'est une possibilité de demain.

Je ne parle point ici de la part considérable qu'ont acquise, dans le législatif et l'exécutif, les universitaires, qui forment la corporation la plus nombreuse de la politique après les avocats. Depuis l'affaire Dreyfus, l'École Normale supérieure, créée pour recruter une élite pédagogique, et qui, depuis 1848, fournissait de plus une des élites littéraires, non d'ailleurs la principale, a procuré en outre les cadres d'une élite politique, surtout dans les partis radicaux et socialistes. Après la phase de la politique scolaire, la République est entrée dans celle du scolaire politique. Et c'est à la fois de manière scolaire et de manière politique que s'est posée la question des élites dans une démocratie. Je veux parler de cette curieuse doctrine de l'école unique, qui tombe en plein dans notre sujet,

et qui joue un rôle de mythe sorélien analogue à la grève générale il y a trente ans.

Les maîtres de l'Université et de l'enseignement libre ont pour tâche de former les élites françaises de demain. Mais ces élites les maîtres ne les forment pas comme ils veulent. La jeunesse reçoit de ses maîtres son instruction, mais ses maîtres reçoivent de l'État leurs instructions.

Les maîtres de l'enseignement secondaire et ceux du supérieur, doivent tenir compte non seulement des instructions de leurs chefs, mais, les premiers, des désirs, des volontés et des idées des parents qui leur confient librement leurs enfants, les seconds des idées et de la formation de leurs étudiants, qui sont à l'âge de l'esprit critique, et qui représentent une génération déjà consciente des différences qui la séparent de la génération précédente. Ni les uns ni les autres ne façonnent les élites en partant d'une table rase. Il serait beau cependant d'obtenir cette table rase. L'école unique y pourvoirait.

Le principe de l'école unique paraît celui-ci : appliquer aux élites intellectuelles, et faire appliquer par une des élites intellectuelles (la pédagogique) le système de la conscription. Tous les Français passeraient par l'école primaire. Des jurys désigneraient parmi eux ceux qui sont aptes à recevoir l'enseignement secondaire, et les dirigeraient vers les lycées et les collèges, gratuits comme les écoles primaires. On entrerait au lycée non parce que les parents auraient décidé de procurer à leurs frais l'instruction secondaire à leurs enfants, mais parce que des instituteurs et des professeurs auraient reconnu un enfant capable de recevoir utilement cette instruction aux frais de la nation.

Il y a quelques années le parti socialiste avait trouvé ce remède aux difficultés financières : établir la conscription des fortunes, et prendre l'argent où il est. Le principe de l'école unique est analogue : établir la conscription des intelligences, et faire prendre par les maîtres de la jeunesse l'élite où elle est.

On fit des objections, assez pertinentes, à la conscription des fortunes. Elle n'irait pas du tout comme la conscription des chevaux et des hommes. On peut prendre en effet le cheval où il est, dans l'écurie de son propriétaire, et le jeune homme qui a vingt ans révolus où il est, c'est-à-dire soit dans ses

foyers, soit là où la gendarmerie saura bien le retrouver. Le cheval et l'homme une fois pris, les vétérinaires et les médecins ne sont pas embarrassés pour décider s'ils sont ou non aptes au service, ni les cavaliers et les cadres pour les dresser exactement au service que l'on attend d'eux.

Il n'en est pas de même de la conscription des fortunes. Le fisc ne saurait prendre l'argent où il est, selon la théorie de M. Renaudel, comme le vétérinaire prend le cheval où il est. L'argent n'est nulle part, et il circule partout. Le capital ne se pense que sous la catégorie de la mobilité, c'est-à-dire qu'il échappe à la pensée au moment où elle le pense, au fisc au moment où il l'enrégimente. Il existe une conscription des immeubles, qui s'appelle le cadastre, parce que les immeubles sont choses matérielles comme les chevaux et les conscrits. Il n'y a pas de conscription possible de la fortune mobilière, ou mobile.

A plus forte raison, ne saurait-il y avoir de conscription de l'intelligence. On ne devient pas un homme éminent parce qu'on a été un bon élève. Les élites humaines ne coïncident nullement avec les élites scolaires. Quel professeur de conscience juste ne reculerait d'effroi devant la responsabilité d'un verdict qui déclarerait un enfant de douze ans apte ou inapte à recevoir l'instruction secondaire? Qui n'aurait le pressentiment que les élites vivantes, les vraies, se recruteraient de préférence parmi les inaptes? Les cent mille jeunes Français inscrits comme élite en herbe par la « machine à apter » représenteraient cette élite à peu près comme les premiers en composition française sont destinés à représenter l'élite littéraire!

Les partisans de l'école unique estiment que l'argent possède un pouvoir exorbitant dans la désignation des élites. On connaît les indignations de M. Herriot contre les cancres riches qui prennent au lycée la place des pauvres intelligents. Je suis loin de les lui reprocher, puisqu'une algarade de ce genre a valu à Charlemagne de devenir le patron des écoles, et qu'il est très bien que M. Herriot, boursier promu avec honneur, par son intelligence et son travail, aux situations les plus hautes, tienne à élargir en grande porte la brèche par où il est passé. Je me demande seulement si sa con-

ception des élites intellectuelles répond à la souplesse de la réalité, et s'il n'attribue pas au mot *réussir* un sens bien épais. J'ai enseigné dans les lycées peut-être plus longtemps que lui, dans une classe qui me faisait passer sous les yeux, chaque année, des centaines d'élèves, celle d'histoire, j'ai assez bonne mémoire, et, en mobilisant tous mes souvenirs, je me trouve incapable de mettre sur un visage quelconque cette étiquette : le cancre riche. (Il est vrai qu'avec les riches d'après-guerre cela a pu changer). Je crains qu'il n'y ait là qu'une abstraction oratoire. Mais l'instruction secondaire n'a pas seulement pour but de créer de toutes pièces, sur une table rase, des élites intellectuelles. Elle facilite ce que M. Paul Bourget appelait l'étape. Et il y a une technique de l'étape, où la fortune joue son rôle. L'aisance, la richesse, représentent, pour l'accession aux professions libérales, des points d'appui guère moins utiles que la possession de connaissances scolaires : fortune moyenne et études moyennes vont bien ensemble. Un magistrat, un écrivain, un artiste, qui exercent leur profession sans être obligés d'en vivre ont chance de l'exercer avec plus d'indépendance et de dignité. Pascal disait de la noblesse que c'était une belle invention, puisqu'elle faisait gagner vingt ans sans peine. Il n'est pas moins évident qu'un capital hérité peut faire gagner sans peine le temps qu'on aurait mis à l'acquérir par un travail forcé, entrer, comme la dot d'une femme, en ligne de compte pour le placement social.

Le principal mobile de l'activité humaine, ce n'est pas d'appartenir à l'élite intellectuelle, mais de faire fortune, quand cette fortune n'est pas faite, et l'on fait fortune dans des professions auxquelles l'enseignement secondaire prépare peu ou mal, à savoir le commerce et les métiers. Or le commerce et les métiers ont droit à leurs élites comme l'intelligence. Les enfants bien doués qui gagnent leur vie et pratiquent un métier au sortir de l'école primaire représentent un capital social que les apôtres de l'école unique regardent d'un œil torve en disant : « Il devrait être à nous. Que d'instituteurs perdus, de professeurs manqués! » Je crains que la vie de l'école ne leur dissimule l'école de la vie.

Qui sait même si le peuple en tant que peuple n'a pas droit à ses élites propres? C'est ici que se pose la question qu'en

souvenir de Renan et de M. Guehenno on pourrait appeler la question Caliban. Deux enfants du peuple, supposés d'intelligence à peu près égale, à quatorze ans entrent l'un au métier, l'autre au lycée avec une bourse. Le premier devient un bon ouvrier, secrétaire de son syndicat; le second devient professeur de lycée. Tous deux parviennent plus tard au Parlement, dans le même groupe, le groupe socialiste. Il se peut que le second y trouve une place plus importante. Il se peut aussi que ce soit le premier. Tous deux appartiendront à une élite, mais là une élite bourgeoise ou semi-bourgeoise, l'autre à une élite populaire. A quelle élite le peuple tient-il le plus, et laquelle lui rend le plus de services? La première, soit le type Albert Thomas, ou la seconde, soit le type Léon Jouhaux? Je crois qu'il en faut de l'une et de l'autre, et j'estime autant l'une que l'autre. Mais la théorie de l'école unique pense bizarrement, sans l'avouer, que la première seule est la bonne. L'école unique, ou l'élite unique.

Aussi bien le principe de l'école unique manque-t-il de racines populaires. C'est une doctrine d'intellectuel, qui ne croit qu'aux élites intellectuelles. L'école unique et le lycée gratuit, voilà ce qui aurait permis aux instituteurs, qui se considèrent, bien à tort, comme des sous-officiers de l'enseignement, de devenir officiers. Je ne crois pas à cette hiérarchie. Je crois qu'un bon instituteur, comme j'en connais, appartient à l'élite enseignante beaucoup plus qu'un professeur de faculté routinier et rabâcheur, comme j'en connais aussi. Il me semble même que la vision mystique de l'école unique de demain devrait procurer plus de satisfaction aux intellectuels de situation sociale modeste que la réalité d'une école unique aujourd'hui. Ils peuvent toujours dire, et parfois avec raison : « Si mes parents avaient eu de la fortune, j'aurais été polytechnicien comme le fils de M. X... ou je serais entré à Saint-Cyr comme le garçon de M. le comte. Et si j'avais été pistonné, j'aurais eu une bourse au lycée comme Édouard ou Albert. L'école unique remédiera à ces injustices. » Mais si l'école unique existait, si le tri était fait par les jurys d'examen, et non, comme il n'est pas défendu de se l'imaginer, par l'argent du château ou le piston du député, la porte serait fermée à ces consolations, on porterait le poids d'une indignité consciente.

Supposez que les trois meilleurs critiques entrent à l'Académie française après un examen, devant un jury aussi technique que le jury d'agrégation, que je me présente, et que j'échoue. Je serais très vexé. Heureusement il n'en est pas ainsi. Si je n'appartiens point à cette compagnie, je puis aller répétant qu'on ne devient académicien qu'en écrivant des fadaises, en tirant des pieds de biche, en jouant de l'encensoir, et en dînant en ville, ce qui, comme les griefs des amis de l'école unique, n'est sans doute vrai qu'un petit peu, et d'une manière humaine, qui doit se tolérer, peut s'améliorer.

S'améliorer (je parle de l'école) par la multiplication des bourses, par les allocations aux parents, par les remises de frais d'études aux familles nombreuses, par des mesures législatives qui ne concernent point notre sujet. Ce qui nous occupe ici c'est cette mystique de l'école unique, qui est une doctrine d'enseignants. Si elle a tenu une grande place au Congrès socialiste de Nancy, cette année, on en verra facilement les raisons électorales, car on sait l'importance des instituteurs dans les « cadres ». Ainsi que l'ont marqué les orateurs de ce congrès, l'école unique demeurerait inopérante si elle n'aboutissait pas au monopole de l'enseignement. Il ne faut pas que les « cancres riches » aillent se faire instruire dans les établissements libres (et cléricaux, en outre), qui seraient bien capables d'en faire quelque chose. Albert Sorel a remarqué que les lois révolutionnaires contre les émigrés n'ont fait que copier les lois de Louis XIV contre les protestants. Le code de la persécution, avec son recto blanc et son verso rouge, est, lui aussi, un code unique. La Révocation de l'Édit de Nantes, politique de l'Église unique, a eu l'honneur de dresser en France une manière d'archétype du fanatisme. Les mesures qu'elle édicte sur l'instruction des enfants protestants, on trouvera à les comparer utilement avec les propositions que soutinrent à Nancy, avec logique et talent, les socialistes de l'école unique.

Il faut considérer l'école unique comme une revendication corporative des pédagogues, en liaison avec une mystique de la répartition et une politique de l'égalité, bien plutôt que comme un désir des masses et une théorie de l'éducation productive. De toutes les élites intellectuelles, l'élite ensei-

gnante est, par un privilège honorable, la plus étrangère aux distinctions de la fortune, la plus anti-ploutocratique par position. Elle se recrute presque uniquement parmi les boursiers. L'école, le lycée, l'Université, autant de mondes merveilleux où la prérogative de l'argent ou de la naissance est déposée avec les pardessus et les casquettes à la porte des salles de cours, où la connaissance des intéressés entre seule en jeu, où seule elle préside aux distinctions et aux rangs. Les inégalités entre les intelligences, entre les capacités de travail, étant données et acceptées, une classe d'école représente un monde de justice, la justice scolaire. Mais l'enfance, la jeunesse, la préparation à la vie sociale, ne sont pas la vie sociale. Les élites sociales ne relèvent pas plus du type pédagogique que du type clérical.

Une démocratie, suffisamment mise en garde contre le cléricalisme proprement dit, pourrait courir le danger de ce cléricalisme de l'école, que serait le pédagogisme. On voit parfois s'ébaucher dans les congrès un syndicalisme universitaire, croisé d'un monopole de l'enseignement. Mais j'écarte cette vision cornue. Mieux vaut mettre l'accent sur l'idéalisme qu'entretient la vocation de l'enseignement. La Société des Nations est née en partie de la « noble candeur » d'un professeur naïf, le président Wilson; et sans le courant d'idéalisme et de confiance qu'elle a provoqué, que serait l'Europe d'aujourd'hui? En France nos professeurs sont entrés dans la vie publique, portés par le courant d'idéalisme de l'affaire Dreyfus. L'élite enseignante est une élite semi-cléricale. D'où son double titre, à être contenue dans de justes bornes, et à être honorée là où un appel d'air idéaliste devient bienfaisant. Un pays ne doit se laisser gouverner qu'avec la plus grande réserve par les gouverneurs de ses enfants, mais les maîtres de la jeunesse, collégiens rengagés, vieux étudiants, participent, par position et par endosmose, aux forces fraîches, aux disponibilités neuves et aux précieuses candeurs de la jeunesse.

***

On pourrait dire que des quatre élites intellectuelles, il y en a deux qui sont préposées à la tradition : la cléricale et

l'enseignante, et deux à l'invention : l'élite des laboratoires et l'élite littéraire. On discernerait en elles deux couples d'oppositions. La première opposition entre l'élite cléricale et l'élite des laboratoires. Évidemment elles ne sont pas nécessairement ennemies. Le clergé compte des savants éminents, tel grand homme de laboratoire comme l'abbé Rousselot. Et nombre de savants, comme Pasteur et Branly, sont des croyants. Il n'en est pas moins vrai que si on les considère non en droit et en raison, mais en fait et par masses, on voit que les hommes du monde intérieur et les hommes de l'expérimentation, la chapelle et le laboratoire, gouvernent deux mondes non seulement distincts dans leur principe, mais opposés dans leur rayonnement et leur action; la fissure qui sépare en bas la sacristie de Bournisien et la pharmacie d'Homais s'élargit jusqu'au sommet des élites. La seconde opposition, on la verrait entre l'élite enseignante et l'élite littéraire. Ici encore les objections ne manqueront pas : quelles professions paraissent aussi bien accordées que l'enseignement et la littérature? On n'est pas un grand professeur si l'on n'écrit pas. Faut-il citer Michelet, Taine, Renan, Fustel, Bédier? Alors?

Alors, c'est dans la destination essentielle des deux élites qu'il faut chercher l'opposition. Le même homme peut s'appliquer excellemment à plusieurs besognes, appartenir à plusieurs élites, être comme Renan administrateur, professeur, écrivain, savant (il eût même été sénateur si l'on eût voulu). Cela n'empêche pas que la destination de l'enseignement et la destination de la littérature divergent. L'enseignement conserve et transmet : les Goncourt ont dit que l'antiquité était le pain des professeurs; de même l'antiquité, la tradition sont la substance et la nourriture de l'Église. Il fut un temps où la littérature avait elle aussi contracté un mariage avec l'autorité, la tradition : c'était à l'époque classique, alors que Descartes et Pascal avaient déjà marqué avec éclat la rupture entre la religion et le laboratoire. Mais l'exemple de Rousseau, le mouvement et les théories du romantisme, ont donné pour consigne définitive à la littérature : originalité, invention, autonomie.

On professe pour mettre à la portée de ceux qui l'ignorent quelque chose que les doctes savent, mais on écrit pour dire quelque chose qui n'a pas été dit, on écrit pour exprimer une

personnalité qui est unique, on écrit pour créer. Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, c'est une illusion; il y a en littérature beaucoup plus d'imitateurs que de créateurs. Mais n'y eût-il qu'un créateur, il aimante les imitateurs, il les enflamme d'émulation, la création reste en littérature la valeur-or, à laquelle une inflation démesurée rend hommage comme l'hypocrisie à la vertu. L'élite littéraire, ou plutôt l'élite de l'élite littéraire, représente, dans l'ensemble des élites intellectuelles en marche, avec priorité, la force créatrice.

Création signifie liberté. Les élites cléricale et enseignante ne sont efficaces et florissantes que par leur organisation, leur masse. Elles ne vont pas sans coopération et sans hiérarchie. L'élite des laboratoires se passe de hiérarchie, mais non de coopération. L'élite littéraire, en droit, et sur le plan du génie créateur, se passe de l'un et de l'autre. Mais en fait, et sur le plan de la cité, nous sommes obligés de considérer comme élite littéraire non pas les grands créateurs que retiendra la postérité, mais les quatre à cinq mille écrivains ou journalistes qui croient avoir quelque chose à dire, ou tout au moins les quatre à cinq cents dont le public paraît penser qu'ils ont en effet quelque chose à dire. La hiérarchie, la coopération, reprennent leur droit dans ce groupe corporatif.

Sur la hiérarchie, la question des Académies fournirait des points de vue. Mais on ne peut pas tout dire, et je passe. En matière de coopération, les efforts des écrivains, des auteurs dramatiques, des journalistes, des artistes, leur action corporative, les résultats que leur ont obtenus ou que devraient leur obtenir de puissantes sociétés, le syndicalisme littéraire, l'élite littéraire dans ses cadres, dans son action pour améliorer son statut économique, la question des prix littéraires, les encouragements que méritent ou que trouvent les vocations littéraires, les découragements qui seraient peut-être utiles, tout cela nous fournirait encore une ample et flottante matière, si nous ne préférions, comme dans les trois secteurs précédents, porter notre regard sur un seul point central, essentiel et actuel.

Ce point me paraît celui-ci. Devant les difficultés et les tentations, comment garder, à l'état au moins de traces ou de germes, cette âme de liberté créatrice aussi essentielle à

l'air respirable de l'élite littéraire qu'à l'air respirable de l'élite des laboratoires?

Il est remarquable que l'élite littéraire, en principe la plus libre et la plus désintéressée de toutes, soit la seule qui vive sous un statut purement commercial, la loi de l'offre et de la demande. Il n'y a pas de corps littéraire, comme il y a un corps médical ou un corps enseignant, ou un barreau, avec des diplômes et des obligations professionnelles. Il n'y a que des littérateurs à l'état individuel et libre. Ils ne peuvent publier de façon régulière que s'il se trouve des éditeurs pour les accepter, un public pour les lire, soit une demande qui corresponde à leur offre. Ni le sacerdoce, ni l'enseignement, ni la science, ne sont soumis à cette servitude, ni ne jouissent de cette liberté, car on peut y voir à la fois ou successivement une servitude ou une liberté. Un professeur de philosophie, qui tient une place importante dans l'élite enseignante, Alain, écrit avec dédain : « Tout écrivain est nourri par les privilégiés! » C'est de la vérité de pamphlet. Mais ce fonctionnaire dans sa classe, le croirons-nous plus libre qu'un écrivain à son bureau? Je crois après tout que oui. Le poids de la souveraineté spirituelle de la rue de Grenelle ne touche pas un professeur une fois dans son année scolaire. Le professeur de philosophie cherche la vérité, et non à plaire à ses élèves ou à l'administration. L'écrivain est obligé de plaire à ses lecteurs. Souvent tout s'arrange, et c'est en cherchant uniquement à se plaire à soi-même qu'on a le plus de chances de plaire à autrui. Il n'en est pas moins vrai que par cette loi de l'offre et de la demande l'art, littéraire ou autre, est grevé d'une servitude.

Une servitude, heureusement, qui sert de point d'appui à une liberté, ainsi qu'il arrive dans la poésie. Il y a moins d'un siècle et demi que cette loi de l'offre et de la demande gouverne la vie littéraire. Il faudrait de longues pages pour en étudier les effets, en peser les avantages et les inconvénients, et du point de vue de la qualité, et du point de vue de la quantité. On peut dire cependant qu'en gros et dans l'ensemble elle n'a pas amené une dépression littéraire. C'est sous son régime qu'a vécu le romantisme. Mais jamais elle n'a pris une importance plus décisive et plus brutale que depuis la

guerre. L'extension du public qui lit, l'initiative de jeunes éditeurs hardis, la formation de grosses fortunes et de fortes « situations littéraires » qui servent d'appel d'air aux autres, le mouvement bibliophilique, qui a fait bénéficier la qualité de la prime réservée jusqu'alors à la quantité, tout cela a lié de manière encore plus étroite la vie littéraire à la loi de l'offre et de la demande. On peut évidemment, sur certains points, se livrer à la déploration. Dans l'ensemble cependant la vie littéraire est florissante, la littérature française développe ses positions. Le bien l'emporte sur le mal.

Cette commercialisation paraît même favorable à la liberté créatrice. Quand Lamartine apporta ses *Méditations* à Didot, celui-ci le tança parce qu'il faisait des vers qui ne ressemblaient pas à ceux des autres : « Alors, comment voulez-vous que cela se vende ? » L'expérience montra que Didot se trompait. Mais aujourd'hui le raisonnement des éditeurs partirait du point de vue justement opposé à celui de Didot. Ce qui ne ressemble à rien d'autre, le particulier, l'original, fait prime, est plus demandé qu'offert.

Ce problème de la liberté de l'écrivain, développé sur tous les plans, relayé à tous ses tournants, comparé avec les problèmes qui lui sont comparables, il formerait le sujet d'un dialogue qui partirait de la boutade d'Alain, et qui évoquerait celui du berger et du chevrier. Ce n'est point notre affaire. Notons seulement qu'il éveille périodiquement l'intérêt du public, et surtout depuis l'affaire Dreyfus qui posa si fort la question que Péguy eût appelée : De la situation faite à l'élite intellectuelle... Charles Maurras lui a consacré son célèbre *Avenir de l'Intelligence*, discours sur la destination de l'homme de lettres, que l'auteur veut sauver de l'oppression de l'or pour l'engager dans une alliance avec le sang, où il trouverait sa liberté comme il l'avait trouvée, ou était censé l'avoir trouvée, dans le même pacte, au XVIIe siècle. M. Julien Benda, dans la *Trahison des Clercs*, a dénoncé la manière dont l'intellectuel de haut rang, le clerc, a depuis un demi-siècle abdiqué son magistère, sa liberté critique, l'éminente dignité de la cléricature littéraire, pour s'employer au service des passions de nation ou de classe. M. Emmanuel Berl, dans son récent pamphlet *Mort de la Pensée bourgeoise*, assigne à l'écrivain

le devoir d'être non-conformiste, et dénonce dans le conformisme social ou moral le marché où il vend et le gouffre où il perd sa liberté. Ces livres montrent au moins le prix que les écrivains attachent à la liberté de l'esprit, et le zèle avec lequel ils s'efforcent de maintenir pur cet air respirable de l'élite littéraire.

La loi de l'offre et de la demande fonctionne d'ailleurs d'une façon bien différente selon qu'on envisage l'une ou l'autre de ces deux sections de la vie littéraire : la condition de l'écrivain et la condition du journaliste. Quand il s'agit du livre, l'homme de pensée ou d'art n'a affaire qu'à un commerçant, l'éditeur, qui apprécie son travail d'un point de vue commercial. La situation est nette. Mais quand il s'agit d'entrer en communication avec le public par l'intermédiaire du journal, l'écrivain, le journaliste, doit passer par l'intermédiaire d'un entrepreneur de pensée, qui est le directeur ou l'administration du journal. Il ne peut écrire que dans une certaine conformité avec l'esprit du journal. Ou, plus précisément, il ne peut écrire qu'en groupe. Le journal est un livre quotidien, collectif, où, en principe, tout doit s'accorder. Il y a bien des accommodements avec ce principe. Un critique littéraire peut y jouir d'une liberté non à vrai dire chimiquement pure (cela n'existe pas), mais moyenne, honorable, et d'ailleurs un critique littéraire ne pouvant pas réussir sans liberté, un journal doit préférer le critique libre, qui peut réussir, au critique serf des chapelles, des salons, des écoles, des Académies ou des éditeurs, bien vite repéré et coulé. Mais le journalisme littéraire ne représente qu'une partie infime du journalisme. Il y a le journalisme politique, économique, informateur, qui est l'essentiel. Le moins qu'on en puisse dire est que la liberté n'y coule pas à pleins bords. Mais ce qui importe c'est peut-être moins la liberté du journaliste (cependant si souhaitable, et sur laquelle il y aurait tant à écrire, à revendiquer) que la liberté de la presse. Le journalisme vit dans une règle du jeu particulière : celle d'équipes diverses et adverses qui se réfutent et se neutralisent l'une et l'autre. Il en est de ses grands journaux, de ses syndicats d'opinions, comme des partis politiques dans une démocratie. L'individualité sans mandat n'y a guère de place.

***

Les problèmes particuliers qui concernent chacune des quatre élites intellectuelles font leur jeu à part, ils changent plus ou moins à chaque génération, et nous avons isolé ici ceux qui nous ont paru présenter le plus d'importance actuelle. Si maintenant on s'efforçait de fondre en une unité, celle de l'élite intellectuelle unique, ces quatre élites intellectuelles diverses, on reconnaîtrait que presque toutes les questions qui la concernent sont aujourd'hui l'objet d'un triple mouvement, dont l'avenir nous dira s'il faut le nommer évolution ou révolution. L'élite intellectuelle était hier une élite bourgeoise, une élite masculine et une élite nationale. Si nous disions qu'elle doit devenir une élite prolétarienne et une élite internationale, nous nous exprimerions en termes aussi absurdes que si nous l'annoncions comme une élite féminine. Mais il est vrai qu'elle comporte un élargissement grandissant dans l'ordre des classes, des sexes et des nations.

1° La vie politique et l'organisation ouvrière contribuent, évidemment, beaucoup plus que la vie intellectuelle, à faire entrer, sans les déraciner ni les déclasser, les valeurs populaires, ou prolétariennes dans l'élite nationale. Les problèmes de classe intéressent donc surtout les élites politiques et économiques. Mais ils concernent aussi les élites intellectuelles. Nous avons déjà parlé de ce que nous appelions le problème de Caliban, tel qu'il se posait déjà pour Michelet, de manière d'ailleurs un peu théorique et isolée. Aujourd'hui, nombreux sont les professeurs de l'enseignement secondaire qui, issus de familles ouvrières ou paysannes, se livrent à une manière d'entraînement intérieur pour ne point perdre leur conscience de classe. C'est d'autre part un fait littéraire important que des écrivains comme Péguy, Ramuz, Jammes, Giono se soient créé un public, une sphère d'influence large et féconde non pas en parlant du peuple ou en allant au peuple, mais en étant peuple dans leur langage, en élevant à une valeur littéraire un parler paysan, en se refusant de tout leur passé populaire à un conformisme littéraire. Évidemment les élites intellectuelles sont exposées aujourd'hui à subir des pertes irréparables. Un humanisme délicat, fleur du génie classique,

s'obscurcit, et la destinée d'Anatole France, son dernier représentant, est ici caractéristique. Mais ces pertes sur un point peuvent être compensées par des gains ailleurs, et un élargissement à la base. On lit, on écrit, on publie beaucoup plus qu'avant la guerre. Davantage aussi on provoque à l'invention, on applaudit à l'originalité. On appelle le génie populaire avec toutes ses conséquences et dans toute son authenticité.

2° Les femmes n'ont encore pris aucune place dans les élites politiques (et pour cause!), très exceptionnellement dans les élites économiques. En revanche elles régissent depuis trois siècles les élites mondaines. Leur place dans les élites intellectuelles grandit chaque jour, et c'est là une des révolutions de notre temps. Je ne parle pas du monde religieux, où rien n'est changé, qui se gouverne à part, et dont le profane n'aperçoit guère l'intérieur obscur. Mais les laboratoires, l'enseignement, la littérature, accueillent un nombre grandissant de femmes dont le nombre et la réussite le cèdent de moins en moins à ceux des hommes. Il semble bien cependant que la littérature soit le seul domaine où les succès des deux sexes aient des chances de se balancer un jour avec égalité. Mais les lycées de jeunes filles, si prospères et si vivants, et qui, avec les écoles normales d'institutrices, ont préparé aux écrivains d'aujourd'hui un contingent de lectrices considérable, n'ont pas dit leur dernier mot.

3° Enfin il en est du problème des élites intellectuelles comme de tous les autres problèmes de la vie sociale. Nous le voyons passer et s'organiser sur ce qu'on est convenu d'appeler le plan international. Les pertes énormes qu'a faites la culture de l'élite en matière de liaison avec le passé classique de la Grèce et de Rome ont été, en partie au moins, compensées par des liaisons dans l'espace, par la connaissance des langues et des littératures étrangères, par la société avec le dehors. Le Français moyen sort de chez lui beaucoup moins qu'autrefois, simplement parce que les voyages coûtent non pas cinq fois, mais dix fois ce qu'ils coûtaient avant la guerre. Au contraire le Français qui appartient à une élite savante, enseignante et littéraire, est incessamment sollicité vers l'étranger, vers les confrères, vers les rendez-vous internatio-

naux. Nos professeurs de la Sorbonne sont devenus des manières de Phileas Fogg : ils enseignent aussi souvent dans les deux Amériques, en Angleterre, en Égypte, en Chine ou au Japon qu'à Paris. Et je sais bien que ce n'est pas là tout bénéfice, et qu'un instrument si souvent cahoté dans les malles-cabine a pu perdre quelque peu et quelquefois de sa délicatesse et de sa justesse. Un professeur, un étudiant, un écrivain, comme on dit, à la page, font leur tour d'Europe et d'Amérique comme les compagnons faisaient autrefois leur tour de France, avec des conférences, des articles, des réclames aux transports et à l'industrie. Des auteurs français travaillent pour l'Amérique. Mais il y a autre chose que ces signes individuels, dont certains prêtent à la charge. Il y a dans le monde de l'intelligence une volonté d'organisation internationale, de correspondance internationale, de coopération internationale. L'institution de Genève, qui n'a que dix ans, ne fournit encore que des cadres, ne creuse qu'un appel d'air, mais visiblement et de plus en plus quelque chose remplit ces cadres et répond à cet appel. L'organisme de coopération intellectuelle, avec ses comités et son Institut, n'est qu'un commencement. On y voit peu à peu s'élaborer, se construire un central téléphonique entre toutes les élites intellectuelles de la planète.

4° Voilà trois principes d'élargissement au sommet. Peut-être sont-ils destinés à compenser plus ou moins un terrible rétrécissement à la base. Ce rétrécissement, qui date de 1914, consiste en ceci, que l'élite intellectuelle française est une élite décimée. Églises, laboratoires, enseignement, littérature, ont payé à la guerre un terrible tribut, et ces vides ont créé automatiquement trois appels d'air : populaire, féminin, étranger. Populaire : le sous-officier prend la place de l'officier tué. Féminin : la femme fait le travail de l'homme à la guerre. Étranger : un homme du dehors vient remplacer un homme du dedans, une idée du dehors une idée du dedans. Les élites intellectuelles sont, pour une génération encore, des élites *oliganthropiques*. La meilleure part de ceux qui auraient eu de vingt à quarante ans entre 1915 et 1930 sont sous terre. Souvenons-nous de la génération romantique. Pensons à ces principes de désaxement et de transformations...

Ces transformations sont et seront différemment appréciées.

Pour ne regarder que les extrêmes, il est naturel qu'une jeunesse les envisage avec une ardente confiance, et que les gardiens de la tradition, jeunes ou vieux, crient casse-cou, que les uns soient sensibles surtout à ce qui se crée, les autres à ce qui meurt, ou à ce qui est mort. Le bon maître Anatole France s'en tirait en compensant par une extrême gauche politique son extrême droite littéraire, en brûlant, comme la bonne femme de Montaigne, une chandelle à Saint-Michel et une autre à son serpent. C'est peut-être une attitude critique un peu simple. Il faut que l'esprit critique nous amène à procéder par problèmes particuliers, à conserver le plus possible en nous résignant aux pertes inévitables, à essayer de résoudre avec prudence des problèmes délicats de dynamique sociale, à trouver, entre les partis opposés et violents de l'intelligence, une manière de central téléphonique, de centre de dialogue, de mise au point et de coopération, analogue à celui dont les élites intellectuelles de toutes les nations ont éprouvé le besoin et dont elles construisent lentement l'édifice.

ALBERT THIBAUDET

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS[1]

Il est intéressant de comparer deux crises de politique étrangère qui, vers le début du siècle, à six ans d'intervalle. secouèrent profondément la France : crise de « Tanger » en 1905, crise d' « Agadir » en 1911. Dans l'un et l'autre cas nous voyons le premier ministre en guerre avec son ministre des Affaires étrangères. Dans l'un et l'autre cas, le quai d'Orsay poursuit une politique d'entente avec l'Angleterre, inspirée par des sentiments de méfiance à l'égard de l'Allemagne, pendant que le président du conseil poursuit une politique d'entente avec l'Allemagne, de méfiance à l'égard de l'Angleterre. Dans l'un et l'autre cas, le premier ministre, pour contrecarrer l'action officielle des affaires étrangères, recourt à des intermédiaires occultes, dont le quai d'Orsay démasque et dénonce les intrigues. Mais l'issue du conflit entre les deux ministres est bien diffférente en 1911 de ce qu'elle avait été en 1905. En 1905, le premier ministre Rouvier triomphe : c'est Delcassé qui s'effondre. En 1911, c'est au contraire M. Caillaux qui s'effondre; et, si nous ne pouvons dire assurément que nous assistions cette fois au triomphe du ministre des affaires étrangères, M. de Selves — dont la chute précède celle de M. Caillaux —, du moins assistons-nous à ce que l'on peut bien appeler l'avènement de M. Poincaré, celui-ci poursuivant le dessein de redresser la diplomatie française, faussée par les intrusions de M. Caillaux et la faiblesse de

1. Ministère des Affaires étrangères. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914. — *Documents diplomatiques français* (1871-1914). — 3e série (1911-1914). Tome premier (4 novembre 1911-7 février 1912. 1 vol in-8 de XXXI-659 p., M.CM.XXIX.

M. de Selves. La sympathie d'une opinion presque unanime accompagne M. Poincaré; et sous un rapport au moins, la chose est paradoxale. Car M. Caillaux, honni par l'opinion, venait pourtant d'obtenir pour la France au Maroc ce que M. Rouvier s'était, six ans plus tôt, vainement efforcé d'obtenir : le droit — malgré certains dédommagements accordés ailleurs à l'Allemagne — d'établir, si elle voulait, un régime de protectorat au Maroc. Le premier volume des « Documents diplomatiques français », qui vient de paraître par les soins de la « Commission de Publication des Documents relatifs aux Origines de la Guerre de 1914 », porte précisément sur cette période. Il part du 4 novembre 1911, c'est-à-dire du jour où fut publiée la convention franco-allemande. Il s'achève au 7 février 1912, trois semaines après l'arrivée de M. Poincaré au pouvoir.

Va-t-il nous apporter, sur une phase aussi critique de l'histoire de France, des lumières nouvelles? Avant de faire porter notre examen sur ce point, peut-être sera-t-il bon de fixer les idées du public au sujet des méthodes de travail adoptées par la Commission.

Ce premier volume s'ouvre à la date du 4 novembre 1911, une trentaine de mois avant la guerre. Est-ce à dire que la Commission n'ait pas l'intention de chercher plus loin en arrière « les origines de la guerre »? Elle aurait, dans cette hypothèse, singulièrement restreint le champ de ses recherches, alors que la publication anglaise part de 1898, et la publication allemande de 1871. En réalité la publication française part aussi de 1871; elle commence, comme la publication allemande, au lendemain du Traité de Francfort. Mais elle a été divisée en trois séries, dont la publication va être menée concurremment; la première série couvre les trente dernières années du XIXe siècle, et s'arrête au 31 décembre 1900. La deuxième commence au 1er janvier 1901 pour s'achever au 3 novembre 1911. La troisième, c'est celle dont le premier volume paraît aujourd'hui. Les premiers volumes des deux autres séries suivront bientôt.

Dire, par ailleurs, que le volume que nous avons en ce moment sous les yeux couvre trois mois de l'histoire diplomatique européenne, implique une sérieuse différence entre

la méthode suivie par les Français et celle que les Allemands, puis à leur exemple les Anglais, avaient cru devoir adopter. Les uns et les autres classent leurs matières suivant l'ordre logique, l'ordre français sera strictement chronologique. Les avantages de la méthode allemande et anglaise sautent aux yeux. Le spécialiste ouvre un recueil de ce genre pour y chercher des renseignements sur tel ou tel point défini : il est heureux de trouver ces renseignements réunis à l'avance par les soins de l'éditeur. Pour ce qui est du lecteur qui ne cherche qu'à satisfaire sa connaissance générale des choses de l'histoire, il risque d'être rebuté par un arrangement — disons si l'on veut par une absence d'arrangement — qui promène son esprit de la frontière du Rhin aux chemins de fer de Mandchourie, des chemins de fer de Mandchourie à la Perse, de la Perse au Maroc, du Maroc à la question de Crète ou à la question des Détroits. Mais l'arrangement logique a ses inconvénients aussi : et si les Allemands ont su, avec un art méritoire, concilier, dans la mesure du possible, l'ordre chronologique et l'ordre logique, il faut reconnaître que les Anglais ont poussé l'application du principe logique jusqu'à un point extrême qui rend l'accès de leur recueil rebutant pour tous les lecteurs, spécialistes ou simples curieux, sans exception. D'autre part l'excellente table méthodique par laquelle se termine le présent volume permet à celui des lecteurs qui en aura la fantaisie de négliger, dans le recueil, toutes les pièces qui ne se rapportent pas à l'objet immédiat de ses recherches. Enfin l'ordre chronologique a cet avantage décisif (les lecteurs du volume que nous avons sous les yeux s'en rendront compte) de donner tout le temps au lecteur le sentiment de l'interdépendance des problèmes, de présenter, à chaque instant, dans son unité indivisible, le cours même de l'histoire.

Un mot encore. La page de titre semble impliquer que l'ouvrage est placé sous l'invocation du ministère des affaires étrangères. Des esprit chagrins, hors de France et en France, feront observer qu'on ne voit rien de semblable en tête des volumes allemands ou anglais. Ils demanderont s'il ne s'agit pas ici d'une publication moins scientifique qu'officielle et diplomatique, une espèce de Livre Jaune agrandi. Il faut répondre à cela, d'abord, que la publication des Documents

relatifs aux origines de la guerre de 1870 présente exactement le même caractère, et que nul n'en a jamais contesté la parfaite objectivité, L'introduction générale nous fait d'ailleurs observer que si, pour des raisons pratiques, une sélection est indispensable, le choix, « préparé par des historiens, n'a subi l'influence d'aucun parti pris et d'aucune préoccupation étrangère à l'histoire ». Lorsqu'on saura les noms des historiens auxquels l'éminent président de la Commission, M. Charléty, a fait appel pour le dépouillement des dossiers, les plus défiants seront, croyons-nous, rassurés : en attendant, bornons-nous à constater un fait. Pour les quatre-vingt-seize jours qui sont couverts par le présent volume, les documents allemands (sauf erreur, car nos calculs ont porté sur quatorze rubriques distinctes) sont au nombre de deux cent cinquante environ. Dans le volume français que nous avons sous les yeux, six cent trente et une pièces : beaucoup plus du double. Or, voici deux propositions qui ne semblent pas de nature à être contestées. La première, c'est que moins un recueil de ce genre est sommaire, moins il est suspect. La seconde, c'est que, de toutes les publications documentaires relatives aux origines de la guerre, la publication française s'annonce comme devant être la plus riche.

***

Feuilletons donc ces documents en historiens, et voyons dans quelle mesure, dès à présent, ils nous permettent de modifier les opinions que nous pouvons avoir déjà formées sur ces deux politiques rivales qu'il est licite d'appeler, pour simplifier, la « politique de M. Caillaux » et la « politique de M. Poincaré ».

Par « politique de M. Caillaux » nous n'entendons pas une politique nouvelle, inventée brusquement au cours de l'été de 1911 par un homme d'État imaginatif. M. Caillaux était l'héritier d'une tradition qui remontait aux temps où Jules Ferry s'était appuyé sur une sorte d'entente latente avec l'Allemagne pour donner à la France un empire colonial. Cette politique avait coûté cher à son inventeur, mais elle avait survécu à la chute de celui-ci et avait été pratiquée,

pendant de longues années, non sans succès, jusqu'au moment où elle avait fait banqueroute à Fachoda. Puis était survenu le système tout différent de l'entente cordiale entre la France et l'Angleterre, et une expérience faite par la France pour étendre ses domaines d'outre-mer avec le consentement et l'appui de l'Angleterre. Expérience déconcertante pour qui ne comprenait pas à quel point l'ascension de la flotte allemande changeait les conditions de l'équilibre européen. En fait, ce fut l'intervention brutale de l'Allemagne qui parut, un moment, l'année de Tanger, mettre un terme à cette expérience. Cependant, patiemment, et comme à tâtons, à travers bien des incidents et des revers, la diplomatie française réussit à trouver les termes d'une sorte d'accommodement avec l'Allemagne. L'accord du 9 février 1909, par lequel l'Allemagne reconnaissait les intérêts politiques particuliers de la France au Maroc, moyennant la promesse d'une association économique entre les nationaux des deux pays, fut un triomphe pour cette politique; et M. Caillaux, ministre des finances, s'appliquait à le faire fructifier, lorsque l'accord fut brusquement accroché par la marche de l'armée française sur Fez, à laquelle l'envoi de la *Panther* en rade d'Agadir fut une réplique. Mais enfin tout s'arrangeait en novembre et l'Allemagne abandonnait le Maroc à la France. M. Caillaux ne pouvait-il présenter comme bienfaisante une méthode grâce à laquelle la France consolidait et étendait son Empire de l'Afrique du Nord, d'accord avec l'Allemagne, en bons termes avec les deux autres puissances de la Triple Alliance, sans que l'Alliance Russe eût été dénoncée ni le principe de l'Entente Cordiale avec l'Angleterre contesté? Double victoire pour la France et pour la paix de l'Europe et du monde. N'était-il pas sage de continuer une politique dont les résultats avaient été, en fin de compte, si heureux?

Mais nous cherchons en vain, dans les documents aujourd'hui publiés, des arguments nouveaux à l'appui de cette thèse. En trouvons-nous peut-être dans les dépêches de M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Berlin? Il avait des raisons en quelque sorte professionnelles pour désirer une amélioration des relations franco-allemandes. Il devait considérer la convention du 4 novembre comme une victoire. Il était cer-

tainement déconcerté par la violence quasiment unanime avec laquelle la presse s'obstinait à la considérer comme un acte d'abdication, une humiliation nationale. Et nous voyons bien, en effet, M. Jules Cambon transmettre à Paris, avec une satisfaction évidente, une lettre que lui a adressée M. de Kiderlen, annonçant le prochain retrait du vaisseau de guerre qui mouillait devant Agadir. Pareillement, dans le rapport qu'il adresse à Paris, le 5 décembre, sur un long entretien qu'il a eu avec M. de Bethmann-Hollweg, nous discernons bien une intention de présenter le point de vue du gouvernement allemand sous le jour le plus favorable. Seulement, tout cela est discret, voilé, indirect; et nous croyons en discerner la raison. Ces lettres sont adressées au ministre des affaires étrangères, M. de Selves. Or la convention est l'œuvre du président du Conseil, M. Caillaux, négociant avec l'Allemagne par-dessus la tête de son ministre. Écrivant au ministre, M. Jules Cambon est tenu de s'exprimer avec beaucoup de réserve, peut-être avec un certain embarras. Ne cherchons pas, dans ces documents, ce que nous n'y pouvons pas trouver.

Le 14 janvier, M. Poincaré devient premier ministre, et ajoute à ces fonctions celles de ministre des affaires étrangères. Les ennemis de sa politique chercheront, sous sa plume, des déclarations compromettantes, des formules agressives ou martiales. Ils ne seront pas complètement désappointés, puisque quarante-huit heures après son avènement, se produit l'incident du *Carthage*, suivi presque immédiatement par l'incident du *Manouba*. Deux vaisseaux de commerce français sont, entre Marseille et Tunis, saisis par des vaisseaux de guerre italiens, séquestrés en Sardaigne, sous l'inculpation de transporter, l'un de la contrebande de guerre, l'autre des officiers turcs, qui cherchent à rejoindre, par la Tunisie, l'armée turque de Tripolitaine. L'incident a, psychologiquement, beaucoup d'importance : les méthodes que M. de Selves aurait employées pour le résoudre n'auraient certainement pas ressemblé à celles qu'employa M. Poincaré. Mais il ne s'agit que d'un épisode; et c'est une chose curieuse de voir à quel point cet épisode encombre l'activité du ministère, pendant les trois premières semaines de son existence : ceux qui ont travaillé à la composition du premier recueil ont eu beau élaguer

autant qu'il leur était possible : un tiers des documents publiés, entre le 14 janvier et le 7 février, se rapporte à l'histoire du *Carthage* et du *Manouba*. Au reste, les ennemis de M. Poincaré seront désappointés : ils ne trouveront rien, parce qu'il n'y a rien. En cherchant plus qu'ils ne trouveront, ils sont victimes d'une illusion d'optique extrêmement fréquente en histoire et très excusable. Le nom de Poincaré évoque à leur esprit le Président de 1914, le ministre des Affaires étrangères de 1922. Mais, au début de 1912, personne ne prévoyait tout cela — pas même M. Poincaré.

Celui-ci était un parlementaire de premier rang; il n'avait cependant jamais encore été premier ministre, seulement pour de brèves périodes ministre des finances et ministre de l'instruction publique. Tout le monde estimait l'intégrité de son caractère, la fermeté de son patriotisme; pour le reste, sa personnalité était une énigme, dont on ne pouvait même dire que le secret inspirât à personne de bien vives anxiétés. Dans les dépêches adressées par les divers postes au nouveau ministre, rien, au sujet de son avènement, que, çà et là, des expressions banales de contentement, si banales que les éditeurs ont, à juste titre, jugé qu'elles ne devaient pas être reproduites. Dans les dépêches adressées par M. Poincaré aux divers postes, rien, en dehors des pièces publiées aujourd'hui, qui ne soit parfaitement insignifiant : la conversation que M. Poincaré eut le 15 janvier avec M. Isvolski, et qui a son importance, M. Poincaré n'en donna pas apparemment communication à notre ambassadeur à Pétersbourg, Georges Louis. M. Poincaré était un novice en matière de politique étrangère. Avant de voir s'accuser les traits de sa personnalité, attendons les volumes suivants. Pour l'instant, il se recueillait, se mettait au courant, dépouillait les dossiers qui l'entouraient.

Il les dépouillait, et les conclusions auxquelles il aboutissait n'étaient pas favorables à la politique suivie par le quai d'Orsay depuis quelques années. Partout, il ne trouvait que confusion.

En Italie, tout le monde savait depuis combien d'années M. Barrère, intimement mêlé à la vie intérieure du royaume, travaillait non sans succès à rendre meilleures les relations

entre les deux États. Mais sa politique, qui visait à affaiblir la Triple-Alliance en détachant l'Italie de l'Allemagne, soulevait des protestations dans les milieux diplomatiques français. La guerre italo-turque avait commencé. L'oasis de Tripoli avait été occupée, l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque avait été proclamée. Seulement le corps expéditionnaire italien ne gagnait pas de terrain. Tout le monde appréhendait que l'Italie, pour en finir, se livrât à quelque manifestation militaire vers l'Archipel, les Balkans, les Détroits. N'y avait-il point péril, pour la France, à se solidariser d'une manière excessive avec l'Italie? « Si l'entrée de l'Italie dans la Triple-Entente, écrit M. Bompard de Constantinople le 28 décembre, n'était qu'indifférente, on pourrait peut-être l'envisager à titre de combinaison diplomatique de nature à impressionner l'opinion, mais elle entraînerait avec elle des charges dont il importe d'apprécier le poids. Chacun sait que, si elles n'étaient pas liées par un traité d'alliance, l'Italie et l'Autriche ne vivraient pas en bonne harmonie. N'était-il pas sage pour la France de demeurer étrangère à leurs querelles? Le pourrait-elle si elle était l'alliée de l'autre? Déjà, pour l'Allemagne qui est l'alliée des deux, la tâche est lourde[1] ». M. Poincaré communique cette dépêche, le 17 janvier, à M. Paul Cambon qui se déclarait d'accord avec son collègue de Constantinople. « Libérée de la Triplice et liée à la Triple-Entente, l'Italie deviendrait agressive contre l'Autriche et nous obligerait à épouser sa querelle. Toutes ces raisons justifiaient à mon sens une politique d'expectative à l'égard de notre voisin du Sud-est et le gouvernement britannique n'était pas disposé à en adopter une autre. Il n'en sentait pas le besoin, persuadé qu'il était de peser toujours sur une puissance dont le territoire est tout en côtes et qu'il est facile de bloquer[2] ». Déjà l'affaire du *Carthage* et du *Manouba* faisait rage : c'est fort de l'appui moral que lui donnaient les plus expérimentés parmi ses ambassadeurs que M. Poincaré décidait d'adopter à l'égard de l'Italie une attitude non conciliante.

En Autriche, notre ambassadeur, M. Crozier, poursuivait, depuis beaucoup moins longtemps, mais avec une égale obsti-

1. *D. D. F.*, p. 409.
2. *D. D. F.*, p. 536.

nation, une politique qui visait, par un rapprochement franco-autrichien, à affaiblir la Triple-Alliance. Il cherchait (voir en particulier sa dépêche du 15 novembre)[1], à persuader le gouvernement français que le premier ministre autrichien désirait un rapprochement avec la Triple-Entente. Celui-ci, à l'en croire, était las d'être traité en « second » — fût-ce en « brillant second » — par l'empereur allemand; il ne voulait pas que l'Autriche fût entraînée où il plairait au pangermanisme allemand de l'entraîner. Mais à peine avait-il cédé temporairement la charge des affaires à M. de Saint-Aulaire que celui-ci mettait son gouvernement en garde contre les avances de M. d'Aehrenthal. Ce que voulait l'homme d'État autrichien, c'était de l'argent, la faculté d'ouvrir un emprunt sur le marché de Paris. Une fois l'argent en poche, quel usage en ferait-il? L'ambassadeur de Russie à Vienne s'en montrait alarmé.

A Berlin, il est bien vrai de dire que, pour qui s'en tenait à la lettre des traités, l'accord de janvier 1909, la convention de novembre 1911, marquaient des succès pour la France, et pour M. Jules Cambon en particulier : il est donc probable que celui-ci voyait d'assez mauvais œil la politique suivie à Rome par M. Barrère, à Vienne par M. Crozier. Mais il était obligé de reconnaître combien était préoccupant l'état de l'opinion allemande. La démission du ministre des colonies prenait les proportions d'une crise constitutionnelle, le Reichstag et le pays étaient en effervescence. Le pays réclamait moins d'argent pour la flotte, plus d'argent pour un indispensable renforcement de l'armée de terre. L'empereur voulait peut-être la réconciliation avec la France; mais son espoir ne devait-il pas être tenu pour « chimérique »[2], selon l'expression du colonel Pellé? Kiderlen pensait peut-être comme l'empereur; mais pensait-il de même six mois plus tôt, lorsqu'il voulait installer l'Allemagne à Mogador? Que telle eût été son intention, nous en avons la preuve, malgré plusieurs dénégations publiques, quand nous voyons le gouvernement allemand demander à M. Jules Cambon, lors de la confection du Livre Jaune relatif aux affaires marocaines, qu'on en efface une

1. *D. D. F.*, p. 108.
2. *D. D. F.*, p. 346.

phrase qui porte les traces de ces velléités[1]. « Il faut, écrivait M. Jules Cambon, que l'opinion publique française ne s'égare pas au point de méconnaître absolument ses intérêts. Ce qui se passe devrait éclairer le public français sur ce fait qu'il n'est pas exact qu'en Allemagne la nation soit pacifique et son gouvernement belliqueux, alors que c'est tout le contraire qui est vrai[2] ». Que faire alors pour aider le gouvernement allemand à surmonter ces difficultés intérieures? Visiblement, les marécages du Congo ne paraissaient pas à l'Allemagne un dédommagement suffisant pour l'abandon du Maroc. Lui accorderait-on donc des dédommagements plus importants au détriment des colonies de quelques autre pays, de la Belgique, du Portugal? M. Caillaux avait, dans un discours imprudent, prononcé une phrase dont la Belgique s'était émue à juste titre. Il avait fallu que le ministère s'évertuât à rassurer la petite nation voisine.

Inefficaces apparaissaient tant d'efforts incoordonnés pour un rapprochement franco-allemand, franco-autrichien, franco-italien. Mais que n'advenait-il pas cependant des rapports avec l'Angleterre et la Russie?

En Angleterre, Paul Cambon constatait la fidélité imperturbable de Sir Edward Grey au système de la Triple Entente; et d'autre part on pouvait être satisfait à Paris de voir, le 12 décembre, un mois avant le dénoûment de la crise d'Agadir, l'amiral Bridgeman approuver la concentration des escadres de haute mer françaises dans la Méditerranée et suggérer « une répartition de la Manche entre les zones d'action des flottilles des deux nations en vue de la lutte contre l'*ennemi commun*[3] ». Mais il fallait reconnaître les embarras de sa situation (24 novembre)[4], le refroidissement de l'opinion à son égard (7 février)[5]. Car, l'opinion, ayant découvert, après coup, combien en septembre on avait été près de la guerre, s'était émue de ces périls qui n'avaient été courus, en apparence, que pour assurer à la France une extension de son empire colonial. Discrètement, Paul Cambon faisait

1. *D. D. F.*, pp. 500, 507.
2. *D. D. F.*, p. 32.
3. *D. D. F.*, p. 328.
4. *D. D. F.*, p. 190.
5. *D. D. F.*, p. 632.

allusion à l'aide que prêtaient certains éléments français à l'agitation pro-germanique. Notons que, pendant le mois qui précède l'arrivée de M. Poincaré au pouvoir, on croit discerner au quai d'Orsay un désir de s'appuyer sur la convention du 4 novembre pour atténuer l'importance des engagements pris, en 1904, quant à la partie septentrionale du Maroc, vis-à-vis de l'Espagne et de l'Angleterre. Sur ce point, et en particulier sur la question de Tanger, ville internationale, il fallut que M. Poincaré rassurât explicitement le Cabinet de Londres (3 février)[1]. L'Entente entre les deux puissances, diplomatiquement, et plus encore moralement, avait besoin d'être resserrée.

L'attitude de la Russie était plus alarmante encore. « La Russie, écrivait Paul Cambon le 25 janvier, a pratiqué l'entente de telle façon qu'on peut soutenir qu'elle a compromis sur plus d'un point les intérêts de l'Angleterre. Sans aviser ses partenaires dans l'affaire de Bagdad, M. Sazonoff à Potsdam a livré aux Allemands le chemin de fer du Nord de la Perse et plus récemment, pendant l'intérim de M. Nératoff, l'ultimatum russe et la marche militaire sur Tauris et sur Téhéran ont donné l'impression d'une conquête anticipée sans compensation pour l'Angleterre. Les conservateurs reprochent à Sir Edward Grey d'avoir livré la Perse aux Russes et lui demandent d'occuper la zone réservée à l'Angleterre ; les radicaux l'accusent d'avoir lancé le pays dans une politique qui nécessite une action militaire et ils se refusent à toute démonstration de ce genre[2] ». Sans doute la convention militaire franco-russe subsistait : on travaillait même à lui conférer un caractère nouveau de permanence. Sans doute, le Grand-Duc Nicolas ayant manifesté le désir de mieux connaître l'armée française, on saisissait l'occasion pour l'inviter à assister, en mai 1912, à une série d'exercices et de manœuvres. Il n'en est pas moins vrai que la politique tâtonnante adoptée depuis quelques années par la diplomatie française semblait avoir singulièrement relâché l'alliance franco-russe, en même temps que, par contre-coup, elle privait manifestement la France de l'influence nécessaire pour améliorer les relations anglo-russes.

1. *D. D. F.*, p. 604.
2. *D. D. F.*, p. 537.

Bref, un sentiment général de malaise et de confusion; et l'examen des documents diplomatiques nous aide à considérer M. Poincaré, lorsqu'il prit le pouvoir en janvier 1914, moins comme un homme passionné, inspiré par des sentiments de haine irréfléchie à l'égard de la grande nation voisine, que comme un homme d'ordre, que révolte l'incohérence dont la diplomatie française offre le spectacle. Lord Haldane, causant à Londres, au moment où commença la première guerre balkanique, avec l'ambassadeur d'Allemagne, lui expliquait comment la diplomatie européenne avait été, depuis quelques années, trop rigide au gré de l'Angleterre, et comment ce serait dorénavant la tâche des diplomates anglais de la rendre « gélatineuse [1] ». Or, lorsqu'il s'exprimait ainsi, il y avait plusieurs mois qu'était entré en France, au ministère des affaires étrangères, le moins « gélatineux » des hommes d'État, et que M. Poincaré, trouvant la diplomatie française trop gélatineuse à son gré, se proposait de la rendre dure comme le cristal. Il n'y réussit que trop bien, diront ses adversaires, et, en resserrant l'alliance franco-russe, loin de protéger la France contre le péril d'une agression, précipita cette agression. Observons pourtant qu'il était en droit de considérer, au début de 1912, la politique gélatineuse des années précédentes comme ayant contribué à placer la France dans une situation singulièrement dangereuse. Observons en second lieu que sa politique cristalline n'envisageait pas un rapprochement avec l'Italie, dirigé contre l'Allemagne. La cristallisation de la diplomatie européenne, telle que la concevait M. Poincaré, mettait en balance l'un avec l'autre les deux blocs de la Triple Alliance et de la Triple Entente; et l'on ne peut dire que son action, au lendemain même du jour où il prit le pouvoir, ait eu pour effet d'améliorer les relations franco-italiennes. Cependant l'Italie, quand vint la crise, finit par se ranger aux côtés de la France. On est donc fondé à se demander si, au cas même où les relations de la France et de la Russie étaient demeurées aussi « gélatineuses » qu'elles l'étaient avant l'arrivée de M. Poincaré au pouvoir, la France ne se serait pas trouvée, au moment critique, soli-

1. Lichnowsky à Bethmann-Hollweg, 3 décembre 1912 (*Die Grosse Politik...*, vol. XXXIX, p. 121-2).

daire de la Russie. Peut-être la formation des groupements des grandes Puissances obéit-elle à des lois qui dominent la volonté des hommes d'État. « L'historien est triste, écrit Alain, parce qu'il est fataliste. »

Or déjà, en cet hiver 1911-1912, les destins commencent de s'accomplir; c'est en ce moment précis que l'on discerne, dans les Balkans, les premiers prodromes de la crise mondiale. L'Italie a déclaré la guerre à la Turquie, débarqué un corps expéditionnaire en Tripolitaine, ébranlé le prestige du fragile régime institué en Turquie depuis trois ans par les Jeunes-Turcs. D'ailleurs, sur les rives de l'Afrique, les opérations militaires traînent en longueur, et tout le monde se perd en conjectures sur le coup décisif que peut-être l'Italie prépare dans l'Archipel ou même les Détroits. Si elle porte ce coup à la Turquie, que va-t-il se passer dans les Balkans? Et que feront les grandes Puissances voisines, Autriche et Russie? Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni la France, ne peuvent se désintéresser de ces problèmes.

Ce qui intéresse le gouvernement français au premier chef, c'est ce que va faire la Russie; et tout de suite elle l'embarrasse par une démarche audacieuse. L'ambassadeur de Russie à Constantinople, Tcharikoff, demande à la Turquie la liberté de passage pour ses vaisseaux de guerre par les Détroits, lui promet en échange la garantie du *statu quo* dans les Détroits et les régions avoisinantes. A Paris, l'ambassadeur Isvolski appuie ces revendications. Le 4 novembre, à peine a-t-il reçu communication de la convention marocaine, que, précipitamment, il les présente au gouvernement français sous forme de « lettre particulière ». Et voici par où sa demande est embarrassante. En 1908, le gouvernement russe se bornait à réclamer la liberté de passage par les Détroits. Maintenant il parle d'établir sur « les régions avoisinantes » une espèce de protectorat, songe à une sorte de nouveau traité d'Unkiar-Skelessi. Les deux gouvernements de France et d'Angleterre avaient promis, en 1908, d'adhérer à la première demande; ce qu'Isvolski veut maintenant, c'est que la France adhère à la seconde, avant même d'en informer le gouvernement anglais. M. de Selves, naturellement, se dérobe. Mais en même temps il s'inquiète de savoir quelle est la source de cette nouvelle initiative russe. Il

a reçu de Isvolski « une lettre particulière écrite tout entière de sa main. J'aurais intérêt à savoir si la manifestation de ce désir provient bien du gouvernement impérial ou si elle est seulement le fait de M. Isvolski » (8 novembre[1]). Là-dessus les avis de nos agents diffèrent : « Il est convenu, déclare de Constantinople M. Bompard, entre le gouvernement russe et son ambassadeur à Constantinople, que les négociations au sujet de la question des Détroits doivent revêtir le caractère d'une entreprise personnelle pour ce dernier... C'est là une fiction imaginée pour épargner au gouvernement russe un échec en cas d'insuccès de son ambassadeur... Les nombreux télégrammes de M. Nératoff dont j'ai eu connaissance ne peuvent me laisser aucun doute sur l'entente parfaite existant à ce sujet entre M. Tcharykoff et son gouvernement » (10 décembre[2]). Cependant, à Pétersbourg, Georges Louis pense autrement. « M. Isvolsky, n'abandonnant rien de sa politique des dernières années, avait vraisemblablement provoqué les instructions qui ont été adressées par le gouvernement russe à ses ambassadeurs en France et en Turquie, mais il a eu soin de ne pas s'engager à fond, ce qui lui était d'ailleurs plus facile qu'à son collègue de Constantinople. M. Tcharykoff, au contraire, emporté par son ardeur habituelle et convaincu qu'en allant de l'avant il serait approuvé par l'Empereur, a pressé le gouvernement turc plus que ne le souhaitait M. Nératoff » (30 décembre[3]). Rien de plus vraisemblable, à notre sens, que ces conjectures. M. Nératoff, ministre intérimaire des affaires étrangères, a-t-il une envergure suffisante pour qu'on lui puisse attribuer d'aussi vastes desseins? Isvolski, d'autre part, n'a-t-il pas une revanche à prendre? En 1908, ministre des affaires étrangères, il comptait obtenir le libre passage par les Détroits, pendant que l'Autriche annexerait la Bosnie. L'Autriche a annexé la Bosnie, la Russie n'a rien obtenu. Mais que ces conjectures soient fondées ou ne le soient pas, un fait demeure : tels sont les desseins, telles sont les initiatives que Paris est disposé à attribuer à cet ambassadeur de personnalité trop marquée, dont la politique

1. *D. D. F.*, p. 58.
2. *D. D. F.*, p. 323.
3. *D. D. F.*, p. 422.

offre, au point de vue français, ce double inconvénient de nuire aux intérêts français dans le Levant, et de compromettre par-dessus le marché les relations du gouvernement français avec le gouvernement anglais.

Vers la mi-décembre, M. Sazonoff a repris son poste. Il avait fait un long séjour à Davos, et passé, avant de rentrer, par Paris et Berlin. Sur ses conversations parisiennes, les « Documents diplomatiques » ne nous disent rien, ou peu s'en faut : un entretien avec M. Beau, notre ambassadeur à Berne, avant l'arrivée à Paris; un entretien à Paris, avec le Persan Samad Khan; plus deux brèves allusions; voilà tout[1]. Suivant M. Beau, M. Sazonoff ne songeait pas encore, quand il passa par Berne, à terminer son voyage par une visite à Berlin : pressantes étaient les instances du gouvernement allemand, mais elles ne l'avaient pas encore ébranlé. Pour le reste, un vif désir, trois fois exprimé, de pratiquer une politique conciliante — en Perse aussi bien qu'en Turquie — à l'égard des intérêts anglais; et cette déclaration formelle que « M. Tcharykoff n'avait aucune instruction lui prescrivant d'engager de nouvelles négociations au sujet de la question des Détroits[2] ». (9 décembre). Avait-il déjà, étant à Paris, ébauché les nouvelles instructions qu'il allait, une fois de retour à Pétersbourg, adresser à ses ambassadeurs? Il n'y a aucune raison de le croire, et de le suspecter d'invéracité quand, un peu plus tard, il affirmera en avoir conçu l'idée « au cours de l'ennuyeux voyage en chemin de fer entre Berlin et Pétersbourg[3] ». Le nouveau plan qu'il forme alors, en quoi consiste-t-il?

Les Grandes Puissances interviendraient à Constantinople et à Rome pour imposer aux deux belligérants un armistice, et l'ouverture des négociations pour la paix aux conditions suivantes : retrait des troupes ottomanes de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, reconnaissance par les Grandes Puissances de l'état de fait dans les deux provinces. La France pourrait, telle est la suggestion russe, prendre l'initiative de la démarche à faire à Constantinople. L'amour-propre de la Turquie serait ménagé en ce sens qu'on ne lui demanderait pas de recon-

1. *D. D. F.*, pp. 283, 316, 318, 329.
2. *D. D. F.*, p. 318.
3. *Die Grosse Politik...*, vol. XXX[1], p. 274.

naître expressément la souveraineté italienne. On lui laisserait en même temps espérer des avantages d'argent. Une indemnité de guerre, disait-on à Berlin[1]. Mais, en s'expliquant à Pétersbourg avec notre chargé d'affaires, Sazonoff plaçait la chose sous un autre jour. La Turquie avait besoin d'argent : cent cinquante ou deux cents millions. Où les trouver sinon sur le marché de Paris? Le gouvernement français pourrait y mettre pour condition la conclusion d'un armistice (25 décembre)[2]. Les choses finissaient toujours ainsi quand il s'agissait de la France. Ferdinand de Bulgarie disait cyniquement : « La France, c'est la caisse; l'Angleterre, c'est la flotte[3]. »

Grand émoi dans les chancelleries quand le nouveau plan s'ébruite. L'éminent ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, le baron von Marschall, veut qu'il émane encore, malgré les apparences, de Tcharykoff[4]. Hypothèse absurde : quand il s'est ouvert à notre chargé d affaires, Sazonoff a expliqué qu il tenait en trop médiocre estime son ambassadeur en Turquie pour s'être même ouvert à lui de son projet nouveau[5]. M. Bompard, ajoute Marschall, pense comme lui. Absurde encore. « C'en est fait, écrit M Bompard le 13 janvier, du rapprochement entre les deux pays dont M. Tcharykoff avait voulu se faire l'artisan; la Russie revient à la manière forte qu'elle a toujours cultivée à Constantinople depuis l'impératrice Catherine II; et M. Tcharykoff est si nettement et si copieusement désavoué que chacun maintenant attend son rappel[6] ». A Berlin, on accueille sans défaveur le plan de M. Sazonoff : la démarche échouera, et tout « l'odieux » en retombera sur la France[7]. A Rome certains sont moins satisfaits : c'est donner « le beau rôle » à la France[8]. Quant au corps diplomatique français, nous le voyons, par les documents qui sont publiés aujourd'hui,

1. *Die Grosse Politik...*, vol. XXX[1], p. 263.
2. *D. D. F.*, p. 398.
3. *D. D. F.*, p. 104.
4. *Die Grosse Politik...*, vol. XXX[1], p. 267.
5. *D. D. F.*, p. 401.
6. *D. D. F.*, p. 479.
7. *Die Grosse Politik...*, vol. XXX[1], p. 261.
8. *Die Grosse Politik*, vol. XXX[1], p. 264.

unanimement défavorable. Pourquoi courir tant de risques, sans même l'espoir d'un bénéfice? Sans compter que l'Angleterre, hostile à toute intervention, n'accepterait à la rigueur qu'une action simultanée des cinq Puissances.

Brusquement, la plan Sazonoff prend une forme nouvelle, qui lui est donnée à Berlin, le 12 janvier, par Bethmann-Hollweg. Puisque l'idée d'agir seul ne sourit pas au gouvernement français, la France et l'Allemagne ne seraient-elles pas « les deux représentants des deux groupes de Puissances les mieux qualifiés pour agir d'un commun accord près des belligérants »[1]? Le 14, M. Poincaré est ministre; et le 15 il rend visite à Isvolski, lui donne « l'assurance de sa ferme intention d'entretenir avec [la Russie] les relations les plus étroites et de diriger la politique extérieure de la France en complet accord avec son alliée ». Quant à la nouvelle proposition, venue d'Allemagne, mais que Sazonoff a favorablement accueillie, il la repousse. « Immédiatement après la signature de l'accord marocain, ainsi qu'après les incidents connus de la commission du Sénat, [elle] pourrait faire naître des opinions inexactes sur le degré de rapprochement politique franco-allemand et sur l'affaiblissement de la Triple Entente. » Cet entretien, l'entretien qui suivit le 17, nous les connaissons par les documents Isvolski[2]. Les documents français n'en portent pas trace; ils ne donnent d'indications, et très sommaires, que sur l'entretien du 24[3]. Ce dernier entretien marque d'ailleurs une égale préoccupation de resserrer les liens qui rattachent la France et la Russie (ils s'étaient singulièrement relâchés au cours de l'année précédente), sans pourtant affaiblir l'Entente cordiale. Tâche difficile, et dont le nouveau chef du gouvernement sent toute la difficulté. Signalons cette note au crayon, mise par M. Poincaré, le 18, en marge d'un document diplomatique : « A Paris, on n'a émis qu'un seul avis, c'est que la médiation devrait être entreprise par *toute l'Europe*; c'est à Berlin seulement qu'on a émis l'idée d'une conversation de groupe à groupe pour désigner un mandataire de chaque groupe. Cette idée d'associer la France et l'Allemagne

1. *D. D. F.*, p. 474.
2. *Livre Noir*, vol. I, pp. 180-181.
3. *D. D. F.*, p. 530.

ne nous a aucunement séduits jusqu'ici, mais notre attitude serait plus exactement comparable à celle de l'Angleterre, nuancée du désir de ne pas froisser notre allié qui a pris l'initiative des démarches sous la suggestion du duo Tittoni-Isvolsky[1]. » Ainsi subsiste au moment même où M. Poincaré s'applique à rassurer Isvolski, le sentiment de défiance qu'inspirait à tout le monde ce trop entreprenant ambassadeur. Sur son rôle au cours des mois qui vont suivre, attendons de voir quelles lumières nouvelles pourra nous apporter la publication française.

Tels sont les soucis qu'inspirait au gouvernement français la nécessité de mettre sa politique, dans la mesure du possible, à l'unisson de la politique russe. La politique italienne, la politique autrichienne, inspiraient d'autres préoccupations, moins pressantes puisqu'il ne s'agissait pas de puissances alliées, sérieuses cependant en raison des répercussions qu'elles pouvaient avoir sur la politique de toute l'Europe. L'Italie, pour porter un dernier coup à la Turquie, n'allait-elle pas intervenir en Albanie, y provoquer une insurrection qui pourrait, de proche en proche, mettre en feu tous les Balkans? L'Autriche ne répondrait-elle pas à cette agression italienne par la guerre? Que pensait-on dans l'entourage de l'archiduc héritier? du chef d'état-major Conrad von Hœtzendorff? Pourquoi cette accumulation de troupes sur la frontière serbe? Pourquoi cette visite inopinée de Ferdinand de Bulgarie à Vienne? Mais voici que Conrad donnait sa démission. Avait-il perdu la faveur de la Cour? L'Autriche allait-elle poursuivre une politique plus conciliante à l'égard de l'Italie, de la Russie? Sur tous ces points les documents français nous donnent d'intéressants renseignements de fait, d'intéressantes conjectures. Mais il est d'autres points, plus importants, sur lesquels, pas plus dans la présente publication diplomatique que dans aucune autre, l'historien ne trouvera les documents dont il a le plus besoin. Qu'on nous permette d'insister là-dessus brièvement, pour finir.

Les diplomates ne songent qu'à la politique des gouvernements : ils oublient qu'ils y a une politique des peuples. Les Balkans, pour prendre un exemple typique, ne sont pour eux que le théâtre des intrigues des Grandes Puissances voisines.

1. *D. D. F.*, p. 499, n.

Qu'il puisse y avoir, dans les Balkans, une fermentation révolutionnaire spontanée assez forte pour mettre en déroute la politique de toutes les Puissances, l'idée ne leur en vient pas à l'esprit. Écoutez ce qu'écrit un ambassadeur : « Il me semble que le danger d'un incendie balkanique pour le moment de la chute des neiges est fort exagéré. Depuis que je suis ici, tous les ans on fait le même pronostic pour le printemps suivant. » L'armée turque, poursuit-il, est plus forte, animée d'un esprit plus martial, qu'au cours des années précédentes. Et le malaise macédonien est un état de choses chronique. « Dans cette province le monde a pris depuis longtemps l'habitude des bandes et des bombes. Il n'y a que les nerfs anglais pour s'exciter encore, quand ces choses-là arrivent[1]. » L'ambassadeur, c'est le baron Marschall, et c'est dans la publication allemande qu'on trouvera la lettre que nous avons citée. Aucun de nos agents ne semble, heureusement, avoir risqué d'aussi téméraires prophéties. Mais quel étrange silence sur l'agitation yougo-slave! Une pièce relative au mouvement croate. Deux pièces sur le mouvement macédonien. C'est tout, si nous ne nous trompons, et ce n'est pas assez. On peut soutenir assurément qu'à la rigueur Marschall avait raison, et que le printemps allait venir, et s'écouler, sans commotion balkanique. Ce n'en est pas moins au cours de ce printemps qu'allait se conclure l'alliance entre les quatre puissances chrétiennes des Balkans — premier signe avant-coureur de la commotion de l'automne prochain dont on sait quelles devaient être formidables répercussions. Je songe aux deux conspirateurs qui, deux ans plus tard, décidèrent un matin, faisant le sacrifice de leurs vies, d'assassiner l'archiduc François-Ferdinand. Leur crime, les forces dont ce crime était l'expression et qui furent libérées par lui, devaient, de proche en proche, conduire à la ruine les trois grandes monarchies militaires du monde chrétien. Ces forces, c'est à peine si les froids diplomates, poursuivant leurs parties d'échecs, daignent en mentionner l'existence. Elles sont pourtant l'essentiel de l'histoire. Les hommes d'État s'agitent, et Dieu les mène, le Dieu des peuples, des révolutions et des guerres.

ELIE HALÉVY

1. *Die Grosse Politik*, vol. XXX[1], p. 269.

LE CLUB DES LYONNAIS[1]

IV

— Vous alliez sortir? — dit Salavin.

Aufrère enleva vivement son chapeau.

— Entrez, entrez, mon cher.

— Excusez-moi, mais je suis sûr que vous vous disposiez à sortir.

— On ne peut rien vous cacher. Eh bien, oui, je dois sortir, je sortirai donc et, si vous le voulez bien, Salavin, nous sortirons ensemble, plus tard, dans quelque minutes.

— Tout de suite si cela vous convient. Je venais vous rapporter votre livre, et c'est tout.

Salavin tira de sa poche un volume soigneusement couvert de papier gris.

— Je ne l'ai pas conservé huit jours.

— C'est exact. Et vous en avez pris soin.

— Grand soin. J'ai, des livres, un respect superstitieux, même quand ils sont médiocres, même quand ils sont odieux.

— C'est un fétichisme dont vous vous affranchirez dans deux ou trois générations.

Salavin fit un geste vague, puis rougissant soudain :

— Vous enlevez ma couverture?

— Oui, pardonnez-moi, j'aime voir la peau des livres. A chacun ses manies.

— Soyez bien sûr que je vous rends ce volume exempt de toute souillure.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août.

— J'en suis sûr, Salavin, aussi n'est-ce pas là ce qui m'intéresse.

— Et quoi donc?

Aufrère jeta le livre, négligemment, sur une table.

— Rien. C'est sans importance. Du moins, en ce qui vous concerne.

— Croyez-vous?

— Soit! Jugez-en vous-même. J'ai l'habitude, fort ancienne et quelque peu ridicule, de faire à mes livres, en les achetant, des marques secrètes. Je viens de constater que la marque est bien à sa place. Vous le voyez Salavin, c'est sans importance, comme j'avais l'honneur de vous le dire.

Salavin baissa la tête et répondit d'une voix incolore :

— Sans importance, en effet.

Aufrère se mit à fumer et fit quelques pas dans la pièce. Alors Salavin :

— Et si cet exemplaire n'était pas exactement celui que vous m'avez prêté?

Max Aufrère se planta devant Salavin et fit un sourire :

— Hypothèse absurde, mon cher. D'ailleurs c'est bien celui que je vous ai prêté.

— A vrai dire...

— Mon cher, pourquoi, je vous le demande, me rapporteriez-vous un exemplaire autre que le mien?

Salavin releva la tête :

— Oui, pourquoi?

Les deux hommes se regardèrent quelques secondes avec beaucoup d'attention, puis Salavin fit le geste de chasser une mouche.

— De nature, — dit-il, — êtes-vous confiant?

— Confiant, de nature, je ne saurais dire, et c'est d'ailleurs sans intérêt. Mais confiant par nécessité, par nécessité professionnelle, en quelque sorte, oui, je le suis.

— Qu'entendez-vous par nécessité professionnelle?

— Je crois vous avoir expliqué déjà quelle idée je me fais du spectateur pur. Et je vois bien que vous n'avez pas oublié. Or un spectateur pur qui refuserait toute confiance aux hommes risquerait fort d'être à jamais privé de spectacle. Une confiance strictement expérimentale, vous me comprenez,

Salavin? Si vous désirez, par exemple, contempler le spectacle de l'ingratitude, en éprouver les effets, non pas faiblement, de l'extérieur, mais par l'intérieur, avec force, avec richesse, il n'est pas inutile de faire, à l'occasion, une certaine dépense de confiance-mal-placée.

— J'avoue, — dit Salavin, — qu'à le mieux connaître, votre personnage m'inspire une certaine sympathie.

— Vous ironisez à merveille.

— Aucune ironie, je vous assure. Je n'ai pas dit votre personne, j'ai dit votre personnage. Je devrais même dire votre emploi, car les expressions de théâtre ne sont pas pour déplaire au spectateur pur. Quant à moi — vous le voyez, je ne cherche pas à prendre avantage et même je vous tends le flanc — quant à moi, je suis, dans mes actes, d'une confiance parfaite. Mais, dans mes pensées, défiance infinie. Vous me comprenez : je laisse toujours ou presque toujours la clef sur la porte, mais je pense toujours qu'on me volera.

— Eh! Eh! auriez-vous quelque penchant au spectateur?

— Non. Pour avoir confiance en qui ou en quoi que ce soit, il faut d'abord manquer d'imagination. Moi, je souffre d'un excès d'imagination. Je me trompe, je me vole et je me tue avec une effrayante facilité, avec, aussi, beaucoup de détails. Mais je ratifie rarement mes pensées par mes actes. Ratifier ou ne pas ratifier ses pensées par ses actes! Il m'a fallu des années pour assigner à la vertu cette humble définition. « En vérité, celui qui a regardé la femme du prochain avec désir, il a déjà commis l'adultère dans son cœur... » Mais non! mais non! J'ai souffert pendant vingt années à cause de cette maudite phrase! Tout le monde regarde avec désir la femme du prochain. La vertu est, précisément, d'enfermer tout ça dans son cœur, avec les autres saletés. Mais laissons cela, je vous prie.

Salavin venait de se lever et boutonnait son paletot d'un doigt distrait.

— Vous êtes, — dit Aufrère en souriant, — un fort subtil moraliste.

— Vais-je à mon tour, — répondit froidement Salavin, — vous reprocher l'ironie? J'ai quelque droit à juger de ces choses. Je suis, depuis bien des années, le spectateur non pas pur

— ce qui ne signifierait vraiment rien, je vous le dis tout net — mais bien impur, oui, le spectateur sept fois impur et profondément désespéré de moi-même. Bah! pardonnez-moi. Quelle folle conversation, tout au moins en ce qui me concerne... Ah! je voulais vous parler de votre fameux haltère.

— Lequel? Celui de trente livres?

— Oui, le gros. Soyez tranquille : je ne vous l'emprunterai pas.

Aufrère cligna doucement les paupières.

— Et pourquoi pas? Encore devriez-vous, par le jeu de quelque impénétrable fantaisie, me rendre non celui-ci; mais un autre exactement semblable. Emportez, emportez, Salavin, je vous en prie.

— Merci. Mon expérience est accomplie. Déjà! Elle n'a pas, vous le voyez, duré trop longtemps. J'ai donc eu la faiblesse d'acheter un haltère de ce modèle, peut-être un peu moins pesant. Et, d'occasion, au prix de la ferraille : quelques sous. N'importe! Il m'a rendu le même service qu'un haltère neuf et verni comme le vôtre.

— Mes compliments...

— J'ai, non sans peine, rapporté cet haltère chez moi. Expérience salutaire et suffisante. L'haltère est sous la commode et il y est pour longtemps.

— Vous l'avez choisi trop lourd, tout au moins pour un début.

— Le poids ne fait rien à l'affaire.

Salavin s'approcha de la fenêtre et, d'un doigt, souleva les rideaux.

— Quelle belle vue! — dit-il. — Que de maisons! S'il m'était loisible de pénétrer dans chacune de ces maisons, d'aller, de venir, de fureter librement dans chacun de ces logis, de ces appartements, de ces palais, pensez-vous que j'y découvrirais le placard aux défaites?

— Qu'appelez-vous le placard aux défaites?

— C'est un placard dans le fond duquel on trouve, par exemple, une paire d'haltères, un exerciseur élastique tout perclus, un violon sans cordes, une boîte de couleurs moisies, le manuscrit inachevé d'un poème ou d'un roman...

Salavin poursuivit, comme s'il rêvait :

— Le placard aux défaites est noir de poussière. On tâche d'oublier son existence, on le condamne en poussant devant lui quelque meuble luisant et plein d'objets en ordre... J'appelle ça, chez moi, le placard aux défaites. Dites, si vous préférez, l'armoire aux avortements. Le mot ne fait rien à la chose.

— Mais, mon cher, il me semble que, chez tout homme de quarante ans dont la femme n'aime pas trop les rangements, les chambards, les nettoyages, on trouverait ce que vous dites.

— Chez tout homme! Est-ce possible? Vous affirmez ça tranquillement.

— Bien sûr. Cela prouve que votre homme de quarante ans a fait son choix et mis à l'écart ce dont il n'espérait pas grand' chose.

Salavin secoua la tête.

— Non, — s'écria-t-il. — Moi, je sais. Cela prouve que cet homme de quarante ans renonce à se transformer, après divers essais dérisoires en ce sens. Cela prouve que l'homme s'accepte, se tolère, avec un tendre écœurement. Impossible! Impossible!

Aufrère soupira, l'air détaché :

— Ainsi donc, en achetant cet haltère d'occasion, vous aviez l'arrière-pensée de changer quelque chose à votre vie, à votre individu?

— A mon âme, peut-être. Pour dire vrai, cette illusion n'a pas duré plus de trois heures. Ce n'est pas avec de telles fariboles que je pourrai me changer.

— Voulez-vous dire : vous améliorer?

— Je n'ai pas dit ça, — répondit Salavin d'un air effrayé.

— Savez-vous bien, — continua Max, — que les neuf dixièmes des hommes accepteraient un changement au pair, je veux dire sans la moindre amélioration ni de leur sort ni de leur naturel? Simplement... par ennui. Et c'est pourquoi des choses monstrueuses, la guerre, par exemple, apparaissent, dès l'abord, à des milliers d'hommes, comme un divertissement inespéré. Mais vous, Salavin, quel intérêt, quel plaisir pourriez-vous prendre à un changement de vous-même?

— Je vous expliquerai cela quelque jour, sans doute...

— Je vous prie, Salavin, de ne voir, dans ce que je vais vous dire, pas même l'ombre d'une raillerie; mais votre société n'est pas sans une certaine séduction.

Salavin attacha sur Aufrère un regard droit, presque sévère. Puis, après un long silence :

— Je donnerais, — dit-il, — tout au monde pour me séduire moi-même une heure durant. Quelle amitié me pourrait être aussi précieuse que la mienne? Tout compte fait, c'est avec moi-même que je suis contraint de passer la majeure partie de mon temps... Mais ne deviez-vous pas sortir? Voilà que je m'oublie et risque de vous importuner, d'excéder jusqu'à votre goût du spectacle.

— Vous m'importunez si peu, Salavin, que je vous demande en grâce de bien vouloir prolonger notre entretien en m'accompagnant dans la course que je compte faire. Si, toutefois, vous êtes de loisir.

— Rien ne me presse. Je peux vous accompagner.

Aufrère se ganta, se coiffa, fit l'examen de son vêtement, qui se trouvait discret mais irréprochable, prit un paquet en évidence sur une console et suivit Salavin dans l'escalier.

— Savez-vous, — dit Salavin, — que j'ai revu Devrigny?

— Eh! voilà bien cette fameuse séduction dont je vous parlais tantôt.

— Je l'ai revu. Il semble désireux de me revoir encore : je l'écoute assez bien et, je l'avoue, sans ennui.

— Allons, ne faites pas le modeste. Devrigny ne manque pas d'oreilles obligeantes. S'il vous recherche, c'est, à n'en pas douter, que vous lui plaisez, ce qui ne m'étonne point.

— Y aurait-il, en Devrigny, le germe d'un spectateur pur?

— Non, grand Dieu! Devrigny est bien tout à l'opposé du spectateur pur! C'est un acteur, je veux dire un actif. Un homme pour qui les haltères ne sont pas un moyen, mais une fin. N'importe! Vous aurez là, si vous persévérez, un ami coloré, chaleureux, croustillant...

— Vous me feriez peur, si j'étais encore à l'âge où l'amitié peut saccager son homme.

— Défiez-vous. En amitié comme en amour, il y a des habitudes plus dangereuses que le coup de foudre.

— Je n'ai plus le temps, heureusement, de contracter de telles habitudes.

— En disant des phrases de ce genre, il est piquant, Salavin, de tirer sa montre. Comptez-vous mourir prochainement?

— Pas cette année.

— Mon cher, je m'interdis même le prosélytisme; pourtant vous ne me semblez pas impropre au spectatorat, si j'ose ainsi parler. Ce détachement hautain, ce refus de participer, cette noble curiosité sans espoir et sans illusion. Allons, venez-y.

— Merci. Merci. Pour l'instant, j'ai d'autres idées...

— Auriez-vous trouvé quelque agréable manière de combler le vide normal de l'être?

Salavin ouvrit de grands yeux :

— Le vide normal? — fit-il avec étonnement.

— Oui, — reprit Aufrère en riant. — Je dis bien « le vide normal », en sorte que vous ne pouvez être offensé. Normal! Salavin. Il y a mille façons de le combler, ce vide. Certains le remplissent avec l'amour, avec l'ambition, le jeu, d'autres avec le travail, d'autres, que sais-je? avec du bruit. Moi, avec le... spectatorat. J'ai découvert cette vérité vulgaire étant encore presque un enfant. Je fréquentais dans une petite institution libre. J'y avais, pour professeurs, deux hurluberlus d'un bel orient. L'un, Coltard, l'inventeur imaginaire, l'homme qui se figurait avoir fait, sur l'évier de sa cuisine, une des grandes découvertes de la science... Non, je préfère ne pas parler de Coltard, c'est une des figures les plus cocasses de ma vie. L'autre, Richter, le père Richter! Savez-vous avec quoi cet innocent poivrot remplissait le vide normal? Avec des haines historiques. Je vais vous expliquer. Il haïssait madame de Sévigné, qu'il appelait la Rabutin! Quelle passion! Quelle fureur! Une frénésie d'amoureux éconduit et qui devient grossier. Un jour — il s'était légèrement noirci le nez — il me retint, moi, gamin, dans un coin de la cour, après la sortie, pour me lire toute une lettre. Vous savez, celle à madame de Grignan... « quand vous toussez, j'ai mal à votre poitrine ». Et, tout à coup, roulant des yeux saignants, à croire qu'il allait tomber raide et mouiller ses chausses : « Le pis est qu'elle savait écrire, la g...! la salope! » Mille excuses, ce sont ses propres termes. Il y pensait tout le jour et, sans doute, une partie de la nuit. Son autre haine, chose étrange, était pour Mazarin. Oui, le cardinal. C'était une haine de belle humeur. Avec Mazarin, le père Richter était

prêt à fermer les yeux, à se montrer coulant, à laisser arranger les choses. Mais, avec la Rabutin, rien à espérer.

Salavin n'écoutait plus; il rêvait, la tête sur l'épaule. Aufrère se prit à rire.

— Alors, — dit-il, — rien à tenter pour le spectatorat? Dommage. Vous auriez fait un très honorable, un très purifiable spectateur. Vous ne me demandez pas où je vous conduis?

— Je ne suis pas fort inquiet. Il y a toujours des gens qui parlent d'aller d'un point à un autre. Ce n'est pas ça, Paris. Les Parisiens de mon espèce vont d'un point quelconque à rien de particulier. Marchons donc.

— En tout cas, je ne vous éloigne pas de votre quartier. Nous allons rue des Lyonnais, chez un ami que j'ai là, qui est cordonnier et s'appelle Legrain. Fréquentez-vous chez les révolutionnaires?

— Non, ma foi, non!

— Eh bien, vous avez tort. Pour un s. p. rien de plus intéressant.

— Que voulez-vous dire? Ah! oui, spectateur pur, toujours.

Aufrère éclata de rire.

— Toujours! L'esprit de suite, n'est-ce pas? Mais j'abrège, pour railler un peu le goût du temps. Je vous croyais l'esprit plus prompt. Revenons à notre sujet : accompagnez-moi chez Legrain, vous ne le regretterez pas.

— Puis-je, sans indiscrétion...

— Vous me faites rire. Pas de maison plus loyalement ouverte que celle de Legrain. Pas de plus honnête homme que ce farouche sectaire. Allons, venez! Encore un bougre à qui vous n'avez rien à demander, mais à qui vous prendrez peut-être quelque chose.

— C'est bien, — dit Salavin, — je vous accompagne.

— Permettez-moi donc d'entrer quelques instants dans cette confiserie. On y vend d'assez bonnes pralines.

Aufrère rejoignit bientôt Salavin sur le trottoir.

— Excusez-moi, — dit-il, — de vous avoir fait attendre. La fille de notre ami Legrain, une enfant de quinze ans, est présentement en train de mourir, à l'hôpital Cochin, tout près d'ici. Les amis de la maison, Devrigny, Beauvoisin, moi,

quelques autres, nous avons coutume de lui faire parvenir de menues friandises.

— Et cet autre paquet que je vois sous votre bras?

— Non, ce ne sont pas des pralines, mais des chaussures que je dois confier à Legrain.

— Je vais, — dit Salavin après avoir réfléchi quelques secondes, — je vais vous dire une chose probablement très désagréable.

— Dites quand même.

— Eh bien, cette histoire de pralines m'ouvre les yeux. Vous vous croyez un s. p. C'est bien ainsi, n'est-ce pas? Un spectateur. Mais vous n'êtes peut-être qu'un brave homme. Vous n'êtes peut-être même qu'un homme bien élevé.

— Vous vous trompez, — répondit froidement Aufrère. — Pour mieux dire, vous n'avez rien compris, absolument rien, aux obligations du spectateur pur. Je pensais vous avoir prié de ne jamais confondre le spectateur pur avec le simple mufle.

— Ne froncez pas le sourcil : je vous avais promis quelque chose de désagréable.

— Vous avez tenu parole. Mais ça ne fait pas honneur à votre perspicacité.

V

Badigeonnée de noir, poudreuse, méprisée du soleil, la boutique de Legrain s'ouvrait au pied d'une pesante bâtisse. Pour mieux capter le jour, l'artisan travaillait contre la vitre et les passants distraits n'apercevaient, dans l'ombre de ce réduit, qu'une grosse tête socratique, surgie d'un amas de chaussures gâtées.

Aufrère fit jouer le bec de cane et poussa courtoisement Salavin devant lui.

Legrain était assis sur une escabelle basse. Il laissait, pendant le travail, ses lunettes glisser jusqu'à l'extrémité de son nez rond et gros, en sorte que, pour regarder les visiteurs debout, il lui fallait renverser la tête. Cette position d'humilité donnait beaucoup d'élan, beaucoup de tendresse au plus ingénu des regards. Grisonnante par touffes, sa barbe vagabondait sur un visage aux rides plus cruelles que des cica-

trices. Malgré cette flore farouche, malgré les reflets bleuâtres et plombés de la peau, malgré la denture en déroute, le sourire du bonhomme faisait, des cœurs les plus arides, sourdre confiance et chaleur.

— Bonjour, Legrain, — dit Aufrère. — Je vous présente un de mes amis : Louis Salavin.

Legrain remonta ses lunettes d'un coup d'ongle, regarda le nouveau venu, longuement, et tendit sa grosse main :

— Salavin, dites-vous? Eh bien, bonjour, Salavin.

Une seconde, le savetier relâcha l'étreinte de ses genoux sur la bigorne et se mit à sourire.

— Sans reproche, Aufrère, voilà bien quatre jours qu'on ne vous a vu dans la boutique.

— C'est vrai, mon bon ami, — répondit Max Aufrère. — Et la visite que je vous fais n'est pas désintéressée. Je vous apportais de la besogne.

Legrain défit le paquet et se mit à palper les chaussures avec des gestes de clinicien.

— Un bon ressemelage, Aufrère. Je vous ferai ça, dimanche matin.

— Pas avant?

— Non, s'il vous plaît. C'est un travail sérieux, un beau travail. Dimanche matin, j'aurai le temps et peut-être le goût d'un beau travail. En ce moment, je suis trop triste, savez-vous? Je tue les heures, j'expédie mille bricoles sans intérêt : des talons, des pièces collées, des coutures... Et puis, je suis quand même fatigué. Attendez quelques jours, Aufrère. Il ne faut pas gâcher cette honnête marchandise.

Avec intérêt, le bonhomme approcha les chaussures de son œil.

— Oui, — murmura-t-il, — c'est de la belle chaussure, de la bonne chaussure française.

— Ah! — dit Aufrère en éclatant de rire, — nationaliste que vous êtes!

— Pour la chaussure, pour la chaussure seulement, — s'écria le savetier avec une confusion comique.

Comme Aufrère partait à rire de plus belle, Legrain se mit l'index devant la bouche :

— Chut, — souffla-t-il.

— Eh quoi, mon vieux, on ne peut donc plus rire, chez vous? Première nouvelle.

— Si, — fit Legrain en baissant encore la voix; — mais il ne faut pas le réveiller.

Désignant, du pouce, la porte vitrée de l'arrière-boutique, il ajouta :

— Il y en a un qui dort, là-dedans.

— Un qui dort?

— Oui, un copain, un camarade, quoi!

— Ah! — fit Aufrère en baissant la voix à son tour. — Et, qui est-ce?

— Vous ne le connaissez pas.

— C'est bien possible. Mais comment s'appelle-t-il?

La large figure de Legrain traduisit un embarras candide :

— Je ne sais pas son nom. Il est arrivé hier soir, avec une lettre. Il venait le diable sait d'où. Peut-être bien de Hongrie. Il avait l'air fatigué à mort.

— Il dort depuis hier soir?

— Ma foi, oui. J'ose à peine taper sur les godillots.

— Bien, — dit Aufrère après un instant de réflexion. — Et vous? Où donc avez-vous couché?

— Par là, — murmura Legrain avec un geste vague vers le fond de la boutique. — Ça n'a pas d'importance.

Legrain releva la tête, sourit, arrêta pendant quelques instants son regard sur les visiteurs et dit :

— Faites asseoir votre ami, Aufrère. Ce ne sont pas les sièges qui manquent.

Salavin hésitait. Aufrère lui tendit une chaise et, revenant à Legrain :

— Pour Hélène, — fit-il en posant sur l'établi le sac de pralines. Il ajouta plus bas : — Quoi de neuf?

Le visage de Legrain venait de se transformer. Une douleur passionnée en tordit soudain tous les traits. Il gémit, le souffle court :

— Mal. Elle va mal. N'essayez pas, comme Villard, de me dire le contraire. Je ne suis pas aveugle. Je ne veux pas être aveugle. Tenez, c'est l'heure, maintenant : j'ai droit à à deux visites par jour. Je vais courir lui porter votre paquet.

Je ne peux pas la gâter comme je voudrais : les cotisations me tuent.

— Cotisez moins, — dit Aufrère en levant les épaules.

— Vous n'y pensez pas, — répondit le bonhomme. — Il n'y a pas que moi qui ai des besoins. Et moi, du moins, je peux travailler. Alors, je fais un saut jusqu'à l'hôpital? Mais...

Legrain venait de dénouer son tablier. Il s'arrêta net et, se tournant vers Aufrère avec une légère angoisse :

— Vous n'êtes pas si pressé. Rendez-moi le service de garder la boutique. Vingt minutes, Aufrère, vingt-cinq minutes peut-être. C'est pour Hélène.

Aufrère fit un signe de tête. Legrain saisit le paquet de bonbons, sa canne, son grand chapeau de feutre mou et gagna la porte. Il était assez bref de jambes et marchait à demi plié, non sans efforts visibles. Au moment de sortir, il dit encore, en jetant un regard dans la boutique :

— Aufrère, que votre ami me pardonne : c'est pour Hélène. En attendant, expliquez-lui les choses, le violon et tout...

Il était déjà loin qu'on l'entendait encore souffler et haleter. Aufrère s'assit fort simplement sur le tabouret du savetier et, pendant quelques minutes, un silence limoneux, plein de remous se répandit dans la pièce.

— Que veut-il dire? — demanda finalement Salavin. — Le violon et tout...

— Mon Dieu! n'attendez rien d'extraordinaire. Des choses de sa vie, des choses humbles et malheureuses. Il n'avait qu'une fille. Il a, pour en faire une artiste, une musicienne, un être digne de hautes destinées, il a, pendant des années, battu le cuir de six heures du matin à minuit. Il a choisi, pour sa fille, et payé des professeurs d'élite. Il lui a, finalement, acheté ce violon que vous voyez là-haut, sur l'armoire. Un violon de deux mille deux cents francs, sans compter la remise que nous lui avons obtenue. Elle a joué là-dessus six semaines et elle est tombée malade. Seize ans... L'armoire est une folie d'autre sorte. Elle est pleine de livres. C'est la bibliothèque du groupe, du quartier, si j'ose dire. Au commencement, ils devaient se mettre à vingt pour acheter chaque livre et le faire circuler de main en main. Depuis longtemps,

c'est Legrain qui paye tout seul. Les livres circulent quand même et, souvent, circulent si bien qu'ils disparaissent pour toujours.

Il y eut un nouveau silence. Aufrère prit une cigarette et se pencha, pour l'allumer, vers la molle et bleue flamme de gaz sur laquelle le savetier faisait chauffer ses cires.

— Je ne vous comprends pas très bien, — dit Salavin, considérant Aufrère.

— Ça ne fait rien. Je ne vous demande pas de me comprendre.

— Vous aimez ce brave homme?

— Fi, l'indiscret!

— Enfin, vous avez de la sympathie pour lui. Vous ne répondez pas? C'est assurément votre droit.

Le silence, de nouveau. Puis Salavin :

— Je vous admire. Vous êtes d'une aisance parfaite. Vous trônez au milieu de cette échoppe avec un naturel que moi, homme très pauvre, je vous envie.

Aufrère secoua la tête :

— C'est la moindre des vertus, pour un garçon de mon état.

— A ce propos, — dit Salavin, — qu'adviendrait-il si vous faisiez école et si tous vos semblables décidaient de n'être plus que des spectateurs purs?

— Vous poussez l'indiscrétion plus loin qu'il n'est permis à un homme intelligent, — fit Aufrère avec humeur. — Mais...

Il haussa les épaules et porta l'index à ses lèvres. L'œil de Salavin, suivant celui d'Aufrère, alla s'arrêter sur la porte de l'arrière-boutique. Le bouton de cuivre remuait, insensiblement. Il y eut une longue minute d'attente. Enfin la porte s'ouvrit avec une brusquerie précise.

L'homme qui parut n'avait sans doute pas plus de trente-cinq ans, mais l'extrême fatigue des traits ne laissait pas, dès l'abord, d'égarer l'observateur. Une figure maigre, des yeux petits, rapprochés, très noirs et mobiles. Une chevelure abondante, en désordre. Un menton triangulaire, au relief outré par une barbe de quatre jours. Une touffe de moustache non pas noire comme les cheveux, mais fauve. Un buste long, des bras plus longs encore. Un vêtement râpé. Du linge de couleur.

L'inconnu fit un pas et, sans sortir les mains de ses poches, dit laconiquement : « Bonjour ».

Max Aufrère répéta : « Bonjour ». Salavin fit un signe de tête.

Le réduit du savetier ne manquait pas de sièges. L'inconnu prit l'un d'eux, s'assit, croisa les jambes et commença de se curer les ongles. Puis il tira de son gousset quelques filaments de tabac et entreprit de rouler une cigarette. Silencieusement, Aufrère lui tendit son propre étui. L'homme prit une cigarette sans même relever les yeux, salua du nez et se mit à fumer. Un peu plus tard, il sortit de sa poche un carnet aux coins rongés et couvrit une page de gribouillis. Il était encore absorbé dans ce travail, quand s'ouvrit la porte de la boutique.

Legrain parut, respirant avec effort. La fatigue et la douleur se lisaient sur son visage couvert de sueur.

— Ah! — dit-il en apercevant l'homme au carnet. — Ah! vous voilà réveillé. Êtes-vous bien reposé, du moins?

L'inconnu fit claquer l'élastique de son carnet.

— Très bien reposé. Je n'ai pas trouvé la serviette de toilette. Ça ne fait rien : je me raserai demain. Je vais être obligé de sortir. Vous a-t-on prévenu, Legrain, que je reviendrai ce soir et plusieurs jours encore?

— Non, — dit Legrain, — mais c'est entendu.

L'inconnu parut soudain remarquer la présence d'Aufrère et de Salavin.

— Legrain, — dit-il, — vous avez oublié de me présenter.

Il parlait un français plein d'aisance, rapide, correct, touché d'un accent à peine perceptible et qu'il semblait plutôt affecter que subir.

— C'est vrai, — dit Legrain avec bonhomie. — Le camarade Aufrère!

L'inconnu leva les sourcils, à deux ou trois reprises.

— Vous dites? Le camarade...

— Non, — fit Aufrère avec calme. — Non! Max Aufrère, tout court.

— Eh bien, Legrain? — reprit l'homme au carnet en faisant deux ou trois fois claquer sèchement la pointe de sa langue contre ses dents.

— Bah! — dit le bonhomme en souriant. — Mettez Aufrère tout court. Mon ami Aufrère et son ami Salavin.

— Messieurs, — dit l'inconnu qui tendit la main avec un léger sifflement.

Il ajouta tout aussitôt :

— Le camarade Legrain semble avoir oublié mon nom. Fontaine... Paul Fontaine.

— C'est vrai, — dit le savetier en renouant son tablier de cuir. — C'est vrai, camarade, j'avais oublié votre nom.

— Vos amis, — dit Fontaine avec un étroit sourire, — vos amis que voici, Legrain, sont, je pense, des intellectuels qui viennent au peuple. Style 1900.

— A peu près, — répondit Aufrère imperturbable.

— C'est fort bien, fort bien, — murmura l'inconnu d'un air distrait. — On respire chez vous, camarade Legrain, un léger parfum d'université populaire qui ne nous rajeunit pas. Je vous disais donc qu'il me fallait sortir. Je ne sais pas à quelle heure je rentrerai. Avez-vous une clef?

— Voulez-vous celle de la cour?

— Non, gardez-la pour vous. Donnez-moi celle de la rue. Merci. A ce soir donc. A propos, Legrain, je vous rends votre lit, bien entendu. Pouvez-vous m'arranger quelque chose dans un coin?

— Très facile, — dit Legrain avec simplicité : — vous aurez le lit pliant d'Hélène. On a couché jusqu'à six dans cette cambuse.

— Merci. Au revoir, messieurs!

L'inconnu toucha du doigt le bord d'un feutre grisâtre qu'il venait de camper sur sa tête, et se glissa dans la rue.

— Eh bien? — dit Aufrère quand la porte fut refermée.

— Eh bien, — fit Legrain dont tout le visage parut soudain ressaisi de crispation, — eh bien, ça ne va pas. Elle vous remercie pour les pralines, mais ça ne va pas. Oh! je le comprends bien! J'ai vu l'interne et même le grand chef. Ils n'essayent plus de me tromper. Et puis, vous savez...

Sa voix s'altéra jusqu'à devenir presque inintelligible.

— Elle n'a pas connu sa mère, pour autant dire. Alors, pourquoi, tout à l'heure, en m'embrassant, comme je la quittais, pourquoi m'a-t-elle dit, tout bas, dans l'oreille « au revoir, maman »?

Le bonhomme fit deux ou trois inspirations sanglotantes

et se laissa tomber sur l'escabelle, au milieu du monceau de chaussures. Aufrère lui prit et lui serra la main.

— Venez demain soir, — disait le savetier d'une voix brisée. — Il y aura Villard, Devrigny et la Polonaise, et Rainal et Politzer et toute la bande. Et merci pour les pralines. Et vous, Salavin... c'est bien comme ça, n'est-ce pas? Venez donc aussi.

Salavin était extrêmement rouge, ses yeux luisaient. Il répondit :

— Je viendrai, merci.

Les deux hommes cheminèrent sans un mot jusqu'à la rue d'Ulm. Alors, Aufrère, d'un ton placide :

— Si vous parlez encore du spectateur pur aussi naïvement, en présence d'étrangers, je suis obligé de vous prévenir que, pour ma part, je ne vous en parlerai plus jamais.

Aucune réponse. Salavin marchait, tête basse.

— Vous me disiez donc tantôt, — reprit Aufrère, — vous me disiez : « Qu'adviendrait-il si tous les hommes s'avisaient de vous imiter et prétendaient être, tous, des spectateurs purs? » Mon cher, c'est une hypothèse futile. Vous pourriez dire de même : qu'adviendrait-il si tous les hommes se faisaient astronomes? ou : qu'adviendrait-il, grand Dieu! si tous les citoyens étaient soudain, tous, présidents de la République? Je n'ai pas à craindre une telle concurrence. Mais il me semble, Salavin, que vous m'écoutez à peine.

Salavin secoua pensivement la tête.

— Et voilà, mon cher, — poursuivait Max Aufrère, — vous vivez dans votre fosse individuelle, en tête à tête avec le désespoir familier. Ne réagissez pas : je n'entends pas humilier ce fameux désespoir. Je crois le comprendre et même l'avoir connu. Il est parfois terrible; mais il sent le renfermé. Voyez Legrain : son désespoir personnel n'est pas métaphysique ou moral, comme le vôtre, mais affreusement humain et, pour être plus précis, paternel. Avec quoi s'en console-t-il, je vous le demande? Avec son désespoir social, je veux dire son espoir social : son parti, ses cotisations, ses combats, ses discussions nocturnes et les camardes inconnus qui viennent de temps en temps lui prendre son lit. Aujourd'hui, vous avez jeté, Salavin, un léger coup d'œil sur une autre fosse,

sur un autre monde, et il me semble que votre sang circule déjà plus vite et que votre cœur bat plus énergiquement. Il y en a, mon cher, qui lisent des romans. Ah! ah! moi, je lis des hommes, des hommes de chair et d'âme. C'est plus fatigant que les livres, mais c'est de plus haut goût. Je ne suis pas neuf dans la carrière. Je suis parvenu, après quelques essais manqués, au désintéressement total. Je sais maintenant partir quand il faut, ne pas m'emballer, m'arrêter à point, bref m'abstenir.

— Alors, — dit Salavin d'une voix basse, brûlante, presque rauque, — vous n'avez jamais envie de participer?

Aufrère secoua la tête :

— Pas de bêtises, Salavin. Ne me faites pas regretter de vous avoir introduit dans cette maison.

— Vraiment, vous n'éprouvez jamais le besoin de vous jeter dans le feu?

— Je traverserais peut-être le feu pour y voir des choses qu'on ne voit que là; mais je ne m'y jetterais sûrement pas dans le ridicule dessin ou d'y finir, ou de m'y installer et d'y faire une carrière. Mon cher, je ne sais ce que l'avenir réserve à ma carcasse; mais, dans l'ordre moral, je suis fermement résolu à me contenter de la douleur des autres. Ah! je pense que vous allez me quitter ici. Venez demain soir. Il faut prendre plusieurs doses pour que l'expérience donne des résultats.

VI

— Allons, bon, — grogna Legrain. — Voilà maintenant le docteur qui m'aide. Non! Villard, ça me fait honte de vous voir toucher aux godasses.

Le docteur releva la tête et souffla du nez trois ou quatre fois de suite, ce qui semblait sa façon de rire. Un homme jeune encore, blond, mince et même fluet, aux belles mains patriciennes. Il haussa les épaules, jeta vers le savetier un regard amical et, de nouveau, les gestes appliqués, le regard studieux, se pencha sur le tas de chaussures.

— J'ai l'air de vous aider, Legrain; mais ce n'est pas de la cordonnerie que je fais, c'est de la médecine.

— Très juste, — dit Aufrère. — De la médecine et, plus précisément, du diagnostic.

Sans quitter son travail, le docteur approuva, de la tête. A petits gestes, délicatement, il triait les souliers, les appareillait, les tournait, retournait, examinait avec la plus grande attention et les disposait, enfin, dans un ordre secret, sur les tablettes fixées à la muraille. Des relents déliés, complexes, inquiétants comme tout ce qui est de l'homme, supplantaient l'odeur grossière des cuirs, des cirages et de la poix.

— Je comprends le docteur à merveille, — reprit Aufrère, — et tout en espérant n'avoir jamais recours à son art, je donne crédit à la méthode. Une illustre méthode : imaginer la vie de la bête en étudiant le fossile. Pour l'homme : chaussure ou défroque. Un jour de l'an passé, j'avais donné ma veste à stopper aux trois sœurs de la rue des Feuillantines, vous savez; les trois poupées magiciennes qui opèrent dans une vitrine, directement sous l'œil du profane. Je suis allé plusieurs fois dans l'antre de ces Parques à rebours, de ces renoueuses de fils cassés. Eh bien! c'est épatant, oh! pas le stoppage : les nippes. Je ne pouvais plus me détacher de là. Je regardais les pantalons, avec leurs plis, leurs taches, leurs mangeures, leurs luisants, leurs bosses dégonflées. C'est affreux ce que peut avouer un pantalon. Le gilet n'est guère plus discret, et il sait des choses : les fatigues, les sueurs, les siestes, les gourmandises. Quant à la veste, rien de plus perfide; elle dit tout, sans qu'on le lui demande : le métier, l'âge, les habitudes, les vices, alcool et tabac. Et je ne parle pas des débris que l'on ferait tomber des poches. L'allure de ces poches, leur place, leur forme, leurs dilatations, cela suffit. Et les insignes qui restent aux boutonnières, certains même parlants. Je me rappelle un veston d'étoffe anglaise avec, aux revers, une petite plaque émaillée portant ce conseil : *have a heart*! Tout simplement! Le pardessus est moins loquace, assez détaché du corps; mais il en raconte encore plus qu'on ne lui en demande. Faites l'expérience. Je ne plaisante pas. Allez chez une ravaudeuse et passez-y deux heures à regarder la friperie. Quand toutes ces frusques sont sur la bête, on les observe mal; on est distrait par des apparences grossières : le mensonge du visage, les gestes et, surtout,

les paroles. Mais le vêtement seul vidé, dégonflé. Quelle éloquence!

— Ah! oui. Ah! oui, — dit une voix molle, assez musicale mais traînante. — Ah! oui, celui qui voudrait étudier le prolétariat pourrait, rien qu'au point de vue de la chaussure, évidemment... Une statistique...

L'homme qui venait de parler, un grand diable vêtu comme un employé à goûts d'artiste, tira distraitement sur sa barbe déjà grisonnante et répéta, dodelinant du chef :

— Rien qu'à la chaussure du prolétariat, évidemment...

Legrain haussa les épaules, sourit, donna trois ou quatre coups de marteau sur le pied de fer et murmura :

— Pour ce qui est d'ici, Rainal, dis plutôt : la société.

Il était environ dix heures de la nuit. Retranchée de la rue par ses volets de bois, la boutique n'avait plus l'air d'un terrier, mais d'un club. La lampe, coiffée d'un cornet de carton, laissait tomber sa lueur sur l'établi du bonhomme. Le reste de la pièce goûtait une reposante pénombre. Assis dans une encoignure, Salavin pouvait, d'un coup d'œil, envelopper toute la scène : le savetier, seul éclairé de plein jet, telle une figure de Rembrandt. Tout près de lui, le jeune docteur Villard, puis Aufrère qui se berçait sur sa chaise avec nonchalance, Rainal, l'homme à la voix languissante qui venait d'entrer dans l'entretien; fermant le cercle, un autre gaillard, au teint coloré, au crin jaune, celui-là, bas sur pattes, court, replet, vêtu non sans une certaine recherche et que l'on appelait Politzer. Un peu plus en retrait, dans un angle d'ombre, on apercevait Devrigny, à califourchon sur une chaise. Il avait enlevé sa veste, car la soirée était chaude. Enfin, silhouette surprenante en ce taudis, une très belle jeune femme qui se tenait bien droite, adossée à la muraille, la tête un peu renversée, les yeux mi-clos, une cigarette aux lèvres. La porte de l'arrière-boutique n'était pas complètement close. Son vitrage laissait filtrer de la lumière et des bruits de conversation.

— Legrain a raison, — dit Aufrère. — Une image de la société.

— Il me semble pourtant, — murmura l'homme à la voix languissante, — il me semble que, seuls, les éléments de la classe ouvrière...

— Attendez, — fit le docteur qui venait d'achever sa mystérieuse classification. — Attendez et suivez-moi deux minutes : je compte, sur la planche supérieure, sept paires appartenant à des personnes de la bourgeoisie aisée. A part, dans le coin gauche, trois paires de grand luxe, marques américaines, dont l'une portée par un type qui voyage beaucoup, qui met des guêtres, qui est vieux et bute en marchant. Ici, les chaussures de femmes, bourgeoises et prostituées : impossible de distinguer; le monde s'uniformise. Une mention spéciale pour ces souliers appartenant à une jeune fille élégante, mais sans fortune, et qui a éprouvé un deuil dans le courant de l'année, car elle a fait teindre en noir des souliers neufs. Ici, les chaussures d'enfants : nombreux détails sur la vie de famille, les promenades, les jeux, les défauts de la mère ou ses vertus domestiques. Ici, douze paires et sept ribouis dépareillés représentant proprement le prolétariat, comme vous dites : un terrassier, un chauffeur d'auto, — usure du talon, empreintes des pédales, — deux peintres en bâtiment etc... etc... Voilà pour la classification générale. Passons aux remarques particulières. Je prends pour exemple cette bottine à boutons et je dis : homme d'au moins cinquante ans, fonctionnaire, célibataire, — je répète célibataire, — économe, soigneux, méticuleux, imparfaitement propre, — bains peu fréquents, — traîne les jambes, se sert de chaufferettes en hiver, ne va jamais à la campagne...

La porte de l'arrière-boutique venait de s'entr'ouvrir et une voix forte, impérieuse, goguenarde, poursuivit :

— ...Lit assidûment l'*Écho du Tarn*, déteste la tête de veau, va dans les maisons de passe le premier samedi de chaque mois.

— Eh, mais, — fit le docteur un instant interloqué, — c'est à peu près ce que je voulais dire pour terminer mon analyse.

Il y eut un éclat de rire général et la porte s'ouvrit tout à fait pour donner passage à une sorte de géant.

— Bart, — dit Max Aufrère, — vous avez tort de blaguer le docteur, vous n'avez rien entendu.

— J'ai tout entendu. C'est du roman policier, de l'expertise médico-légale, de la psychologie d'amant jaloux et persécuté, du reportage pour grand quotidien bourgeois d'infor-

mation. Sans chance d'erreur, je pourrais inventer de pareilles blagues pendant trois heures d'horloge. Voici les escarpins d'un capitaliste de Tourcoing qui s'est enrichi dans les sucres! Voici les godillots d'un prêteur à la petite semaine qui vient de marier sa fille à un employé des pompes funèbres. Et là, dans la vitrine, j'aperçois les souliers d'une jeune aristocrate...

Le marteau du savetier sonna nerveusement sur le pied de fer. Et, soudain, d'une voix étranglée :

— Ça suffit, Bart! — cria-t-il. — Ce sont les souliers de ma fille.

Dans le silence qui suivit, on entendit le bonhomme renifler avec effort. Puis la grosse voix de Bart retentit, soudain froide et mate :

— Rainal, viens par ici quelques instants : le camarade Fontaine à des choses à te dire.

— Voilà! J'y vais... Mais certainement... — bégayait l'homme à la voix pâteuse.

Et, se levant avec une confuse précipitation, il disparut dans l'arrière-boutique.

— Le camarade Fontaine exagère, — murmura le replet et blondasse Politzer. — Nous ne venons pas ici pour faire du travail de comité.

— Eh bien, si tu trouves qu'il exagère, — dit une voix naïve et zézayante, — va donc le lui déclarer en face.

Celui qui venait de parler ainsi tira derrière soi la porte de l'arrière-boutique et fit, en boitant fortement, quelques pas à la recherche d'un siège. Il disait :

— Vous êtes épatants, vous autres, à rouspéter toujours comme des écoliers au lieu d'obéir comme des hommes. Mais, il me semble qu'on ne boit rien, ici, et je me dessèche, parole!

La jeune femme, depuis quelques instants, conversait à voix basse avec Devrigny. Elle dit soudain, si haut que tout le monde l'entendit : « Ah! que vous êtes entêté! » Puis elle se leva, s'étira, non sans grâce, en se saisissant à deux mains la gorge qu'elle avait belle, et, finalement, avec un rire :

— Vous avez soif, Beauvoisin? Je peux vous faire du thé.

— Ce n'est pas grand'chose, votre thé, Stéphanie, — répondit Beauvoisin. — Mais, faute de mieux... Allez-y donc et merci d'avance. Qu'est-ce que vous disiez, tout à l'heure,

pour que Bart ait jugé nécessaire une de ses interventions sensationnelles?

— Le docteur, — s'écria Devrigny, — nous a fait un cours épatant sur la psychologie des chaussures.

— Qu'en savez-vous? — souffla Stéphanie. — Menteur, vous n'écoutiez pas.

— Asseyez-vous, Beauvoisin, — dit Aufrère en poussant un tabouret sous les jarrets du boiteux.

Devrigny prenait feu :

— Je n'écoutais pas? J'écoutais religieusement, même que... Tenez, Villard, je donne en plein dans votre truc, moi. Parfois, je regarde la bouche d'une femme, dans la foule, et je dis : elle est enceinte. D'autres fois, rien qu'à la façon de placer les pieds, je pense : « Tiens, une juive! »

— Oh! pour ce qui est des femmes, — glissa Stéphanie, — tout le monde sait que vous avez du génie.

— Non, non, pas de génie, c'est superflu. Du bon sens, du goût, de la flamme.

— Allons, — dit Aufrère d'une voix sèche. — Pas de publicité. Pour votre discours sur les chaussures, Villard, je l'approuve sans réserve et peux même apporter à votre thèse une petite contribution, un renseignement non sans valeur : je ne laisse jamais cirer mes chaussures par qui que ce soit.

— Crainte de vous trahir? — gronda Bart qui venait de reparaître sur le seuil de l'arrière-boutique et négligea, cette fois, d'en refermer la porte.

— Eh bien, oui! Crainte de me trahir. J'imagine la femme de ménage glissant sa main dans l'intérieur de mon soulier, en palpant les bosses, en subissant peut-être la légère humidité, en inspectant les plis, les trous, les coupures...

— Pff, — dit Politzer à voix couverte, — vous ne portez pas de chaussures si trouées que ça, mon vieux. Il ne faut pas nous en conter.

— Bref, — reprit Aufrère avec un léger mouvement d'impatience, — bref, à l'idée de laisser voir mes chaussures de trop près, par quelqu'un qui me connaît et entretient avec moi des relations fréquentes, j'éprouve une étrange impression de pudeur que je n'aurais peut-être pas à me montrer tout nu. Je fais exception pour Legrain, notre confident amical.

Il y eut quelques rires, puis un silence et le docteur ouvrait la bouche pour parler quand Salavin, qui suivait la conversation avec vigilance, le front plissé, l'œil en éveil, dit tout à coup, de sa voix sourde :

— Vous est-il arrivé jamais de mettre les souliers d'un autre?

— C'est une idée très répugnante, — siffla Max Aufrère, — comme d'ailleurs de connaître intimement qui que ce soit.

— J'en pourrais citer, — grogna Politzer, — à qui sont arrivés de plus grands malheurs.

— C'est une chose toute simple, — fit Salavin, — et c'est une chose terrible. Oui, si vous voulez connaître un homme, mettez donc ses souliers, en admettant que ce soit matériellement possible. J'avais, autrefois, un ami qui me semblait intelligent, vivant, audacieux, et que j'admirais beaucoup. Un jour, il m'a prêté ses chaussures parce que les miennes étaient percées et qu'il me fallait aller à un enterrement. J'ai marché trois heures, pas davantage, avec les chaussures de mon ami. Elles ne me blessaient pas; elles étaient même un peu larges. Mais, quand je suis revenu chez moi, j'étais dégoûté, sûr que mon ami était tout le contraire de ce que j'avais imaginé : un homme plat, timide, assez sot. A compter de ce jour-là, j'ai cessé de l'aimer, et même...

Salavin sentit soudain que ses paroles produisaient un grand silence dans l'auditoire et il s'arrêta, le visage en feu.

— Et même? — reprit Aufrère avec intérêt.

— Oh! — murmura Salavin, — c'est une histoire sans importance.

Bart se pencha jusqu'à l'oreille de Beauvoisin :

— Qui est-ce?

— Un ami d'Aufrère et, je pense, de César Devrigny. Il vient ici pour la première fois...

— Le thé est prêt, — s'écria soudain la jeune femme en sortant d'un placard une douzaine de verres.

— Je ne suis pas sûr qu'il y ait du sucre à la maison, — dit le savetier entre deux coups de marteau.

La jeune femme fit entendre un rire enjoué.

— J'ai pris la précaution d'en apporter. Vous savez bien, Legrain, que le thé, c'est mon affaire. Allons, les plus assoiffés!

Elle avait une voix limpide, mélodieuse et si chaudement sensuelle qu'à l'entendre Devrigny fit un bond. Il saisit un verre de thé, se brûla les doigts, se brûla les lèvres, jura plaisamment. Puis Beauvoisin but et tous les assistants à la ronde. Le bonhomme Legrain continuait cependant de frapper sur le cuir et de tirer le fil poissé. Bart avait allumé un cigare et fumait en battant, des doigts, une charge sur la table. Par la porte demeurée ouverte, on apercevait maintenant l'arrière-boutique fort encombrée et qu'éclairait un bec Auer à la lueur spasmodique. Rainal écrivait, sur un guéridon branlant, et Fontaine, l'homme au carnet, l'hôte actuel de Legrain, une grosse serviette, bourrée de paperasses, ouverte sur ses genoux, dictait tout bas.

— Eh bien, — dit le docteur de sa voix tendrement nasale, — eh bien, nos voisins, du moins, ne perdent pas leur temps.

— Faut dire, — lança Legrain avec admiration, — que des gars comme celui-là, ça sait travailler.

— Et vous, Legrain, — fit Aufrère, — vous ne savez peut-être pas?

— Bah! Moi, ce n'est jamais que du rafistolage de godillots. Je parle du vrai travail révolutionnaire, comme voilà le camarade. Moi, je milite à mes heures, je bricole, je fais ce que je peux.

— Vous, — dit Aufrère, — vous êtes, au fond, Legrain, un révolutionnaire intéressé.

— Ah bah! — gronda Bart le géant. — Par exemple!

— Oui, — dit Aufrère, — bassement intéressé. Vous demandez à boire et à manger pour tous les hommes, Legrain, vous voulez le bonheur du monde. Et s'il arrive jamais que ce bonheur soit obtenu, ce que je souhaite de grand cœur, vous vous déclarerez satisfait, vous cesserez donc tout naturellement d'être révolutionnaire. Bart, que voici, est, au contraire, un révolutionnaire désintéressé et, si je peux dire, parfaitement pur. La révolution, pour lui, n'est pas un moyen, mais une fin. Quand le monde sera heureux, Bart et les gens de son espèce, parce que c'est leur fonction, parce que c'est leur carrière, s'occuperont tout de suite d'une autre révolution.

— Seriez-vous, — dit le colosse en haussant les épaules, — de ceux qui s'imaginent qu'après une guerre on peut, avec le

surplus de dynamite, fabriquer des tablettes de chocolat?

— Vous savez bien, — fit Aufrère paisiblement, — que je ne vous critique pas : j'essaye de vous comprendre.

— Ce n'est pas trop difficile, — grogna Politzer : — Bart s'explique lui-même, deux ou trois fois par semaine, en public... Hein? Qu'est-ce que c'est?

— A ton tour! — dit Rainal apparu sur le pas de la porte vitrée.

— C'est bon, j'y vais, — souffla Politzer avec un zèle mal dissimulé.

A cette occasion, il se fit un petit mouvement dans l'assistance et le docteur prit son chapeau.

— Il est bien tard, — soupira-t-il. — Au revoir à tous.

Aufrère se leva de même et, derrière Aufrère, Salavin. Dans un angle de la pièce, César et Stéphanie devisaient à voix basse. On entendit la jeune femme qui disait : « Peut-être, je ne sais pas... » A cette seconde, Bart intervint sans trop de ménagements.

— Phanie, — dit-il, — Fontaine demande si vous avez apporté votre machine.

— Oui, — répondit la jeune femme, — ma petite Corona.

— Alors, vous restez?

Stéphanie se tourna vers César et lui tendit la main.

— Je peux vous attendre, — murmura César.

— Non, merci. Ce sera pour une autre fois. Je vous répète : non!

Le père Legrain avait retiré ses lunettes et distribuait des poignées de main. La porte, ouverte un instant sur la fraîcheur de la rue, se referma bientôt et le bonhomme ressaisit son tranchet. Dans la boutique pleine d'un nuage de tabac, restaient encore Beauvoisin, Rainal, Bart, Politzer et la jeune femme.

— Votre maison, Legrain, — dit Fontaine en apparaissant sur le seuil, — votre maison est l'un des derniers salons où l'on cause. Compliments.

— Vous ne voudriez quand même pas, camarade, — fit le géant avec humeur, — vous ne voudriez pas empêcher Legrain de recevoir chez lui ses amis, ce qu'il fait depuis bien des années, des gens qui l'ont soigné, comme le docteur Villard,

ou aidé dans certaines circonstances, comme plusieurs des autres.

— Il ne s'agit pas de ça. D'ailleurs, pure question de discipline ou de technique. Je suis, vous ne l'ignorez pas, obligé de travailler ici jusqu'à nouvel ordre. Quels sont ces gens-là?

— Pas un, — s'écria Beauvoisin, — dont on puisse dire qu'il ait des sentiments contre-révolutionnaires. Des intellectuels...

— Voilà, — trancha Fontaine, — un mot qui n'est pas une recommandation.

— Possible, — dit Bart. — Mettons des sympathisants. Lénine n'aimait pas les intellectuels; mais il recommandait de les employer à l'occasion. Nous aurons peut-être lieu d'utiliser ceux-ci.

Fontaine fit une grimace :

— Ne citez donc pas toujours Lénine. Si Lénine pouvait revenir à la vie, il nous dirait lui-même qu'il a fait son temps, du moins quant à la doctrine, et qu'il demande à être dépassé.

— Eh bien, dépassez-le, camarade, — fit Bart en levant les épaules. — A vous entendre, depuis que nous avons l'honneur de votre société, on pourrait croire que vous portez jalousie à l'ombre de Lénine.

— Vous n'aurez pas ma présence éternellement, — dit Fontaine. — Ma mission ne doit pas durer plus de trois ou quatre mois. M'avez-vous trouvé le logement que je vous ai demandé pour dimanche et lundi?

— Oui, à Montmartre.

— Bien, merci. Je garde mon lit chez Legrain, comme convenu. Au travail. La dactylographe?

— C'est moi, — dit Stéphanie.

— Dépêchons-nous, — sifflota Fontaine en posant, devant soi, son énorme serviette de paperasses. — Quant à vous, Legrain, vous pouvez continuer à faire votre bruit. J'aime autant ça.

VII

Plantés au bord du trottoir, sous un haut lampadaire, César et Salavin regardaient la silhouette d'Aufrère s'éloigner

vers la gare Montparnasse. Et, soudain, César se prit à rire :

— Il nous a, — dit-il, — quittés sur des phrases pour le moins historiques, comme toujours. Et, maintenant, il s'en va, bien sûr que nous allons parler de lui pendant deux heures. Il part toujours le premier, pour laisser les autres libres de parler indéfiniment de sa très curieuse personne. Rien qu'à cause de ça, nous allons, Salavin, parler de tout ce que tu voudras, sauf de lui. Ce sera bien fait! Je le connais depuis vingt ans! Et, depuis vingt ans, il est absolument certain de me posséder sans conditions, de faire, dix fois l'heure, comme il aime à dire, le tour de mon individu.

— Mais, — dit Salavin, — ne m'avez-vous pas dit que nous parlerions de n'importe qui, sauf de lui?

— C'est vrai. Parlons d'autre chose. Je me demande, malgré ses chichis sur l'art d'observer les hommes, je me demande ce qu'il vient faire chez Legrain. C'est moi, mon ami, qui l'ai, comme ça, par hasard, amené chez le cordonnier. Il y vient de plus en plus souvent...

— Oh! je vois qu'il ne se trompe guère, s'il s'en va le premier pour nous forcer à parler de lui.

— Fichtre, tu as raison. Parlons d'autre chose. Quelle femme, mon ami! Quelle femme magnifique!

— Vous rêvez, Devrigny. De qui parlez-vous?

— De la Polonaise, de Stéphanie Mesrovska. Tu n'as donc rien vu? Tu ne fais donc attention à rien? Je dois te dire que je connais le père Legrain depuis longtemps. Ce n'est pas seulement pour Stéphanie que je vais là, malgré ce que tente d'insinuer Aufrère. Legrain me plaît. C'est mieux qu'un brave homme. Il espère que je deviendrai communiste, un jour. La bonne blague! Moi, j'aime la vie telle qu'elle est. Je me fous de la politique. Une chose que je hais, c'est l'injustice. Tu comprends bien : il y a de ces injustices dont l'idée seule me fait dresser les poils sur les reins. Je ne vote pas, en principe. Et, surtout, je n'y pense même pas. Mais j'ai voté deux fois avec les révolutionnaires, à cause d'une injustice. Alors, le père Legrain fait des rêves à mon sujet. Aufrère, au contraire...

— Chut!

— C'est vrai, c'est vrai! Qu'Aufrère aille au diable! Et tu

peux croire qu'il finira bien par y aller. Non, mais quelle femme épatante, mon ami!

— Vous aimez donc bien les femmes, Devrigny?

Les deux hommes descendaient l'avenue de l'Observatoire le long des grilles du jardin. A cette question, César s'arrêta net et frappa du pied, plusieurs fois, énergiquement, sur le trottoir.

— Quelle question! Mais je n'aime que ça, que ça!... Il n'y a que ça! Non! Comprends bien, mon ami. J'aime tout. Tu m'entends? Tout! Mais, l'amour! Ça ne ressemble absolument à rien d'autre. Réfléchis une seconde. Ou plutôt, non, ne réfléchis pas, du moins pas tout de suite. Montons chez moi. C'est tout près. Un logis de garçon, évidemment. Deux pièces là-haut et une place dans un garage du quartier, pour ma voiture. Pas besoin de plus. Je ne t'ai même pas dit ce que je faisais. Tu n'es pas curieux. Si, si, tu es curieux, mais tu es discret. Eh bien, c'est tout simple : je fais des assurances, comme tout le monde, mais ce qu'il y a de particulier, c'est que, moi, je les fais comme personne. Il faut comprendre l'époque. Un garçon bien balancé, vigoureux, qui a un smoking, une voiture et une bouche pour parler, un garçon comme ça peut toujours faire ses soixante-quinze, quatre-vingt mille francs par an. Ça me suffit. Et je suis mon maître. Tiens, passe devant, nous allons prendre l'ascenseur. Ça, l'ascenseur, c'est une chose qui a toujours beaucoup de succès auprès des femmes. Elles arrivent là-haut, toutes fraîches, toutes roses et blanches. Elles disent : « Ben vrai! Vous en avez une jolie vue! » Entre par ici, Salavin. Je n'allume pas tout de suite l'électricité, pour que tu contemples le clair de lune sur Paris. Ah! ce clair de lune! Il y a des femmes que ça décide tout à coup. C'est que, vois-tu, mon ami, on ne sait jamais, avec les femmes. Que de surprises! Tiens, Florence, par exemple. A voir son nez, sa mâchoire, ses chevilles, son derrière, on pensait : « Quelle gaillarde! » Eh bien, elle a pleurniché presque toute la nuit. Il fallait la dorloter, lui dire des mots. Tandis que Monique — tu la rencontreras un jour — Monique, si fragile d'apparence, si menue, si faible, elle me serrait dans ses bras comme pour me protéger, oui! me protéger, moi! Tout à fait comme une mère... Maintenant tourne le commutateur. Je vais te faire boire quelque chose d'extra.

La lumière jaillit, éclairant non pas, comme l'attendait un peu Salavin, une garçonnière bohême, avec des bibelots japonais, des affiches au mur, des divans, des étoffes, mais une chambre bourgeoise, très propre, garnie d'un meuble d'acajou massif, avec une confortable moquette grise et des rideaux de velours.

— Tiens, — dit César en tirant de l'armoire deux flûtes de cristal et un flacon. — Tiens, goûte ça. N'aie pas peur : c'est de l'or, c'est de la lumière. Laisse-moi remplir le verre, Salavin. Goûte et avoue que c'est bon. Il paraît que les Arabes, quand on leur montre quelque chose de fameux, poussent un gloussement d'admiration et s'empressent d'ajouter : « Mais Dieu est plus grand! » Un bobard dans le genre de : « Machin habille mieux. » Moi, quand bien même je dégusterais le nectar et l'ambroisie, quand bien même je verrais les merveilles célestes, je ne pourrais pas m'empêcher de penser : « Mais l'amour est plus grand! » Quelle chose surprenante, mon ami! Songe donc. Elle est là, dans tes bras. C'est une femme, une créature comme les autres, quoi! Elle a son petit air sérieux ou gai, ses soucis, ses préjugés, ses idées qui sont peut-être même des opinions. Une heure avant, elle te parlait de je ne sais quoi, de son costume tailleur, ou du prix des appartements, ou de la musique nègre, ou même de la troisième internationale. Mais tu l'as prise dans tes bras et voilà que ça change. Et voilà que ça vient, voilà que le mystère se produit. Et c'est à l'intérieur de toi et c'est à l'intérieur d'elle. Le curieux est qu'on ne pourrait pas dire où ça éclate. On dirait que ça se passe dans les astres du ciel. Alors, tu vois son visage qui change. Elle se met à gémir avec une voix que tu n'avais jamais entendue, jamais soupçonnée. Elle dit des choses qui semblent sortir d'un autre monde. Et, soudainement, tu la sens qui tombe, même si tu la tiens très fort dans tes bras. Elle t'échappe. Elle t'oublie, elle s'en va...

Devrigny but, coup sur coup, deux verres de la liqueur dorée.

— Reprends, — dit-il, — reprends encore une fois, Salavin. Si j'aime les femmes! Tu me demandes si j'aime les femmes! Attends que je te dise, attends que je t'explique bien. Ce que j'aime, c'est leur joie, voilà. J'en ai possédé des quantités, et

toujours par curiosité extrême de la figure qu'elles font quand la grande bourrasque les emporte. Rien qu'à cause de ça, je veux de la lumière, je veux une lampe : je ne suis pas comme ceux qui se cachent dans les ténèbres. Voilà! Oui, voilà comme je suis. Souvent, je me tiens auprès d'une femme qu'on vient de me présenter et je lui parle respectueusement; mais je songe, dans le fond de mon cœur : « Comment est-elle, dans le plaisir? Est-ce qu'elle ouvre la bouche? Est-ce qu'elle avale sa salive? Est-ce qu'elle fait ha! ha! » Et, quelquefois, je pense qu'elle ne sait pas ce que c'est, et je voudrais la consoler. Tiens, les vieilles filles. Ah! ne ris pas, mon ami. Non, non, je sais que tu n'es pas homme à te moquer de tout. Les vieilles filles! Eh bien, oui, je les aime. Je voudrais les aimer toutes; je voudrais, si le monde n'était pas aussi bête, pouvoir leur offrir à toutes de l'amour, de l'amour, de l'amour, au moins une fois. Qu'elles sachent ce que c'est, bon Dieu! Il y en a même, je t'assure, qui ont l'air fini, hors de question. Dis-leur seulement quelque chose de doux et de chaud et tu les vois reprendre de la couleur et de l'élan, tu vois leur œil qui se met à reluire et leur poitrine qui se soulève comme s'il y avait du téton là-dessous.

Devrigny s'accouda largement sur la table et, les doigts enfoncés dans sa tignasse rouquine, se mit à rêver.

— Paraît, mon ami, qu'il y en a qui s'amusent entre hommes. Est-ce seulement sérieux, je te le demande? Quelle misère! Mais moi, moi, quand je fais l'amour, c'est la moitié de la terre qui couche avec l'autre moitié. Tu ne dis rien? Peut-être que je t'étonne. Peut-être même que je te dégoûte. Que veux-tu? Voilà comme je suis fait, mon ami. Toutes les femmes! Et j'en ai eu qui étaient presque des fillettes, et d'autres presque des vieilles femmes et qui étaient encore belles à prendre, je t'assure. Et toutes celles que je n'ai pas eues, je les ai possédées dans mon cœur. Je les ai imaginées dans l'amour, même celles des autres temps... Même...

César baissa la voix, ferma un œil, sourit étrangement et dit tout bas :

— Tiens, même la tzarine, oui, la tzarine de quand on était gosse... Sur une image du *Petit Parisien*. Oh! je ne leur faisais pas de mal. Je ne pense qu'à leur plaisir. Il n'y a peut-être

que ça qui m'intéresse. C'est leur plaisir qui est mon plaisir. Je les mignotais, je les caressais, je leur disais des folies et, tout à coup, pan! pan! l'amour!

César s'était levé d'une brusque détente. Il se frottait les yeux comme s'il venait de s'éveiller.

— Tu me regardes, — fit-il. — Bien sûr, je ne te parle pas de ces choses-là, à toi, comme j'en parlerais, si jamais ça m'arrivait, à ce parpaillot d'Aufrère. Tu sais qu'il est protestant?

Salavin fit, de la tête, un signe affirmatif, et :

— N'était-il pas convenu que nous parlerions de tout sauf de lui?

César s'appliqua sur les cuisses deux ou trois claques vigoureuses.

— Tu as raison, mon ami. Nous l'avions même bien oublié. Sortons, veux-tu? Il est près de deux heures du matin. Je vais aller te mettre à ta porte.

Quand ils furent dans la rue, Devrigny prit amicalement le bras de Salavin et marcha longtemps sans rien dire. Puis d'un air préoccupé :

— Oui, c'est la plus belle chose du monde, et la plus étrange. Et le pis est qu'on n'y comprend rien. Qu'est-ce que c'est que ça? Qu'est-ce que ça veut dire? Au fond, tu ne sais pas très bien ce que tu sens, mais tu ne sais pas du tout ce qu'elles sentent, elles, de leur côté. Ah! Je leur ai bien souvent demandé de m'expliquer, de me crier quelque chose, au moment que ça passe. Bast! Il y en a que ça fait rire. Il y en a que ça met en colère. Il y en a même que ça intimide et qui n'osent plus se laisser aller. Tant pis! On ne saura jamais rien.

Il fit encore quelques pas et, détendant ses sourcils, se prit à rire :

— Ça m'est égal, de ne rien savoir. Le sûr, c'est que si je ne devais plus..., j'aimerais mieux tout...

— Quoi, tout? — dit Salavin en haussant les épaules. — Quand vous ne pourrez plus aimer, vous serez, mettons, officier de la Légion d'honneur, conseiller général, président de la Ligue des droits de l'homme, que sais-je? et vous vous consolerez avec autre chose.

— Je ne me consolerai pas, — cria César en frappant du pied. — J'aimerais mieux n'importe quoi!

— Même mourir?

Devrigny secoua furieusement la tête.

— Même mourir.

Les deux hommes atteignaient à ce moment la rue du Pot-de-fer, sonore comme un caveau.

— Vous avez raison, Devrigny, — dit Salavin en serrant la main du rouquin. — Vous avez raison, cette Polonaise est une femme étonnante.

GEORGES DUHAMEL

(*A suivre.*)

NOTES SUR LA CHINE

Le lecteur ne trouvera pas dans ces notes un résumé de politique générale. Dix années de pratique médicale dans une grande ville de l'Ouest chinois me permettent seulement d'extraire de la vie quotidienne quelques faits précis, pouvant faire comprendre des côtés mal connus de ce pays. Je me garderai d'abuser de la discrétion que je dois à des gens qui m'accueillent avec une confiance libérale et avec lesquels je me plais à vivre malgré les difficultés et les dangers du moment.

***

Du sentiment religieux. — On me demande souvent à quelle religion appartiennent les Chinois et sous les titres de confucianistes, taoïstes, bouddhistes, on les imagine zélateurs fervents de cultes compliqués. Certains même voudraient expliquer leur xénophobie par un sectarisme religieux. Au vrai, le Chinois est un parfait agnostique. Libre de tout dogme, il laisse pénétrer chez lui ceux des étrangers, en fait le tour avec la curiosité amusée qu'il montre pour tout ce qui est exotique et ne réagit contre ces doctrines qu'au moment où leurs spéculations spirituelles font place à des réalités temporelles encombrantes. Pour l'ordinaire, chacun interprète à sa fantaisie la vie passée ou future et la riche imagination de ce peuple artiste s'enchante ou s'affole de mille fantômes débonnaires ou terrifiants.

Le culte des ancêtres ressemble assez au sentiment qui survit dans quelques familles nobles de chez nous et qui

consiste, en tenant avec soin un arbre généalogique, à exalter devant les enfants les vertus des ancêtres qui les engendrèrent.

Les rites funéraires, qui ne sont point si stricts qu'ils ne puissent s'accommoder d'un opportunisme et d'un pittoresque plaisants (j'ai vu brûler des simulacres en papier d'automobiles et de phonographes) sont d'abord ostentatoires (ils entraînent souvent la gêne et quelquefois la ruine d'une famille) et propitiatoires. Ils ne suffisent pas, malgré une casuistique retorse, à apaiser ces mânes que nul texte orthodoxe n'enferme en un paradis ou un enfer bien clôturé. Le Chinois les sent toujours présentes et redoutables. Ces fantômes connaissent cependant le prix des choses et se satisfont d'encens et de fumées. Quand ils deviennent trop exigeants on leur lâche des chapelets de pétards. Imaginez que dans une ville endormie, les voisins qui font de mauvais rêves tirent des bandes de mitrailleuses et vous concevrez le calme d'une nuit chinoise. On s'y habitue d'ailleurs très vite. Ce goût du surnaturel n'épargne pas les gens les plus instruits. Ils habillent simplement leur phantasmes d'oripeaux scientifiques, traitent les revenants de désincarnés, les fantômes d'ectoplasme mais mieux armés que nos plus récents métapsychistes conservent les pétards pour argumenter avec l'au-delà.

Le confucianisme n'est qu'une compilation d'un moraliste et sociologue chinois, qui, ayant fait le tour des différents problèmes qui surgissent à tout moment dans une agglomération humaine, a codifié les solutions pratiques qui les résolvent.

Le taoïsme, réduit très vite à des pratiques magiques grossières, voit ses officiants, particulièrement sordides et extravagants, faire figure de vulgaires sorciers.

Le bouddhisme, hindou d'origine, mérite qu'on s'arrête. Je ne peux en parler avec autorité, mais je signale qu'il n'est pas une religion dogmatique, mais une métaphysique et une éthique très pures et sous cette forme dédaigne tout prosélytisme. Il ne convient d'ailleurs qu'à une élite sociale ou intellectuelle suffisamment évoluée pour accepter, avec les abstinences physiques et la gymnastique mentale qu'elles supposent, ses conclusions négatives et son détachement souriant.

Je ne pense pas que les bouddhistes parfaits soient ceux

qui observent les règles conventuelles des pagodes. Comme partout, le moine vit de l'autel et l'ésotérisme de la doctrine a dû s'accommoder des nécessités du monde. Les vrais saints selon l'esprit me semblent plutôt laïcs. On apprend souvent que tel personnage, civil ou guerrier notoire, parfois très mauvais diable, a quitté sa famille et ses affaires et, retiré dans quelque pagode ou ermitage propice à la méditation, attend la mort libératrice.

Je constate qu'à la campagne matérialiste des partis extrêmes, succède un engouement très vif pour les études bouddhiques. L'origine asiatique du bouddhisme flatte le sentiment national, quelques bons esprits voudraient même y trouver les éléments d'une systématique religieuse qui débarrasserait leur pays des cultes étrangers.

Mi-sérieux, mi-plaisant, l'un d'eux me confiait : « Nous vous enverrons peut-être un jour des missionnaires qui bâtiront des temples et convertiront vos compatriotes ». Cet ami, qui avait du monde, était trop fin pour s'informer de l'accueil qu'on pourrait leur réserver.

Ce dédain des dogmes intolérants explique l'admirable libéralisme chinois comme aussi le maigre succès des propagandes confessionnelles. Ce libéralisme est un des traits les plus attachants de ce peuple. Je ne connais pas d'endroit plus reposant et aimable qu'une belle pagode située à une demi-journée de la ville où j'habite. En pleine campagne, à l'écart des routes, bien entretenue et riche de ses revenus et des dons des visiteurs, elle réserve à ceux-ci un ravissant pavillon où l'on peut manger, dormir, rêver et même... aimer à son aise. Des arbres séculaires, d'immenses touffes élégantes de bambous entourent les temples. Aux aubes printanières des oiseaux innombrables, sûrs d'eux-mêmes et de leur nichée (on ne tue aucun être vivant, même nuisible, dans l'enceinte de la pagode), chantent leur joie mélodieuse de vivre. Le supérieur, vieillard courtois et gai, ne manque point de vous faire visite et de vous convier à une collation de fruits et de graines. Les offices, qui ressemblent curieusement, par leur rythme et leur cérémonial, aux offices catholiques, sont sans mystère et charmants. Personne ne s'inquiète de vos opinions ou de vos croyances; il n'est même pas interdit

d'apporter du cognac et encore moins d'en offrir — avec décence. On ne vous réclame rien, sinon d'inscrire votre honorable nom et la modique somme que vous jugez convenable en face, sur le livre des hôtes. C'est le calme délicieux, dans l'indifférence affable de gens sans angoisse métaphysique.

***

Des gouvernants. — Je ne sais si les choses ont changé depuis six mois que j'ai quitté la Chine, mais à cette époque il n'y avait pas de gouvernement central. A Nankin, même, on se disputait ferme entre gens de même bateau et, franchis les murs de la capitale rénovée, chacun continuait à n'en faire qu'à sa tête et au mieux de ses intérêts.

Il faut se représenter les chefs militaires chinois, maîtres de l'heure, comme les condottières de l'Italie du xve siècle. Ils enrôlent, arment, payent même quelquefois leurs troupes, qui restent leur propriété. Tout le problème consiste à se mettre dans les conditions les meilleures pour satisfaire à ces nécessités et y trouver du bénéfice.

On comprend alors leur instabilité, leur duplicité, leurs « trahisons »; car ils sont comme un joueur à la bourse qui se couvre contre les hasards d'une spéculation.

Ce caractère industriel des événements militaires est le facteur le plus grave de la pérennité des guerres civiles, considérées surtout comme sources de profit. Les généraux chinois ne cesseront pas plus leurs opérations qu'un chef d'une industrie prospère ne fermera spontanément son usine et ne licenciera un personnel spécialisé. Aussi s'expliquent les atermoiements et l'illogisme apparent des événements militaires. Telle campagne, amorcée par des succès foudroyants, telle poursuite victorieuse d'un ennemi débandé, tournent court. Le public européen gémit de ne pas comprendre : c'est son habitude. Cependant il est clair qu'une armée qui combat, même avec succès, coûte cher et s'use en hommes et surtout en munitions. Les concurrents veillent et il vaut mieux traiter, ne pas anéantir l'ennemi du jour, qui sera l'associé de demain, en y mettant le prix.

Mais d'où vient l'argent? demandent quelques esprits

chagrins. Il en faut beaucoup, les Chinois eux-mêmes avouant que l'industrie militaire emploie quelque deux millions d'hommes en armes.

Pour faire comprendre ce qui suit, imaginons les choses en France.

Le général X., commandant la 17e région, ayant déclaré la guerre au général Y., commandant la 18e, l'a battu et forcé à fuir. Après la victoire il tient conseil avec ses divisionnaires, ses brigadiers et les colonels de ses vaillants régiments. On dispute ferme, et on finit par s'entendre pour répartir la riche conquête au prorata des effectifs que chacun peut encore mettre en ligne.

Le colonel Z., qui tient Libourne et les environs, convoque aussitôt le Président de la Chambre de Commerce et lui signifie que dans la quinzaine il ait à lui verser une somme de 10 millions de francs. Gémissements, discussion, on se met d'accord pour la moitié, c'est la règle.

Entre temps on prélève des taxes sur les entrées et sorties des vins, sur la batellerie, le sucre, le pétrole, les allumettes, en somme sur tout ce qui se vend ou s'achète. Les récalcitrants et les mauvais payeurs sont aisément convaincus : garnisaires, prison, bâton et, quand le temps presse ou que l'ennemi est aux portes, le feu ou le fusil.

Les confrères de Coutras, de Castillon, de Blaye et autres lieux agissent de même. Comme personne ne tient compte des droits de douanes, légitimes, déjà versés dans les caisses de la République, pas plus que des taxes exigées par les voisins, on conçoit qu'une barrique de vin payée 800 francs à Bordeaux, revienne à 3 600 francs à Strasbourg.

Par ailleurs les impôts fonciers et locatifs sont perçus le plus régulièrement du monde; seulement les maîtres de l'heure ont changé si souvent que notre colonel présente en 1928 les feuilles d'imposition de 1946... Enfin, il fait râfler les pièces de cent sous (le caractère tout artificiel de ma comparaison se vérifie ici) et les ayant divisées en deux tas, réserve le premier, ajoute au second un poids égal de cuivre, le fond et le frappe. Il a soin d'informer ses administrés de se convaincre sous peine des châtiments les plus graves, que cette monnaie vaut autant que la précédente. Il fonde une banque, émet du papier à cours

forcé, — bref démontre qu'un galant homme, bien argumenté de fusils, ne reste jamais impécunieux et trouve de l'argent, tout comme un simple ministre des Finances appuyé d'un Parlement. Dédaignant de celui-ci la rhétorique et les assurances solennelles, il trousse le peuple, lestement.

Ce dernier, rompu au jeu, se défend d'ailleurs à merveille. On ne peut qu'admirer ces victimes dépouillées qui restent cependant capables de payer le lendemain plus qu'on ne leur vola la veille. Des amis sûrs soutiennent qu'il en est de même en France, mais qu'il y faut plus de formes et du papier timbré.

Bien approvisionné d'argent, notre colonel paie l'arriéré trop criard de la solde, récompense le dévouement de certains chefs de bataillon, échauffe la tiédeur de quelques autres, achète des fusils et des cartouches, entretient des émissaires chez les puissants de son alliance, sans négliger les voisins douteux.

Du surplus, qui souvent passe le nécessaire, il arrondit son compte en banque à New-York, achète de la terre, tient bel état de maison, se goberge avec ses compagnons et des demoiselles, jusqu'au moment où un concurrent mieux armé le chasse et reprend l'affaire à son compte.

On cite quelques chefs militaires qui ne sont pas seulement des trublions et des sangsues avides. Le maréchal L. H... qui préside aux destinées de la ville où je réside et d'une partie de la province, fait vraiment figure de grand administrateur et dans des conditions qui décourageraient bien des nôtres. On peut même noter chez quelques jeunes officiers un certain idéal national qui voudrait élever leur métier au-dessus des intrigues utilitaires. Le vrai signe de force d'un gouvernement chinois sera de transformer les mercenaires en soldats.

***

De la discipline militaire. — Il faut en parler, car elle existe.

Sandales de paille, parapluies de papier, fusils rouillés, serviettes éponges, vols, pillages, incendies, soldats-bandits, bandits-soldats, ni vivres, ni argent, ni chefs., c'est ainsi qu'on évoque le soldat chinois.

Ceux qui les voient à l'œuvre savent cependant que ces hommes ont beaucoup de mitrailleuses et s'en servent, qu'ils sont sobres, endurants et que, s'ils fuient souvent, ils se font aussi tuer avec un courage admirable et inexpliqué. Il faudrait bien peu pour en faire une armée solide.

Je constate que chaque compagnie marche avec son bourreau. Cet honnête homme ne chôme pas et j'illustrerai mon opinion par quelques anecdotes locales.

Dans un théâtre de la ville, en 1926, pendant la représentation du soir, une quinzaine de soldats voulurent entrer sans payer. La garde militaire — tenue kaki à superbes parements de satin amarante — prétendit les expulser. Elle n'était pas en force, perdit la bataille et la face. Le guet, rossé, courut chercher du renfort. Il arriva nombreux et armé jusqu'aux épaules. Les soldats furent emmenés au quartier, jugés, condamnés et reconduits, ficelés, au théâtre — le tout dans la demi-heure. Quelques spectateurs écartèrent leurs tables à thé et, sur le lieu même où ils firent scandale, ces mauvais garçons, agenouillés le buste nu, furent abattus du classique coup de Mauser dans le dos, et la garde s'en fut laissant les cadavres pour l'exemple. La représentation s'acheva, le public commentant avec faveur cet acte de juste et forte autorité.

Le soldat chinois déserte souvent, mais non sans danger, surtout quand il emporte ses armes. Je passais un jour sur une berge sableuse et je vis une compagnie dont les hommes se faisant face abattaient à tour de rôle un fort bâton sur un homme nu qui avançait avec peine dans ce couloir redoutable. Il n'alla pas loin, car les camarades frappaient ferme et il s'écroula la tête cassée. On m'expliqua que c'était un déserteur qui payait de sa vie le crime d'avoir filé avec son fusil et ses cartouches.

***

Du traditionnalisme. — Il nous faut abandonner le cliché du Chinois figé dans des traditions immuables. Non seulement il s'adapte à merveille, mais se débarrasse en quelques semaines des formules les plus rigides et les plus antiques.

Quelques exemples : jusqu'en 1920, la navigation sur les

biefs supérieurs du Yang Tsé, coupés de rapides, se faisait par jonques, halées pendant cinq cents kilomètres par des équipes de cent à cent cinquante hommes. On évaluait à dix mille le nombre de ces jonques et à des centaines de mille les gens qui, vivant de ce trafic séculaire, avaient creusé dans le grès des falaises abruptes les traces profondes des longues aussières de bambou. Trois petits vapeurs et quelques canonnières fluviales prouvaient seuls le progrès possible. En 1921, sept vapeurs appartenant à des sociétés étrangères tentaient leurs chances. Ils rapportèrent des bénéfices splendides. En 1922, on en comptait 20 dont la moitié appartenant à des Chinois. En 1928, les jonques avaient presque disparu, remplacées par 70 vapeurs dont 50 à des Chinois. Les pilotes des jonques s'employaient sur les vapeurs; on commençait même à adapter des Diesel aux petites embarcations de bois qui desservent les affluents.

Je ne reviens pas sur le respect que les Chinois professent pour leurs sépultures. On a pu écrire que les morts étouffaient les vivants, puisque les villes déjà serrées dans leurs remparts, sont gainées d'une ceinture de tombes inviolables. En 1927, devant les difficultés de moderniser la ville, les autorités décidèrent de la déplacer et de construire une ville nouvelle à côté de l'ancienne. On prévint les familles qu'elles eussent à transporter leurs défunts au plus vite ailleurs et, pendant des mois, on éventra des sépulcres anciens et des tombes toutes fraîches. Les inquiétudes du populaire furent calmées par des cérémonies publiques et les travaux suivirent leurs cours.

L'état civil n'a jamais existé en Chine. La tradition orale, la notoriété publique surtout en tiennent lieu et la cellule familiale, cohérente, entend tenir elle-même sa comptabilité démographique. En 1928, une proclamation informa les habitants de T... que, dans les huit jours à suivre, il conviendrait, sous peine de l'amende ou du bâton, que tout chef de famille eût à déclarer dans un bureau spécial les naissances, mariages et décès des siens. Je quittai le pays à cette époque, mais j'ai tout lieu de croire que les ordres furent suivis.

Même dédain des formules dans le costume qui suit la mode. Celle-ci varie plusieurs fois dans l'année et avec le même illogisme capricieux que la nôtre. Les femmes s'y soumettent

avec enthousiasme et nos élégantes n'ont rien à enseigner aux ravissantes créatures qui, après avoir sacrifié leurs magnifiques cheveux noirs, en accommodent les restes suivant la formule du jour.

Je voulus en 1928 acheter des pantoufles en satin noir, à bouts ronds et à semelles blanches épaisses qui se portèrent de tout temps en Chine, — mais la mode en était passée. La pantoufle ne se manifestait que pointue et mince de semelle. A grand'peine je dus séduire un cordonnier. Une amie chinoise, fort élégante, rit aux larmes quand elle me trouva, chez moi, campé sur ces formes désuètes.

Ainsi quand ce peuple a décidé de se moderniser, par goût ou par commodité, il le fait avec une extraordinaire frénésie, néglige les étapes et coupe les ponts. Beaucoup de bons esprits s'en inquiètent et voudraient freiner, comprenant qu'on ne bâtit pas sur des ruines.

Sans doute le respect des parents, le mariage par intermédiaires où tout le monde donne son avis, sauf les deux intéressés qui doivent soigneusement s'ignorer, la vie en commun avec les beaux-parents et les concubines, forment encore une digue épaisse, mais que de fissures dans cet édifice de sapience ancienne!

Il y a peu d'années, une femme de qualité sortait rarement, toujours accompagnée et en voiture. Elle court maintenant les rues et les magasins, conduit son auto, va au dancing et donne à des villes comme Shanghai une vie féminine aussi frémissante et piquante que celle de Paris.

On renonce difficilement à l'école mixte, impraticable pourtant en Chine comme en France, les écoliers et écolières étant aussi inflammables dans les deux pays. On veut se marier suivant son cœur, après longues fiançailles, voire après essai, disent les mauvaises langues, vivre seule avec un mari fidèle. On divorce ferme, depuis que la répudiation n'est plus l'attribut exclusif des hommes. On accède aux fonctions publiques (ne fut-il pas question de vous nommer Ministre de Chine à Paris, Mademoiselle T..?). On ne veut plus faire un enfant tous les ans, abstention qui n'est pas si ridicule dans un pays surpeuplé. On s'embrasse sur la bouche, mieux qu'à Hollywood. On commence à traduire Sapho. Bref il n'est

pas une nouveauté ou une extravagance d'Europe ou d'Amérique, que ce peuple réputé ankylosé n'accepte si elle s'avère pratique ou seulement plaisante.

Le souci des éducateurs n'est pas de lutter pour faire admettre des formules neuves, mais de les choisir adaptées aux conditions actuelles du pays.

Je raconterai une petite histoire que je tiens d'un ami qui professait dans une école de médecine de l'Ouest. Il se plaignait avec ses étudiants que le préjugé populaire dans cette province lointaine interdît encore de livrer à la dissection les cadavres des suppliciés. Le propos vint aux oreilles du gouverneur, homme de progrès, qui dévoua le prochain condamné au scalpel. Pour donner tout son sens à ce geste il devait même assister à la démonstration avec quelques dames de sa famille.

On vit un matin arriver à l'École, encadré de deux soldats, un individu solidement ficelé. C'était le condamné qu'on amenait « vif » à pied d'œuvre. Mon ami, qui connaît les usages, ne s'indigna point et expliqua que la règle du jeu d'Europe réserve la dissection aux seuls défunts. On se rendit à ses raisons et quelques minutes après on lui rapporta le sujet, sous la forme d'un cadavre authentique. Il put ainsi faire une « anatomie » qui intéressa vivement la brillante assistance.

***

De l'insensibilité. — Les livres et les gazettes d'Europe racontent mille sottises sur ce sujet. Le système nerveux des Chinois serait dissemblable du nôtre et presque indifférent à la douleur physique et morale. C'est faux. Je sais par expérience journalière que mes patients redoutent la douleur, même légère, qu'ils me demandent de la leur éviter et que je dois pour les injections me ravitailler en aiguilles du calibre et du biseau les plus fins.

Je sais aussi que je vois, tous les jours, des parents désespérés de la maladie ou de la mort de leurs proches , des mères et des pères tenter l'impossible pour leurs enfants, que, s'il est exact qu'un garçon soit mieux accueilli dans une famille, il est tout aussi vrai qu'on dépensera beaucoup d'argent et de

peines pour une fillette malade, qu'il y a des ménages si tendrement unis que la mort de l'un des époux signifie le suicide de l'autre, que l'affection, le respect et le dévouement qui entourent les anciens sont infiniment touchants et pourraient être imités de nos sociétés si rudes aux vieilles gens, que les bons serviteurs ne sont jamais abandonnés dans la maladie ou la décrépitude, qu'on fait l'aumône, qu'on ne maltraite pas les animaux, qu'on ne tue pas les nouveau-nés et qu'on ne cède ses enfants que pour leur éviter de mourir de faim quand la misère est par trop calamiteuse.

Je ne peux ignorer que les plus vaporeuses créatures assistent impassibles aux pires supplices (qui sont toujours la rançon de crimes abominables) mais je rappelle que les fenêtres se louaient très cher en place de Grève et que les belles dames sensibles de l'époque les garnissaient à l'interminable supplice de Damien...

Ce qu'il faut bien faire comprendre, c'est que le Chinois n'aime pas gaspiller son altruisme. Il le réserve pour ses proches, ses alliés ou ceux qui peuvent le payer de la même monnaie.

Il comprend, ce que nous avons oublié, que la bonté reste un sentiment noble qui ne doit pas être prodigué au hasard. La philanthrophie pure lui paraît si anormale qu'il lui trouve des raisons d'intérêts secrets qui déforment le caractère des œuvres et des gens qui s'entêtent à l'importer en Chine.

Alors qu'un de mes amis chinois, peu fortuné, me gardera de la reconnaissance et la montrera d'une façon souvent très délicate, de l'avoir soigné gratis à ma consultation, qui est payante, il m'avouera se sentir très libre vis-à-vis de l'hôpital confessionnel où il aura trouvé, pour rien, un lit tout semblable à celui de ses voisins de salle. Bien mieux, il ne tardera pas à penser et à dire qu'il a rendu service à l'œuvre qui l'hébergea, puisque, en vertu des statistiques concurrentes, cette œuvre doit tirer un profit — moral sans doute, — mais profit quand même, du choix qu'il a fait d'elle comme bienfaitrice.

Il y a là, et je peux développer ce thème sans risquer de froisser des hommes et surtout des femmes bien intentionnés mais peu psychologues, toute l'explication d'un immense malentendu entre les Chinois et des institutions européennes qui se plaignent d'ingratitude.

***

Du sens démocratique. — Ce peuple est vraiment démocrate, au sens excellent du mot. Sous la dynastie on demandait aux aspirants fonctionnaires de faire preuve de science et non de quartiers de noblesse. Sans doute le favoritisme et le népotisme jouaient et n'ont pas disparu, mais il se vérifie tous les jours qu'un petit compagnon peut s'élever très haut et tel qui remue les millions fut crieur à la sauce verte.

Mais on ne trouve point chez les puissants ou les riches même tout neufs, cette morgue condescendante qui dérègle nos sociétés blanches.

Je note que dans un vrai théâtre chinois il n'y a que deux sortes de places : le parterre où s'asseoient les hommes, et les galeries où se tiennent les dames. Le gros marchand ou le dandy en robe de satin voisinent sans affectation ni gêne avec le pauvre hère en cotom; ils boivent le même thé dans des tasses semblables et usent des mêmes serviettes chaudes. Les dames viennent accompagnées de leurs servantes qui se posent simplement à côté d'elles, fument la même pipe à eau ou puisent dans le paquet de cigarettes de la patronne. Les serviteurs ne sont pas tenus en état d'infériorité, ils mangent comme leurs maîtres et quelquefois à la même table, participent à la vie de famille et donnent souvent leur mot. Dans un banquet officiel, domestiques et porteurs de chaises circulent autour des convives, se gaudissent largement des joyeusetés et s'enthousiasment aux prouesses bachiques de leurs patrons.

***

De l'honnêteté. — Ici encore, bien des erreurs courent le vaste monde. Le poncif du commerçant chinois qui ne manque jamais à sa parole est aussi dangereusement faux que celui qui fait de tout asiatique un tricheur ou un voleur.

Je ne suis pas commerçant, mais je constate que tout le monde passe des contrats et que chacun essaie de prendre des garanties. Je sais qu'il faut parfaitement spécifier les conditions et le règlement d'un travail et en surveiller soi-même l'exécution, sous peine de voir s'écrouler sa maison, comme une

simple bâtisse en ciment armé à Paris, qu'il faut faire tinter les pièces et que les dames de la meilleure société se piquent d'écouler la monnaie douteuse du ménage. J'entends les blancs et surtout leurs « dames » se plaindre des domestiques chinois, de leur indolence, de leurs chapardages, je retrouve, hélas! les mêmes motifs quand je rentre en France.

J'ai rencontré en Chine une jeune femme charmante, qui avait vécu longtemps chez nous et devant laquelle un de nos compatriotes, bon mathématicien mais sans finesse, se lamentait lourdement des méfaits de son cuisinier. Elle remarqua gentiment que sa soubrette, à Paris, avait accoutumé de majorer le marché d'un bon tiers et qu'elle ne lui en avait jamais fait l'observation, comprenant que des étrangers doivent payer l'expérience des contrées et des gens qu'ils connaissent mal.

Mais je ne veux pas abandonner ce sujet, sans écrire que la probité scrupuleuse est la plus grande habileté pour un Européen qui veut vivre en Chine. Les malins ou les fourbes réussiront peut-être quelques friponneries, à la condition toutefois d'y intéresser des Chinois de leur espèce, mais ils ne pourront durer dans le pays, surtout en dehors des concessions.

***

De l'ordre dans la cité. — Les années 1926-27 furent sévères pour tout le monde en Chine. Si les étrangers furent abondamment vexés, pillés, attaqués ou tués, les Chinois par milliers payèrent de leurs vies innocentes les expériences communistes des Russes et de leurs néophytes locaux. En mars 1927, le gâchis était total. A tout moment et sous tout prétexte la vie sociale s'arrêtait; on manifestait par goût ou par ordre. Les honnêtes gens fuyaient ou se cachaient. Les familles étaient terrorisées par l'ardeur incendiaire des garçons et des filles. Enflammée par l'intense propagande scolaire, la jeunesse ricanait des respects anciens, menaçait de tout brûler et détruire et quelquefois passait aux actes. Un malaise pesait sur tout le monde.

Les étrangers, sauf quelques Français, avaient évacué la ville. Le 31 mars, on annonçait une dernière manifestation

précédant l'installation des soviets locaux qui supprimeraient sans pitié les notables et les autorités civiles et militaires... Celles-ci, dont le rôle avait été fort délicat depuis deux ans, se concertèrent et signèrent un pacte de défense, puis, fortes de leur accord avec les nationalistes, décidèrent d'en finir.

Le meeting se tint comme d'habitude sur une place jouxtant ma maison, à l'extrémité ouest de la ville. On n'accède à cette place que par deux étroits passages dont l'un suit le mur de mon jardin. Le rempart et les rochers qui le supportent forment une limite en arc de cercle, à pic de huit à quinze mètres sur la campagne. Un mur de soutènement vertical forme la corde de cet arc sur un terrain en contre-bas de dix mètres.

Les cortèges arrivèrent dès le matin, écoles de filles et garçons, corporations, guildes, ligues, bannières, fanfares, estrades, orateurs, mégaphones, tout l'appareil ordinaire d'une manifestation chaude qu'on évaluait à dix mille personnes. Dès huit heures, un chef militaire entré dans mon jardin avec ses hommes, me fait présenter sa carte. « Pour protéger », m'explique mon domestique qui paraît inquiet. Je vois des soldats dans le jardin du consulat voisin, d'autres garnissent un banc rocheux qui domine la place. Les hommes posent leurs armes, jouent, bavardent, dorment, indifférents et désœuvrés comme à l'habitude.

La place est noire de monde. Les orateurs se succèdent, s'époumonnent et s'enrouent au mégaphone, la foule applaudit, acclame et s'échauffe. A 11 heures et demie un chapelet de pétards éclate, suivi d'un lourd silence, des cris et de la rumeur d'une masse humaine qui s'affole.

Dans mon jardin les soldats sont en tirailleurs et chargent leurs armes. Je remonte au premier étage et vois la foule, maintenant silencieuse, qui tourne et par moment s'agrège en tourbillons dans un piétinement mou. Des hommes se jettent dans le terrain en contre-bas. Les femmes et les filles n'osent pas : elles se suspendent par les mains, s'agrippent aux arêtes des pierres et tardent à se laisser tomber. Les claquements secs des fusils et la chute molle d'une fille qui blessée ou tuée a ouvert les mains. Dans la foule, des hommes en cotonnade bleue, par deux ou trois, travaillent les ventres, les poitrines, les gorges ou les dos avec des épieux de fer. Ils

sont cinq cents dans cette masse qui ne peut fuir. Ils s'y sont mélangés, portant leurs armes cachées sous la robe, se sont approchés des plus excités et ils frappent, paraît-il, à bon escient. Aux créneaux, plaisantant comme à la cible, des soldats achèvent les blessés qui ont roulé au bas des remparts. Quelques-uns descendent avec des cordes pour dépouiller les morts. Telle est la coutume. Des corps s'amoncellent aux deux issues, beaucoup sont des enfants étouffés. Ma porte ne peut tenir à la poussée. Elle s'abat d'une pièce. Mais une section est derrière et elle agit, baïonnettes basses. La place se vide lentement; à 14 heures c'était fini. Cent cinquante cadavres dénudés restaient sur le sol. Les blessés avaient fui ou mouraient ailleurs. On perquisitionnait en ville, on fusillait les meneurs. Cependant leur chef, déguisé en femme, parvenait à s'échapper. A un moment, j'avais voulu intervenir, car c'était affreusement pénible de voir périr tant de jeunes corps féminins. Très courtois, un capitaine me remit à la raison : « Monsieur n'est pas Chinois, il ne sait pas ce qui se passe et ne doit se mêler de rien. »

J'imaginais la ville sidérée d'épouvante et grondante de colère. Point. Le lendemain, mes clients se félicitaient de cette belle manœuvre, daubaient sans charité sur le navrement des tués et la déconfiture des communistes. Tout le monde approuvait, même ceux qui avaient perdu quelque proche.

Pendant une semaine on fut visiter la place tragique, on mimait l'épouvante des victimes affolées, mais la nuit chassait tout le monde, car les mânes des tués reviennent sur les lieux de leur mort.

Les autorités affichèrent des proclamations où elles expliquèrent leur geste nécessaire, payèrent les obsèques des victimes indigentes, et désormais vigilantes et implacables gardèrent le contrôle de la cité. Après deux ans de gâchis public et privé, d'insécurité et de folies dangereuses, en six heures une ville de 700 000 habitants avait été rendue au calme.

***

Des femmes chinoises. — D'évoquer cette scène tragique. me conduit naturellement à parler du rôle des femmes dans la Chine moderne. A mon avis il est capital. On peut ne pas

partager leurs convictions, en pâtir même et les traiter de furies... Si l'enthousiasme, le courageux mépris des supplices, le dévouement et la ténacité désespérée dans l'effort sont encore des qualités nobles, ces jeunes femmes les portent si loin que je les juge héroïques et que l'avenir de leur pays me paraît plutôt placé entre leurs mains qu'entre les doigts, plus capricieux, des hommes.

Sans nommer personne, je rappelle que les meilleures têtes du parti nationaliste sont souvent les femmes des chefs politiques et les charmantes filles de la famille S... voudront bien accepter cet hommage mérité.

En octobre 1926, à la fin d'une journée fatigante, je vis entrer dans mon cabinet une personne impressionnante. Vingt-quatre ans, un dessin parfait de lèvres un peu dédaigneuses, des yeux bruns immenses à la fois curieux et doux et deux lourdes masses symétriques de cheveux encadrant un admirable visage mat.

Gants à crispin fauves, bottes molles, manteau de drap ample de coupe masculine. Je l'examinais avec soin. Tout de suite confiante et simple elle m'expliqua avec un peu de malice qu'elle venait du quartier général de la propagande de Hankeou, pour organiser le chambardement de la province. De passage en ville elle devait continuer son voyage vers le nord. Comme elle était enceinte de trois mois et sous la menace d'une fausse couche, je lui conseillai le repos en lui prédisant des accidents possibles et graves. Elle m'assura que sa vie n'avait aucune importance. On me ramena la charmante créature deux semaines après et je la trouvais bien dolente et malade. Avec un enjouement un peu triste elle me dit :

« Vous avez eu raison, je suis bien fatiguée, mais il faut me guérir, car j'ai encore tant à faire. »

J'ai rarement trouvé une malade plus confiante, plus gentiment résignée à tous nos rites professionnels importuns. Son mari venait quelquefois la voir. C'était un jeune homme affairé et bavard. Je pense qu'elle le méprisait un peu.

On la rappelait à Hankeou, la victoire des Cantonais sur les nordistes s'affirmait. Elle repartit enthousiaste; puis vint la réaction anticommuniste et les tueries de Ou Chang où périrent tant de ces jeunes amazones.

Celle-ci s'en tira avec quelques coups de sabre sur les bras, mais dégoûtée de la politique dont les compromissions répugnaient à sa nature franche et ardente, elle prit la direction d'une école de jeunes filles.

Elle connut ma présence à S... et souffrante vint me voir. Ce n'était plus la cavalière Elsa, mais le beau visage gardait la grâce sérieuse et énigmatique de la dame Toui, qui vécut à Thèbes sous la 3e dynastie.

***

Madame L. et le discours aux serviteurs. — Un ami chinois, qui me savait discret, me pria un jour d'opérer et de soigner une personne blessée, que les circonstances obligeaient à beaucoup de réserve.

Il s'agissait de Madame L., veuve d'un chef pirate célèbre, qui avait bravement succédé à son époux dans la conduite de la bande. Blessée d'une balle à la jambe, ne pouvant entrer dans un hôpital, sa tête étant mise à prix, elle devait s'abriter dans une maison sûre, voisine de la mienne. J'avais beaucoup entendu parler d'elle, comme d'une femme à la fois énergique, cruelle et chevaleresque. Il me plaisait de lui rendre service. On prit date pour le surlendemain, à la nuit.

J'attendis un peu dans la salle des hôtes. Madame L. entra soutenue par deux partisans, car sa jambe infectée lui faisait mal. C'était une femme de trente-cinq à quarante ans, assez belle, vêtue d'une robe d'homme très simple en coton bleu, le pistolet Mauser bien apparent sur la hanche. Je pense qu'on l'avait hissée avec des cordes par-dessus le rempart, car son dos était maculé de terre et de gravats. Ses pieds qui n'avaient jamais été déformés justifiaient son surnom de madame L. aux-grands-pieds. Elle me rendit mon salut d'un air vif et gai et s'excusa de régler quelques détails devant moi. Elle posa son pistolet sur la table; six hommes, les serviteurs de la maison, entrèrent, gênés. Elle se leva seule, les regarda avec une dureté extraordinaire :

« Vous savez qui je suis et ce que vous pouvez gagner en me dénonçant. Vous savez que j'ai des partisans dans la ville et dans la campagne. Si l'un de vous me trahit ou seule-

ment parle, il sera tué, lui et ceux de sa famille. Seront tués aussi les cinq autres serviteurs. Vous êtes solidaires. Si je sors d'ici vivante, il y aura de l'argent pour chacun. Allez. »

Je garde dans l'oreille la cadence et la rude concision des courts monosyllabes chinois et je pense que cette femme blessée, lucide et implacable, était un chef qui connaissait l'âme des hommes. Elle fut tuée dans une rencontre deux ans plus tard.

On me traduisit un jour ce fait divers d'un journal local :

Madame W..., qui habite la maison... de la rue... est malade depuis longtemps. Elle ne peut remuer et ne mange presque plus. Le mal s'aggrave et elle dépérit à vue d'œil. Madame W... a une fille âgée de seize ans, qui étudie avec application et se montre très respectueuse pour sa mère. Elle se désespère de voir que toutes les médecines ne peuvent guérir madame W... Un ami, qui habite la campagne, raconte qu'il avait vu guérir une malade aussi gravement atteinte après avoir mangé deux onces de foie humain frais. C'est une médecine très difficile à se procurer. Mercredi matin, la servante n'entendant pas mademoiselle W. se lever pour aller à l'école, écarta les rideaux et vit la couverture pleine de sang. Un couteau était à côté de la jeune fille qui paraissait morte. La servante eut très peur et se mit à crier. Les parents et les voisins arrivèrent. On ranima la jeune fille qui expliqua qu'elle s'était fait une entaille au côté pour s'enlever un morceau de foie et le faire manger à sa mère, mais qu'elle n'avait pu couper l'os des côtes et qu'affaiblie par la perte de sang elle s'était évanouie.

Ce mépris de la souffrance et de la mort chez ces simples écolières explique la rigueur des répressions. On fut récemment obligé de conduire des condamnées au supplice baillonnées et en chaises fermées, tant leur maintien courageux et narquois pendant le trajet donnait à réfléchir à la foule. Ces jeunes filles, dont quelques-unes étaient des enfants délicates, mouraient mieux que des hommes.

Je voudrais, pour terminer ce passage sur une note moins tragique, conter une petite anecdote. Au moment le plus vif de la propagande xénophobe, je tombai dans une rue étroite sur un attroupement. Une jeune étudiante, que je reconnus aussitôt pour l'avoir soignée et lui avoir rendu un très gros service, déversait la poix et le feu sur les maudits étrangers. Il me fallait passer, et je m'infiltrai dans la foule goguenarde et malveillante. A la hauteur de l'oratrice il me vint une idée drôle :

j'enlevai mon chapeau et la saluai le plus honnêtement du monde. Elle s'arrêta net, interdite, hésita quelques secondes, me rendit mon salut et attendit que j'eusse traversé la foule intriguée pour continuer sa harangue, mais les rieurs étaient de mon côté.

***

De l'opium. — J'ose écrire que j'ai fumé avec application pendant mon premier séjour. Pour rompre la monotonie d'une vie fatigante et uniforme j'avais décidé de fumer tous les samedis soirs. Je livre aux fervents de la « drogue » le prosaïque résultat de mes essais.

Le premier fut une fringale vraiment insolente, qui ravageait le garde-manger et navrait mon cuisinier. Un de mes amis me retrouvant, vers le minuit, seul à ma table, taillant en pièce un fort rôti de porc froid, soutenu d'un chanteau de pain et arrosé d'une bouteille de vin, conclut avec son humour coutumière :

« Vous avez vraiment l'opium littéraire. »

Le second fut une forte envie de dormir et je pense que la digestion de ces légers soupers y contribuait un peu.

Ce fut aussi un doute pénible sur l'éclat de mes facultés intellectuelles. On a les délires qu'on mérite, ricanent les psychiatres... Je dormais comme un sonneur de cloches, sans rêve, et me jugeais au réveil un assez pauvre bougre.

Enfin, et c'est la conclusion, à ces exercices hebdomadaires, succédèrent si vite et si régulièrement de telles migraines, qu'elles lassèrent ma bonne volonté.

Je confesse, sans gloire, n'avoir trouvé dans le suc du pavot que la faim, le sommeil et le mal de tête. Ce n'est donc pas en adepte que je plaiderai sa cause.

Très peu d'Européens, en Chine, fument l'opium. Le snobisme anglo-saxon, qui fait loi, réserve des trésors d'indulgence pour l'ivrogne, surtout en tenue de soirée, mais demeure impitoyable pour les curieux du plateau. L'opium n'est accepté qu'en fret, à des taux rémunérateurs. Il s'appelle alors « cire végétale » ou quelque chose de semblable.

Chez les Chinois, on fume beaucoup. Quelques excités, produits des manufactures scolaires protestantes, réclament bien

le bûcher et le glaive pour les pipes et leurs usagers, de bons esprits, par la parole, l'affiche ou les gazettes, dénoncent bien les méfaits du poison — mais une foule d'honnêtes gens estime qu'il faut laisser chacun en user à sa guise, surtout en des temps si durs. Ces philosophes, qui connaissent les hommes et leurs faiblesses, savent d'ailleurs conjurer les puissances hostiles en payant fort cher leur tranquillité.

Comment fume-t-on? Sans entrer dans des détails techniques, je signale tout de suite que le cadre est tout à fait indifférent. La « Fumerie » et ses appartenances sont filles de la littérature d'Occident. Un bon fumeur chinois n'a cure de ces contingences et fume n'importe où. Pour être tout à fait véridique, je constate qu'on fume trop souvent près des latrines qui sont, en Chine, importantes et cyniques.

J'ai approché beaucoup de fumeurs et j'en connais de fort âgés qui depuis des dizaines d'années brûlent leur once d'opium par jour. Ce sont à l'ordinaire des gens courtois et peu exigeants. Privés par l'infortune ou le hasard de leur dose normale, ils dépensent des trésors de persuasion, de ruse ou de simple mauvaise foi pour se procurer leur nécessaire, mais ne sont pas violents ou agressifs. Quelquefois oublieux de ses élémentaires devoirs de maître ou de chef de maison, jamais un fumeur chinois, dans un délire stupide et furieux, ne massacrera son entourage comme le buveur européen.

Son toxique ne l'imprègne pas, ainsi que l'alcool, d'une façon indélébile, car, sevré de gré ou de force, il redevient un homme tout à fait normal et solide.

Enfin, dix ans de pratique dans une grande ville où l'on fume beaucoup me prouvent et sans discussion possible que les enfants des fumeurs naissent et vivent parfaitement sains. On s'inquiète seulement, dans les premiers jours, de souffler au nez du bébé, quelques bouffées odorantes, qui suffisent à rendre tout à fait normale sa petite existence.

Cher, compliqué à manier, inoffensif pour l'entourage et la descendance, l'opium n'est donc dangereux que pour son seul usager : le moins mauvais des toxiques sociaux, tel est le qualificatif qu'il mérite.

Dr NORVIÉ

UN GRAND PROFITEUR DE GUERRE
SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE

OUVRARD[1]

Les premiers résultats de la campagne de 1805 — autant de jours, autant de combats, autant de victoires couronnées par la capitulation d'Ulm — amenèrent sur le marché de Paris une accalmie relative, avec les symptômes d'un retour à la confiance.

Mais bientôt, au début du mois de novembre, la nouvelle du désastre de Trafalgar et les allures hostiles de la Prusse, déterminèrent une panique générale qui s'accrut d'heure en heure, par les faux-bruits forgés par les agioteurs et les malveillants. Sous ces influences pernicieuses, le billet de banque, seule monnaie d'échange, ne fut plus accepté qu'avec une perte allant jusqu'à 12 p. 100. C'est encore dans les lettres de Joseph Bonaparte à l'Empereur qu'on peut suivre les phases de la tourmente où s'engloutit, après des déprédations ultimes et désespérées, la Compagnie des Négociants réunis, et où s'effondra misérablement le chef-d'œuvre financier élaboré par l'imagination d'Ouvrard.

La bataille navale de Trafalgar est du 21 octobre; le 7 novembre, Joseph écrivait à Napoléon : « ...Depuis deux jours, l'opinion est inquiète; les nouvelles de la Prusse, celles de Cadix (Trafalgar), l'éloignement progressif de Votre Majesté, le non-payement des fournisseurs, c'est à toutes ces causes,

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 août.

les unes vraies, les autres fausses, qu'il faut attribuer le resserrement du numéraire, le taux élevé de l'argent... La queue à la Banque a été jusqu'à près de deux mille personnes, et il y a eu beaucoup de propos et même de voies de fait... Nous nous occupons de quelques moyens de mettre plus d'ordre dans la queue, mais ce ne sont que des palliatifs... » Le seul et singulier remède, il faut en convenir, que propose Barbé-Marbois « c'est de réduire les traitements au quart ». Et Joseph Bonaparte termine ainsi sa missive : « Je dois supplier Votre Majesté, au milieu de ses occupations si graves et si variées, de donner une heure à l'examen et à la décision de la question de la Banque qui se lie à celle du Trésor, et par conséquent à la tranquillité de la capitale. »

La réponse de l'Empereur, on ne peut l'avoir que dans une douzaine de jours, au plus tôt. En attendant, de nombreuses faillites se déclarent, entre autres celle, fort retentissante, de M. Récamier. L'alarme grandit, l'émeute gronde aux portes de la Banque. L'affluence « de milliers de personnes assez agitées exige que ces groupes soient dispersés ». Évidemment, des mesures sévères s'imposent sous peine de voir le commerce radicalement arrêté et les salaires supprimés. A tout prix, il faut éviter que la Banque ne soit vidée de ses dernières ressources par les oiseaux de proie de la finance qui s'arrachent les débris de la fortune publique.

A cet effet, on renforça la disposition déjà prise de ne rembourser à un porteur qu'un seul billet. Une affiche de la police prévint la population que chaque porteur d'un billet serait appelé, au guichet de la Banque, dans l'ordre d'un numéro qu'il aurait à se procurer à la mairie de son arrondissement. Ces numéros seront distribués par les maires, aux individus notoirement étrangers au trafic de l'argent, et n'ayant recours au remboursement que pour des besoins véritables. Enfin pour diminuer encore le montant des paiements journaliers, on ajouta la précaution de compter, devant le preneur, un à un, les écus d'un sac de mille francs. Ces prescriptions eurent deux résultats immédiats, les rassemblements tumultueux cessèrent autour de la Banque et les agioteurs durent renoncer à soutirer les écus de la Banque pour les revendre à un taux usuraire. Bien qu'on ne l'avouât pas, ces ordonnances abou-

tissaient ni plus ni moins qu'à une suspension de paiements, dissimulée sous un ralentissement.

La sévérité introduite dans les opérations de la Banque de France entraîna la débâcle de la Caisse de consolidation de Madrid. Privée désormais des millions qu'elle recevait de Paris, incapable par conséquent de faire face à ses engagements multiples, menacée en outre du remboursement des traites qu'elle avait souscrites et que Desprez avait escomptées à la Banque, la Caisse de consolidation se met en état de faillite. C'est l'écroulement de l'œuvre d'Ouvrard à Madrid. Il n'a plus, maintenant, qu'à repasser la frontière, en emportant la baguette magique qui avait, incontestablement, fait des miracles en frappant, non pas les rochers d'Eldorado, mais uniquement le coffre-fort du Trésor français.

***

Le contre-coup de la défaillance de la Caisse de Madrid se fit immédiatement sentir à Paris. Grand émoi à la Compagnie des Négociants réunis. Pour ses profits et ceux de ses associés, ainsi que pour le soutien des entreprises d'Ouvrard, Desprez, en remarquable artiste du genre, avait obtenu tout le rendement possible des papiers mis à sa disposition. Mais à cette heure, plus rien au Trésor que les titres inutilisables qui y avaient remplacé les obligations des receveurs; plus rien à la Banque que des valeurs véreuses ou des traites espagnoles vouées désormais au protêt; avec quoi nourrir les armées? Avec quoi solder toutes les dépenses prévues par le budget pour le restant de l'année?

Tel fut, sans doute, l'objet des conciliabules que tinrent les protagonistes de la Compagnie. Ils étaient tous là : les Ouvrard, les Desprez, les Vanlerberghe, les Michelet, les Seguin, tous gens cuirassés contre les vicissitudes des combinaisons hasardeuses. Si grande que fût sa part de responsabilité, Ouvrard n'était guère ébranlé par ses revers de Madrid. Ils n'avaient point aboli chez lui la conviction — qu'il garda d'ailleurs toute sa vie — qu'un jour se présenterait l'occasion d'introduire en Europe les immenses richesses d'Amérique. Avec la foi robuste du financier enivré par les

séductions de la chance, il fit valoir l'idée que, vu la conflagration actuelle de l'Europe, ce serait folie d'abandonner la partie. Sûrement, et peut-être à bref délai, les trésors d'outre-mer parviendraient sur le continent. L'Angleterre, la première, en aurait besoin pour alimenter les subsides qu'elle prodiguait aux coalisés. Cette éventualité se réalisant, la Compagnie serait largement en mesure d'acquitter ses dettes passées et futures, puisque, en vertu du traité avec le roi Charles IV, elle avait, par les soins d'Ouvrard, la haute main sur les piastres.

Comme il ne fut question, pour personne, de risquer ses propres deniers, l'accord se fit bien vite entre les compères de la Compagnie. Ils décidèrent qu'on exercerait sur Barbé-Marbois une pression telle qu'il saurait bien se procurer les ressources nécessaires à la continuation des services. Ce n'est pas à ces routiers de la finance qu'on fera croire que le Trésor public d'un pays comme la France ne peut pas trouver d'argent. En dehors des papiers dont Desprez avait magistralement tiré la quintessence, n'y a-t-il pas journellement, aussi bien à Paris qu'aux chefs-lieux des départements, des recettes diverses : impôts, douanes, etc.? La Compagnie n'a-t-elle pas le monopole des vivres de l'armée? Le ministre laissera-t-il les soldats mourir de faim, et péricliter toute l'administration de l'État?

Et ce fut l'heure du grand chantage.

***

Vanlerberghe ouvrit le feu. Ce qu'il fit, nous allons l'apprendre par la correspondance de Joseph Bonaparte avec Napoléon : « M. Barbé-Marbois vient de me dire que la compagnie Vanlerberghe est au moment de faire banqueroute... » Et le lendemain : « Faute d'un secours de vingt-six millions la compagnie Vanlerberghe est menacée d'une faillite inévitable... Le ministre de la Guerre [au conseil des ministres] ne croit pas qu'il soit prudent de laisser tomber cette Compagnie du soir au matin; il ne serait pas possible d'assurer son service et de la remplacer convenablement... »

On n'a pas oublié qu'à la Compagnie des Négociants réunis,

Vanlerberghe était attaché spécialement au ravitaillement de l'armée. Ayant fait résoudre cette question par le conseil des ministres, Barbé-Marbois avait recouvré sa quiétude. Elle ne fut pas de longue durée. Desprez survint qui lui déclara tout net qu'il lui manquait cent millions pour solder les dépenses dont la Compagnie avait pris la charge au nom du Trésor.

Cent millions!... Barbé-Marbois pensa tomber en syncope. Éperdu, terrorisé comme en un cauchemar, il voyait arrêtés tous les rouages administratifs de l'État; il voyait la tranquillité intérieure et toutes les affaires compromises, et plus encore: la ruine des plans de campagne de l'Empereur. Comment, comment en était-on arrivé à cette extrémité formidable?

Desprez tâchait de calmer le pauvre ministre accablé, suffoquant : « Rien n'est perdu, disait-il à demi-voix, avec du temps, tout serait réparé. Il suffirait de gagner du temps. » Non, rien n'est perdu. On pouvait se fier à lui, vétéran des crises financières autrement redoutables, à l'époque des assignats.

« Cent millions! répétait douloureusement Barbé-Marbois, où veut-on que je les trouve? »

Alors Desprez, doucereux, insinua que les receveurs-généraux percevaient, chaque jour, des sommes qu'ils gardaient pour payer mensuellement les mandats qu'ils avaient souscrits. La situation serait sauvée si, par une mesure toute temporaire, le ministre ordonnait, aux receveurs, de verser, contre un simple reçu de la Compagnie des Négociants réunis, les espèces existantes dans leurs caisses.

Le pauvre Barbé-Marbois ne vit, dans cette proposition captieuse, que le moyen d'éviter l'horrible catastrophe du naufrage de la Compagnie. Avec une légèreté déconcertante, impardonnable, il tomba dans le piège et signa l'ordre que Desprez lui demandait. Pas un instant l'idée ne traversa son cerveau que, le jour de l'échéance des obligations, on ne trouverait dans la caisse des receveurs que les récépissés de la Compagnie des Négociants réunis!

On n'épiloguera pas ici sur la mentalité et la conduite inouïe de Barbé-Marbois. On se contentera de reproduire une anecdote extraite des Mémoires de M. de Villèle : « Lors-

que Napoléon revint d'Austerlitz, son premier soin fut de convoquer dans son cabinet les auteurs et les complices du pillage des fonds publics. Abordant le souverain, Barbé-Marbois prononça tout tremblant ces paroles : « Sire, je viens apporter ma tête à Votre Majesté ». A quoi l'Empereur répondit brutalement : « Que veux-tu que j'en fasse, grosse bête? »

***

Le dernier accord du ministre avec Desprez demeura secret entre eux. Il ne se révéla que plus tard quand, en attendant le choc de la Grande Armée avec les Russes, Napoléon eut le loisir d'examiner de près la situation financière. A Vienne, où il venait d'arborer le drapeau français, il ne connut d'abord que les agissements de Vanlerberghe, signalés par Joseph Bonaparte. Stupéfait de la faiblesse de ses suppléants, il les rabroua furieusement l'un après l'autre : A Joseph : « Mon frère, vous avez jeté 26 millions dans l'eau... Je ne dois rien à M. Vanlerberghe; tant pis pour lui s'il s'est aventuré avec l'Espagne dans de mauvaises affaires qui ne me regardent pas... » A Cambacérès : « Je ne sais pas comment vous avez pu opiner pour donner 26 millions à M. Vanlerberghe. Est-ce dans un temps comme celui-ci que je dois être obligé de faire des avances à des hommes qui se sont enfoncés dans de mauvaises affaires? » A Barbé-Marbois : « ... Ce n'est pas sérieusement que vous me demandez mon approbation à la mesure que vous avez prise pour M. Vanlerberghe... J'espère, dans le courant du mois, être à Paris, et par le désordre que je vois s'introduire dans les finances, je vous assure que j'en ai grande hâte. Un ministre a dit qu'il valait mieux donner 100 millions à M. Vanlerberghe que de le laisser manquer. Permettez-moi de dire que c'est là un propos des Petites-Maisons. Ce ministre ne connaît probablement pas les chiffres et ne sait pas ce que c'est que 100 millions... »

La perspective du prochain retour de l'Empereur causa à Barbé-Marbois un sursaut d'effroi qui le poussa enfin à un geste énergique. « Sire, écrit Joseph Bonaparte, le ministre du Trésor public rend compte à Votre Majesté du parti qu'il vient de prendre en remplaçant Ouvrard et Vanler-

berghe par une agence de receveurs-généraux... Jusqu'ici la Compagnie avait menacé de tout quitter si on discontinuait les avances journalières qui lui ont été supprimées depuis quatre jours... »

Quand il parlait de rentrer bientôt à Paris, Napoléon espérait encore que la défaite des Autrichiens entraînerait la rupture de la coalition, et que la paix s'ensuivrait. Mais les pourparlers ne s'engagèrent qu'après la victoire écrasante d'Austerlitz. Ensuite il tint à soigner lui-même les clauses du traité qui s'élaborait à Presbourg. Si impatient qu'il fût de regagner la capitale, il résistait aux instances de Joseph qui l'exhortait à conclure promptement la paix pour répondre aux vœux de la population. Il résistait en des termes que ne sauraient trop méditer les délégués futurs aux congrès de paix : « ... Il est bien ridicule qu'on ne cesse de répéter qu'on désire la paix, comme si la paix voulait dire quelque chose; ce sont les conditions qui font tout. »

Cependant, débarrassé des soucis de la guerre proprement dite, Napoléon avait plus de temps pour vérifier les comptes financiers. Allant de surprise en surprise, il mandait à Barbé-Marbois : « ... Il n'y a aucun de vos embarras que je n'aie prévu, même ceux de la Banque. Vous êtes un très honnête homme, mais je ne puis ne pas croire que vous êtes entouré de fripons... Vous n'avez pas le droit de donner un sou sans une ordonnance d'un ministre... Le monde périrait, vous n'avez pas le droit de sortir de vos attributions. »

Plus l'Empereur entre dans les détails de la comptabilité, et plus s'accroît son irritation en constatant les méfaits qu'il découvre enfin. Sa méfiance alors s'étend à tout le monde. Elle effleure même Cambacérès dans les termes que nous avons déjà rapportés. Vrai Jupiter tonnant, il brandit la foudre en s'écriant dans une lettre à Joseph Bonaparte : « Je ne sais si je dois attribuer à la trahison ou à l'inertie la conduite de ce ministre (Barbé-Marbois). Il a avancé aux fournisseurs 85 millions de l'argent du Trésor. Si j'avais été battu, la coalition n'avait pas d'allié plus puissant. Je suspends mon jugement jusqu'à ce que j'aie pu éclaircir moi-même la nature d'un si énorme déficit... Faites venir secrètement le caissier qui tient les obligations pour savoir ce qu'il en

est sorti de sa caisse, et vous assurer qu'il n'en sortira pas davantage. Je vous dirai franchement que je crois que cet homme m'a trahi. Ne dites rien de cela à M. Cambacérès, parce que les Michel frères y sont pour quelque chose, et que je ne sais jusqu'à quel point ses intérêts s'y trouvent mêlés. Dites seulement légèrement à M. Barbé-Marbois que ceci est l'avant-coureur d'un orage... qu'il fera bien de s'arranger avec Desprez (avant mon arrivée) pour faire tout rentrer dans l'ordre accoutumé, sans quoi l'orage éclatera. » Et voulant garder un espoir de ramener les fonds au Trésor, il termine par cette phrase : « Il ne serait pas étonnant que Desprez et les deux ou trois meneurs de Barbé-Marbois, dans la crainte de ce qu'il leur arrivera, ne prennent le parti de faire rétablir les sommes. »

En dépit de l'acuité de ses préoccupations, Napoléon s'arrêta quelques jours à Munich où il tenait à régler et à présider les cérémonies du mariage de son fils adoptif, Eugène de Beauharnais, avec la princesse Auguste, fille du roi de Bavière. C'était, en même temps qu'une satisfaction de son cœur paternel, un événement de haute portée que la fusion de la nouvelle dynastie française avec la plus ancienne des familles régnantes d'Europe.

A Munich, il reçut de Joseph Bonaparte, qui se faisait l'écho de l'enthousiasme délirant des Français, les lignes suivantes : « ... Lorsque Votre Majesté sera sur le point de faire son entrée à Paris, je la prie de me faire donner ses ordres à l'avance; tous les corps et le public désirent lui témoigner leur reconnaissance et leur admiration, et je puis l'assurer qu'ils seront enchantés que Votre Majesté leur permette de la recevoir comme ils le désirent. »

Insensible, comme il le fut toute sa vie, aux ovations populaires, le 26 janvier, en pleine nuit, tout seul, dans le simple appareil de sa calèche de campagne, l'Empereur franchit la grille des Tuileries.

Dès l'aube, il dépêcha l'ordre à tous les affiliés de la Compagnie, Ouvrard, Desprez et autres, ainsi qu'aux fonctionnaires du Trésor de comparaître immédiatement devant lui, dans son cabinet.

***

Comme le laisse présumer ce que nous savons de la crise financière, c'est en juge sévère et courroucé que l'Empereur accueillit les gérants de la Compagnie des Négociants réunis. Pourtant, si l'on s'en tenait aux Mémoires d'Ouvrard, l'audience aurait eu lieu sans trop de fracas. A l'entendre, il aurait été prévenu utilement par Berthier qui, dans la circonstance, agissait en ami étrangement fidèle, c'est le moins qu'on puisse dire. Après avoir noté que Berthier avait devancé d'un jour le souverain, Ouvrard ajoute : « Dès son arrivée, le major-général prince Berthier, en se mettant au bain, me fit venir. » « L'Empereur est furieux contre vous, me dit-il. Il est surtout irrité de ce que mademoiselle Georges a répété un rôle au Raincy. »

Une fois de plus, Ouvrard, pour expliquer ses disgrâces, se pose en victime de la jalousie de Napoléon. La raison qu'il en donne ici n'a vraiment guère de consistance. En premier lieu, si Napoléon eut un penchant éphémère pour mademoiselle Georges, ce fut, d'après la chronique, bien avant 1805. Ensuite, à qui faire croire qu'à l'heure où son esprit était tendu sur le relèvement de la fortune publique scandaleusement dilapidée, l'Empereur pensa une minute aux faits et gestes d'une actrice?

Retenons toutefois qu'il y eut un avertissement, assez topique celui-là, de la part de Berthier qui, en fin de conversation, recommanda à Ouvrard « de prendre ses précautions ». Le conseil était superflu. Mieux que Berthier, Ouvrard savait que l'essentiel était de mettre en lieu sûr les capitaux trop faciles à découvrir dans certaines banques. Aussi n'est-on pas étonné qu'Ouvrard, redoublant d'activité, sorti de chez lui, de grand matin, fût déjà « en courses pour ses affaires », comme il dit, et qu'on le joignît finalement chez M. Destillières, banquier, où on lui remit l'ordre impérial d'avoir à se rendre « sur-le-champ » aux Tuileries. « Je courus, rapporte-t-il, chez l'Empereur, sans prendre le temps de m'habiller... Je trouvai Vanlerberghe et Desprez dans le salon d'attente, la consternation peinte sur le visage. » Évidemment ces

messieurs n'avaient pas eu de Berthier pour les préparer à l'événement.

La fameuse séance au cabinet de l'Empereur dura neuf heures. Commencée à huit heures du matin elle se termina à cinq heures après-midi. Elle eut un caractère autrement violent qu'Ouvrard s'efforce de le faire croire. En voici la version donnée par les contemporains à même d'être exactement renseignés : Mollien, témoin oculaire, et Méneval, secrétaire particulier de l'Empereur.

Le 26 janvier, au milieu de la nuit, furent convoqués pour huit heures du matin : deux ministres : Gaudin, des Finances et Barbé-Marbois, du Trésor public; deux conseillers d'état : Defermon et Crétet; Mollien, directeur de la caisse d'amortissement, et, en outre, les gérants de la Compagnie des Négociants réunis, ainsi que Roger, premier commis du Trésor.

A huit heures précises, les hauts fonctionnaires sont introduits. L'Empereur coupe court aux compliments sur la campagne si promptement et si heureusement terminée : « Nous avons à traiter des questions plus sérieuses; il paraît que les plus grands dangers de l'État n'étaient pas en Autriche; écoutons tous le rapport du ministre du Trésor. » Barbé-Marbois, au cours de la lecture de son volumineux rapport, en vint à faire ressortir que, pour éviter une catastrophe irrémédiable, il avait dû aider les agents de la Compagnie des Négociants réunis.

Napoléon qui, jusque-là, avait contenu son impatience, s'écria : « C'est bien ce que j'avais pensé. Ils vous ont trompé. Ils vous ont promis les richesses du Mexique. C'est avec les fonds du Trésor et avec ceux de la Banque que la Compagnie des Négociants a voulu suffire aux affaires de la France et de l'Espagne. Et comme l'Espagne n'avait rien à donner que des promesses de piastres, c'est avec l'argent de la France qu'on a pourvu aux besoins des deux pays. L'Espagne me devait un subside; c'est moi qui lui en ai fourni un! Maintenant, il faut qu'Ouvrard, Desprez et Vanlerberghe m'abandonnent tout ce qu'ils possèdent, que l'Espagne me paye à moi ce qu'elle leur doit à eux, ou je mettrai ces messieurs à Vincennes. Faites entrer les deux principaux faiseurs de

service et le premier commis chargé spécialement des négociations avec le Trésor! »

« Alors, pendant une heure, dit Mollien, il me sembla que la foudre tombait du plus haut du ciel sur trois individus sans abri. L'un, Desprez, fondait en larmes; l'autre, Roger, balbutiait des mots incohérents; le troisième Ouvrard, restait impassible comme un roc, ne proférant pas une parole. »

***

L'impassibilité d'Ouvrard n'était point simulée. Aux premiers symptômes de la déconfiture de sa Compagnie, il avait eu recours au moyen bien connu, mais que personne peut-être n'a poussé aussi loin, d'échapper aux revendications de créanciers, fussent-ils revêtus de la pourpre impériale. Tout ce qu'il possédait cessa de lui appartenir, du moins en apparence. Frères, neveux, beaux-frères, devinrent propriétaires de ses domaines. Maintenant le reste lui importe peu, car il est l'homme toujours prêt à exposer à tous les hasards son nom ou sa personne, mais jamais sa fortune. En ce sens, il a l'âme fortement trempée. Il y a même chez lui une intrépidité à braver le péril. Et le péril était grand en face du maître, gardien farouche et inexorable des deniers de l'État. Qu'allait-il décider? Serait-ce le peloton d'exécution dans la plaine de Grenelle? Serait-ce la détention, à la mode de Louis XIV vis-à-vis de Fouquet? Serait-ce l'action criminelle devant les tribunaux avec les suites de pénalités corporelles et pécuniaires?

Froidement, pendant que s'épanchait la véhémence de l'Empereur, Ouvrard, dans sa rapidité à dresser les comptes, envisageait le déficit de 73 millions, établi par Roger, le premier commis de Barbé-Marbois. Spécialiste génial des chiffres, il apercevait les moyens de restituer cette somme, si on accordait du temps à la Compagnie. Sans savoir que l'Empereur, devant ses ministres, avait déjà relégué au second plan la répression brutale, Ouvrard était convaincu qu'épris, avant tout, d'ordre et d'économie, Napoléon pencherait pour la solution la plus profitable aux intérêts du pays.

Le raisonnement d'Ouvrard bénéficia singulièrement d'une

circonstance fortuite, connue de l'Empereur seulement, à l'heure où comparaissaient devant lui les exploiteurs du Trésor : Pitt, l'implacable ennemi de la France, venait de mourir, et, dans le nouveau cabinet britannique, M. Fox avait pris le portefeuille des Affaires étrangères. M. Fox était notoirement un partisan résolu de la paix. Avec lui, s'engageraient certainement bientôt des négociations que faciliteraient l'estime et l'amitié qu'il avait témoignées naguère au Premier Consul.

Tout, d'ailleurs, dans la situation actuelle, commandait une extrême sagesse dans les actes du gouvernement. D'une part, la France, après Austerlitz, exultait comme au réveil d'un affreux cauchemar. La joie du peuple tenait de l'ivresse. De quoi s'enthousiasmerait-on vraiment, si ce n'est de ces merveilles : en trois mois à peine, 400 000 Russes et Autrichiens battus à coups redoublés par 150 000 Français surgis tout à coup des rives de l'Océan; l'Empereur arbitre de la paix à Presbourg, quatre-vingts millions en espèces ou matériel, contribution de guerre de l'Autriche, s'acheminant vers Paris? La confiance renaît comme par enchantement. La Banque de France rentre, progressivement, en possession de ses billets qui, revenus à leur valeur normale, acquittent les effets en souffrance; elle encaisse même des écus sortis du fond des poches où, quoi que l'on fasse, il y en a toujours de cachés, aux temps difficiles.

D'autre part, les conditions de cette paix générale si ardemment désirée, vont se discuter en de prochaines conférences; ce n'est certes pas le moment de découvrir les plaies qui attesteraient une faiblesse de la France, en montrant le désordre et l'instabilité de ses finances. Ce serait le résultat assuré de toute mesure de rigueur retentissante, ainsi que d'un procès scandaleux qui amènerait nécessairement au prétoire de très hauts personnages de l'Empire : Cambacérès, Berthier, Barbé-Marbois, et probablement aussi Murat et Talleyrand qu'Ouvrard se flatte d'avoir déjà mis en mouvement pour cette affaire.

Ces considérations engagèrent sans doute l'Empereur à laisser la porte ouverte à un arrangement purement administratif qui, sans esclandre, rendrait au Trésor les millions

qui en avaient été détournés. C'est ainsi que, finalement, il plaça ces hommes anxieux de leur sort — en fait, des accusés — dans l'alternative d'un châtiment prononcé *ab irato*, ou de l'abandon immédiat de ce qu'ils possédaient en approvisionnements, en valeurs en portefeuille, en immeubles, en traites sur l'Espagne. Roger, le premier commis qui, pour trahir Barbé-Marbois, avait touché de toutes mains, restituerait sans délai un million. A cette mise en demeure catégorique, les inculpés baissèrent la tête en signe d'acquiescement. Et d'un geste qui exprimait encore la menace, l'Empereur les avertit qu'ils devaient se retirer; Méneval précise en disant : « L'Empereur leur ordonna d'une manière très dure de se retirer. »

Selon Ouvrard, toujours enclin à s'exagérer la crédulité publique, l'audience impériale se serait terminée tout autrement : « L'Empereur quitta son fauteuil et m'attirant près d'une croisée : « Monsieur Ouvrard, me dit-il, vous avez abaissé la royauté au niveau du commerce. » « Sire, le commerce est le génie des États, il se passe très bien de la royauté, et la royauté ne peut se passer de lui. »

Cette causerie quasi familière, avec persiflage d'Ouvrard sur la royauté, ne concorde guère non plus avec l'épilogue de l'affaire, tel que Napoléon le donne à son frère Joseph qui a quitté Paris pour commander l'invasion du royaume de Naples : « ...Il m'a fallu beaucoup de temps pour arranger les affaires d'ici, et pour faire rendre gorge à une douzaine de fripons, à la tête desquels est Ouvrard, qui ont dupé Barbé-Marbois, à peu près comme le cardinal de Rohan l'a été dans l'affaire du collier, avec cette différence qu'ici, il ne s'agissait pas moins de 87 millions. J'étais bien résolu à les faire fusiller sans pitié. Grâce à Dieu, je suis remboursé. Cela n'a pas laissé de me donner beaucoup d'humeur. Je vous dis cela pour vous faire voir combien les hommes sont coquins... Les malheurs de la France sont toujours venus de ces misérables. »

Après avoir levé la séance, Napoléon prit deux mesures plus en rapport avec la situation, qu'un entretien frivole avec le principal accusé — on peut même dire condamné. Il exigea la démission de Barbé-Marbois et nomma Mollien ministre du Trésor public. Barbé-Marbois alla vivre dans la

retraite, mais, dans deux ans, Napoléon ira y reprendre le ministre disgracié pour lui donner un poste qui valait la plus éclatante réparation. Il le nomma président de la Cour de comptes. Il faut bien croire que les blessures d'amour-propre sont incurables puisque, en 1814, Barbé-Marbois fut l'un des artisans les plus actifs de la chute de l'Empereur.

***

Le jour même où il prêta serment comme ministre du Trésor, Mollien chargea deux conseillers d'État, Defermon et Crétet, de vérifier le rapport de Barbé-Marbois qui limitait à 73 millions le déficit résultant du débet et de la défaillance d'Ouvrard et autres faiseurs de service. L'évaluation des conseillers, qu'ils déclarèrent n'être que provisoire vu l'embrouillement des écritures, excédait de 11 millions et portait donc à 84 millions le chiffre fourni par les bureaux de Barbé-Marbois.

On était encore loin du montant réel du débet.

Une vérification minutieuse, sous le contrôle de Mollien, révéla que le déficit s'élevait à la somme énorme de 141 millions 880 000 francs, sans atténuation possible. D'ailleurs, Ouvrard et ses associés furent appelés à discuter chacun des articles de leurs comptes, devant une commission du Conseil d'État, et ils reconnurent et confessèrent les fraudes sous lesquelles le Trésor avait succombé.

Assurément, aucune des annales financières du monde ne présente l'exemple d'une machination aussi extraordinaire, mais ce qui est peut-être plus extraordinaire encore, c'est que la totalité de cette créance fut recouvrée, avec du temps, il est vrai, mais tout de même recouvrée. Le règlement dicté par Mollien s'opéra de la façon suivante : sous la pression comminatoire de l'Empereur, fort redoutable à cette heure de la défaite de la coalition, l'Espagne versa 24 millions. En outre, on reprit 36 millions des traites de la Caisse de Madrid, dont Ouvrard et consorts restaient solidairement responsables, à défaut de paiement par l'Espagne.

Ici intervient, on doit le reconnaître, une preuve que la conception d'Ouvrard n'était pas tout à fait une utopie,

puisque 24 millions furent récupérés grâce à l'esprit conciliateur du nouveau ministre britannique. On vit, en effet, une frégate anglaise mouiller dans la rade espagnole de la Vera-Cruz, et y recevoir une cargaison de piastres. Évidemment, il y avait, dans ce fait, une consécration de l'idéal persistant d'Ouvrard. Toutefois, ne pourrait-on observer qu'à ce compte rien ne serait chimérique? Car, plus improbable encore que ses imaginations était la concomitance de l'écrasement foudroyant d'une coalition formidable, de la mort de Pitt et de l'avènement de M. Fox. Qui oserait fonder une entreprise quelconque sur la prévision d'un tel ensemble de chances?

La fatalité voulut que M. Fox mourut quelques mois après son arrivée aux affaires. Alors s'évanouirent les bonnes dispositions de l'Angleterre, et 12 millions de la dette espagnole restèrent à la charge d'Ouvrard et sa Compagnie.

En dehors des sommes figurant au titre de l'Espagne, 80 millions étaient à trouver pour combler le déficit. La saisie des immeubles existant encore sous le nom des associés produisit 14 millions. Défalcation faite des sommes qui étaient dues aux munitionnaires, depuis un mois environ, par la Guerre et la Marine, la reprise la plus importante pour le Trésor s'effectua dans les propres magasins de la Compagnie, qui, sur de nombreux points du territoire, contenaient de grands approvisionnements. On exigea enfin que, titulaires actuels des marchés, les Négociants réunis continuassent, sous une étroite surveillance, de ravitailler les armées de terre et de mer, en ne recevant, chaque mois, que le tiers ou la moitié du montant des livraisons.

Cet autre mode de reprise demanda beaucoup de temps. Ouvrard et son école étaient gens à ne lâcher qu'à la dernière extrémité l'argent bien ou mal acquis. Pas de ruses, pas de détours qu'ils ne missent en œuvre pour retenir à eux tout ce qu'ils pouvaient, et tant qu'ils le pouvaient.

L'Empereur s'impatientait des lenteurs qu'il remarquait dans les remboursements. A tous les conseils, il remettait l'affaire sur le tapis, demandait qu'on en finît. Si loin qu'il soit, il stimule dans ce sens le zèle de Mollien. Le 28 mars 1807, il écrit à ce dernier : « J'ai lu avec attention votre

rapport du 15 mars sur le débet des Négociants réunis. En m'occupant de nouveau de cette affaire, j'ai senti renaître toutes les peines qu'elle m'a causées. Ces misérables nous ont soustrait 142 millions qu'ils ont employés en partie à des spéculations aventureuses. Le contre-coup s'en fera ressentir longtemps en France... Quant au déficit de 26 millions qui se trouve sans aucune espèce de contre-valeurs, je suis bien loin de croire que le service du munitionnaire puisse couvrir cette énorme somme... Je voudrais que vous fissiez acquitter ces créances, comme c'est votre droit, et que vous prissiez toutes vos sûretés. Cette affaire est bien assez onéreuse. »

Mollien, plus formaliste que l'Empereur, pensa qu'il devait, autant que possible, s'en tenir aux termes de l'arrangement conclu avec la Compagnie des Négociants. Il resta dans les limites de son droit et donna, dans une certaine mesure, satisfaction à Napoléon, en activant avec une extrême rigueur les fournitures militaires qui contribuaient à diminuer la créance du Trésor.

***

La position de munitionnaire malgré lui était bien désagréable à Ouvrard, ainsi qu'à sa compagnie. Acheter des marchandises, les livrer et ne recevoir que des fractions de leur prix, c'est un métier détestable, d'autant plus répugnant pour ces hommes, qu'ils étaient fermement résolus à ne pas engager une parcelle de leurs capitaux adroitement dissimulés.

La convention avec le Trésor ayant été tenue secrète pour les raisons politiques que l'on connaît, le crédit de la Compagnie n'était pas altéré. Qui pouvait hésiter de remplir les commandes d'une société de riches financiers, en tête desquels figurait le grand, le richissime Ouvrard? Cependant, on avait beau retarder les paiements, l'heure s'imposa de donner satisfaction à une multitude de créanciers. Vu la sévère vigilance de Napoléon et de Mollien, rien ne se pouvait détourner des versements à effectuer au Trésor. Il ne restait donc aux munitionnaires qu'à décaisser sur leurs avoirs personnels. Les moins fortunés exigeaient naturellement que les plus opulents, tels Ouvrard et Vanlerberghe, déliassent, les premiers, les cordons de leur bourse.

De cette combinaison, Ouvrard ne voulait rien entendre. Et quand les huissiers s'avancèrent avec leurs sinistres papiers, Ouvrard et Vanlerberghe résolurent, le 31 décembre 1807, de déposer leur bilan au tribunal de commerce. On prétend qu'ils apportèrent une certaine hâte à prendre cette décision, parce que le lendemain, 1er janvier 1808, le nouveau code de commerce devait entrer en vigueur, avec des dispositions plus rigoureuses sur les transactions commerciales, sur les faillites et sur leurs résultats. Le bilan d'Ouvrard ne pouvait inspirer que de la pitié pour son auteur. Il accusait, non pas un passif, mais un actif de 30 millions, malheureusement irréalisables. Il ne s'agissait pas, bien entendu, de ses biens personnels qui étaient en sûreté, mais de fournitures que l'État refusait arbitrairement de payer. A l'écouter, il n'était donc, aux yeux de tous, que l'intéressante victime d'une odieuse tyrannie. A cette faillite, le gouvernement n'a rien à voir du moment que sont tenues les obligations contractées envers le Trésor; ce qui eut lieu grâce aux stocks considérables emmagasinés pendant qu'on jouissait d'une entière confiance.

Ouvrard se croyait délivré d'inquiétude, lorsque, au mois de mai 1809, il fut sommé d'avoir à verser, en espèces, huit millions de traites impayées par l'Espagne, et dont il était garant. Ce qu'on lui demande là : entamer sa propre fortune, est décidément au-dessus de ses forces. Avec une ténacité inébranlable, il conteste sa responsabilité. Non moins âpre et non moins intraitable que lui dans les questions d'argent, Napoléon, impatienté de cette résistance, ordonna, par décret de Schœnbrunn, d'arrêter Ouvrard et de l'écrouer à la prison de Sainte-Pélagie. Cet ordre fut exécuté le 21 juin.

Des hauteurs rêvées, tomber à la prison, la chute était profonde. Il ne s'agit plus à présent que de trouver le moyen d'en sortir. Après maintes réflexions, Ouvrard s'arrête à la pensée d'une demande en liberté sous cautionnement, qui lui permettra de conduire ses affaires, et de parvenir à donner satisfaction au Trésor. Argument fort plausible d'apparence qu'il va suggérer à ses protecteurs, qui, dès le premier moment, se sont agités en sa faveur.

Des protecteurs, il en avait, on le sait, jusque dans les plus

hautes sphères du gouvernement. Au cours de leurs démarches, sans doute, ils en recrutèrent un qui apparaît ici pour la première fois, et qui était certainement le mieux qualifié pour le servir en la circonstance : c'est Fouché, ministre de la police générale.

***

Fouché, cet oratorien défroqué, avait une âme de conspirateur et de destructeur. Sous la Révolution : abolition de la royauté par la mort de Louis XVI; immolation des hommes, anéantissement des choses, à Lyon; établissement du culte de la Raison; suppression des funérailles religieuses; renversement de Robespierre; tentative communiste de Babeuf; aucun de ces actes extrêmes, aucun de ces complots que Fouché ne soutînt énergiquement, ne dirigeât souvent, sans toutefois dépasser les portants des coulisses. Sous le Consulat, régime préparatoire d'un gouvernement définitif, il cajola tous les partis ou prétendants possibles : royalistes, jacobins, Moreau, Bernadotte, aussi bien que Bonaparte, trouvèrent chez lui des appuis secrets. La connaissance exacte des différents milieux politiques en facilite singulièrement la surveillance. Sans rival à cet égard, il fut nommé ministre de la police. Servir pour mieux trahir, c'était son affaire.

En cette fin de 1809, il crut avoir l'occasion de donner carrière à ses instincts subversifs. Alors, l'alliance de la France avec la Russie s'ébauchait sous des auspices favorables, car les deux empereurs rivalisaient de démonstrations d'amitié. La politique française tendait à rallier franchement le Tsar au système du blocus continental, de façon à isoler complètement l'Angleterre. Celle-ci, incapable de fomenter de nouvelles coalitions, accepterait sans doute de prendre part à une conférence, d'où sortirait la paix générale, et par voie de conséquence, la consolidation du trône de Napoléon.

Fouché, qui croyait que l'aigle impérial avait été blessé mortellement en Espagne, pensa hâter sa chute en rendant impossible l'alliance russe. Ce résultat serait obtenu si l'on persuadait Alexandre que Napoléon s'appliquait à l'endormir, à le compromettre pendant que la France traitait séparément

avec le cabinet britannique. C'était, comme le dira plus tard Napoléon, « le bouleversement total de sa politique[1] ». Fouché, effectivement, ne se proposait pas autre chose. Mais, cauteleux toujours et tenant à ne pas se découvrir dans les démarches préliminaires; il forma le projet d'entamer, par une personne interposée, les pourparlers de paix séparée, avec l'Angleterre. En même temps que cette conception s'offrit à son esprit le nom d'Ouvrard, dont il connaissait certainement les relations avec les banques d'Amsterdam et de Londres.

D'ailleurs, les deux hommes, Ouvrard et Fouché, se connaissaient sans doute de longue date. Le dernier était, à la Révolution, principal du collège de Nantes. Qu'ils aient eu des relations analogues à celles que de très hauts personnages entretenaient avec Ouvrard, ce semble infiniment probable. En tout cas, par sa fonction de grand chef de la police, Fouché avait une parfaite notion de l'intelligence et de l'habileté de son compatriote nantais. Ayant à confier une mission essentiellement délicate, pouvait-il trouver un intermédiaire plus insinuant, plus entraînant, plus rompu aux affaires? Aux premiers mots de Fouché, Ouvrard, accepta avec enthousiasme le rôle de messager de la paix que lui destinait le ministre de la police. Outre sa libération, ne fût-elle que provisoire, il voyait le moyen d'approcher les ministres anglais et de les intéresser au transport des richesses d'Amérique. Il prit même sans doute, vis-à-vis de Fouché, avantage des facilités qu'il rencontrerait à Londres, grâce à M. Labouchère, beau-frère et associé de M. Baring, dans la maison la plus importante du monde pour le commerce des métaux précieux, et qui était en connexion étroite avec l'ami Hope d'Amsterdam. Il n'en fallait pas tant pour que Fouché, se donnant l'air de vouloir uniquement adoucir le sort du prisonnier de Sainte-Pélagie, comme il en était sollicité, consentît à délivrer, le 8 mars 1810, un passeport pour la Hollande, à Ouvrard. Ce dernier, si perspicace qu'il fût, ne soupçonna pas un instant que le ministre se souciait fort peu de la paix, et bornait son ambition à détacher Alexandre Ier de la France.

1. *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XX, p. 392.

*
* *

En route pour Amsterdam, Ouvrard songeait, car que faire en voyage à moins que l'on ne songe? Et il songeait agréablement aux douceurs de la liberté et aux chances d'obtenir le passage des piastres. Mais puisque cette opération était liée à la grande œuvre de la pacification de l'Europe dont il allait être obscurément le principal artisan, pourquoi en laisserait-il le mérite à Fouché? L'heureux dénouement du drame sanglant qui affligeait les peuples depuis dix-huit ans, transporterait de joie Napoléon. Personne n'en doutait, hormis les énergumènes. Quel prestige aurait à ses yeux le réalisateur de l'acte le plus mémorable de son règne? Ouvrard avait promis à Fouché une discrétion absolue, c'était vrai; mais combien il le regrettait en pensant quels titres il se créerait à l'estime et à la reconnaissance du souverain, s'il se donnait comme l'instigateur des pourparlers pacifiques, dont le succès paraissait probable avec le concours de M. Labouchère, bien connu de Napoléon?

Une fois cette idée entrée dans son cerveau, Ouvrard crut à une inspiration du ciel. Alors, son esprit, toujours fécond en plans gigantesques, s'égara en des visions chimériques qui débordaient singulièrement l'objet de sa mission.

Fiévreusement, il ébauche un projet grandiose : la paix anglaise ne sera qu'une paix provisoire, plutôt même factice. Elle aura pour but final de paralyser l'action de l'Angleterre pendant une année. Il n'en demande pas plus pour assurer à l'Empereur la domination du monde par la conquête des Amériques, la méridionale et la septentrionale! Et comme si ce n'était pas encore assez flatter le monarque, des couronnes seront attribuées à tous les membres de la famille impériale, même à ceux qui supportent mal la prééminence de Napoléon. Nul doute que celui-ci, frappé de ces conceptions géniales, n'en fasse appeler l'auteur, et alors s'accomplirait enfin le destin d'Ouvrard : être le conseiller écouté du gouvernement.

Ébloui lui-même par les splendeurs qu'il entrevoit, il écrit d'Amsterdam, le 22 mars, la lettre suivante qui, à tout le moins, prouve que son dédain si souvent affirmé s'est mué

en une soumission déférente et dévouée : « Sire, depuis plusieurs années, j'ai désiré ardemment la permission de communiquer à Votre Majesté les moyens d'assurer de plus en plus la domination de Votre Majesté en Europe, de parvenir à la paix avec l'Angleterre, et de porter, en définitive, à cette puissance, le seul coup qui puisse lui enlever l'empire des mers... Votre Majesté se rappellera sans doute qu'à plusieurs reprises j'ai osé solliciter la faveur de lui développer moi-même mes vues... Je me suis adressé à cet effet à Monseigneur le Grand-Duc de Berg (Murat), à Monseigneur le prince de Neuchatel (Berthier), à Monsieur le général Rapp, et dans ces derniers temps à monsieur le comte Regnault, ministre d'État... Je supplie Votre Majesté de ne voir dans ces démarches réitérées que mon zèle pour son service, le désir d'effacer de son esprit les préventions qui m'ont attiré sa disgrâce, et enfin une légitime ambition de mettre un terme aux embarras et aux peines nés de l'indécision des affaires et des comptes que j'ai eu à régler avec l'administration...

« Votre Majesté est déjà parvenue à interdire en quelque sorte l'Europe à l'Angleterre, ma pensée est qu'elle peut aussi lui interdire l'Amérique tout entière, et lui enlever le sceptre des mers...

» L'Angleterre développe actuellement son commerce dans l'Amérique méridionale; elle y regagnera et au delà ce qu'elle a perdu en Europe... C'est là que la France doit réagir. Pour ce but, la paix est le premier pas. La paix seule peut cacher le secret des projets ultérieurs de Votre Majesté.

» La paix est aujourd'hui praticable. Les *sacrifices seront peu de chose* (sic) s'ils ouvrent la voie aux mesures à prendre pour mettre bientôt les deux Amériques sous la domination de Votre Majesté.

» Mes rapports avec la maison Hope d'Amsterdam, et particulièrement avec son chef principal, M. Labouchère, me permettent de dire que celui-ci, sans le moindre soupçon des projets de Votre Majesté, se chargerait volontiers des négociations...

» Après, on créerait, dans les colonies espagnoles, une sorte de retraite et d'asile pour la famille entière des Bourbons... Le prince des Asturies se marierait avec une princesse des

Bonaparte... Votre Majesté jugera s'il ne convient pas aussi de préparer un trône pour celui (évidemment Lucien Bonaparte) des membres de sa propre famille qui n'en occupe pas encore, et le roi d'Amérique pourrait donner sa fille au roi du Mexique...

» Les nouveaux royaumes produiraient la fermeture de tous les ports de l'Amérique à l'Angleterre qui subirait vraiment alors la prohibition universelle.

» C'est l'anéantissement de l'Angleterre.

» Pour décider l'Angleterre à la paix on lui dira qu'elle pourra la rompre quand elle voudra. On gagnera bien une année. On pourrait même, et ce sera probablement le véritable joint pour arriver à la paix, faire comprendre au ministère anglais et particulièrement au Roi lui-même, qu'il conviendrait aux deux gouvernements de France et d'Angleterre de s'entendre actuellement, de châtier l'insolence de l'Amérique septentrionale et de réduire sa puissance au point où elle était, il y a vingt-cinq ans, et dont elle ne serait pas sortie sans l'assistance de Louis XVI qui y a trouvé le germe de toutes ses souffrances[1]. »

Finalement, Ouvrard réitère l'offre de ses services, en assurant que « dans peu de mois il aura réussi ».

Ce qu'il ne dit pas à l'Empereur, et qui fut bientôt avéré, c'est qu'avant même que ce mémoire eût été expédié à Paris, le projet de partage des Amériques avait déjà été soumis, par le canal de M. Labouchère, au cabinet britannique. Une note de police produite au cours de l'instruction de cette affaire relate « les circonstances de la négociation d'Ouvrard et de Labouchère avec lord Wellesley ». Il y est spécifié que « lord Wellesley avait reçu des propositions du gouvernement français au sujet des États-Unis, tendantes à envoyer une armée française en Amérique sur des vaisseaux anglais, pour remettre en colonies cet État et le partager, le sud aux Français et le nord aux Anglais ». Et l'on ajoute : « L'idée de sacrifier ainsi l'Amérique émane du duc d'Otrante (Fouché), idée saisie par Ouvrard et introduite dans la négociation[2]. »

Il est à peine besoin de faire remarquer qu'en choisissant le sud et en se contentant, à la rigueur, du délai d'une année,

1. *Archives nationales*. A. F. IV, 1674. Plaq. I.
2. *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XX, p. 451.

Ouvrard — à qui il importait peu qu'ensuite le monde entier fût à feu et à sang — y voyait l'exploitation fructueuse des richesses de cette contrée, en même temps qu'il recevait enfin les quatre millions de piastres lui appartenant, et que son frère avait vues, à Mexico, gardées et étiquetées à son nom, dès 1801.

***

Nous avons reproduit les passages essentiels de la lettre autographe d'Ouvrard à Napoléon. Elle ne comporte pas moins de quatre pages in-folio. On en fit une analyse qui est aussi aux Archives, et qui, probablement, fut seule remise à l'Empereur, dans les derniers jours du mois de mars à Compiègne. Marie-Louise y était arrivée le 26; et, dès le lendemain, Napoléon était en plein dans le ravissement de la conquête anticipée qu'il avait faite de la jeune archiduchesse. Dans sa joie de sous-lieutenant en bonne fortune, il n'avait sans doute guère l'esprit à approfondir les élucubrations extravagantes d'Ouvrard; encore moins était-il disposé à recevoir ce munitionnaire trop connu, qui était possédé de l'envie incurable d'en remontrer au chef de l'État.

Après un mois de vaine attente d'une réponse, Ouvrard, blindé, comme le sont les grands voraces d'argent, contre les affronts et les rebuffades, fit une seconde tentative, mais sous une forme différente, qu'il jugeait infaillible. Afin d'étonner par son savoir-faire, et de flatter, du même coup, la passion de Napoléon pour la prospérité financière de la France, il veut le séduire par l'apport de cent millions en espèces.

L'effet ne fut pas celui qu'Ouvrard attendait.

L'offre, fabuleuse, insolite, inopinée, inspira tout bonnement à l'Empereur le soupçon qu'on lui tendait un piège. Toujours pénétré d'une méfiance irréductible à l'égard de ceux qu'il appelait « des aventuriers, des agioteurs capables de vendre, pour le plus médiocre profit, le secret et l'honneur du gouvernement, s'ils pouvaient en disposer », l'Empereur, sans balancer, résolut de tirer au clair l'inexplicable proposition, et il écrivit à Mollien : « Bruges, 10 mai 1810. — Je vous envoie un projet pour faire arriver 100 millions en France,

et procurer au Trésor public un bénéfice de 30 millions, par Julien Ouvrard. Gardez-le pour vous seul, et faites-moi connaître votre opinion. Dites-moi où est, et que fait et veut cet Ouvrard, et, s'il quittait Paris, prévenez-moi. Tout ceci doit rester dans le secret, et ne dites à qui que ce soit la surveillance que vous aurez sur cet intrigant. »

Mollien fit appel au général Savary, commandant de la gendarmerie, qui dirigeait une sorte de contre-police au service du cabinet impérial. Une enquête habilement conduite projeta bientôt la lumière sur les menées souterraines d'Ouvrard, et, en même temps, sortait de l'ombre le profil de Fouché. Le rapport de Savary révéla qu'Ouvrard ne s'était pas contenté d'intriguer près de M. Labouchère. Il avait pour complice un ancien capitaine du régiment de Dillon, le nommé Fagan que, selon toute apparence, lui avait imposé Fouché. Ce Fagan était en termes très amicaux avec lord Yarmouth, et, par celui-ci, on avait approché, à plusieurs reprises, lord Wellesley, ministre des Affaires étrangères.

A cette lecture, Napoléon sursauta de fureur. Son premier mouvement fut de retirer à Fouché le portefeuille de ministre de la police. Le 3 juin, il lui écrit : « ...La place de ministre de la police exige une entière et absolue confiance, et cette confiance ne peut plus exister puisque déjà, dans des circonstances assez importantes, vous avez compromis ma sûreté et celle de l'État... La singulière manière que vous avez de considérer les devoirs de ministre de la police ne cadre pas avec le bien de l'État, elle m'oblige à une surveillance perpétuelle qui me fatigue et à laquelle je ne puis être tenu. Cette surveillance est nécessitée par nombre de choses que vous faites de votre chef, sans savoir si elles ne contrarient pas ma politique générale. »

Et le surlendemain, il écrivit à Savary, devenu ministre de la police générale : « L'affaire d'Ouvrard devient grave. Il faut le couler à fond. Faites-le conduire à Vincennes. Vous en ferez venir le gouverneur; vous y mettrez quelques gendarmes de confiance; enfin vous prendrez toutes les mesures pour qu'il ne puisse communiquer avec qui que ce soit. Comme il me paraît que les gens du ministère de la police n'ont pas l'indépendance nécessaire pour pousser cette affaire, je ferai

faire les interrogations par mon secrétaire de cabinet, Mounier, afin d'en imposer davantage et de savoir, sûrement et clairement, ce qui s'est passé. L'essentiel est qu'il soit au secret, et que désormais il ne puisse voir personne. Jamais il n'y a eu criminel d'État d'un genre plus grave. »

L'arrestation d'Ouvrard avait été décidée le matin, en conseil des ministres. Talleyrand, qui n'était pas indifférent aux vicissitudes d'Ouvrard, s'empressa de lui donner rendez-vous chez madame Hamelin, où il fut dépisté. C'est là qu'à cinq heures du soir, se présenta un colonel, accompagné de huit officiers de la gendarmerie d'élite, qui signifia à Ouvrard de le suivre au donjon de Vincennes.

***

Interrogé, il déclara ignorer tout des avances pacifiques faites à l'Angleterre. Néanmoins, ne pouvant faire autrement, puisqu'il avait écrit directement à l'Empereur, il convenait d'en avoir eu l'idée, mais que jamais il ne se serait permis d'agir sans y être autorisé. Mais il dut renoncer à son système de dénégation pure et simple, lorsqu'on lui présenta les pièces découvertes chez lui dans un carton. Parmi ces pièces figuraient des documents qui ne laissaient aucun doute sur sa participation effective à l'entreprise de Fouché. C'étaient, écrites de la main d'un nommé Vinet, secrétaire du banquier Hainguerlot, des copies de lettres fort explicites sur les pourparlers de Londres. A cette vue, Ouvrard avoua que les lettres des affiliés étaient adressées à messieurs Hanrey et compagnie, négociants, rue de l'Université, numéro 50. Ceux-ci les passaient à M. Hainguerlot qui les transmettait à Fouché. Ostensiblement, elles avaient un caractère commercial, mais les renseignements politiques s'écrivaient, entre les lignes, à une encre blanche qui se teintait au feu.

L'instruction de cette affaire fut laborieuse et fertile en surprises. D'abord il était malaisé, on le pense bien, de suivre les fils d'une trame ourdie par un maître conspirateur, tel que Fouché. Ensuite, à chaque pas, on rencontrait, plus ou moins engagées, de hautes personnalités de l'Empire, voire des membres de la famille impériale : Louis Bonaparte dont

on apportait une correspondance échangée avec M. Labouchère; Elisa Bonaparte, grande amie de Fouché, compromise, au moins en apparence, par M. Hainguerlot, son factotum, et plus tard son intendant, quand elle devint grande-duchesse de Toscane.

La destitution de Fouché, l'arrestation d'Ouvrard, qui étaient des actes publics, rendaient impossible l'étouffement de l'affaire dont les ennemis allaient s'emparer pour discréditer la politique française. L'Angleterre s'empressa d'alimenter le scandale en exagérant la gravité de l'incident. Elle proclamait la sainte indignation qu'elle avait ressentie quand on lui proposa « l'atrocité » du partage des Amériques. Les États-Unis élevaient la voix. La Russie demandait officiellement, sur un ton aigre, des explications à Paris. Elle alléguait que nous ne respections pas le blocus dans lequel nous voulions l'entraîner; que nous faisions des ouvertures de paix à l'Angleterre, et même, qu'à ce propos nous intriguions de tous côtés, par l'Autriche, par la Hollande.

Napoléon voyant s'écrouler l'alliance russe, tâchait à se disculper près de la Cour de Saint-Petersbourg. Il mandait à Champagny, ministre des Relations extérieures : « ...Je désire que vous expédiiez demain un courrier au duc de Vicence (Caulaincourt, ambassadeur à Saint-Pétersbourg)... Vous ferez connaître que nous n'avons pas écrit à lord Wellesley, que ce lord ne peut donc avoir dit cela, qu'autrement ce serait un mensonge... que seulement le duc d'Otrante a, de son propre mouvement, abouché le fournisseur Ouvrard et un nommé Fagan, parent (?) de lord Wellesley, avec ce ministre... que l'Empereur l'ayant appris a ôté le portefeuille de la police au duc d'Otrante; que c'est donc faussement que les Anglais se vantent d'avoir reçu des ouvertures... que nous ne savons ce que M. de Romanzoff (premier ministre russe) veut dire par notre éloignement et notre retour à eux, que nous avons toujours marché droit et sans hésitation... qu'il faut qu'on se pénètre bien que rien au monde ne peut me faire souscrire à un acte déshonorant... »

Hélas! en dépit des efforts de Napoléon, le but de Fouché ne fut que trop bien atteint. De ce moment, un refroidissement modifie les rapports du Tsar et de l'Empereur qui,

depuis Tilsitt, étaient en coquetterie d'amitié. Et l'on peut affirmer que, de ce moment aussi, datent les armements et les allures sournoises de la Russie qui rendirent inévitable la campagne de 1812.

***

Précaution contre de nouvelles intrigues, et peut-être aussi désir de châtier ce personnage prétentieux, encombrant et dangereux, Napoléon garde Ouvrard à Vincennes, comme prisonnier d'État.

A Vincennes, sombre résidence actuelle d'Ouvrard, on ne jouit plus de certains agréments comme au temps où l'on comptait parmi ses hôtes Crébillon fils, Diderot, Mirabeau. C'était maintenant une prison sévère, sous la surveillance de gardiens, presque tous anciens gendarmes, esclaves d'une consigne rigoureuse. Rares étaient les visiteurs. Pour obtenir la permission de voir un détenu, il fallait la demander huit jours d'avance au ministre de la police qui n'octroyait cette faveur qu'après mille questions inquisitoriales. Muni du laissez-passer, on devait encore, à la porte du donjon, subir une fouille minutieuse; puis enfin on pénétrait au parloir où une double grille établissait, avec le prisonnier, une distance qui obligeait à lui parler très haut. Et quand, escortés de leurs geôliers silencieux, les détenus politiques, abandonnés à la merci du chef de l'État, traversaient les couloirs du donjon, ils se défendaient mal du souvenir du duc d'Enghien.

Les amis d'Ouvrard, nombreux et influents, s'employaient avec zèle à le délivrer de cette triste demeure. Mieux que leurs démarches, une demande formulée par Mollien, dans l'unique intérêt du Trésor public, décida le duc de Rovigo à présenter à l'Empereur la requête suivante : « Le ministre de la police générale à Sa Majesté l'Empereur et Roi : le sieur Ouvrard étant détenu à Vincennes pour ses relations coupables en Angleterre, et débiteur envers le gouvernement de sommes considérables, conjointement avec Vanlerberghe, Desprez et autres, on propose de le faire transporter à Sainte-Pélagie, pour s'y entendre avec ses co-intéressés, sauf à le réintégrer au donjon de Vincennes, lorsque les arrangements qu'il doit prendre avec le Trésor public seront terminés. »

Toujours soucieux, avant tout, des intérêts de l'État, et voyant un moyen possible de récupérer des millions, l'Empereur contresigna la proposition du ministre de la police. Après quatre mois de détention à Vincennes, Ouvrard rejoignit ses amis Desprez, Vanlerberghe et Seguin, à Sainte-Pélagie, d'où il était sorti naguère, en vertu du passeport que Fouché lui avait délivré.

A Sainte-Pélagie, Ouvrard n'était plus assujetti à la seule décision du souverain. Il rentrait dans la catégorie des mauvais payeurs qui se prétendent ruinés, et restent incarcérés aux frais et à la discrétion des prêteurs incrédules à leur bonne foi.

Bien qu'on y fût aussi privé de liberté, à Sainte-Pélagie le régime était autrement supportable qu'à Vincennes. A Sainte-Pélagie, les prisonniers avaient le droit d'aménager à leur guise les locaux qu'ils occupaient. A toute heure, ils pouvaient, sans contrôle, recevoir leurs amis, et ils se faisaient apporter leurs repas du dehors. Prévoyant, comme il le dit lui-même, qu'il allait passer « un long bail avec cette habitation» , Ouvrard s'arrangea de façon à y avoir la vie la plus agréable possible. Des tapis, des tentures, des meubles de grand luxe ornaient le salon où, de son propre aveu, il recevait beaucoup de monde. Les premiers artistes de Paris charmaient les assistants en faisant de la musique, en jouant des proverbes. Mais les séances enchantées et assez fréquentes étaient celles où Talma venait avec son fils Jules qui était le filleul d'Ouvrard. Au ravissement de l'assemblée qui l'en avait supplié, Talma se dépensait de tout son talent, créant par son ardeur le lieu de la scène et faisant retentir les murs de la prison des vers de Racine, et surtout du *Cid* de Corneille.

Ouvrard ne nous dit pas si, à ces galas, il invitait Desprez, Vanlerberghe et Seguin qui étaient enfermés pour les mêmes raisons que lui : mais il ne laisse pas de noter que « M. le duc de Laval venait souvent avec lui », bien qu'il ne trouvât que rarement la partie de whist dont il était grand amateur. C'est justement, il faut le reconnaître, que les contemporains ont dénoncé avec indignation le luxe, les dépenses fastueuses qui transformaient un séjour triste en un lieu de délices et

qui démentaient, insolemment, la nécessité de la faillite qu'Ouvrard avait opposée à ses créanciers.

Cette position de failli ne le gênait nullement. Il entrait même dans ses desseins de s'y cantonner opiniâtrément. Ce qui le retient de céder aux revendications du Trésor public, ce n'est pas la honte de dévoiler une fortune qu'il avait mise adroitement en sûreté. Il est insensible à ce genre de scrupules. En excipant de sa ruine, il espère sans doute pousser le gouvernement à user de tous ses moyens, voire de toutes ses forces militaires, pour contraindre l'Espagne à payer les sommes dont il n'est débiteur qu'en seconde ligne. Ah! s'il y avait une chance quelconque de lucre dans le remboursement qu'on lui réclame, il n'hésiterait pas longtemps. L'instinct du joueur, qui est en lui, comme au fond de tout spéculateur, lui permettrait de risquer des capitaux importants, au besoin, dans l'espoir de gagner. Mais puiser dans ses réserves bien abritées pour les jeter sur le tapis avec presque la certitude de ne jamais les revoir, autant vaudrait lui demander de s'arracher les entrailles.

Dans l'attitude qu'il a prise d'homme sacrifié à l'arbitraire d'un despote irascible et vindicatif, rien ne pourra l'ébranler. Ni les supplications de sa famille, ni les exhortations de ses amis les plus dévoués ne peuvent vaincre sa résolution de persévérer dans une résistance inerte. En vain essaie-t-on de l'influencer par l'exemple de Vanlerberghe, de Desprez et de Seguin qui ont saisi, l'un après l'autre, l'occasion de transiger avec le Trésor; il ne veut rien entendre, il reste seul à Sainte-Pélagie.

On a beau être entouré de visiteurs aimables, se créer dans la prison une vie confortable, il y a cependant de longues heures pour toutes sortes de réflexions. Si, d'un côté, l'idée d'une capitulation exaspérait Ouvrard, de l'autre il supportait mal son éloignement des affaires, le silence autour de son nom. Et aux intervalles de morne solitude, lui revenait, lancinante, l'ambition de tenir un rôle important dans l'État. Tous ses malheurs, pensait-il, lui venaient de la déplorable incompréhension de Napoléon dans les affaires de finances. Après tout, peut-être s'est-il jusqu'ici mal expliqué, et, mal-

gré ses tentatives antérieures, si dédaigneusement repoussées, il veut se persuader que, si un événement grave, compliqué, surgissait, il saurait apporter des éclaircissements qui effaceraient bien des préventions dans l'esprit du souverain, et qui l'induiraient à plus de justice envers un conseiller capable de rendre de grands services. Il crut trouver l'occasion tant désirée, au moment où Napoléon entraînait, en 1812, vers la Russie, une armée de 400 000 hommes, la plus nombreuse qu'un chef eût commandée dans les guerres modernes.

Alors, à sa table de prisonnier, Ouvrard va se montrer, non seulement oublieux des offenses du passé, mais encore très apte à se courber devant un maître qu'on ne peut trop révérer. Toutefois, il est assez curieux d'observer chez Ouvrard une sorte de prescience de ce qui allait arriver dans les profondeurs de la Russie.

Le 6 août 1812, à Sainte-Pélagie, il rédigeait ce mémoire : « L'Empereur est le plus grand capitaine connu, parce qu'il est aussi le plus grand administrateur... Les difficultés locales et les éléments sont les seules armes qu'on puisse opposer à l'Empereur; il (le ministère anglais) conseille la force d'inertie à tous les ennemis de la France : « Soutenez une guerre sans batailles », voilà son mot. Ce système nouveau sera aussi impuissant que les batailles rangées, si tous les inconvénients sont prévus... »

Vient ensuite l'énumération de ce qu'il appelle les inconvénients : La division des forces? — « Elle est insensible quand ces forces sont immenses ». Le climat? — « On vit partout quand on est bien vêtu, bien chaussé, bien nourri. » Ces axiomes, dont l'énumération semble vraiment superflue, ne sont, on le devine, que le préambule de ce qui peut faire l'objet des réflexions d'un munitionnaire en concupiscence des fournitures nécessaires à une masse énorme de troupes. « Estimons, dit-il, la Grande Armée et tout ce qui marche à sa suite, à un million de consommateurs et 100 000 chevaux, répartis depuis l'Oder jusqu'à la Dwina... il s'agit seulement d'organiser les transports d'assez loin (entendez naturellement depuis la frontière française) pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans les arrivages sur les points où se trouveront successivement les divisions de l'armée. » Puis il pro-

nonce cette vérité banale : « Qu'elles soient à 500 lieues ou à 100, c'est la même chose du moment où ses derrières sont assurés. »

Ayant dit, le stratège fait place à l'homme d'affaires, mais affectant un pur désintéressement, n'étant guidé que par le désir ardent du triomphe de l'Empereur, et il termine par ces paroles : « L'exécution de ce plan est délicate et difficile. Elle exige de hautes et anciennes connaissances. Je ne me hasarderais pas, dans l'état de disgrâce où je me trouve, à me charger directement de cet objet, mais je suis toujours prêt à donner à une personne, qui serait honorée de la confiance de l'Empereur, tous les renseignements, tous les secours en mon pouvoir[1]. »

Il n'y a pas trace que Napoléon, en sa marche rapide à travers la Pologne et la Russie, ait reçu ce long exposé, écrit de la main d'Ouvrard. On ne jugea peut-être pas à propos de lui communiquer ces suggestions qui sont les rudiments enseignés aux stagiaires des écoles militaires. Il n'aurait pu en retenir que ceci : pour une fourniture colossale, telle qu'il n'en exista jamais, il pouvait compter sur les insatiables profiteurs de guerre et en particulier sur Ouvrard.

Hélas! les jours et les jours s'écoulaient à Sainte-Pélagie sans qu'arrivât la réponse impériale, ou qu'on vînt en ouvrir les portes à l'auteur du merveilleux plan de ravitaillement organisé de Paris aux bords de l'Oder et de la Dwina. Cependant, une fois usé son orgueil d'une lutte audacieuse et tenace contre le pouvoir, Ouvrard s'ingénia à trouver un autre biais, pour sortir de prison, sans toutefois transiger avec le Trésor, comme tout le monde, les agents mêmes du ministère, l'y engageaient. Finalement, son impatience de reprendre une vie active se traduisit par cette lettre qu'il adressa, le 15 janvier 1813, au ministre de la police : « Il y a un terme à tous les maux. Je suis en prison depuis près de trois ans. Accoutumé au plus grand exercice, ma santé est détruite... » Puis il demande son transfert dans une maison de santé, offrant même « de faire cautionner la présence de sa personne par des amis dignes de toute confiance ». Cette requête fut

1. *Archives nationales.* F⁷ 6554.

bientôt appuyée par M. Léveillé « docteur en médecine et en chirurgie, médecin de la maison de correction de Sainte-Pélagie », qui constate chez Ouvrard « des difficultés de digestion et une diminution toujours constante de l'appétit, auxquelles il serait facile de remédier maintenant, mais qui dégénéreraient, si l'on tardait, en maladies chroniques rebelles à tout traitement sinon absolument incurables ».

On ne se montra pas pressé de relâcher ce détenu atteint de maladies, dont la gravité ne sautait pas aux yeux, même après lecture d'un diagnostic médical quelque peu suspect de complaisance.

Enfin, quatre mois plus tard, on parvint à obtenir de M. Renoult, médecin-inspecteur des prisons, un certificat attestant que « l'état de santé du détenu Ouvrard exigeait son transfert dans une maison de santé[1]. »

Devant cette intervention, l'autorité supérieure assez embarrassée crut sans doute devoir en référer à l'Empereur qui, alors en Allemagne, disputait avec acharnement les territoires qui ouvraient aux envahisseurs les chemins de la France. Ce n'est qu'en octobre 1813 qu'il fut permis à Ouvrard d'habiter chez lui, mais à la condition qu'il serait, à ses frais, sous la surveillance d'un officier de gendarmerie.

A l'approche des ennemis, en 1814, le gouvernement impérial se transporta à Blois; soit par ordre, soit, ainsi qu'il le prétend, de son plein gré, Ouvrard se retira, toujours prisonnier sur parole, dans une terre (?) près d'Orléans.

Il fut, paraît-il, des premiers informés de l'abdication de l'Empereur. Il apprit cet événement par cet ami toujours serviable, Talleyrand, qui, en même temps, le pressait de revenir à Paris, en lui donnant sans doute toutes les facilités indispensables.

Et, le 12 avril 1814, dit Ouvrard, le gouvernement provisoire, prévenu subitement et pris au dépourvu, le chargea de faire, à Livry, les préparatifs nécessaires à la réception solennelle de Son Altesse Royale le comte d'Artois.

ARTHUR-LÉVY

1. *Archives nationales.* F⁷ 6554.

UNE GRANDE DAME JUIVE DE LA RENAISSANCE

En nos jours de féminisme triomphant, ou sur le point de réaliser partout ses espérances, il paraîtra peut-être intéressant d'évoquer ici l'histoire de la vie d'une femme qui a joué un rôle prépondérant à son époque.

Nous verrons que, par son esprit d'initiative et d'organisation, sa philanthropie, son goût pour les lettres, et surtout par son influence que l'on peut qualifier « d'européenne », notre héroïne s'apparente aux plus nobles figures féminines dont l'histoire nous ait conservé le souvenir.

Des recherches dans les documents d'archives ont permis de restituer, du moins dans ses grandes lignes, la vie vraiment extraordinaire de Dona Gracia Nasi, mère de Reyna Nasi, duchesse de Naxos. Pour suivre cette carrière à la fois noble et aventureuse, il faudra voyager à la suite de cette femme à travers une grande partie de l'Europe, nouer ou renouer connaissance avec les Juifs d'Espagne et les Marranes portugais; étudier l'état d'esprit qui régnait au XVIe siècle à Anvers, à Venise, à Ferrare, à Ancône; pour finir enfin à la cour du sultan Soliman le Magnifique : Constantinople.

Dona Gracia Mendesia, issue de la famille des Benveniste, naquit à Lisbonne vers 1510; son nom chrétien était Béatrice de Luna; en 1528, elle épousa un coreligionnaire, de la célèbre famille des Nasi d'Espagne, dont le nom de baptême était Francisco Mendez[1]. A cette époque il ne peut s'agir,

1. *The Jewish Encyclopedia*, New-York, volume VIII.

bien entendu, que de « Marranes », c'est-à-dire de « Nouveaux-chrétiens »; on désignait ainsi, en Espagne et au Portugal, les Juifs qui, pour échapper aux mesures d'expulsion, recevaient le baptême et pratiquaient ostensiblement le catholicisme, tout en restant secrètement attachés à la foi de leurs pères. Le peuple les suspectait, non sans raison, d'être, au fond du cœur des néophytes peu convaincus. L'Église et surtout l'Inquisition, soucieuses de maintenir la pureté et l'intégrité du catholicisme, surveillaient étroitement les Marranes; alors que les infidèles échappaient à leur juridiction, tant qu'ils ne pouvaient être accusés d'actes impies, elles avaient tout pouvoir sur ces brebis entrées, de gré ou de force, dans le troupeau dont elles avaient la garde.

De là une longue lutte qui dura trois siècles et fut marquée, d'un côté, par une fidélité obstinée aux traditions familiales; de l'autre, par des délations souvent injustifiées et de cruelles mesures de répression. Les bûchers étaient toujours prêts à consumer les infortunés qu'une imprudence ou une dénonciation livrait aux rigueurs du Saint Office.

Il ne faut pas croire qu'à notre époque les Marranes aient disparu. Il y a quelques années à peine, en 1925, un ingénieur envoyé dans le Nord du Portugal pour exploiter une concession minière, découvrit, tout à fait par hasard, dans les provinces de Tras-oz-Montes et de Beïra, des milliers de familles de Marranes, pour la plupart paysans et ouvriers illettrés; depuis plus de deux siècles ces groupes ont perdu tout contact avec le Judaïsme.

Malgré cela, ils observent la Pâque et Kippour, et leurs prières pour les morts se rapprochent beaucoup de celles du culte juif orthodoxe; mais les autres solennités religieuses non moins que l'hébreu, la circoncision, les lois alimentaires, sont complètement oubliées. Fait remarquable : c'est par les vieilles femmes, par les grand'mères, que se perpétue la tradition; elles seules connaissent les prières et les récitent devant l'assemblée réunie pour célébrer les fêtes religieuses; elles seules transmettent à leurs filles leur savoir en matière liturgique[1] : c'est donc grâce à elles que nous assistons à ce

1. *Reports on the Marranos or Crypto Jews of Portugal*, Lucien Wolf, Londres 1926.

curieux phénomène de familles portugaises encore conscientes de leur origine juive quatre siècles après que leurs ancêtres ont subi le baptême. La situation a changé depuis 1925; il y a aujourd'hui deux communautés officiellement reconnues par le gouvernement portugais à Bragance et à Porto. Cette dernière ville est le centre religieux et intellectuel des Marranes, qui reviennent au judaïsme, secondés, à cet égard, par les puissantes communautés séphardites (c'est-à-dire d'ascendance espagnole et portugaise) de Londres et de New-York. Peu d'événements sont restés plus inaperçus et peu sont de nature à intéresser davantage l'histoire que cet épisode ultime du duel inégal entre Israël et l'Inquisition.

***

Les Juifs étaient établis en Espagne dès l'époque romaine, peut-être même antérieurement; donc, avant les Wisigoths et les Maures. Les Wisigoths furent généralement tolérants, du moins jusqu'au VIIe siècle, où se produisirent des conversions forcées et même des menaces d'extermination, sous l'influence des évêques.

Sous la domination musulmane, c'est-à-dire pendant quatre cents ans, les Juifs espagnols connurent une ère d'égalité civique, de liberté religieuse et de rayonnement intellectuel : médecins, astronomes, poètes, philosophes, ils arrivèrent aussi à de hautes situations officielles.

La longue guerre contre les Musulmans, qui rendit l'Espagne à la Croix, ne changea rien à cet état de choses. Juifs et Marranes, dans les provinces reconquises, furent traités avec ménagement, et les Juifs, dans la lutte contre les Sarrasins, rendirent des services de tout genre, même militaires, aux princes chrétiens. Cette tolérance sembla dangereuse : au XIIIe et au XIVe siècles, les massacres devinrent fréquents et c'est alors que les conversions se multiplièrent. « Conversos » ou « Marranos » formèrent une nouvelle classe de la population.

Lors de l'avènement de Ferdinand le Catholique et de sa femme la reine Isabelle, en 1474, un « converso » leur exposa que Franciscains et Dominicains rendraient désormais l'exis-

tence impossible aux Juifs. Rome aurait voulu introduire en Espagne une Inquisition qui fût bien à elle, l'Inquisition pontificale; mais cela ne faisait point l'affaire des « Rois catholiques » qui voulaient rester maîtres des persécutions et des confiscations[1]. Une bulle de Sixte IV, en 1478, créa l'Inquisition espagnole, sous les ordres du roi; quatorze ans plus tard, en 1492, le roi Ferdinand lança l'Édit d'expulsion de tous les Juifs du royaume qui n'acceptaient pas le baptême. Ces derniers, assez nombreux, accrurent le nombre des Marranes et restèrent soumis à la terrible juridiction inquisitoriale; des centaines de mille s'expatrièrent, se rendant en Italie, en Provence, en pays musulman; mais le plus grand nombre des exilés de Castille, 120 000 environ, gagnèrent le Portugal.

Combien de ces infortunés périrent sur les routes de l'exil, de misère, de la peste, ou furent vendus comme esclaves? On ne le saura jamais.

L'excès de ces souffrances produisit en Israël, au début du XVIe siècle, un courant messianique ardent, primant les autres sentiments; les proscrits étaient animés du même idéal, vivaient dans une même attente : la Venue du Rédempteur, du Messie-Sauveur, qui établirait, enfin, pour ces éternels pourchassés, la paix et la justice sur la terre. Cette espérance hantait tous les esprits, insufflait dans le cœur des martyrs la force de résistance nécessaire dans la détresse et l'énergie surhumaine propre à surmonter les pires difficultés[2].

Si Israël avait capitulé devant la toute-puissance de l'Église et de ses milices religieuses à une époque où ni le Schisme d'Orient ni la Réforme protestante n'existaient, il est permis de supposer que, dans une certaine mesure, l'évolution de la pensée moderne aurait été retardée.

Coïncidence curieuse : l'année 1492, date de l'exil hispanique, voyait s'accomplir un événement capital; la découverte de l'Amérique, cette terre d'asile qui allait devenir le foyer de tous les opprimés du monde. Ce furent deux Marranes d'Espagne, Luis Santangel et Gabriel Sanchez, qui « financèrent »

1. H. Ch. Lea; *Chapters from the religion history of Spain connected with the Inquisition.* Philadelphie.
2. Blumenfeld : *Louria et son temps.*

l'expédition de Christophe Colomb, en offrant 20 millions de maravédis (environ 5 millions de francs). A bord des trois caravelles se trouvaient dix-huit Juifs dont les noms ont été conservés; le premier qui vit la terre fut Rodrigo de Triana; le premier qui mit le pied sur le sol d'Amérique fut Luis de Torrès, que Colomb prit comme interprète auprès du grand Khan de l'Inde. Jehuda Cresques donna au compas les perfectionnements qui permirent aux navigateurs de se diriger sur mer. Abraham Zacuto présenta les cartes astronomiques, grâce auxquelles il fut possible de déterminer la place de l'étoile polaire.

Le profond sentiment d'amour pour la patrie espagnole, sur le sol de laquelle ils avaient vécu quinze siècles, fut plus fort au cœur des proscrits que le ressentiment causé par le traitement barbare qui leur était imposé. Aussi quel n'est pas l'étonnement du voyageur qui parcourt aujourd'hui les rives méditerranéennes, en entendant les descendants des exilés de 1492 s'exprimer encore dans le plus pur castillan du XVe siècle! Semblable fidélité ne se retrouve guère que chez les Canadiens français, ou dans certains villages de Prusse, chez les fils des Huguenots placés par Louis XIV en face du même dilemme de conscience que les sujets juifs de Ferdinand d'Aragon.

***

Ce bref exposé de l'origine des Marranes était nécessaire pour expliquer les atavismes et l'état d'esprit de la femme au grand cœur dont nous allons maintenant résumer l'histoire.

Dona Gracia resta veuve très jeune, avec une petite fille appelée Reyna; malgré la vie facile et somptueuse qu'elle menait à Lisbonne, sous le masque du christianisme, elle était de plus en plus attirée vers la religion de ses pères; elle sacrifia de grandes richesses pour tenter d'épargner au Portugal l'établissement de tribunaux d'inquisition. Ayant échoué, elle décida de quitter avec sa famille cette patrie marâtre où son existence et celle des siens étaient en péril : elle choisit comme refuge la ville d'Anvers.

Au début du XVIe siècle, Anvers était la première ville com-

merciale du monde, le port le plus prospère d'Europe : en 1536, Charles-Quint, roi d'Espagne, empereur d'Allemagne et maître des Pays-Bas, promulgua un édit donnant aux Marranes portugais le droit de s'établir dans la grande ville flamande.

Or, l'Inquisition ayant été introduite au Portugal en 1531, les Marranes ne tardèrent pas à affluer à Anvers où ils transportèrent leurs maisons de banque et de commerce.

La famille de Gracia Mendesia y possédait d'importants comptoirs; cette filiale de leur maison de Lisbonne devint bientôt leur maison principale. Elle avait aussi de fortes attaches en France, car un de ses neveux, le futur duc de Naxos, de son nom chrétien Juan Miguès, s'était rendu à Lyon où il avait fondé, à l'époque d'Henri II, une banque qui prit un grand développement et rendit d'éminents services au roi de France : celui-ci devint son débiteur pour des sommes très importantes.

A Anvers, Gracia, par son esprit, sa beauté et ses grandes richesses, ne tarda pas à être très en faveur auprès de la reine Marie de Hongrie, régente des Pays-Bas, sœur de Charles-Quint. De son côté, le beau cavalier Juan Miguès devint le compagnon d'armes et de plaisirs de Maximilien, frère de l'Empereur : ce qui n'empêcha pas un beau jour Diego, le chef de la famille, d'être jeté en prison sous l'accusation de « judaïser en secret »; mesure qui provoqua de violentes protestations de la part des syndics de la ville d'Anvers.

Un savant qui a fait des recherches d'archives sur la famille Nasi m'a communiqué le document que voici, qui en dit long sur les services rendus par les Marranes aux villes qui les avaient accueillis :

Protestation du « Magistrat » d'Anvers contre l'arrestation de Diégo Mendez.

Que faict à considérer que le prouffict que les « Nouveaulx Chrétiens » font à la ville est grand, et consiste en plusieurs sortes de manières; qu'ils apportent en la dicte ville beaucoup de sortes de marchandises et des mélieures et plus précieuses et nécessaires et qu'on treuve comme espiceries, sucres, vins, huylles, coton, brésil, marfin; plusieurs sortes des fruicts, comme figues, raisins et semblables choses; grande quantité de perles, pierreries, baggues, joyaux que l'on veoit par expérience que la pluspart des navires qu'arrivèrent

en Zélande et ladicte ville d'Anvers du costes de Portugal, et des Isles d'Algarbe qui les conduysent et les font venir ichy lesdicts Nouveaulx-Chrestiens... qu'ils amennent aussy et font venir une grande quantité d'argent et deniers comptans, des croixsades et ducatz en espèce...

Que faict aussy à noter de ceste matière, qui est péculier aux Portugaloys et Nouveaulx-Chrestiens, le bruyt qu'ils ont de bons et léaulx marchans leqquels ont toujours très bien maintenu leur crédit; et en ayt-on veu bien peu faillir ne faire banckroutte, moins que de nulz autres nations, lesquels aussi en leur gaing et prouffict, ne sont tant tirés ne excessifz comme beaucoup d'aultres; qu'ont fait aussi ce bien que depuis leur venue par deché, ilz ont tousjours faict abonder et tenu large la place et bourse d'Anvers de deniers et argent, qui a esté cause que depuis ce temps-là, les finances sont venuz à couster beaucoup moins; et que le frayt et interest n'a couru si haut comme soloyt faire; parquoy Sa Majesté, quant il a eu à faire d'argent pour les occurences de la guerre, les finances lui ont venu à couster beaucoup moins que n'avaient faict autrefois.

... Et en font ung aultre prouffict merveilleux au pays et non seulement à la dicte ville d'Anvers, mais plusieurs aultres villes de Brabant, Frandres, Haynault et Artoys. Que, en eschange des marchandises qu'ilz ammennent ichy, ilz tirent et envoyent hors du pays un monde de marchandises et de manufactures qui se treuvent ichy; et les envoyent en Espaine, Portugal, Algarbe, les Indes et par toutz les parties du monde, dont résulte un merveilleux prouffict et gaing à plusieurs marchans et gens mechaniques de ce pays ichy; que importe beaucoup plus pour icelluy que le faict d'iceulx que n'apportent ichy pour négocier sinon l'escriptoire, la plume, papier et encre pour écrire et registrer au livre les cours de finances de 10, 12, 15 et 20 p. 100. (Ceci à l'adresse des bureaucrates allemands et espagnols).

Que leur reproche-t-on donc aux « Portugaloys »? de n'être pas bons chrétiens? Mais est-ce là, font remarquer « ceux de la loy d'Anvers », le meilleur moyen pour en faire de bons chrétiens, de bons serviteurs de l'Église et de l'Empereur, que de les persécuter en masse?

Et comme à correction, ne semble aucunement raisonnable ne fundé aulcun droit, de rebouter ainsi généralement et *in universum* touz les nouveaulx chrétiens, et leur donner ceste occasion, mesmes à ceux qui peuvent estre presentement bons, d'apostasier; soy divertir de la Foy, que les débouter de tout de l'hantise commerce et fréquentation des chrestiens; car ne pouvans négocier, hanter, ne fréquenter ès pays de chrétiens, ne avecques chretiens, ne faict à doubter que de ce ne prennissent occasion de prendre ailleurs leur refuge et soy transporter en Salonique, Turquie, ou aultres pays infidèles ou que l'on les vouldrait recevoir et admettre.

D'ailleurs est-il bien certain qu'ils observent en secret le Sabbat « et autres superstitions judaïques »? Peut-on, doit-on même scruter les consciences? Puisque le « Placard » reconnaît qu'ils pratiquent ces cérémonies « tant secrètement qu'on ne les en peult convaincre » ... « l'on ne les en debvrait point aussy charger »...

... « Ung chacun », déclarent un peu plus loin les bourgeois d'Anvers, « mérite estre absolz de ce que l'on ne peult prouver à l'encontre de luy. »

Ailleurs ils laissent entendre que les édits cachent certains des vrais motifs de la persécution; mais eux, ils vont les dire :

Comme aussy, comme l'on entend s'en sont meslez aucuns picqués d'envye et de malvueillance, à cause de leur intérest et prouffict particulier, lesquels vouldroient veoir de tout déchasser ceste nation de Portugal pensans que leur deubt accroistre ce que présentement est en maniance des aultres; car comme lesdits Portugaloys sont industrieux, et subtilz en faict de marchandise et de petite despence et grand espargne, viennent à surmonter facilement en matière de gaing et prouffict, chacun aultre faisant le riche et sumptueulx; et n'y prennent tant de peyne, travail et industrie; ce que vient à mouvoir et stimuler l'envye et malvueilliance.

« Le Magistrat » fait aussi remarquer que les marchands portugais savent à l'occasion « faire montre de vaillantz hommes », qu'ils ont courageusement contribué à défendre, en 1540, la ville attaquée par un condottiere au service du duc de Gueldre. Ils reviennent sans cesse sur cette idée que la prospérité d'un grand port de commerce comme Anvers est fondée sur la « hantise » et fréquentation des marchands étrangers; sur les libertés et franchises qui les y attirent; et ces bourgeois avisés prononcent des paroles prophétiques : « Une ville ainsi faicte accroist et augmente avec grand'peine et par longueur de temps; mais à la perdre et gaster et détruire, il faut souventes fois bien peu de chose. »

***

Dona Gracia avait espéré, en s'installant à Anvers, loin des regards de l'Inquisition, pouvoir vivre selon sa conscience; mais ici encore comme à Lisbonne elle dut fréquenter l'église

et pratiquer des rites qui blessaient le grand sentiment d'amour qui l'attachait au Judaïsme. Elle ne pouvait supporter cette hypocrisie et rêvait d'un pays où il lui serait permis de vivre sans s'entourer de mystères, dans la simple vérité de sa Foi[1].

Diego, qui avait épousé sa sœur cadette Brianda, cédant à ses instances, avait tout arrangé en vue de leur départ d'Anvers lorsque la mort l'enleva à la fleur de l'âge. Ce fut un coup terrible pour Gracia qui connut, dès lors, les plus graves soucis.

En mourant, Diego, qui avait pu apprécier les dons merveilleux de Gracia, lui confia la direction de la maison de banque avec ses nombreuses et importantes filiales, ainsi que la tutelle de sa fille unique, qui s'appelait également Gracia.

Toutes ces charges étaient fort lourdes pour une femme en butte à des embûches de toutes sortes et aux délations des émissaires du Saint-Office. En effet, Gracia n'était pas arrivée au terme de ses épreuves.

L'empereur Charles-Quint, toujours à court d'argent, convoitait depuis longtemps les immenses richesses de la famille Mendès; il reprit contre feu Diego l'accusation d'avoir « judaïsé en secret », comptant pouvoir confisquer ainsi tous les biens de l'accusé.

Le danger put être écarté, grâce à l'habileté de Gracia et à l'intervention de la reine Marie, régente des Pays-Bas; pour apaiser l'empereur, la maison Mendès lui consentit, sans intérêts un grand emprunt.

Après deux années d'efforts, lorsque Dona Gracia eut réussi à tout arranger et à écarter les soupçons, le bruit se répandit tout à coup que Juan Miguès avait séduit et entraîné à Venise la fille de Gracia, Reyna, qui était d'une grande beauté, et dont la main était convoitée par nombre de seigneurs de la Cour, car elle était une des plus riches héritières d'Europe. Il semble que tout ceci n'était qu'une fable et que Gracia elle-même faisait propager cette nouvelle afin de pouvoir quitter Anvers. Sous prétexte de faire une cure à Aix-la-Chapelle, réputée pour ses eaux, les deux sœurs, leurs filles et leur suite quittèrent Anvers, munies des autorisations nécessaires; de là, passant en France, par Lyon, elles gagnèrent Venise (1547).

1. Kayserling, *Die Judischen Frauen*, pp. 81 et 345.

***

En arrivant à Venise, les dames Mendès s'installèrent dans le quartier de la Zecca, sous leur nom chrétien de Da Luna; mais dans les cercles bien informés de la ville on sut bientôt que les nouvelles arrivées étaient de secte marrane. A partir de ce moment, l'existence de Gracia devint particulièrement dramatique.

Poursuivant toujours son rêve de pouvoir vivre ouvertement en juive, et non pas en marrane, elle comptait, de la ville des Doges, s'embarquer pour Constantinople; mais l'heure n'avait pas encore sonné : des difficultés nouvelles allaient, une fois de plus, entraver la réalisation de son projet.

Ces difficultés lui furent suscitées de façon odieuse par sa jeune sœur; celle-ci, voulant se libérer de la tutelle que Gracia exerçait, de par la volonté de feu Diego, sur sa fille et sur ses biens, la dénonça aux autorités vénitiennes, comme une Marrane ayant le projet de revenir au Judaïsme. Cette accusation était grave : c'était ce que l'Église qualifiait de crime de « relapse »; aussi l'Inquisition fit-elle immédiatement jeter Gracia en prison.

Le désir de vengeance de sa sœur ne connut plus de bornes; elle envoya en France un messager dénoncer Gracia.

Le roi Henri II en profita pour confisquer tous les biens de Gracia en France et pour se déclarer dégagé de sa dette envers leur maison, qu'il croyait chrétienne, les Juifs n'ayant pas le droit de commercer en France.

***

Voici donc Gracia à Venise dans les cachots de la Seigneurie.

Cependant, ses neveux, et tout particulièrement le futur Joseph Nasi, duc de Naxos (qui portait encore son nom chrétien de Juan Miguès), s'efforcèrent de la délivrer, en sollicitant l'intervention du sultan Soliman le Magnifique, tout-puissant à cette époque.

De son côté, Moïse Hamon, le médecin juif du Grand-Seigneur, intervint auprès de son maître en faveur de Dona Gracia, espérant obtenir de la sorte la main de la belle Reyna

pour son fils. Le sultan dépêcha un ambassadeur à Venise, porteur d'un « ultimatum » à la Seigneurie, d'avoir à libérer la Marrane captive et la laisser partir, avec sa famille et sa suite pour la Turquie.

Dona Gracia, mise en liberté, se réfugia d'abord à Ferrare (1549).

Voici la version, *côté vénitien*, du séjour des dames Mendès à Venise, d'après un document d'archives adressé le 21 novembre 1551 aux chefs du Conseil des Dix, par le Baïlo (on désignait ainsi l'ambassadeur de la Seigneurie à Constantinople) résumant les faits survenus depuis sept ans. « Il y a environ sept ans que les sœurs Béatrice et Brianda de Luna, se trouvant en Flandre, ont fait demander un sauf-conduit pour venir habiter notre Ville avec leurs filles, leur famille et leurs biens. Ce qui fut concédé et elles vinrent. Alors qu'elles se trouvaient ici, des difficultés naquirent entre elles. Béatrice fut la première qui eut recours à nos tribunaux; de là sont sorties des sentences en faveur de Brianda. A la suite de ces sentences, Béatrice alla à Ferrare; après elle, y vint aussi Brianda. Et quelques jours avant l'arrivée du Chiaouch (ambassadeur du Sultan) en cette ville, elles sont revenues ici. »

Le Légat du Pape auprès du Doge, prétextant que la jeune Béatrice, fille de Brianda, désirait être élevée chrétiennement, la fit enlever et placer dans un monastère; d'où supplique de Brianda à la Seigneurie, qui décida que, si les dames Mendès de Luna ne déclaraient pas vouloir vivre en chrétiennes, elles seraient expulsées du territoire de la Sérénissime République. Dona Brianda et sa jeune fille déclarèrent, à l'étonnement de tous, qu'en leur cœur, elles avaient toujours été juives et désiraient le rester : on leur donna un délai d'un mois pour liquider leurs biens et partir; elles se réfugièrent, comme Dona Gracia, à Ferrare; là, les deux sœurs se réconcilièrent et la jeune Béatrice, fille de Brianda, épousa son cousin Samuel Nasi, frère de Joseph de Naxos.

A Ferrare régnait le duc Hercule d'Este, qui non seulement protégeait les Juifs vivant à Ferrare de « temps immémorial » mais offrait asile à ceux que le fanatisme chassait de leur pays natal. Il avait compris que la présence dans ses États des proscrits espagnols serait une grande force pour la situation

économique du duché; il leur accorda l'autonomie, la libre résidence dans ses États et la permission de construire des Maisons de Prières.

Cette rare tolérance attira aussitôt un grand nombre de Marranes, échappés du « fourneau de fer » du Portugal; ils purent revenir librement à la foi paternelle, et changer les noms chrétiens qui leur avaient été imposés avec le baptême.

La population de la ville doubla sous Hercule Ier et les industries se développèrent rapidement. Dans l'ordre intellectuel la Communauté de Ferrare pouvait s'enorgueillir de son intense vie spirituelle, de l'activité de ses poètes, de ses astronomes, de ses philosophes, qui rivalisaient de science, traduisaient Platon et Aristote et contribuaient à faire connaître à l'Europe chrétienne la pensée grecque.

On peut imaginer le bonheur de Dona Gracia à Ferrare. Là enfin, elle put pratiquer ouvertement le judaïsme; aussi y séjourna-t-elle plusieurs années, faisant preuve d'une profonde ardeur religieuse, et d'une exquise bonté; le poète Samuel Usque, dans son ouvrage rédigé en portugais « Consolations pour la douleur d'Israël », la nomme le « cœur de son Peuple »; Abraham Usque, frère du poète, lui dédie sa fameuse Bible espagnole dite « Bible de Ferrare », parce que « elle avait la piété de Miriam, la sagesse de Déborah, le dévouement d'Esther et le courage de Judith. De sa main pure, dit-il, elle a tiré de l'abîme de souffrances, de misères et de péchés, la majorité de ses frères Marranes, qu'elle a ressemblés dans des contrées heureuses, sous l'obéissance de la Loi de Dieu. Ainsi elle a été la force, alors qu'Israël n'était que faiblesse ».

Quant à Emmanuel Aboab, il déclare que « pour célébrer les hauts faits et les rares vertus de Dona Gracia, il faudrait remplir des volumes entiers »[1].

Malgré tout cela, notre héroïne ne resta pas à Ferrare; ce ne fut pas cependant la manie du dépaysement qui la fit agir, comme on pourrait le penser, en la voyant parcourir ainsi l'Europe en tous sens. Ferrare, où elle passa des années heureuses, ne pouvait être pour elle qu'une étape. La liberté dont elle jouissait personnellement ne lui suffisait pas. En Italie, en Europe, la sécurité des Juifs et des Marranes était précaire;

1. *Nomologia*, p. 303.

elle dépendait uniquement du « bon plaisir » du Prince et des influences qu'il subissait; le seul pays où la tolérance fut entrée, depuis un siècle, dans les mœurs, était la Turquie; c'est là que Gracia veut vivre désormais, afin de mettre son influence morale et matérielle au service de ses frères malheureux; au mois d'août 1552, le rêve de toute sa vie va se réaliser : elle s'embarque pour Constantinople à bord d'une caravelle, que le Sultan avait mise à sa disposition, avec sa fille Reyna, son neveu préféré Juan Miguès et une suite considérable de cinq cents Juifs espagnols et italiens. Elle fut accueillie par Soliman comme une princesse de sang royal.

***

A Constantinople, Juan Miguès revint publiquement au Judaïsme, prit le nom de Joseph Nasi et épousa sa belle cousine Reyna. Il ne tarda pas à se concilier les faveurs du sultan Soliman, qui le nomma directeur du Trésor d'Etat; il se servit de son influence pour attirer en Turquie un grand nombre de familles juives d'Espagne, de Portugal et d'Italie.

Quelques années plus tard, Sélim II, fils de Soliman, nomma Joseph Nasi « duc de Naxos et de la mer Egée » et lui conféra le droit de souveraineté sur les douze Cyclades, Naxos, Andros, Milo, etc...

Aussi grand industriel que politique avisé, Joseph Nasi proposa au sultan de créer des établissements d'industrie et de commerce, à l'instar de ceux qui existaient dans les États chrétiens. Son influence devint de plus en plus grande et le sultan n'entreprenait rien sans le consulter. Dans le monde chrétien, on sut bientôt quelle influence Joseph de Naxos exerçait sur le sultan; aussi commença-t-on de s'adresser à lui, quand on eut besoin de la Sublime Porte.

Lors de la révolte des Pays-Bas, qui s'opposèrent par la force à l'introduction de l'Inquisition et essayèrent de se libérer du joug de l'Espagne, les « Gueux » sollicitèrent l'appui de Joseph de Naxos, qui avait conservé des relations en Flandre depuis son séjour à Anvers; le duc Guillaume d'Orange essaya d'obtenir le concours de la Sublime Porte qui, en décla-

rant la guerre à l'Espagne l'aurait obligée de rappeler ses troupes de Flandre.

Le sultan songeait depuis longtemps à déclarer, un jour ou l'autre, la guerre à l'Espagne où les Musulmans avaient eu tant à souffrir pour leur foi, et où ils étaient encore persécutés sur la rive africaine. L'empereur Ferdinand fit remettre une lettre autographe au duc juif pour se le rendre favorable; Philippe II lui-même, cet ennemi implacable des infidèles et des hérétiques, sollicita le concours de Joseph, lorsqu'il voulut obtenir un armistice des Turcs[1].

A Constantinople, Dona Gracia habitait, avec son gendre et sa fille, le somptueux palais du Belvédère, sur le Bosphore; ils y tenaient une véritable Cour, où se rencontraient, avec les diplomates et grands seigneurs des États chrétiens, les hauts dignitaires de l'entourage du sultan, et tout ce qu'Israël comptait de savants, de lettrés, de théologiens, représentant cette brillante élite judéo-espagnole qui s'était fixée en Turquie à la suite de la famille Nasi.

Là, dona Gracia put exercer pleinement son action bienfaisante; un de ses contemporains disait qu'elle était la « miséricorde divine sous une forme humaine ». Elle fonda des écoles, des Maisons de Prières, des imprimeries, protégea les sciences et les lettres. Il subsiste aujourd'hui à Constantinople une Synagogue et une Académie rabbinique, qu'elle a fondées et qui portent encore son nom.

***

Par dessus tout, Dona Gracia fut l'ange gardien des Marranes persécutés dans les États chrétiens; aussi son émoi fut-il grand lorsqu'on apprit en 1556 à Constantinople, que le pape Paul IV avait fait jeter dans les cachots de l'Inquisition tous les Marranes habitant la florissante ville pontificale d'Ancône.

Le pape exigeait de ces malheureux une profession de foi catholique; puis les envoyait, dépouillés de tout et chargés de

1. Graetz, *Histoire des Juifs*, t. V.

chaînes, aux galères, à Malte. Ceux qui refusaient d'abjurer étaient brûlés vifs sur la place publique.

Un chroniqueur du temps, Joseph Ha-Cohen, médecin d'Avignon, relate en termes poignants cet autodafé :

Au moment d'expirer, dit-il, ces martyrs prononcèrent à haute voix le « Shema » et, du milieu des flammes, leurs âmes pures montèrent au Ciel; les autres furent contraints à l'abjuration, dépouillés de tout et envoyés en esclavage. Pareil crime n'avait encore jamais été commis en Italie. Pleurez sur eux, filles d'Israël; ne vous vêtez plus de soie, ne vous parez plus de pourpre. Mes entrailles palpitent pour ces victimes et, pour ceux qu'on a rendus apostats, mon âme refuse d'être consolée. Vois, ô mon Dieu, considère et soutiens leur cause[1].

Le martyre de ces infortunés causa une immense douleur à leurs frères Marranes qui vivaient heureux en Turquie. Aussi allons-nous assister à un spectacle étonnant : Dona Gracia engageant une véritable lutte avec le pape. Secondée par son gendre Joseph de Naxos, elle fit appel au sultan, qui écrivit de sa propre main au pape une lettre pleine de menaces, laissant entendre qu'en cas de refus, il userait de représailles envers les chrétiens habitant son Empire; Paul IV dut céder et rendre la liberté aux Marranes sujets de Soliman, mais les autres malheureux, qui n'avaient aucune protection à invoquer, furent brûlés vifs.

Cette curieuse correspondance nous a été conservée : la lettre du sultan dans le Recueil de Ruscelli (Lettere dei Principi), et la réponse de Paul IV dans un manuscrit qui se trouve à la Bibliothèque de Grenoble; ce manuscrit a pour titre : « Lettres et Mémoires de Monseigneur de Gabre, évesque de Lodève, ambassadeur à Venize, & de MMrs de Lanzac et de la Vigne, ambassadeurs à la Porte, ès années 1555, 1556, 1557. »

Le roi de France étant considéré comme le protecteur des chrétiens du Levant, l'ambassadeur de France à Constantinople se trouvait donc tout désigné pour être l'intermédiaire entre le Saint-Siège et la Porte. Mais cette négociation n'aurait même pas été entreprise sans l'intervention de Dona Gracia; c'est elle seule qui incita Soliman à écrire au pape en termes

1. Joseph Hacohen, *Emek Habakha*, p. 141.

énergiques. Le Saint Père, dans sa réponse particulièrement amicale, établit une distinction entre les Marranes sujets turcs et les Marranes portugais. Il remet les premiers en liberté et rend leurs biens, non sans regret pour le bénéfice qui « échappe à la Chambre Apostolique ». Quant aux autres, le Saint-Siège les considère comme des « relaps » et les condamne au bûcher. La lettre se termine par des remerciements pour les traitements promis, par réciprocité, aux chrétiens de l'Empire turc, et par des souhaits de conversion, ce qui était d'usage dans tout document officiel adressé à un prince non chrétien.

Les survivants de l'autodafé d'Ancône qui purent s'échapper se réfugièrent à Pesaro, sous la protection du duc d'Urbin. C'est alors que les Juifs de l'Empire turc décidèrent de mettre en quarantaine le port d'Ancône, afin de ruiner son activité commerciale.

Dona Gracia qui avait suscité ce mouvement, obtint de la plus haute autorité religieuse hébraïque de l'époque (le Collège rabbinique de Safed) qu'il prononçât l'interdit contre Ancône, ce qui entraînait l'excommunication des fidèles qui continueraient à commercer avec cette ville; de plus, elle donna ordre aux chefs de leurs nombreuses et puissantes maisons d'expédier désormais toutes leurs marchandises à Pesaro.

Ce boycottage du port d'Ancône est le *seul* exemple connu de mesures coërcitives prises par les Juifs, au cours de leur longue histoire. Il faut attendre jusqu'aux dernières années du XIXe siècle, c'est-à-dire il y a trente ans, pour voir certaines grandes maisons de banque de Londres, de Paris et de New-York refuser de s'occuper des emprunts russes, à cause des pogroms qui sévissaient dans l'Empire des Tzars.

***

L'histoire étant un perpétuel recommencement, nous voudrions insister sur un côté moderne, ou plutôt d'actualité, de la vie de Dona Gracia : comme de nos jours le baron Edmond de Rothschild, dona Gracia a fait de la colonisation en Palestine. Le sultan ayant donné à Joseph de Naxos les ruines de Tibériade (en Palestine) avec sept villes situées aux

alentours, Dona Gracia envoya sur place un messager, Joseph ben Adret, muni d'un firman impérial et de l'argent nécessaire pour les travaux à entreprendre; le pacha de Damas enjoignit à tous les ouvriers du pays de travailler à la reconstruction de la ville, sous peine de châtiments; mais les Arabes, soulevés par un vieux Cheik, se révoltèrent au bout de quelque temps, invoquant une ancienne prophétie d'après laquelle lorsque Tibériade serait rebâtie, la religion musulmane périrait. Joseph ben Adret, consterné, alla trouver le pacha de Damas; celui-ci, effrayé que l'on osât désobéir aux ordres du Sultan, fit saisir et mettre à mort les meneurs; le travail reprit et Tibériade fut terminée en 1565.

Gracia et Joseph Nasi lancèrent une proclamation à leurs frères persécutés, offrant un pays à tous ceux qui voudraient venir travailler comme fermiers ou agriculteurs, sur la Terre des Ancêtres; ils seraient transportés de Venise à Tibériade sur les vaisseaux du duc de Naxos. On peut imaginer avec quel enthousiasme les Juifs répondirent à cet appel, en particulier ceux des États du Saint-Siège, qui avaient tant à souffrir sous le pontificat de Paul IV.

Dona Gracia fit planter des mûriers pour l'élevage des vers à soie, importa de la laine d'Espagne pour apprendre aux nouveaux colons à fabriquer des vêtements, semblables à ceux que l'on portait à Venise; car au fond de son cœur, elle était restée « européenne »; elle regrettait l'Europe.

Elle passa le reste de sa vie dans son palais du Belvédère, où elle mourut en 1568, à l'âge de cinquante-huit ans.

Le rabbin italien Josué Soncino prononça son oraison funèbre en ces termes : « Elle n'est plus, la Sérénissime Princesse, la gloire d'Israël, la fleur splendide de l'exil, qui a bâti sa maison sur la pureté et sur la sainteté; elle protégea les pauvres et sauva les affligés, afin de faire des heureux ici-bas et des bienheureux dans le monde à venir. »

***

Avant de terminer cette brève étude, nous voudrions indiquer aux amateurs de numismatique, l'existence d'un souvenir tangible de notre héroïne. Le Cabinet des Médailles

de la Bibliothèque Nationale possède un magnifique médaillon en bronze représentant le portrait de Dona Gracia Nasi.

Une controverse s'est élevée, entre savants, afin de savoir s'il était l'œuvre du graveur Pastorino, de Sienne, ou de Giovanni-Paolo Poggini, de Ferrare.

En 1858, Adrien de Longpérier, conservateur des Antiques du Louvre, dans un article de la *Revue Numismatique*, l'attribue à Poggini, en le comparant aux autres œuvres de cet artiste :

> C'est à peine, dit-il, si l'on peut distinguer l'effigie d'Isabelle d'Este, de celle de Gracia Nasi ou de Lucrezia de Médicis : mêmes ornements de la coiffure, même costume, mêmes caractéristiques; tout concourt à produire une ressemblance frappante.

Une trentaine d'années plus tard, M. Alfred Armand, dans son bel ouvrage intitulé : *Les Médaillons italiens des XVe et XVIe siècles*, l'attribue à Pastorino et incline à penser qu'il représenterait les traits de Gracia II, la fille de Brianda, qui avait épousé à Ferrare son cousin Samuel Nasi. De toutes façons, un médaillon de la Renaissance italienne, reproduisant le portrait d'une grande dame de l'époque et portant en exergue son nom gravé en caractères hébraïques, il y a là de quoi piquer la curiosité des chercheurs.

ALICE FERNAND-HALPHEN

ETHELKA[1]

L

A l'angle du boulevard Élisabeth et de la rue Rakoczy, un tunnel lumineux s'ouvre dans la façade noire d'une haute maison. Sur une grande plaque de marbre blanc on lit : TABARIN, CERCLE DE DANSE.

Devant la porte se tient un nègre. En Europe centrale les nègres sont rares; celui-ci, gigantesque, est célèbre à Budapest. Ce soir, sa peau est tellement luisante que les lampes s'y reflètent comme sur un cuir verni.

L'intérieur est pareil à un immense hammam. Parois de stuc blanc, faux tapis de mosquée, chaleur lourde. C'est le 1er février, la foule se presse à cause du nouveau programme et à dix heures il a déjà fallu rajouter des tables volantes dans tous les coins.

Odeur de café turc et de sauce au paprika, on boit, on mange, on fume. Cravatées d'une serviette, les bouteilles de faux champagne hongrois sont à rafraîchir dans les seaux distribués en prime avant la guerre par Clicquot et Pommery. Les garçons, avec la même adresse que des serveurs de wagons restaurant, tendent à bout de bras les grands plats de sterlet à la sauce tartare ou de dinde aux pruneaux. Seul à une table, un capitaine de police, ganté de blanc, en service commandé, son sabre entre les jambes, boit un vin blanc à l'eau de Seltz, offert par la direction.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 juillet, 1er et 15 août.

L'orchestre joue des imitations berlinoises de fox-trots et de shimmys sous une lumière rouge, et de vieux tangos de 1919, sous une lumière bleue. Les femmes, trop grasses et trop rouges, font couler leurs colliers de perles entre leurs seins, n'osent pas encore accepter les invitations des danseurs de l'établissement et se remettent de la poudre toutes les cinq minutes. Le baron de Montaud et Pierre Dumay causent avec John, le maître d'hôtel qui était l'année dernière au *Hungaria* et qui téléphonait aux légations chaque fois qu'une jolie voyageuse arrivait de Vienne. John regarde la salle d'un air de mépris souverain et se penche vers Pierre Dumay.

— Vous verrez le programme, monsieur l'Attaché : pitoyable, sauf le prestidigateur et la danseuse russe (entre nous, elle n'est pas russe du tout, c'est une Hongroise).

— Comment est-elle? — demande Pierre.

— Grande, brune. Oh, elle vous plaira certainement! Mais permettez; il faut que j'aille jusqu'à la cuisine, je reviens à l'instant.

Dix heures, un coup de cymbales éclate, le programme va commencer. Les soupeurs mettent les deux coudes sur leur table. Une grosse fille en costume de jockey s'agite lourdement en secouant un collier garni de grelots, puis deux danseurs mondains font leur entrée, l'homme en habit avec un gilet blanc sale, la femme dans un manteau jauni de fausse hermine. Ils tournent interminablement, et lorsque, enfin, ils s'arrêtent, la danseuse salue en découvrant trois dents dorées dans un sourire mécanique et figé, tandis que l'homme époussette avec son mouchoir le revers de son frac où la joue de sa partenaire a laissé une trace de poudre de riz.

Montaud, qui lit l'édition du soir du *Pester Lloyd*, résume à haute voix les nouvelles principales pour Pierre Dumay.

— C'est toujours pareil, ces journaux, trois suicides, deux escroqueries, pas d'assassinat, un discours légitimiste au parlement, un discours antisémite à l'Hôtel de Ville, le championnat du monde d'échecs, et l'article de fond sur le problème du Pacifique. Voilà une question qui doit intéresser tout particulièrement le public hongrois!

— Je voudrais bien, — interrompt Pierre Dumay, — que cet animal de maître d'hôtel revienne me dire quelle est

cette danseuse dont il parle, probablement le numéro 8. Je vois sur le programme la *Mort du Cygne* et *Danse hongroise* par mademoiselle Sonia X...

— Vous verrez bien. Quel dommage pour vous, mon cher, de n'avoir pas été en poste à Pétersbourg avant la guerre! Nous avions à l'Ambassade deux fauteuils en abonnement pour le ballet. Deux fauteuils de premier rang, réservés depuis 1864, à la suite de longues négociations avec le maréchal de la Cour. On donnait souvent un ballet tout à fait merveilleux, très long, en trois actes, et absolument incompréhensible : les plus vieux maîtres de ballet eux-mêmes ignoraient totalement ce que signifiaient les pas qu'ils faisaient répéter comme ils les avaient appris eux-mêmes quarante ans plus tôt. Voici le numéro 7, *Chansons hongroises*. Elles seront patriotiques, naturellement, ayons l'air d'écouter et de comprendre. Du reste, le café-concert français n'a pas été moins bête après 1870. Versez-moi un peu de cet horrible champagne. Je crois que les défaites abrutissent considérablement les nations.

— Bah, — faisait Pierre, — les victoires aussi! Pour le moment ce qui m'intéresse, c'est cette danseuse russe.

— Eh quoi, déjà fatigué d'Ilona Berkovitz?

— Elle m'exaspère! J'ai été la voir après déjeuner; jusqu'à six heures, elle s'est fait tirer les cartes par sa manucure, puis j'ai subi une scène parce que cette vieille entremetteuse lui a révélé qu'une jeune homme brun la trompait.

— C'est vous le jeune homme brun? et vous vous plaignez? je trouve cela splendide!

— Moi pas, à Budapest vous savez bien qu'il n'y a qu'une femme...

— Je sais. Rassurez-vous, on retrouve toujours des femmes, moins jolies, voilà tout. Tenez, on affiche le numéro 8.

Nasillard, le violoncelle s'accorda comme un chanteur qui se mouche, la portière rouge de l'entrée des artistes se souleva.

— Ah! — s'écria Pierre Dumay.

Ethelka glissa jusqu'au milieu de la piste. Son cou blanc incliné sur l'épaule, ses bras blancs ployés restaient immobiles, seul, le duvet blanc qui bordait la soie blanche de sa tunique frémissait à chacun de ses pas. Toutes les conversations

cessèrent, on entendit tomber une fourchette, une porte claquer. Elle dansa.

Debout, près de l'orchestre, Andor regardait sa femme. A toutes les tables, les hommes se penchaient pour mieux la voir, le maître d'hôtel, le bras passé autour d'une colonne souriait comme un compère de revue. Soudain, Andor reconnut Pierre Dumay et pâlit.

La phrase du violoncelle s'était tue, Ethelka s'agenouilla lentement; au contact du sol, elle eut comme un sursaut, tendit le cou, le laissa retomber. La mélodie, plus sourde et plus lointaine, reprit, alors ses bras se dénouèrent, Ethelka releva la tête, et, droit devant elle, aperçut Pierre Dumay. Une rougeur subite anima ses joues mais elle ne baissa pas les yeux, et Pierre, se détournant de ce corps étendu sous la clarté brutale des projecteurs, revit Ethelka nue sous une lumière pareille, dans la chambre de l'auberge, à Orsova, où le soleil entrait par la fenêtre largement ouverte.

De l'autre côté de la piste, Andor guettait cette minute. Il vit le regard de Pierre se détourner d'Ethelka. La danse finissait, il y eut un grand brouhaha d'applaudissements, seul, deux hommes n'applaudissaient pas. Terffy restait immobile, les yeux fixés sur son rival, mais Pierre Dumay se leva et sortit sans même l'avoir reconnu, pendant que le cymbalum préludait à la danse hongroise.

LI

Ethelka et Andor rentrent à la maison sous la pluie fine, le long de l'avenue Andrassy. Devant la porte, Andor peste contre la concierge. En route, il n'a pas desserré les dents pour ne pas parler de Pierre Dumay.

— Tiens, — dit Ethelka, — prends mon manteau, il sent le chien mouillé.

Tandis qu'Ethelka s'est enfermée dans le cabinet de toilette, Andor marche de long en large dans la chambre, impatient d'elle comme d'une femme jamais encore possédée. Ethelka parle à travers la porte :

— Donne-moi une autre serviette, j'en ai déjà sali deux avec tout ce rouge et ce blanc que j'avais sur ma figure.

Il approche.

— Non, Andor, tu m'embrasseras quand je serai propre. Vois mes genoux, tout noirs de poussière.

Mais il a poussé violemment la porte qu'elle cherchait à maintenir fermée. Ethelka qu'il étreint se débat faiblement. puis cède, se rappelant avec un sourire ce que lui a dit la Gigli.

LII

Maintenant, toute leur vie est changée. Ethelka a pris à son service une bonne, grosse paysanne de Szeged qui porte l'un sur l'autre six jupons plissés en semaine, dix le dimanche, et qui demande chaque jour à Ethelka comment elle ne prend pas froid avec des robes si légères. Elle s'appelle Élisabeth, comme toutes les paysannes hongroises qui ne s'appellent pas Marie. Toute la journée elle chante; le matin, sa voix empêche Ethelka de se rendormir après le départ d'Andor. Élisabeth lave les couloirs et les parquets, fait la lessive dans la baignoire et, pieds nus, remonte de la cave les seaux de charbon et les hottes de bois. En fait de cuisine, elle ne sait que préparer le ragoût au paprika, les choux aigres à la crème et la soupe au poisson.

Le dimanche, Ethelka reste au lit jusqu'à sept heures du soir. A travers les jalousies baissées, on entend les cantiques des processions et les marches des musiques militaires. A midi, le garçon du restaurant voisin, le *Joyeux Ramoneur*, apportera le plat du jour et une carafe de bière. Il fait chaud, Ethelka, nue sur son lit, regarde les flammes rouges du poële qui chevauchent le long du mur. Lasse, les mains à la nuque, elle étend ses jambes et Andor baise ses pieds que la danse a meurtris. Ethelka ne pense plus à rien; n'était-ce pas le même abandon dans la chambre de Pierre Dumay, quand un rayon de lumière faisait scintiller l'or de la madone byzantine que ne voilait plus le manteau du premier jour?

LIII

Chaque soir, Terffy accompagne Ethelka au *Tabarin*, mais les coulisses lui sont interdites et il reste dans la salle.

Sauf le samedi, où il y a un public effroyablement vulgaire, ce sont presque chaque soir les mêmes habitués, et Andor connaît tout le monde. Le monocle du comte Rekai, qui suit les acrobates anglais en costume d'Eton, le face à main de la comtesse Rekai braqué sur la danseuse hindoue. Le stylographe en or du baron Ulmann, de la Banque de Commerce, qui griffonne des calculs dans les marges du programme. Le gilet blanc, un peu graisseux, de M. Kiss, député de Miskolcz, président de la Ligue contre l'immoralité au théâtre. Toujours seul à sa table, tantôt en uniforme khaki, tantôt en smoking, le colonel White, de la mission anglaise, qui a l'air d'un premier communiant et le gardera jusqu'à l'âge de la couperose, des poches sous les yeux, et de l'apoplexie. Le colonel boit un whisky spécial qu'il reçoit d'Écosse par la valise diplomatique et que son ordonnance apporte au *Tabarin* bouteille par bouteille. Andor n'a revu ni Montaud ni Pierre Dumay.

Comme il n'y a que quatre loges pour les artistes, Ethelka partage la sienne avec la chanteuse italienne et les sœurs Jansen, danoises, qui ne sont pas sœurs du tout, et font un numéro de danse moderne, costumées en skieuses ou en gymnastes.

La chanteuse surveille le thé au citron qu'elle a mis à chauffer sur une petite lampe à alcool, car elle prend soin de sa gorge. Les Danoises font du sandow et des mouvements d'haltères, ou bien écrivent à leurs fiancés. L'Italienne a toujours besoin de quelque chose, un jour, il lui manque du rouge, le lendemain du blanc gras. Elle a fait ainsi depuis vingt ans le tour des cabarets d'Europe, portant des chemises sales, empruntant de la monnaie au chasseur et chantant deux airs, celui de Rosine dans le *Barbier* et celui de la *Traviata*. Chaque soir, elle sourit sur la même syllabe, respire aux mêmes notes. Pour les rappels, elle tient en réserve la *Perle du Brésil*, avec une cadence du maestro Volpone, qui était son fiancé en 1910, au Casino de Bologne, et qui est mort de la poitrine sans avoir pu finir son grand opéra sur Garibaldi.

Voyant qu'on n'écoute pas ses histoires, la chanteuse tire un diapason de son sac à main plein de miettes de biscuit, prend le *la*, et commence des vocalises, jusqu'au *fa*

suraigu, petit cri de souris écrasée. Pendant ce temps, les Danoises bavardent avec Ethelka qui s'est habituée à leur allemand prononcé drôlement, presque sans ouvrir la bouche. Ce sont des filles fort délurées; tous les soirs la voiture du baron Barkos les amène au *Tabarin* et les remmène. Le baron a fait prolonger leur engagement à Budapest et tous ces messieurs du *Club National* l'admirent d'avoir à soixante ans deux maîtresses qui n'en ont pas quarante à elles deux. Mais le valet de chambre et le cocher de Barkos, moins payés, raconteraient peut-être que le baron, en un mois et demi, n'a encore rien obtenu des danseuses et qu'il a dit hier : « Si encore il n'y en avait qu'une, je pourrais l'épouser! »

La plus grande des Danoises, Elly, s'approche de la toilette d'Ethelka.

— Regardez la jolie bague que le baron m'a donnée, un solitaire de quatre carats. Que les hommes sont bêtes!

Ethelka est moins choquée que les premiers jours par ces conversations :

— Alors, c'est pour vous qu'il se décide?

Elly pouffe de rire.

— Pas du tout, il ne manquerait plus que ça qu'il se décide! Je l'ai boudé tout aujourd'hui, c'est au tour de Grete d'être gentille jusqu'à ce qu'elle ait le collier de perles que Barkos lui a promis.

— Mais enfin, — demande Ethelka, — laquelle de vous veut-il épouser?

— Il n'en épousera aucune. Dans notre métier, il ne faut pas se marier avant trente ans. Ne vous fâchez pas, je ne dis pas cela pour vous, on voit tellement que vous n'étiez pas née pour être danseuse!

— Et pourquoi? — intervient Grete, qui a fini d'écrire à son fiancé de Madrid et à son fiancé d'Amsterdam. — Pourquoi? Avec le succès qu'elle a ici, Ethelka pourrait être engagée n'importe où. A sa place...

Elle s'interrompt.

— Que feriez-vous à ma place?

— Vous devriez laisser votre mari et partir avec nous. Le 1er avril, nous débutons à Bucarest, ce serait si gentil de voyager toutes les trois!

L'Italienne est sortie pour son tour de chant. Les deux Danoises se rapprochent de la chaise où est assise Ethelka, Grete lui caresse la nuque et les épaules; soudain, Elly enlace Ethelka et la baise sur la bouche, glissant sa langue entre ses lèvres serrées. Ethelka n'a pas la force de la repousser, elle songe seulement : « Pourvu que personne n'entre! » Mais Grete a fermé la porte au verrou. Comment écarter cette fille musclée qui la serre dans ses bras avec tant de souple force et lui dit : « Toi brune, et nous deux blondes, tu verrais comme nous nous entendrions bien et comme nous nous moquerions des hommes! »

Mais l'Italienne a fini de chanter, et rentre dans sa loge, furieuse de n'avoir pas été rappelée, elle frappe à la porte en jurant. Ethelka sent le flot sourd de ses artères battre ses tempes, l'air lui manque, l'ampoule électrique, le miroir tout embué de vapeur, les flacons dansent devant ses yeux, sa tête se renverse sur le dossier de la chaise. La porte s'ouvre enfin, il semble à Ethelka qu'elle tombe dans un trou.

Cinq minutes après, elle reprend connaissance. Grete Jansen a versé de l'eau de Cologne sur ses tempes. L'Italienne qui est allée chercher Andor explique :

— C'est sans doute la chaleur trop forte qui l'a incommodée.

— Vous ne pouvez pas danser maintenant, — dit le régisseur, — voulez-vous que je vous fasse passer à la fin du programme?

Ethelka sourit, et, malgré elle, appuie sa main sur la tête d'Elly.

— Merci, cela va déjà mieux Je serai tout à fait bien dans un quart d'heure.

Contre sa jambe nue, Ethelka sent la jambe nerveuse d'Elly, sous sa tête le bras ferme de Grete Jansen, et elle entend à peine Andor qui remercie les deux Danoises de l'avoir si gentiment soignées.

LIV

Le 1er mars, le caissier paya à Terffy le mois de février, mais comme Andor s'étonnait de cette exactitude, M. Farkas l'appela et lui déclara :

— Le métier de changeur ne vaut plus rien avec cette Centrale des Devises qui nous interdit toute spéculation. Voyez, notre couronne recommence à tomber, le dollar a gagné trois cents points depuis la semaine dernière, et ce n'est pas nous qui en profitons, mais le gouvernement. Il n'y a plus de travail possible dans ces conditions! Je suis forcé de diminuer mes frais généraux et de réduire mon personnel, je ne puis plus vous garder que jusqu'au 15. Cherchez-vous une autre place, vous serez libre l'après-midi, quand vous voudrez.

Andor s'en alla le long du Danube. A la suite des pluies, le fleuve avait monté de trois mètres, inondant ses quais, affleurant les premières poutres métalliques des ponts. Dans son flot jaune, passaient des branches et des pièces de bois. Les entrepôts étaient submergés, le long bâtiment de la douane ressemblait à un navire englouti; seules, les cheminées éteintes restaient visibles. Il pleuvait dans le brouillard. Du milieu du pont Élisabeth, on ne distinguait plus les rives ni les deux autres ponts. L'énorme masse d'eau du Danube avait l'air de naître de la brume en amont et de s'y engloutir de nouveau en aval.

Andor demeura là si longtemps qu'à la fin il eut l'impression que le fleuve restait immobile tandis que le pont partait à la dérive. Ensuite, cette illusion s'effaça. Il lui sembla que l'eau montait, d'abord lentement, puis avec une rapidité sans cesse accrue, et que, de toute la ville, il ne restait plus rien que ce pont géant suspendu au-dessus d'une inondation étendue par la colère divine sur la capitale maudite.

A midi pourtant, les cloches des églises sonnèrent l'Angélus. Un agent de police qui surveillait Terffy depuis un moment s'approcha et lui dit avec un gros rire :

— Il va falloir bientôt aller déjeuner; voilà midi qui sonne.

Andor se mit en route vers la maison. A sa figure contractée, dès le seuil de la porte, Ethelka devina l'obstination du destin.

Ainsi, tous leurs efforts restaient vains, et chaque fois qu'ils croyaient avoir trouvé un terrain plus solide, ils le sentaient s'effondrer sous leurs pieds. On eût dit que la catastrophe de l'été dernier déclanchait une série de malheurs comme dans un dépôt de munitions une gargousse qui s'enflamme provoque l'explosion de toutes les autres successive-

ment. Mais ce coup nouveau les trouvait déjà moins courageux que le premier : ce n'était plus le hasard aveugle qui les frappait, mais une obscure fatalité acharnée à leur perte. De nouveau, ils allaient connaître l'angoisse des échéances à la fin de chaque mois, avec la vie plus chère de semaine en semaine. Il faudrait renvoyer Élisabeth, Ethelka ferait seule les rudes besognes du ménage. Et de qui attendre un secours désormais? Dans un pays riche, celui qu'abattent de brusques revers peut espérer l'aide de ses amis restés à l'abri, mais dans un pays ruiné, où les classes sociales s'engloutissent l'une après l'autre, vers qui se tourner?

— Pétrini, — suggère Ethelka.

— Il y a plus de cent mille chômeurs à Budapest, — répond Andor. — Comment veux-tu que Pétrini me tire d'affaire! Qui sait s'il n'est pas lui-même sur le pavé? On licencie du monde partout. Je vais chercher; pendant ce temps, tu pourrais peut-être aller chez Berkès, comme après la faillite de Dénès.

— Je n'irai pas sans toi. Seule, j'ai peur de lui, je te l'ai dit.

Andor se tait. Après Dénès, banquier, Berkès, propriétaire. Et maintenant, combien d'hommes convoitent sa femme parmi ceux qui l'ont vue danser, depuis trente soirs? Andor les guette et lit le désir sur leur visage. Plus d'un a fait signe au maître d'hôtel et lui a parlé à l'oreille, en écrasant un lourd index sur le numéro 8 du programme. John, chaque fois, a eu un petit geste d'excuse et son sourire signifiait : « Je regrette de ne rien pouvoir faire pour vous ». Mais Andor devine la question qui a suivi chaque fois, cynique :

— Pourquoi? Pas libre? Amant riche, ou mari jaloux?

Oui, il n'est plus que cela, le mari jaloux d'une danseuse. Et tout le monde attend sans doute qu'il devienne le mari berné ou le mari complaisant! D'ici l'été, il faudrait réussir à remonter la pente. Mais il n'est pas seul à s'enfoncer : autour de lui, la Hongrie tout entière sombre lentement dans la ruine, aucun espoir ne reste plus. Il faudrait la guerre ou la révolution. Mais, hélas, pour la guerre libératrice, où êtes-vous maintenant, camarades des combats de Hongrie occidentale? Zemplen, mort comme son roi, Ostenburg exilé

comme son prince, d'autres, en prison. Le mois dernier, l'un d'eux, le capitaine Ladislas Apathy, s'est suicidé dans sa cellule. Et ceux qui vivent, ceux qui sont libres, de déchéance en déchéance, jusqu'où ne sont-ils pas tombés!

Quant à la Révolution qui enfanterait une nouvelle Hongrie, où sont les troupes qui le feraient? Que deviendraient les socialistes, les ouvriers, sans armes, sans chefs, contre les mitrailleuses du préfet de police? Une panique, une débandade horrible; sur les pavés des boulevards, quelques flaques de sang; puis, dans un coin du cimetière, une fosse commune dont les familles des morts oseraient à peine approcher.

LIV

— C'est toi? — dit Pétrini, — je t'attendais. Ferme la porte, ma logeuse est payée par la police, et, de plus, sourde, ce qui peut la rendre dangereuse. Alors, sans place depuis hier?

— Farkas me paie jusqu'au 15.

— Oui, son caissier me l'a dit. Es-tu décidé pour le journalisme?

— Je n'ai plus guère le choix maintenant. Nous nous passerons de domestique, mais il nous faut quand même deux cent mille couronnes par mois pour vivre. Ma femme en gagne cent. Je t'ai dit qu'elle danse?

— Je le sais. Il y a toujours une place pour toi à la *Gazette des Ouvriers*. Cela te donnera tout juste les cent mille couronnes dont tu as besoin. Travail : lire les journaux étrangers, en tirer quelques faits-divers chaque jour, et de temps en temps fabriquer une lettre de Paris ou de Londres. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'entretenir là-bas des correspondants! Il faudra aussi aider le rédacteur en chef, qui est surmené, à remettre d'aplomb les articles que nous envoient les secrétaires des syndicats. Bref, tu seras occupé de six heures du soir à minuit.

— Ne pourrais-je pas plutôt travailler pendant la journée?

— Tu n'es donc jamais entré dans une salle de rédaction! Ce n'est que dans les feuilles qui sortent le soir qu'on travaille de jour. J'ai fait ça à Salonique avant la guerre, dans un

journal grec qui tirait à 800 exemplaires. Pour diminuer les frais, nous ne paraissions pas les jours de fête : fêtes juives, musulmanes, catholiques et orthodoxes, cela faisait cent-trente jours de repos par an. A la *Gazette des Ouvriers* c'est plus sérieux, sais-tu que notre tirage dépasse 20 000! Il te faudra absolument y être chaque soir, sauf le dimanche.

Chaque soir à la rédaction! Que répondra désormais le maître d'hôtel du *Tabarin* quand un client demandera :

— Cette danseuse brune, le numéro 8, qui est-ce donc?

LVI

Le 30 avril, l'engagement d'Ethelka s'était achevé au *Tabarin*, la Gigli l'avait fait entrer au *Casino d'Été*. Elle y gagnait quarante mille couronnes de moins, mais le Casino était dans une allée du Bois, tout près de chez elle. Après son numéro qui finissait à dix heures, Ethelka retournait seule à la maison, et Andor ne la réveillait pas toujours lorsqu'il rentrait de sa rédaction, bien après minuit.

Un soir de mai, dans une voiture à deux chevaux qui passait sous une lampe à arc, Ethelka reconnut Pierre Dumay avec une jeune femme en robe claire. Que de fois, deux ans plus tôt, elle était revenue ainsi du Bois! Et maintenant, il fallait le hasard d'une rencontre pour qu'elle pensât encore à lui. Elle se plaisait cependant à imaginer la vie de Pierre réglée une fois pour toutes par les formalités du protocole et si peu dérangée par ses petites aventures sentimentales : tout au plus une réception manquée, un thé refusé çà et là. Il arriverait ainsi au mariage, vers trente-cinq ans, lorsqu'il serait secrétaire d'ambassade de première classe. D'ici là, dans trois ou quatre capitales, il mènerait la même vie artificielle, surveillant les promotions sur l'annuaire diplomatique, collectionnant quelques croix pour son uniforme et quelques portraits de femmes pour ses tiroirs.

Pourtant, Pierre, au fond, valait mieux que cela. Il avait eu parfois de jolis mouvements de sincérité naïve. Mais aussitôt Ethelka se reprochait cette pensée comme une infidélité envers Andor, et, pressant le pas, de crainte d'être abordée par un promeneur, elle arrivait tout essoufflée à la porte de sa maison.

LVII

Depuis qu'il a accepté l'offre de Pétrini, Terffy sent bouillonner en lui un nouvel esprit de colère, mais il commence à se mépriser lui-même. Il ne faut pas grand chose au diable pour acheter les âmes : si la prospérité de la banque Dénès avait continué, Andor n'aurait pas eu plus de soucis que tous les profiteurs qui chaque soir applaudissent sa femme. C'est la faim qui fait les révoltés, aussi bien ceux du Club des Hongrois Réveillés que ceux qui lisent la *Gazette des Ouvriers*. Ensuite; on trouve des prétextes; les uns veulent reconquérir la Slovaquie, les autres, affranchir le prolétariat, mais le fond de la querelle restera éternellement le même; le Jules César de Shakespeare le résume d'un mot lorsque, désignant du doigt les conjurés, il dit :

— *Je n'aime pas ces gens maigres!*

Andor comprend enfin le sens de son destin. Il faut choisir, prendre parti. Ou bien entrer dans la révolte ouverte, jusqu'à l'anarchie et à la terreur — les faubourgs grondants, exaspérés par l'échec de leurs grèves, affamés par le lock-out patronal, sont mûrs pour recommencer l'aventure de 1919 — ou bien ne plus songer qu'à soi, gagner par n'importe quel moyen assez d'argent pour étouffer tout souvenir et tout remords. Il a déjà entrevu ce chemin quand il travaillait chez Dénès, et ses camarades de régiment lui ont bien fait sentir qu'ils le tenaient pour un renégat. Mais il ne craint pas leur mépris. Ethelka lui a montré pour la première fois qu'elle l'aimait le soir de la faillite, il sait bien qu'une faillite morale rendrait son amour plus profond, plus lourd d'une obscure complicité.

LVIII

Longues soirées de juin où le ciel reste lumineux dans l'attente de l'aurore; ville chaude et sèche, saturée de poussière et de musique; odeur des lanternes à acétylène aux étaétalages des marchands de saucisses en plein vent; rires de la foule qui se presse aux terrasses élargies des cafés. Mais tout cela n'est plus rien pour Terffy, enfermé chaque soir dans le sous-sol de la rédaction où traîne le relent huileux de l'encre

d'imprimerie, où roule le bruit sourd des rotatives, où s'empresse le nocturne travail des ouvriers.

Andor est assis à une table de bois blanc, aux ais mal rabotés, en face du rédacteur en chef, M. Palotai, et corrige au crayon-encre les épreuves humides et molles. Le rédacteur en chef, protégeant ses yeux myopes par une visière de toile verte, découpe les dépêches de l'Agence Télégraphique, biffant ou rajoutant quelques mots, car on ne saurait être trop prudent :

— La bonne vieille censure, — dit-il, — valait mieux que le système actuel. Quand elle avait coupé ce qui n'était pas de son goût, nous étions tranquilles, au lieu que maintenant, si un mot de ce que nous imprimons déplaît au gouvernement, c'est le journal saisi, c'est l'interdiction du colportage, sans parler des poursuites. Voilà les bienfaits de la liberté!

Il fredonna d'une voix horriblement fausse :

— *Liberté, liberté chérie!* — et, feignant la terreur, posa un doigt sur ses lèvres.

— Et la *Marseillaise* aussi est défendue à cause des paroles que Bela Kun y avait fait adapter!

A onze heures, tous les télégrammes d'agences sont arrivés. Andor corrige la Dernière Heure, tandis que Palotai surveille la mise en train des machines. Ce soir, on ne partira pas trop tard.

— Attendons minuit, cependant, — propose le rédacteur en chef, — Pétrini m'a dit qu'il passerait nous voir.

Il appelle un petit apprenti.

— Pista, va prendre une cruche de bière à l'*Épicier politique* ou à la *Fiancée de marbre*, tu diras que c'est pour moi; tant pis si on veut m'empoisonner.

Les ouvriers rient. Le temps est tout de même passé où l'on jetait au Danube les journalistes de gauche!

— Écoutez, Terffy, — dit Palotai, — il y a un article que je voudrais bien écrire mais qui serait trop dangereux pour moi, et pour le journal. Ah! voici Pétrini! Le gamin en sera quitte pour aller chercher une autre cruche de bière. Mets-toi là, Pétrini, et prends garde de ne pas traîner tes coudes dans l'encre. Je parlais à Terffy de cet article de politique étrangère...

— Oui, je sais, — raille le bossu, — il ne paraîtra pas de sitôt!

— J'en ai bien peur, et pourtant... Enfin, mon cher Terffy, en voici le sens général : à la conférence de Gênes, la Russie est rentrée dans la politique européenne. Sa diplomatie deviendra de plus en plus active. Or, jusqu'ici, notre gouvernement a essayé de se gagner des sympathies à l'ouest, en représentant la Hongrie comme un boulevard contre le bolchevisme. Beau développement à faire pour les bavards : jadis rempart de l'Europe contre les Turcs, nous la défendrions maintenant contre les armées rouges. La croix double contre la faucille et le marteau comme jadis contre le Croissant!

Pétrini laissa fuser un aigre rire :

— Anes chargés d'histoire!

— Jusqu'ici, — reprit Palotai, — résultats de cette politique : zéro. Eh bien, que diriez-vous d'un renversement de position, la Hongrie donnant la main à la Russie Rouge?

— Je vous suis, — dit Andor, dont l'imagination travaillait déjà.

— Unis avec les Russes contre les Roumains, nous reprendrions la Transylvanie pendant que les Russes entreraient en Bessarabie. Nous réaliserions ainsi ce que nos armées révolutionnaires n'ont pu faire en 1919. Et alors on verrait que seule la République peut refaire la Hongrie, comme la République française, jadis, parvint seule à réaliser les desseins millénaires des rois!

— Peut-être, — objecta Terffy. — Mais pour cela...

— Il faudrait une révolution à Budapest. C'est-à-dire — conclut Palotai d'un ton glacé, — que ni nous, ni nos enfants ne verrons ces choses.

Maintenant, Andor et Pétrini sont dans la rue. Il est deux heures du matin.

— J'ai envie de rentrer par les quais, — dit Terffy, — il y aura plus d'air.

— Je te raccompagne, — propose le bossu, — comme quand nous étions chez Dénès.

Le visage d'Andor se crispe.

— Quoi, — s'étonne Pétrini, — tu y penses encore? Ce

n'était pas un méchant homme. Il avait de l'argent à l'abri, en Suisse. Il a dû ouvrir une banque à Paris, c'est facile, paraît-il. Nous n'étions pas trop mal chez lui! Depuis nous avons vu des moments plus difficiles.

— Encore maintenant! Tant que ma femme dansera, je ne serai pas tranquille. J'ai beau avoir confiance en elle, j'ai peur.

— Au journal, jamais tu ne gagneras suffisamment pour vous deux.

— N'importe quel métier, je l'accepterais, pourvu qu'elle puisse rester à la maison.

Terffy s'arrêta, jetant un coup d'œil autour de lui. Ils étaient arrivés près de l'île Marguerite, les quais étaient sombres et déserts. D'une voix étouffée, il acheva :

— Je me vendrais s'il le fallait!

Pétrini ne sourcilla point. Levant ses longs bras de gnôme, il mit les deux mains sur les épaules d'Andor :

— Ne le dis pas trop, j'ai peut-être acquéreur!

Ses yeux brillaient d'un éclat insoutenable, Terffy baissa les siens comme devant une apparition fantastique. Tout était silencieux, presque irréel. Le fleuve brisait ses vagues courtes contre les quais, et le milieu du courant se moirait sous la lune, quelques étoiles s'y étaient noyées; la lourde masse du château royal s'estompait dans un bleu profond et velouté. Tout était diffusé, flou comme sur l'écran d'un rêve, jusqu'à ces paroles insensées de Pétrini... Andor haussa les épaules, mais les doigts osseux du bossu se crispèrent sur sa chair. Il eut un sursaut, puis, passant sa main sur ses yeux :

— Que dis-tu? J'ai eu comme un étourdissement.

— Rien, — fit Pétrini. — Bonne nuit. A demain, onze heures, chez moi!

Alors, dans sa main tendue, Terffy sentit un paquet de papiers froissés. Le bossu le força à refermer les doigts et, soudain, disparut. De nouveau, à quelque distance, sa voix répéta :

— Bonne nuit. A demain, onze heures!

Andor voulut le rattraper. Fallait-il aller à gauche ou à droite? Il hésita, fit plusieurs pas dans une des rues noires qui s'ouvraient sur le quai, ne vit rien, revint en arrière, des-

cendit au bord de l'eau, remonta. Sous un bec de gaz du pont Sainte Marguerite, il s'arrêta et s'aperçut alors qu'il tenait à la main une liasse de billets de 10 000 couronnes.

LIX

— Tu es en retard, — Terffy, — constata Pétrini. — J'ai envoyé ma logeuse faire une course, tout au fond de Bude. Elle en a pour deux heures.

— Je viens te rendre l'argent que tu m'as forcé à prendre cette nuit.

Andor posa les billets sur la table, le bossu ne fit pas un geste pour les prendre.

— Tu ne préférerais pas le gagner, cet argent?

— D'où vient-il? de Russie?

— D'un peu partout. Partout où il y a des hommes libres qui veulent affranchir ce pays.

— Je ne crois plus à la résurrection de la Hongrie! Que peuvent, isolés au milieu de l'Europe, huit millions de Magyars dont deux millions vivent déjà en esclavage! Ce n'est pas seulement notre pays qui est condamné, c'est aussi notre race.

— Comment, toi, qui t'es battu à Sopron, pour garder les comitats de l'Ouest, toi qui as été blessé pour le Roi, tu es devenu moins patriote que moi? Moi qui suis né à Salonique, moi qui ai appris le magyar à quatorze ans, moi qu'un coup de canon rendrait malade! La Révolution se fera.

— Quel besoin avez-vous de moi? Je ne puis vous rendre aucun service.

— Tu parlais de révolte autrefois.

— Plus maintenant, je suis résigné, oui, résigné à tout.

— Alors ta femme continuera à danser chaque soir?

— Non pas cela! J'aimerais mieux n'importe quoi.

Pétrini avança une chaise et obligea Terffy à s'asseoir.

— Tu es bien pâle. Veux-tu un verre d'eau-de-vie?

— Non, — refusa Andor. — Cet argent, pourquoi me l'as-tu offert?

— Pour que tu nous aides à organiser les ouvriers des usines. Tu as été officier, c'est ton métier.

— Et les armes!

— Nous en aurons, le moment venu. Il faudrait agir au printemps, dans sept ou huit mois, pas avant. Mieux vaut attendre que de risquer une émeute qui ne réussirait pas : nous voulons le moins de sang possible.

— Vous échouerez sûrement.

— Échouer! — répéta Pétrini. — Regarde donc par la fenêtre tu vois ce jardin, tu vois ce monument?

— Le Musée National?

— Oui, à l'intérieur il y a des livres, des coquillages et des oiseaux empaillés! Mais c'est aussi sur les marches de ce perron, un jour de 1848, que cinq ou six jeunes gens proclamèrent la République.

— Et l'aventure a fini sous les sabres des Cosaques, sous les balles des Autrichiens! Tu es aussi fou que moi, lorsque je croyais au retour du roi légitime. Cette folie m'a coûté assez cher, ne comptez pas sur moi.

— Ce n'est pourtant pas le risque qui t'arrête?

La bouche de Terffy eut un pli amer.

— Le risque? Non, mais je suis comme une machine dont le ressort serait cassé. Il faut croire pour entreprendre. Pour moi c'est fini.

— Soit, ce sera comme si nous n'avions rien dit.

Ils se quittèrent. Dans le jardin du Musée, les enfants jouaient à cache-cache derrière les sarcophages romains qui bordent les allées. L'un d'eux, qui courait, vint se jeter dans les jambes de Terffy, tomba, demanda pardon, en souriant, et, dès qu'Andor eut le dos tourné, fondit en larmes.

LX

Au *Casino d'Été*, les hommes étaient plus entreprenants qu'au *Tabarin*, sans doute parce qu'ils voyaient toujours Ethelka seule. Des jeunes gens lui écrivaient, l'attendaient à la sortie avec des fleurs. Les négociants de la rue Kossuth lui faisaient passer leur carte pour l'inviter à s'asseoir à leur table. Un soir de juillet, un spectateur, ivre peut-être, lui barra le passage au moment où elle rentrait dans sa loge et voulut l'embrasser de force. Elle l'écarta, il lui saisit bruta-

lement les poignets et les tordit. Ethelka poussa un cri; soudain, une grande silhouette se dressa près d'elle, un bras se détendit, et le malotru, assommé, tomba à la renverse entre deux tables, au milieu de la vaisselle cassée. Les garçons se précipitèrent, une femme se trouva mal, Ethelka se retourna et reconnut le colonel anglais qui, l'hiver, était venu chaque soir au *Tabarin*. Il s'inclina :

— Colonel White. Excusez-moi, madame, si je me présente moi-même.

En même temps, il avança une chaise, Ethelka s'assit et, brusquement, eut très froid. Le colonel la força à boire un doigt de whisky pendant que le maître d'hôtel allait lui chercher son manteau.

— Il faut rentrer chez vous, madame, l'auto et le chauffeur sont devant la porte. Me permettez-vous de vous reconduire?

Ethelka faisait signe que non, il eut un air honnête et navré.

— J'accepte, — dit-elle.

LXI

Dès le lendemain, Andor passa à la Commission de contrôle. Après avoir demandé son chemin au rez-de-chaussée à un spahi, au premier étage à un bersaglier, au second à un highlander, on l'introduisit chez le colonel. Assis à son bureau, White avait devant lui deux grosses boîtes de tabac blond et s'occupait à en faire le mélange.

— Vous parlez anglais? — demanda-t-il. — Parfait! Je ne suis pas de service aujourd'hui, mais comme vous avez demandé à me voir pour affaire personnelle...

Il se tut et attendit, Terffy le remercia de ce qu'il avait fait la veille.

La figure du colonel s'épanouit.

— Ah oui, sévère punition au damné malotru! J'ai le pouce un peu froissé, mais je ne regrette rien. Très belle artiste, madame, beaucoup d'expression! Mais vous, vous parlez admirablement anglais. Quelle profession?

Andor hésita. Allait-il raconter sa vie? Qu'importait après tout? A cet étranger, il pouvait tout dire.

— J'étais, — commença-t-il, — lieutenant d'artillerie en 1914...

— Tiens, moi aussi! — s'exclama White.

— Vous étiez du bon côté, et moi du mauvais, — fit Andor sans amertume.

Puis il dévida sa lamentable histoire. Lorsqu'il eut terminé, le colonel se leva et lui secoua la main.

— Pas fameux, tous ces métiers-là. Une cigarette?

Ils fumèrent. Quand la cigarette fut finie, le colonel mit ses deux mains à plat sur la table et, à brûle-pourpoint, regardant Terffy droit dans les yeux :

— Voudriez-vous une situation qui vous rapporte assez pour que votre femme n'ait plus besoin de danser?

— Comment? — questionna Andor.

— Facile, traduction de documents.

— Quels documents?

— Pour la Commission de Contrôle. Indemnité, vingt livres par mois.

— Est-ce qu'il s'agit des renseignements de vos informateurs?

— Oui, il faut traduire, et nous aider à faire nos recoupements. On nous apporte quantité de fausses indications qui nous font perdre beaucoup de temps. La semaine passée, nous avons fouillé toutes les huttes de charbonniers de la forêt de Bakony, où l'on nous avait signalé des cachettes de mitrailleuses et nous sommes rentrés bredouilles.

— Nous y voici, — murmure Andor, — vais-je vendre mon âme au diable? Il faut jeter les dés. — Et, tout haut : — Mon colonel, je vous donnerai ma réponse demain. Devenir espion, ou presque, cela mérite bien qu'on y réfléchisse une nuit.

Il s'étonne lui-même du son de sa voix.

— Soit, — fait l'Anglais, — pensez-y, mais il ne s'agit pas d'espionnage; officiellement, vous ne serez chargé que de traduire les journaux. En outre, notre Commission fonctionne en vertu du Traité de Trianon que votre Gouvernement a signé et qui nous donne le droit de détruire les armes cachées : croyez-moi, le désarmement de la Hongrie est une bonne chose pour la paix de l'Europe.

— Nos voisins, tous les ennemis qui nous entourent, restent armés!

— Profondément regrettable, mais ce n'est pas moi qui ai rédigé le traité. Réfléchissez, revenez me voir demain, ou après-demain.

Sur le trottoir, un homme vêtu de gris fait mine de lire son journal et surveille du coin de l'œil la porte de la Commission de Contrôle. Lorsque Terffy est sorti, il a plié son journal et, à trente pas de distance, s'est mis à le suivre.

LXI

Pas une fois, Andor ne s'est retourné. Il lui semble que derrière lui, il laisse tout son passé, et il fuit au hasard des rues, toujours suivi par le policier. Un seul mot rythme sa marche : Trahir! trahir!

A chaque pas, les symboles de la Hongrie mutilée se dressent devant lui. La place de la Bourse, avec ses quatre statues de guerriers vaincus, images des provinces perdues aux quatre points cardinaux. Celui-ci, blessé à mort, s'appuie sur son glaive brisé avec une expression farouche de fauve vaincu. Quand donc Terffy a-t-il vu un visage pareillement crispé en face de la mort? Est-ce pendant la guerre, lorsque ses camarades de batterie étaient tués par les balles des Russes? Mais non, il cherche, et, dans sa mémoire, c'est la brusque image de Zemplen abattu par un obus hongrois sur la voie ferrée de Budaörs, ce dimanche d'octobre. Andor baisse la tête et repart, sans faire attention à sa route. Voici maintenant les anciens bureaux de la Banque Dénès, le nom seul a changé. Il marche, ainsi qu'une machine, se laissant guider par l'obscure mémoire de son corps. A mesure qu'il erre à travers la ville, il remonte dans son passé, et, lorsque le policier qui ne l'a pas quitté d'une semelle voit Andor s'arrêter devant une petite maison de la rue du Cygne et pleurer, il s'en va, crachant un juron, furieux d'avoir perdu deux heures à filer un fou, sans comprendre l'itinéraire qu'il a suivi dans un temps qui n'était pas le sien.

LXII

— Si j'étais né en Écosse, je serais riche, respecté, et colonel. Misère de nous, Hongrois! Il ne nous reste que la

mort comme à Zemplen, comme à Apathy. Demain, je trahirai!

Andor a parlé tout haut, Ethelka sursaute dans son lit.

— Que dis-tu?

Il répète sa phrase.

— Quoi, — fait-elle, — en sommes-nous arrivés là?

— Je ne veux plus que tu danses. C'est une torture pour moi. Je suis jaloux de tous ceux qui t'applaudissent, j'aurais tué ces Danoises lorsqu'elles te prenaient les mains! J'ai honte de t'avoir surveillée. Le matin, quand tu dors encore, je fouille les poches de ton manteau. J'ai honte aussi de me sentir inutile, incapable de gagner assez pour nous deux. Hier, le colonel White m'a proposé de faire des travaux pour la Commission de Contrôle. Tu sais qu'ils cherchent les armes cachées. Si j'accepte, j'aurai à traduire les renseignements de leurs informateurs. Après tout, ce n'est pas de la trahison, la Commission a le droit de faire ces recherches.

Ethelka a rejeté ses couvertures et se dresse, ses cheveux tordus sur ses épaules comme des serpents noirs :

— Andor, si demain la guerre éclatait, je serais heureuse d'aller me battre contre les Roumains, comme autrefois les femmes transylvaines! Je t'ai épousé sans amour, parce que tu avais souffert pour notre pays. Maintenant je t'aime comme si nous n'avions qu'un seul corps et, même en te méprisant, je t'aimerais encore. Mais ne fais pas cela, Andor. Attends! Voici l'été qui va venir. Nous irons ensemble chez Berkès, ensemble. Et quand nous rentrerons à Budapest, nous verrons si nous pouvons vivre encore. Ce doit être facile de mourir à deux, dans une chambre obscure et chaude, lorsque la neige tombe dehors.

LXIII

Ethelka, rhabillée, sortait de sa loge, le maître d'hôtel conseilla :

— Madame ferait mieux d'attendre, un gros orage menace.

Un vent froid s'était levé, faisant voler de menus graviers. En hâte, les garçons rentraient les tables, les clients les aidaient, portant, l'un sa chaise, l'autre son assiette. Le tonnerre, lointain, grondait comme un moteur au ralenti.

— J'ai bien le temps de rentrer à la maison —, pensa Ethelka, et elle partit. Dans les allées du Bois, les femmes en toilette claire se hâtaient. Il ne passait pas de voitures. Ethelka se mit à courir, mais, comme elle arrivait près du lac, les nuages se déchirèrent et la pluie furieuse s'abattit : un en instant sa robe fut trempée, il n'y avait aucun abri, son cœur battait trop fort pour qu'elle pût courir encore, elle continua, marchant le plus vite qu'elle pouvait, sous les rafales de pluie, qui fouettaient son visage.

— Jésus Maria! — s'écria la concierge en lui ouvrant la porte. — On dirait que vous sortez de la rivière!

En hâte, Ethelka se déshabilla et se coucha. Tout son corps était secoué de frissons et ses dents claquaient. Les éclairs se succédaient sans interruption, les coups de tonnerre faisaient trembler les vitres. Dans la salle à manger, la fenêtre s'ouvrit et se mit à battre, Ethelka se leva pour la refermer, déjà une flaque d'eau s'étalait sur le parquet. Ethelka se remit au lit, ses mains et ses jambes étaient glacées, son front brûlant, sa gorge et ses lèvres sèches. Andor ne rentrerait que très tard, comme tous les samedis. Elle n'avait pas le courage d'aller à la cuisine faire du thé, le flot de ses artères martelait ses tempes, il lui semblait que sa tête était vide, et qu'un battant de cloche lui fracassait le crâne.

— Je vais être très malade, — pensait-elle, — nous ne pourrons pas aller cher Berkès, il faudra rester ici tout l'été.

A chaque instant, elle regardait sa montre, impatiente de la lenteur des aiguilles.

— Si j'éteignais l'électricité, je m'endormirais peut-être.

Ethelka tourna le commutateur, mais, à chaque éclair, toute la chambre était violemment illuminée. Le roulement du tonnerre et le crépitement de la pluie sur le zinc des toitures redoublèrent. A deux heures, enfin, elle entendit la porte du vestibule s'ouvrir et Andor se secouer comme un chien mouillé.

Il s'étonna :

— Tu ne dors pas encore?

— Je suis malade; dès qu'il fera jour, il faudra que tu ailles chercher le docteur Lengyel.

— J'y vais tout de suite.

— Tu es fou! Attends le jour.

Andor s'empresse maladroitement, fait bouillir de l'eau, cherche la teinture d'iode. Ethelka s'efforce de sourire, demande un miroir, remet un peu de rouge et de poudre, et, pour qu'il se couche, feint de s'endormir.

LXIV

Le docteur Lengyel a ausculté longuement Ethelka. Enfin il se relève, l'air furieux.

— Pas grave, mais stupide; un refroidissement au mois d'août! Promenade sous l'orage, n'est-ce pas? A quoi pensiez-vous, vous et votre mari? Il n'est donc pas plus raisonnable que vous?

Elle rougit. Comment avouer leur pauvreté? Lengyel n'a donc pas vu le salon démeublé, la salle à manger où il n'y a plus qu'une table de bois blanc et deux chaises.

— C'est que je suis forcée de travailler; la Banque où était mon mari a fait faillite, maintenant il est rédacteur dans un journal.

— Quel journal?

— La nouvelle feuille socialiste, — répond Andor, — la *Gazette des Ouvriers*.

— Curieux! — s'exclame Lengyel, — j'y suis abonné, je connais très bien Palotai. Pourtant, n'étiez-vous pas légitimiste?

— Si, mais je ne suis plus rien.

— Ne le croyez pas, — interrompt Ethelka, — il devient révolutionnaire.

— Il est jeune, il faut bien!

— Ma femme plaisante, docteur. A quoi bon une révolution? Changerait-elle quelque chose, dans notre malheureux pays?

— Ce n'est pas une raison, — répond Lengyel, — moi...

Il se tait, et, tournant la tête du côté de la fenêtre, contemple le feuillage frémissant de l'acacia. Ethelka est frappée de la maigreur accrue de son visage. Mais il fait un geste brusque.

— Je suis sûr de ne pas voir le triomphe de la révolution,

j'y crois cependant. Dans six mois, je serai mort. Ne protestez pas : cancer à l'estomac, je sais faire un diagnostic, même pour moi. Cela donne une merveilleuse liberté d'esprit, de savoir que, vers la fin de l'année, le laveur de cadavres de la synagogue viendra pour ma toilette funèbre. A force d'y penser, cette idée ne me trouble pas plus que la vue du squelette que j'ai dans mon cabinet de travail. Mon seul regret c'est de n'être plus bon à rien; j'aurais aimé, avant de m'en aller, donner le premier coup de pioche dans la vieille société! Mais j'ai tort de parler, cela m'épuise. Je reviendrai vous voir demain, madame, défense absolue de vous lever avant huit jours.

Dans l'escalier, le docteur s'appuie de tout son faible poids sur le bras de Terffy. A un palier, il s'arrête :

— Il m'a fallu un an pour m'habituer à l'idée de ma fin. D'abord il me paraissait inadmissible que le monde pût continuer sans moi. Je comprenais les tyrans qui se faisaient suivre au tombeau par leurs favorites et leurs esclaves. Maintenant, c'est fini, l'accoutumance est faite. Ah, quelle puissance serait dans un homme jeune qui connaîtrait à l'avance la date de sa mort!

LXV

Ethelka, guérie, n'est plus retournée danser, son mari a payé le dédit au *Casino*. Maintenant, le soir, elle va souvent à la *Gazette* chercher Andor et Pétrini et ils soupent au *Bûcheron Transylvain*, près de l'Opéra. On y mange un goulasch célèbre, sur des nappes sales, avec des fourchettes de fer blanc. Une femme en cape d'hermine s'assied à côté d'un cocher de fiacre. Discussions sur les chanteurs de l'Opéra et sur les danseuses, le tout accompagné de la grinçante musique du tzigane Kozak qui joue tous les soirs son chef-d'œuvre : *De Glück à Wagner, pot-pourri chronologique*. Les clients battent la mesure sur leur verre, sifflotent avec l'orchestre la phrase du *Trouvère* et reprennent en chœur la marche de *Tannhäuser*.

Il semble à Ethelka que le temps de la Banque Dénès est revenu et que plus rien ne menace son bonheur. Au milieu

du bruit de la musique et des chansons, elle songe au retour à la maison avec Andor, à la chambre où, demain, les rayons du jour passant à travers les volets n'éveilleront pas avant midi leur lassitude.

Mais, lorsque son mari la quitte brusquement, aussitôt après le déjeuner, Ethelka n'ose plus lui demander où il va. Elle sait que Pétrini l'attend, tantôt chez un brocanteur du faubourg de Rakos, tantôt dans la boutique d'un menuisier, derrière les chantiers de Neu-Pest, et, chaque fois, elle le serre sauvagement dans des bras comme si elle ne devait plus le revoir.

Voici la mi-octobre, sans doute Berkès a terminé ses vendanges. L'acacia dans la cour dresse déjà des branches dépouillées, de longues files d'oiseaux se hâtent dans le ciel, la concierge se lamente du matin au soir : l'hiver sera rude, les oignons ont plusieurs peaux et les hirondelles sont parties plus tôt que d'habitude. Nous aurons la famine et peut-être la guerre!

Andor rit lorsque Ethelka lui rapporte ces bavardages :

— Nous organisons pour dimanche une première manifestation avec les ouvriers imprimeurs, trois ou quatre mille hommes, pas plus. Cortège sur les grands boulevards avec musique, et nous apporterons une palme à la statue de Pétoefi.

— Il ne se passera rien, au moins? — questionne Ethelka, — la police...

— Sois tranquille, la manifestation est autorisée. Nos hommes sont bien en main, aucun désordre à craindre.

— Tu seras dans le cortège?

— Non, Pétrini, moi, quelques autres du Comité d'action, nous surveillerons. Cet hiver, nous ferons ainsi deux ou trois répétitions en attendant le moment d'agir. L'idée sera bientôt mûre : un ouvrier ne se fait pas trente mille couronnes par semaine. Avec le pain à quinze cents couronnes et la livre de viande à cinq mille, nous aurons de la peine à les retenir jusqu'au printemps.

Ethelka ne veut pas compter les jours, les jours d'espoir qui leur restent.

LXVI

Il avait plu. Les pavés des boulevards étaient gluants d'une boue noirâtre. Le cortège devait se former à la gare de l'Ouest, le défilé durerait de dix heures à midi. Depuis la veille au soir, la police occupait tous les carrefours, des pelotons de cavalerie se tenaient en réserve dans les rues latérales.

Devant la gare, les syndicats attendaient, drapeaux roulés dans leurs étuis de toile cirée, des cercles se formaient autour des braseros des marchands de crêpes. Pétrini et Andor allaient et venaient sur le boulevard Thérèse. Le bossu, très agité, voulait paraître calme, mais c'est d'une voix saccadée qu'il répétait :

— Tout se passera fort bien, j'en suis sûr.

— Pourvu, — rectifiait Andor, — qu'il n'y ait pas deux ou trois de nos hommes qui aient trop bu.

— Je réponds d'eux.

— Es-tu sûr aussi qu'il n'y aura pas d'agents provocateurs?

Dès neuf heures, les commerçants se mirent à baisser les rideaux de fer de leurs boutiques, les marchandes de journaux et de fleurs pliaient leurs éventaires.

— Quelle absurdité! — s'indigna Pétrini, et, avisant un vieux petit juif, qui, en manches de chemise, achevait de fermer sa confiserie, il l'apostropha :

— Eh bien, l'oncle, ce n'est pourtant pas le Grand Pardon aujourd'hui!

L'autre le regarda en dessous et bredouilla :

— Ce sont les communistes qui veulent faire un mauvais coup, mais la police a des mitrailleuses et des canons!

Pétrini blêmit, Andor lui donna une bourrade et l'entraîna dans un café. Il commanda deux verres d'eau-de-vie.

— Il faudra que ces messieurs se dépêchent, — dit le garçon, — nous allons fermer.

Ils payèrent et sortirent.

— Ça va mieux, — dit le bossu. — Tu sais, — ajouta-t-il à l'oreille d'Andor, — je suis armé.

Terffy haussa les épaules :

— Surtout, ne fais pas de sottises!

Sur le rond-point de la gare, le cortège se formait; les drapeaux vert-blanc-rouge, sortis de leurs gaines, claquaient au vent, les musiciens s'accordaient.

Près de Pétrini, un homme pâle, à la barbe longue de trois jours, murmura :

— Il faudrait des drapeaux rouges là-dessus et *l'Internationale*!

Puis il se perdit dans la foule.

A l'horloge, le premier coup de dix heures sonna, des gamins se mirent à courir, nu-tête. En colonne par huit, le cortège s'ébranla, les cuivres, lentement, jouaient une marche.

Andor et le bossu se frayèrent un passage sur le trottoir de gauche et suivirent, à la hauteur des musiciens. Tout le long du boulevard Thérèse, derrière les policiers postés de cinq en cinq mètres, les curieux se pressaient pour voir. Les manifestants avançaient en bon ordre et en silence sous les drapeaux et les pancartes où on lisait :

PAIX ET TRAVAIL

Au coin de la rue Zichy, une femme cria :

— En prison, les révolutionnaires!

Mais deux agents, en riant, la firent taire. Sur la place Octogonale, la musique s'arrêta et la longue colonne serra ses intervalles, puis on repartit. Une pluie fine et glacée s'était mise à tomber, les curieux rentrèrent; en un instant, le boulevard Elisabeth fut presque désert. Les ouvriers ne défilaient plus qu'entre deux haies de policiers. Quand la musique se taisait, on n'entendait que le martellement sourd de leurs pas. Toutes les boutiques étaient closes comme sur le passage d'un enterrement.

— Cela devient sinistre, — murmura Andor.

— Mais non, — répondit à voix haute Pétrini, — nous montrons bien mieux notre force.

Ses yeux brillaient; à coups de coude, Andor le fit taire.

A partir de la rue des Tabacs, malgré la pluie, la foule était de nouveau nombreuse. Devant le Théâtre National, au moment où le cortège tournait pour s'engager dans la rue Rakoczy, il y eut des injures et des sifflets. Le cheval d'un officier prit peur et se mit à ruer au milieu de la foule. Une

bousculade suivit. Soudain, des pierres tombèrent sur les musiciens, des jeunes gens qui portaient des casquettes vertes d'étudiants envahirent la chaussée et voulurent arracher leurs drapeaux aux manifestants. En une minute, la bagarre fut générale. Andor et Pétrini se trouvèrent pris dans un remous et portés au milieu de la rue Rakoczy. Du sang coulait sur les visages; par terre, il y avait des parapluies, des instruments de musique, des drapeaux déchirés. La police voulut alors déblayer le carrefour. Pendant que les pelotons montés barraient le boulevard Elisabeth, d'autres escouades repoussaient la foule vers la place du Théâtre National. Les policiers avançaient lourdement, le casque enfoncé sur les yeux, assommant à coups de matraque tout ce qu'ils trouvaient devant eux. Soudain, Andor se sentit saisir le bras, et, stupéfait, vit le docteur Lengyel.

— Que faites-vous ici, grand Dieu?

— Je suis heureux de voir cela! — répondit le docteur, et il sortit de sa poche un grand foulard rouge qu'il agita en criant : « Vive la République! »

— Taisez-vous, pour l'amour de Dieu! — supplia Andor en s'efforçant de lui arracher le foulard.

Mais déjà, les policiers fonçaient sur eux. Le bossu roula à terre, Lengyel, frappé d'un coup de matraque à la tempe, s'abattit. Terffy se baissa pour le relever. Deux policiers se ruèrent sur lui et se mirent à lui marteler le visage à coups de talons. Aveuglé par le sang, il cherchait à se relever, soudain, sa main qui glissait dans la boue rencontra un objet dur. C'était un revolver. Andor le ramassa; appuyé sur son coude, il fit feu sur un policier, sentit au même moment un choc terrible sur la nuque, perdit connaissance...

LXVII

Vers sept heures du soir, Ethelka commença d'être inquiète. Mais où retrouver Andor un dimanche? La *Gazette des Ouvriers* ne paraissait pas le lundi, la rédaction était sûrement fermée. Le mieux était d'attendre, sans quitter la maison; sans doute, il viendrait la chercher dès qu'il serait libre. Il ne pouvait rien s'être passé d'extraordinaire. Cependant, pour les prochaines

manifestations, Ethelka demanderait à son mari de l'emmener. Cette longue journée lui avait paru écrasante. Ethelka avait essayé vainement de coudre, de lire; elle avait vidé tous ses tiroirs aux souvenirs et chaque rappel du passé avivait encore le sentiment de sa solitude. Dans six mois, à moins d'un miracle, tout serait fini : le soulèvement échouerait, la répression serait impitoyable. Du reste, Andor vivait maintenant comme un homme dont les jours sont comptés et qui en sait l'échéance. Il aurait fallu, en septembre, fuir, loin de cette ville maudite, loin de cette Hongrie vaincue et condamnée. Pourquoi, jeunes comme ils l'étaient, ne pas être partis, n'importe où, en laissant les morts ensevelir les morts?

Huit heures sonnèrent. Ethelka entendit un pas dans l'escalier et se précipita pour ouvrir la porte. Mais c'était la concierge qui montait un paquet au quatrième étage.

— Je vous baise les mains, Madame. Vous êtes déjà rentrée.

— Je suis restée dedans toute la journée, — répondit Ethelka, — j'attends mon mari.

— Ah, le capitaine est au journal? C'est égal, vous avez bien fait de ne pas sortir, il paraît qu'on s'est battu sur les boulevards. Des étudiants et des communistes. La police a chargé. On parlait de plusieurs morts. Mais qu'est-ce qu'il y a, madame, vous vous trouvez mal?

La concierge soutint Ethleka et la porta presque sur son lit.

— Vous vous sentez mieux maintenant?

— C'est fini, j'ai eu comme un étourdissement.

La concierge sourit d'un air entendu :

— Peut-être un bébé pour Pâques? Mais je ne raconterai rien, que madame soit tranquille!

Elle s'en alla. Presque aussitôt, Ethelka mit son manteau et descendit l'escalier, mais, quand elle fut dans la cour, une idée subite traversa son esprit. Si la concierge avait dit vrai, si une bataille avait eu lieu, comment demander des renseignements à la police sans éveiller les soupçons, sans compromettre son mari? Et si Andor rentrait pendant qu'elle serait absente, c'est lui qui serait inquiet à son tour. Ethelka remonta les trois étages, se mit sur le balcon et prêta l'oreille. Tout était calme, le bourdonnement d'une guitare montait du cabaret voisin, les pendules et les horloges sonnaient neuf heures, les

unes en avance, les autres en retard. La concierge traversa la cour pour aller fermer la porte de la rue. Presque aussitôt, le timbre de la sonnette retentit, mais c'était une servante qui se dépêchait de rentrer, sûre d'être grondée. Ethelka referma la fenêtre, ôta son manteau, s'allongea sur le lit.

A plusieurs reprises, la sonnette tinta dans la cour, chaque fois Ethelka prêtait l'oreille, mais elle entendait des voix de femmes, des rires d'enfants, ce n'était pas encore lui.

Tout d'un coup, vers minuit, l'électricité s'éteignit.

Ethelka crut que l'ampoule était grillée et voulut allumer dans les autres pièces. Elle eut beau tourner les commutateurs, aucune lumière ne vint. Elle sortit sur le palier, toute la maison était plongée dans l'obscurité. Un tremblement nsurmontable la saisit : une lampe à pétrole s'éteint, ce n'est rien, c'est un courant d'air, mais si l'électricité est coupée, on pense tout de suite à une catastrophe : explosion, émeute, révolution.

Elle alluma une bougie, la pauvre lumière clignotante ne chassait les ténèbres qu'à un mètre du lit. Au-delà, l'ombre hostile se peuplait de visions. De nouveau, Ethelka sentit la même angoisse que la nuit de la bataille de Budaörs. Elle avait beau se dire qu'Andor était resté à l'écart de la manifestation, un obscur intersigne lui montrait son mari mort ou blessé. Si elle avait eu l'adresse de Pétrini, peut-être l'aurait-il renseignée. Il était une heure, il fallait attendre le matin pour aller à la police. Cette attente la rendrait folle. Il ne restait plus qu'une chose à faire, prier, répéter, sans y croire, les paroles enfantines.

LXVIII

Dès que le jour parut, Ethelka se leva, sa robe qu'elle n'avait pas retirée était toute froissée. Il était six heures; brusquement, un coup violent frappé à la porte la fit sursauter. Plusieurs hommes étaient dans l'escalier.

— C'est bien ici qu'habite Andor Terffy? — demanda l'un d'eux.

— Oui, que lui voulez-vous? Il n'est pas ici.

— Nous n'avons pas besoin de lui. Police. Nous venons perquisitionner.

Les jambes fauchées, elle s'accrocha au chambranle de la porte. Les hommes entrèrent. Dans le salon vide, l'un d'eux plaisanta avec un gros rire :

— Ce n'est pas trop encombré! Si tout l'appartement est comme ça, le travail ne sera pas long.

— Passons à côté, — ordonna celui qui paraissait leur chef, — on examinera tout à l'heure les planchers et les boiseries.

La chambre à coucher, en cinq minutes, fut bouleversée : les draps roulés en boule, le matelas retourné, tous les tiroirs ouverts, le marbre de la commode soulevé, les livres et les papiers jetés pêle-mêle dans de grands sacs.

— Mais que cherchez-vous donc? — fit Ethelka.

Le chef la fixa un moment, puis, la prenant à part dans la salle à manger, lui demanda :

— Est-ce que votre mari écrivait beaucoup?

— Je vous en supplie, dites-moi ce qui lui est arrivé!

— Ce n'est pas à vous de me questionner, répondez-moi.

Longuement, il interrogea Ethelka, en notant ses réponses : combien Terffy touchait au journal, ce qu'elle gagnait elle-même. Quels étaient les amis de son mari? Recevait-il des visites? Quand sortait-il? Elle ne voyait pas où le policier voulait en venir. La tête lui tournait. L'officier la vit blêmir, cessa de prendre des notes :

— Une faiblesse? Vous n'avez rien mangé depuis hier matin, sans doute?

Elle fit signe que non.

— Reposez-vous, — dit-il, — je vais envoyer chercher du café, nous continuerons tout à l'heure.

Un des agents s'approcha :

— Mon capitaine, nous avons mis tous les papiers de côté. Rien d'intéressant. Il reste un petit meuble fermé à clef qu'on n'a pas encore vu.

Ethelka leva la tête :

— Je vais vous donner la clef.

Le visage couvert d'une pâleur mortelle, elle regarda les policiers fouiller dans les tiroirs où étaient rangés tous ses souvenirs, carnets de bal, fleurs sèches, vieilles photographies et rubans passés.

Le capitaine s'impatientait de ne rien trouver.

— Il faut en finir, — trancha-t-il brutalement. — Dites-nous où votre mari cachait ses papiers!

— Je ne sais ce que vous voulez dire.

— Eh bien, je vais parler. Votre mari était hier dans la manifestation communiste. Et il a assassiné un de nos agents. Son affaire est claire, même si nous ne trouvons rien ici.

Ethelka étendit les bras, vacilla, ploya sur ses jambes et tomba inerte sur le parquet.

LXIX

Après un interrogatoire de quatre heures, le colonel commissaire du gouvernement dit au greffier :

— En voilà assez pour ce matin.

Andor, épuisé de fatigue, souffrant cruellement des coups qu'il avait reçus à la nuque, ne luttait plus. A quoi bon se défendre! La police observait Pétrini depuis plus de deux ans, l'argent qu'il distribuait provenait des émigrés hongrois de Vienne, on avait saisi toute sa correspondance. Le crime de complot contre la sûreté de l'État était établi.

— Quant à vous, — dit le colonel, — vous êtes ancien officier, je puis vous parler franchement. Révolte à main armée et homicide volontaire. Peine de mort.

— A-t-on prévenu ma femme? — demanda Terffy.

— Oui, elle sera interrogée.

Andor secoua la tête :

— Elle ne sait rien. Tout ce que je souhaiterais, ce serait de la revoir encore une fois.

— Cela ne sera possible qu'après votre condamnation.

— La veille de l'exécution, sans doute?

— Oui.

Terffy se tut, le colonel le fit reconduire à sa cellule.

— C'est l'heure de manger, — dit le geôlier, — voici du ragoût de pommes de terre.

Andor fit signe qu'il ne voulait rien.

— Il faut manger, vous êtes jeune! Ce n'est pas comme le petit vieux, le médecin qu'on a arrêté avec vous. On dit qu'il ne passera pas la nuit. Mais vous êtes au secret et je bavarde avec vous. Ça me coûterait cher si on m'y prenait!

L'homme parti, Andor s'étendit sur sa paillasse et ramena la couverture sur son corps. Il faisait froid, sa pensée ne lui obéissait plus : il passa un long moment à calculer la longueur et la largeur de sa cellule, puis la surface, enfin le volume. Ensuite il réfléchit au temps que durerait le procès, deux mois sans doute, cela faisait soixante jours, quatorze cent quarante heures, quatre-vingt-six mille quatre cents minutes, là, il s'arrêta :

— Si je calcule les secondes, c'est que je suis devenu fou.

LXX

On garda Ethelka toute l'après-midi à la police. Ses réponses, la confrontation avec Pétrini montrèrent vite qu'elle ne savait rien de la conspiration où son mari s'était trouvé entraîné.

Elle était à bout de forces. Un dernier espoir la soutenait encore un peu, celui de revoir Andor. Vingt fois, dans le couloir, il lui sembla reconnaître son pas. A la fin, elle demanda à un officier où il était. Il eut pitié de sa détresse et lui dit :

— En cellule, madame. Je ne sais pas si vous pourrez le voir avant le jugement.

Vers sept heures, on permit à Ethelka de rentrer à la maison. Il faisait nuit. Les crieurs vendaient les journaux du soir, elle en acheta un : en première page, le nom de son mari s'étalait. N'allait-on pas la reconnaître, la montrer du doigt? Il fallait rentrer. Elle pressa le pas, le long des maisons noires; interminable, l'avenue Andrassy. Il fallait aller jusqu'au bout, là où les deux files des becs de gaz semblaient se rejoindre. Ses jambes ne la porteraient jamais jusque-là. Devant elle, sur le trottoir, s'étalait la traînée de lumière que faisait la devanture d'un café. Elle entra, s'assit dans un coin, déplia le journal, essaya de lire, mais les lettres se déformaient et grouillaient comme des monstres, une seule ligne retenait son regard : *Pour Terffy et Pétrini, principaux meneurs du complot, la peine de mort assurée.*

Et tous ces gens-là, aux tables voisines, qui lisaient la même phrase d'un air satisfait! Rassurés maintenant, après avoir tremblé la veille, pendant la manifestation. A voir leur visage Ethelka se sentait soulevée de dégoût et de haine. Ah, comme elle comprenait maintenant les révoltes de Pétrini!

Mais Andor, Andor qui allait mourir, tué pour une cause qui n'était pas la sienne, pour une idée à laquelle il ne croyait pas!

LXXI

La porte de la cellule s'ouvrit de nouveau. Maintenant Terffy était redevenu maître de lui. Le gardien entra, la figure rouge, l'œil trouble. Il avait bu certainement.

— Ce soir, ce sont des choux, vous n'avez toujours pas faim?

— Je vais essayer de manger un peu tout de même.

— Bien sûr. Du reste, ils vous nourriraient de force, le procès durera au moins jusqu'à la Noël.

— C'est long, quand on est sûr d'avance de sa condamnation.

— Ma foi, à moins d'un miracle...

— Ce que je voudrais savoir, c'est comment les choses se passent.

— Eh, je peux bien vous le dire! — s'empressa le geôlier. — Vous serez pendu dans la cour de la prison. On vous préviendra la veille de l'exécution, vous vous confesserez, et puis à sept heures du matin on fera la chose. Je ne sais pas si c'est vous qui passerez le premier ou bien l'autre. D'habitude, on finit par le plus coupable. Quant à la machine, je vais vous expliquer, voyons : il y a pour chaque condamné un gros poteau avec un crochet en haut et une poulie en bas, on vous place sur un escabeau, les pieds attachés, la corde engagée dans la poulie, une autre corde en cravate autour du cou, fixée au crochet d'en haut. Le bourreau enlève l'escabeau, tire sur la corde des pieds, le temps de dire *ouf*, c'est fini. Les jambes ne gigotent pas comme avec l'ancienne potence. Ça fait moins mauvais effet.

Le geôlier sortit, Andor resta seul en face de la longue nuit qui allait commencer, dans une détresse sans fond où l'ignorance de ce que faisait Ethelka le torturait bien plus que la certitude de son propre destin. Auprès des actuelles ténèbres, la nuit passée à Budaörs lui apparaissait maintenant traversée d'autant d'espoirs que d'inquiétude. Dans cette salle d'attente où il avait joué machinalement avec son revolver, son anxiété était celle d'un avenir où le bonheur restait

possible. Maintenant, il savait tout ce qu'il perdait et demeurait dans une prostration sans angoisse. Ainsi, à Budaörs, Zemplen, à qui restaient seulement quelques heures à vivre, les avait abandonnées au sommeil, comme si déjà la mort eût étendu sur lui, en prise de possession, son ombre.

Une cloche sonna neuf heures du soir.

Ce matin blafard de janvier, où, dans la cour de la prison, au pied des gibets dressés, devant les soldats alignés, il faudrait écouter la sentence...

Il ne pouvait pas attendre ainsi, pendant deux mois, cette mort hideuse, qui peut-être, par son ignominie, le rendrait lâche devant le gibet.

Et surtout, que deviendrait Ethelka, seule, sans ressources, dans cette ville pleine de haine et de misère? Ah, puisqu'un jour elle avait parlé de mourir avec lui, pourquoi n'avait-il pas accepté? Quelle folie d'espoir lui avait fait retarder leur fin jusqu'au printemps? Ethelka serait morte heureuse, tandis que maintenant, survivant seule, elle porterait tout le poids du meurtre inutile et la honte du supplice abject.

Et, de toute sa volonté désespérément tendue, il l'appelait.

LXXII

Un accord de cymbalum fit tressaillir Ethelka, les tziganes allaient commencer leur musique. La pendule marquait neuf heures. Elle resta. Pendant qu'ils joueraient, elle pourrait pleurer sans étonner personne. Et puis, comment oserait-elle rentrer à la maison, où tout le monde savait maintenant? Plutôt errer toute la nuit comme une pauvresse!

Le cymbalum préluda. Oh, cette valse, ce *Beau Danube Bleu* des soirs d'autrefois, cette musique qui la forçait à se rappeler tous les pauvres bonheurs des dernières années! Un flot d'images roula sur elle. On dit que ceux qui vont mourir revoient ainsi, en brefs tableaux, toute leur existence.

Mourir. Mais pourquoi se survivait-elle depuis deux jours, quand il eût été si simple de mourir avec Andor, dans une nuit dont aucun soleil ne les aurait réveillés?

Ensemble, mourir ensemble, égalant ainsi les couples qu'un amour trop grand a blessés. Au lieu de cela, la fin tout de

même, mais par quel chemin! A travers le froid, la douleur, les nuits de solitude, jusqu'à l'exécution ignoble pour lui, et, pour elle, quel inconnu?

Ethelka se leva, les yeux fixes, le regard perdu, elle traversa tout le café et se retrouva de nouveau sur l'avenue Andrassy. Comme attirée par une force mystérieuse, elle refit, vers la prison, en sens inverse, tout le chemin qu'elle venait de parcourir. Sa démarche était saccadée comme celle d'une somnambule. Près de la basilique, n'en pouvant plus, Ethelka se laissa tomber sur un banc. Puis, au bout de quelques instants, elle se releva et reprit sa marche vers elle ne savait quel rendez-vous.

. . . . . .

Terffy rejeta la couverture et se dressa sur son lit comme si ses épaules avaient été brusquement déchargées d'un poids écrasant. Son cœur battait si fort et si vite qu'il lui sembla que sa poitrine allait éclater. Dans les coins les plus sombres de la cellule, de soudaines fulgurations s'allumaient. Des cloches résonnaient. Il sentit à n'en pas douter qu'Ethelka approchait. Alors, son exaltation fit place au calme et à la paix, il ôta sa veste, enleva sa chemise, et, insensible au froid, déchira la toile en longues bandes, puis, dans la demi-obscurité, il se mit à tresser une sorte de corde.

. . . . . .

Arrivée sur la place de la prison, Ethelka regarda la longue façade noire où aucune lumière ne brillait, s'appuyant contre un arbre, elle murmura :

— Tu m'attendais, Andor, me voici! — et resta immobile, les yeux dilatés, fixant la muraille comme si elle avait pu voir au travers.

. . . . . .

Andor monta sur son escabeau, fit une boucle avec la corde qu'il avait tressée, attacha l'extrémité au barreau de la lucarne, tira sur la toile pour l'éprouver, engagea son cou dans le nœud coulant puis d'un coup de pied, repoussa l'escabeau.

. . . . . .

Ethelka enfonça son mouchoir dans sa bouche, le mordit entre ses dents, et, reprenant sa route, traversa la place. Devant elle, désert, s'ouvrait le pont suspendu. C'était là,

près de ce pont, que, trois ans plus tôt, dans le fiacre, Pierre, pour la première fois...

Elle eut un haut-le-cœur. Pourquoi, à cette heure, de tels souvenirs remontaient-ils des profondeurs de son âme? Elle s'avança sous la lumière des lampadaires.

Les lampes étaient voilées par le brouillard et pareilles à celles des cabarets, vers minuit, lorsque la fumée du tabac s'épaissit vers le plafond. Ethelka revit son mari, quand il attendait, assis dans un coin, au *Tabarin*, qu'elle eût fini de danser. Et maintenant, de nouveau, confiant en elle, il l'attendait. Un homme passa, fredonnant une chanson. Elle pressa le pas, et arriva au milieu du pont. En bas l'eau coulait avec un sourd clapotis que la brume étouffait. Ethelka était épuisée, ses pieds et ses genoux lui faisaient mal. Où trouverait-elle une meilleure place pour se reposer, pour dormir, que dans cette eau noire...

Personne ne la vit tomber. Trois jours après, dans la campagne, un paysan qui menait ses chevaux boire au Danube aperçut parmi les herbes du bord une chevelure noire éployée.

Le prêtre du village était un brave homme et on enterra Ethelka en terre bénie. Le soir descendait, et c'était la veille du Jour des Morts. Dans des cornets de papier, des cierges brûlaient sur chaque tombe, les filles du village en allumèrent un aussi sur la tombe sans nom. Et à cette même heure, dans tous les cimetières de la plaine hongroise où soufflait un vent désolé, sans cesse éteintes, sans cesse rallumées par les femmes agenouillées auprès des tombeaux, de petites flammes brûlaient au ras de terre, pareilles à l'âme d'une race qui ne voudrait pas mourir.

JEAN MISTLER

Budapest. Jour des Morts 1924.
Versailles. Décembre 1928.

STENDHAL

A L'ÉCOLE DE DUGAZON

« ... L'excellent Dugazon, si vous aviez encore ce bouffon charmant, que vous avez méconnu, gens graves et *importants* que vous êtes. »

(*Vie de Haydn, Mozart et Métastase*, 385.)

I

HENRI BEYLE VEUT DÉCLAMER

« ... Je suis las de mon obscurité. »

(*Journal de Stendhal*, 27 germinal an XII.)

Je ne sais quel vertige tourne aujourd'hui tous les esprits du côté de la comédie, écrivait le 20 fructidor an X, dans le *Journal des Débats*, l'austère et grincheux Geoffroy : quoique Paris regorge de théâtres publics, on joue la comédie dans toutes les sociétés particulières... Les coulisses bourgeoises sont des écoles où l'on perd les mœurs sans acquérir le talent.

Henri Beyle, qui n'avait aucun souci de ses mœurs, mais grand souci de ses talents, crut bien faire de suivre la mode; et c'est vers ce temps-là que, dans un noble salon d'Auteuil, chez une mystérieuse madame de N., on pouvait l'entendre déclamer *Cinna*, ou bien *Oreste*, avec toute la frénésie que comportaient, à l'époque de Talma, ces rôles de fureur et d'amour. Il y remportait auprès des dames, et de la jeune Adèle, sa partenaire, les succès les plus flatteurs.

Mais ces succès galants et mondains ne pouvaient suffire à

Beyle, qui songeait à la gloire. Ayant donc, en 1803, pratiqué l'art dramatique sans le connaître, il résolut, l'année suivante, d'en apprendre les principes et les règles auprès des premiers acteurs de son temps. Et voilà comme, après avoir suivi d'abord les leçons du lugubre et pompeux Larive, naguère illustre, mais que les furieux sifflets du public venaient de chasser du Théâtre-Français, Henri Beyle vint enfin s'adresser au fameux comique Dugazon.

Voulait-il donc suivre l'exemple de Molière, et, au risque de désespérer l'âme bourgeoise et pieuse de son père Chérubin, produire sur les tréteaux de la capitale, comme on disait alors, sa forte carrure, un ventre qui déjà promettait, et sa grosse tête dauphinoise? Non, sans doute. Beyle voulait faire des comédies, mais ne prétendait pas les jouer. Il n'en avait pas moins, pour s'initier au métier d'acteur, quelques raisons qui lui semblaient apparemment décisives, mais sur lesquelles il ne s'est jamais très sincèrement expliqué. Essayons de les découvrir.

Henri Beyle n'est pas loin encore de sa vingtième année, mais il sait déjà quelle sera toute sa vie la grande passion de son intelligence : il veut connaître le cœur des hommes. Pour atteindre ce cœur, il est sans doute bien des routes; et Beyle a fait dans les livres ses premières explorations de moraliste. Mais rien ne vaut les découvertes de la vie. Et ces vivants qui nous entourent, ce sont leurs gestes tout d'abord, les inflexions de leur voix, l'expression de leur visage, qui, mieux parfois que leurs paroles, nous décèlent leur pensée secrète. Or il est une science du geste et de la voix, et le psychologue se doit de la posséder. La déclamation l'aidera, Beyle en est sûr, à mieux connaître les hommes.

Mais cette science du cœur humain n'est point du tout désintéressée. Beyle la veut aussitôt faire servir à sa gloire prochaine. De fait, il forme déjà en lui-même le grand romancier qu'il sera trente ans plus tard. Mais il n'en sait rien encore. C'est au théâtre, croit-il, que son génie l'appelle à créer et à faire vivre des caractères nouveaux. « Quel est mon but? dit-il quelque part dans son *Journal*. D'acquérir la réputation du plus grand poète français... » Est-il besoin d'expliquer que,

pour connaître les procédés, les effets, les limites aussi et les conventions nécessaires de l'art dramatique, il faut en même temps connaître, dans toute sa variété, cet autre art qui en est inséparable, je veux dire l'art du comédien? Beyle juge donc qu'avant d'écrire ses comédies, il lui faut pratiquer l'art de ses futurs interprètes. Méthode excellente sans doute, si elle fut celle de Shakespeare peut-être, et de Molière. Comme celui-ci Beyle paraît croire que, pour devenir un bon comique, il faut être d'abord comédien.

Si Beyle, dénué d'argent comme il l'était alors, s'en va donc demander leurs coûteuses leçons aux acteurs les plus célèbres, n'en soyons pas étonnés. Quels sacrifices ne ferait-on pas, ou quelles dettes, si l'on sait que l'on travaille pour son génie et pour sa gloire?

Pourtant il y avait encore à cette audacieuse démarche des raisons moins graves et moins secrètes, mais fort urgentes elles aussi. Depuis quatre ans qu'il avait quitté Grenoble, Beyle s'efforçait de persuader à tous, il essayait de croire lui-même, qu'il était un Parisien accompli. Mais, pour être Parisien, point ne suffit de détester sa province natale. Beyle, il se l'imaginait tout au moins, avait bien pu donner à ses habits, comme à toute sa personne, cette « élégance parisienne » qui impressionnait les provinciaux. Mais ceux qui étaient nés aux bords de la Seine le reconnaissaient toujours à son accent. Indélébile, énergique et lourd, cet accent, méridional tout ensemble et montagnard, ce solide accent dauphinois donnait à la diction d'Henri Beyle des sonorités intempestives. Et Beyle se révélait, en dépit de lui-même, ce qu'il avait le plus en horreur, un Grenoblois. C'était une souffrance intolérable.

Que de fois, en ces premières années de son séjour à Paris, dut-il voir les lèvres de ses interlocuteurs, et qui pis est, de ses interlocutrices, réprimer à grand'peine un cruel sourire, quand il avait, par exemple, proposé de « lire des verse », de « promener au Course la Reine », ou bien nommé incidemment la ville de « Calaisse ». Mieux lui valait aussi ne point parler de son « pére », ne point railler les « bétises » que les autres disaient, mais, hélas, avec un meilleur accent que lui-même.

Dès qu'il connut son mal, Beyle s'efforça de le guérir. On le voit, dans ses lettres à sa sœur Pauline, fort préoccupé des prononciations dauphinoises. Travaillant lui-même à effacer de son langage ces traces humiliantes de son origine, il tâchait de la corriger en se corrigeant.

Comme un étranger, qui suit les représentations de la Comédie avec le naïf espoir de trouver la vraie prononciation française dans la bouche illustre de Célimène, Henri Beyle, parmi d'autres études, s'efforçait chez Molière d'apprendre à bien parler sa langue. C'est ainsi qu'il justifiait, dans une lettre à son père, les coûteuses dépenses du plaisir théâtral : « Ce plaisir, lui disait-il, a d'ailleurs l'avantage essentiel de me donner une bonne prononciation, et de me guérir de toutes les locutions allobroges. »

Mais suffisait-il d'écouter les acteurs déclamant sur la scène, et d'imiter tant bien que mal leur accent? L'on s'entend mal soi-même. Il faut un maître qui vous corrige. Si Beyle pourtant n'avait eu à leur demander d'autre service que de lui enseigner l'accent parisien, il n'aurait pas eu besoin des plus fameux acteurs de son temps. Mais parmi toutes les leçons qu'il attendait d'eux, celle-là peut-être était la seule avouable, pour un homme qui avait la pudeur de ses ambitions et de ses rêves. C'est du moins la seule dont il veut se souvenir dans *Henri Brulard* :

> J'ai pris des leçons du célèbre Larive et de Dugazon, écrit-il, pour chasser les derniers restes du parler *traînard* de mon pays.

Cependant, lorsque Beyle décida de prélever sur sa maigre bourse les somptueux cachets qu'exigeait le tragédien Larive, d'autres espérances encore plus frivoles et plus délicieuses durent lui traverser l'esprit. Quelle joie d'abord à la pensée que, fût-ce en le payant, on va vivre dans la familiarité d'un acteur illustre! Et chez lui n'avait-on pas toute chance de rencontrer quelques-unes de ces comédiennes vers qui Beyle se sentait d'autant plus attiré que ses relations avec Joséphine Duchesnois l'avaient mis en goût sans le satisfaire? Fréquentations émouvantes pour ce jeune homme ardent et dénué.

Et n'étaient-ce point en même temps de nouveaux moyens

pour les conquérir que lui enseignerait la déclamation? On sait bien comment Stendhal, en théorie tout au moins, est l'amant le plus méthodique. Faute de cette confiance, hélas, que donnent à d'autres belle prestance et noble visage, le gros Beyle s'est persuadé qu'une tactique savante peut suppléer à tout. Naguère il a cherché dans les livres les bonnes méthodes pour séduire le cœur des femmes. Mais l'art d'appliquer ces méthodes, il lui faut maintenant le demander aux maîtres de la voix et du geste, aux acteurs. En recevant leurs leçons, avec d'autres secrets essentiels notre jouvenceau, n'en doutons point, espérait apprendre quelques façons de poser sa voix ou sa jambe, à quoi le cœur des belles ne saurait longtemps résister.

II

J.-B. HENRI GOURGAUD, DIT DUGAZON, SOCIÉTAIRE

« Il ne manque à Dugazon, pour bien jouer, que de se guérir de la manie de faire rire les servantes qui viennent à la Comédie le dimanche ».
(Geoffroy, 8 thermidor an X.)

Larive eut bientôt fait de dégoûter Henri Beyle de la tristesse et de l'emphase. Pour succéder au lugubre tragédien, il choisit un valet de comédie, un farceur et un pitre. A vrai dire, comme il est d'usage, les meilleurs élèves de ce bouffon étaient habituellement des tragédiens. Talma lui-même, et mademoiselle Duchesnois, et Lafon, avant Henri Beyle, avaient écouté ses leçons. Le jeune Oreste du salon d'Auteuil pouvait donc, sans renoncer à la tragédie, apprendre chez cet excellent comique à y mettre plus de simplicité et plus de vie. Enfin Dugazon avait sur Larive une autre supériorité que, vu l'état de sa bourse, Beyle devait fort apprécier : il coûtait moitié moins cher. Mais si mesquine considération eût-elle compté pour notre Saint-Preux, s'il avait su que chez Dugazon c'est l'amour qu'il allait enfin rencontrer?

***

A en croire les contemporains, Dugazon, qui avait alors cinquante-huit ans, était déjà fort usé. Il « se meurt toute l'année », écrivait-on quelques semaines plus tôt dans le *Courrier des spectacles*; et un mois avant que Beyle ne vînt prendre chez lui sa première leçon, le même journal annonçait que la santé de Dugazon l'obligeait à se faire suppléer dans sa classe du Conservatoire.

Mais apparemment notre homme appartenait-il par son tempérament à cette classe de l'espèce humaine où plus tard Beyle rangera côte à côte Voltaire, les hystériques et les saintes. Chétifs et infatigables, ces « nerveux », jusqu'à la veille de leur mort, étonnent par leur incoercible vitalité. Ainsi Dugazon, toujours trépidant et toujours mourant, Beyle l'appellera M. Desnerfs; et il avait les nerfs en effet tellement excités que deux ans plus tard il en devint à peu près fou. Folie charmante, il est vrai, manie en quelque façon symbolique où peut-être, dans ses nouveaux amis, ce Scapin gambadeur croyait se retrouver lui-même : c'est « entouré de poules huppées, de perroquets et d'écureuils » que Dugazon voulut passer les derniers mois de son existence.

Mais, quand Beyle le connut, il n'avait point encore renoncé aux hommes. Plus vivace et plus lucide que jamais, si, dans sa classe du Conservatoire, il se faisait suppléer, personne chez lui n'avait besoin de prendre sa place auprès de ses propres élèves. Et Beyle opposera bientôt l'ardente vieillesse de ce bouffon à la sénilité de M. Daru, de son grand-père Gagnon, ou du sombre et tragique Larive. Sa santé l'obligeait-elle à quitter un temps le théâtre, on l'y voyait reparaître plus endiablé que jamais. A vrai dire, il commençait à bafouiller quelque peu; il était devenu « gros, court et pesant » d'aspect; mais les spectateurs n'en perdaient ni une gambade ni une grimace.

Voilà plus de trente ans que Dugazon tenait à la Comédie l'emploi des Mascarilles et des Frontins. Comme il chargeait ses rôles, et grimaçait éperdument, il s'était rendu populaire auprès du gros public; mais ses bouffonneries, à en croire les

délicats, déshonoraient la noble scène du Théâtre-Français. Et le critique Geoffroy qui, au lendemain de la Révolution, jouait le rôle ingrat du *laudator temporis acti*, comme eût dit ce vieux pédant, et qui déplorait d'un ton rogue l'oubli des bienséances passées, s'en prenait à Dugazon : sous « ses mauvais lazzis », ce pitre étouffait les vers spirituels de Regnard; la farce la plus « ingénieuse » de Molière n'était plus, jouée par lui, qu'une « parade grossière et dégoûtante ».

Dugazon a du feu, écrivait-il encore, un bon masque de tabarin, et une sorte de force comique qui secoue la multitude; c'est à cela que se borne son éloge : du reste, toujours exagéré, farceur et baladin, criant à pleine tête, faisant un fracas et un vacarme épouvantables; il oublie sans cesse que c'est au Théâtre-Français qu'il joue, et non sur les tréteaux de la Foire... »

Geoffroy pourtant ne se fait point faute de le lui rappeler. Le pauvre Dugazon ne peut paraître, dans quelque rôle que ce soit, sur la scène des Français, sans que le rude critique grogne contre « un acteur dont le masque et le jeu annoncent un intrigant, un farceur, un bouffon », qui fausse ou avilit tous ses personnages, qui gâte même l'illustre Figaro.

Il est difficile, écrit-il le 9 prairial an X, de jouer d'une manière plus lourde et plus triviale : ni naturel, ni vérité, ni finesse; un Paillasse à la place d'un Figaro, une voix de Polichinelle qui, sur la fin, ne se faisait plus entendre, à force d'être enrouée...

Et sans doute cette fois le sévère journaliste n'avait-il point tort. La plupart des témoignages s'accordent avec le sien. Cet acteur était un mime admirable, et savait donner à son masque les plus amusantes déformations. Mais il en abusait. Par ses grimaces intempestives, par les lazzis grossiers qu'il ajoutait au texte des auteurs, par ses gambades et par ses cris, il estropiait quasi tous ses rôles.

N'importe, ce Polichinelle, ce Paillasse et ce Tabarin, qui exaspérait les raffinés, était fort au goût d'Henri Beyle. Bien avant de le prendre pour maître, il ne le nomme guère sans admirer son jeu. Car il y avait en Beyle, — mystérieuse influence peut-être de son hérédité italienne, — un amateur né de la *commedia dell'arte* et de la farce. La comédie vraie l'attristait par la peinture trop réelle des vilenies humaines.

Il aimait dans celle de Shakespeare cette fantaisie délicieuse qui oublie toute réalité. Et de la même façon les bouffonneries les plus folles, de tradition en Italie, ravissaient par leur outrance cette âme ardente et chimérique, qui dans le comique même cherchait encore le feu de la passion et le charme de l'irréel.

Et voilà comment Beyle, contrairement à l'opinion des gens de goût, prisait si fort le jeu de Dugazon.

Le 17 prairial an XII, il est « très content » de lui dans l'*Optimiste* de Collin d'Harleville, il le trouve « à ravir » dans le *Retour imprévu* de Regnard. Et dix jours plus tard, il l'admire si bien dans son rôle fameux de Bernadille, que désormais c'est généralement sous ce nom qu'il désignera le vieil acteur.

Quand Beyle sera devenu son élève, et le verra plusieurs fois par semaine dans une intimité familière, il n'en aura pas moins de plaisir à le revoir encore, sur la scène, sous le costume de quelque personnage grotesque. Ici Dugazon est un « délicieux » acteur, là il joue « avec toute la verve possible », cette autre fois il est « sublime ».

Un jour enfin que, loin de la France, dans une lettre à sa sœur Pauline, il lui confie les plaisirs les plus secrets de son cœur, parmi ces « jouissances » que donnent les arts, et qui sont « plus fortes » encore « que les passions », parmi ces bonheurs délicieux, à côté du *Matrimonio segreto*, — n'est-ce pas tout dire? — Beyle n'hésite point à placer « Dugazon dans Bernadille ».

III

FARCEUR ET JACOBIN

> « La nature avait tout fait pour Dugazon : figure vive et spirituelle, taille avantageuse et leste. Il ne pouvait parler, marcher, regarder, ou faire le moindre geste, sans imprimer à tout cela une verve qui, contenue à peine, était toujours au moment de s'échapper au dehors. » (*Mémoires de Fleury*, I, 319.)

L'on raconte que Bonaparte, qui jadis avait connu le célèbre comique, reçut un jour sa visite aux premiers temps

de son Consulat. Le vainqueur de Marengo commençait à perdre l'héroïque maigreur de jadis. « Comme vous arrondissez, Dugazon! » lui dit le Premier Consul. — « Pas tant que vous, petit papa », lui répondit le vieux pitre, et d'une main familière il frappa le ventre auguste. Jamais plus la porte des Tuileries ne s'ouvrit pour Dugazon.

L'anecdote peint assez bien le personnage. Ce valet de comédie avait depuis longtemps pris l'habitude de jouer les farceurs à la ville comme au théâtre. Il gardait dans la société, fût-ce avec les plus grands, l'effronterie qui convenait à Scapin, à Mascarille, ou à Figaro. Il en avait le geste libre et le ton canaille. Henri Beyle, un peu guindé dans sa bonne éducation provinciale et bourgeoise, ne fut un jour pas moins offusqué que Bonaparte, lorsque, à la fin d'un déjeuner d'hommes, Dugazon le fit « la victime » d'un conte fort libre et fort plaisant : tandis que Beyle, flatté de voir que le vieil acteur lui adressait toute l'histoire, l'écoutait bouche bée, Dugazon conclut par un éclat de rire en plein visage, qui « assassina de salive » son naïf auditeur. Un voisin lui offrit son mouchoir, et Beyle, d'un ton piqué, écrivait le soir dans son journal : « Jolie plaisanterie du meilleur goût. » Il note encore, ce jour-là, que Dugazon n'a « point de tenue », ni « le bon ton de la société ».

La tenue, le bon ton, n'étaient pas en effet le propre du joyeux drille, qui ne respectait ni les autres ni lui-même. Mais ce bon vivant, fort amateur de cuisine épicée et de jolies filles, n'avait point l'âme servile des valets dont il tenait l'emploi. Ses forces mêmes semblaient avoir je ne sais quoi de débridé, d'audacieux et de frénétique. Dans sa vie privée, — et c'est par là qu'il devait plaire à Henri Beyle, — Dugazon était le plus passionné des hommes. Il le montra bien au cours de son orageuse et brève union avec une chanteuse d'opéra-comique, dont les poètes célébraient à l'envi le « petit nez retroussé » et les « yeux fripons ». Madame Dugazon devait perpétuer au théâtre le nom de son mari, mais elle commença par lui donner en tous lieux une brillante réputation de cocu. Et notre bouffon le prit fort mal. Il brutalisa si bien madame Dugazon et ses amants, qu'elle dut implorer contre cet époux furieux la protection du lieutenant de police. Mais Dugazon

n'avait peur de rien. Son histoire est pleine de soufflets, de coups de canne et de coups d'épée, qu'il distribuait à tout venant, et recevait quelquefois. Puis ce furibond, on le voyait, l'instant d'après, s'attendrir, pour retomber enfin à quelqu'une de ses pitreries familières. Car chez le Marseillais Dugazon, curieux mélange de polichinelle et de matamore, tout finissait toujours par une obscénité ou une gambade.

Cette âme turbulente et sans frein, ce farceur, ce bretteur, tout naturellement s'était mué, sous la Révolution, en un jacobin forcené. On le vit un jour, à la prison de l'Abbaye, présider le tribunal des égorgeurs. La « petite voix aigre et dégoûtée » de Scapin décida la mort et la vie, et sa grimace comique, aux lueurs sinistres de cette aube du 2 septembre, devait donner au drame sanglant qui commençait l'aspect de quelque effroyable parodie.

L'année précédente Dugazon avait été naturellement, avec Talma, avec Monvel, de ces acteurs qui, abandonnant les aristocrates de la troupe, allèrent fonder le Théâtre de la République. Et lorsqu'en 1799, la fièvre passée, mais les rancunes mal éteintes, le ministre François de Neufchâteau entreprit de reconstituer l'ancienne troupe de la Comédie-Française, il y eut d'abord quelque peine. Telles de ces dames, qui se souvenaient de leurs amours princières, et des geôles de la Révolution, ne pardonnaient point à « ce jacobin de Dugazon » la peur qu'il leur avait faite.

Cette réputation de jacobin, et ces tragiques anecdotes, n'étaient point pour déplaire à Henri Beyle. Quelle différence avec monsieur de Larive, emprisonné sous la Terreur, et menacé de la guillotine! Dugazon, Dieu merci, n'avait rien d'un aristocrate. Et Beyle qui, à dix ans, dans la sombre maison de la rue des Vieux-Jésuites, s'était senti inondé d'une joie secrète et furieuse en apprenant la mort de Louis XVI, fut sans doute enchanté d'entendre dire que, pour étouffer les dernières paroles du roi sur l'échafaud, le fameux roulement de tambour, cette idée de théâtre, avait été imaginé par le joyeux bouffon.

IV

HENRI BEYLE ET SON MAITRE

« La connaissance de Dugazon est un des plus heureux événements qui pût m'arriver pour mon talent. »
(*Journal*, I, 194.)

Le 21 frimaire an XIII Beyle vint prendre sa première leçon chez son nouveau professeur. Les remarques profondes de Dugazon, et la simple franchise de son enseignement, l'étonnèrent. Ce dédaigneux, cet imaginatif, que jamais la réalité n'arrivait à satisfaire, eut cette fois l'impression rare qu'il ne pouvait rien concevoir de mieux. Il écrivit aussitôt dans son *Journal* :

Je suis enchanté de Dugazon; il va nous faire un commentaire vrai et chaud de tous les rôles qu'il nous fera dire....

Espérance bien justifiée, car si l'acteur et l'homme étaient fort attaqués, on ne discutait point le professeur. Il avait formé, au moins pour une part, les plus grands acteurs de son temps, et devait avoir comme maître les dons les plus éminents, mais avant tous les autres cette chaleur qu'il faut pour enflammer le cœur des élèves.

Beyle, qui voulait partout de la passion, fut conquis. Et comme son imagination mettait dans tout ce qu'il admirait du romanesque et du sublime, il expliqua aussitôt la fiévreuse ardeur du vieux comique, en lui prêtant cet enthousiasme de la gloire qui le possédait lui-même.

Il aime la gloire, écrit Beyle, il ne nous a point exprimé ce sentiment en phrases pompeuses; c'est un mot dit par lui comme sans conséquence qui me l'a appris.

Dès lors, avec un zèle qui ne lassera point, et que vont bientôt aviver d'autres plaisirs encore que ceux de la déclamation, Beyle sera pendant près de cinq mois l'élève assidu de Dugazon. Plusieurs fois par semaine, il traversait la rue de la Loi (la rue Richelieu d'aujourd'hui), et, par ces petites rues qui s'embrouillaient et tournaient derrière le Palais-Royal, autour de la place des Victoires, il s'en venait au passage du Vigan,

qu'habitait alors Dugazon. Le passage a depuis peu disparu, mais on en imaginera sans peine l'emplacement. Il s'ouvrait naguère encore dans la rue d'Aboukir, qui s'appelait au temps de Beyle rue des Fossés-Montmartre, et menait à la rue des Vieux-Augustins, aujourd'hui la rue d'Argout. C'était un peu avant d'atteindre la rue Montmartre. En ce quartier presque intact, il nous est loisible d'essayer tour à tour les différents chemins qui pouvaient mener Henri Beyle chez son professeur. Imaginons-le qui les suit de son pas vif, l'âme enflammée d'abord par la noble espérance de la gloire, et plus tard attendrie par d'autres espérances ou d'autres fièvres plus pressantes. Mais bientôt, le long de ces vieilles rues noires, que sillonne encore, en leur centre, un ruisseau bourbeux, voici qu'Henri Beyle n'est plus seul. A ses côtés chemine, gracieuse et mince, Mélanie. Et si par hasard elle s'arrête devant un marchand de modes, et contemple, rêveuse, quelque joli bonnet, Beyle, qui se sent la bourse vide, rougit et s'inquiète...

***

« Je ne suis qu'artiste chez Dugazon. »
(*Journal*, I, 266.)

La leçon commençait à midi, mais une demi-heure plus tôt, quelquefois, ou plus tard, car le maître était capricieux, ou ses élèves peu exacts. Leçon collective, qui se prolongeait deux heures, trois heures même à l'occasion. Beyle y retrouvait quelques jeunes gens, quelques jeunes femmes. Chacun à son tour venait dire le rôle qu'il avait préparé; le maître interrompait, corrigeait, commentait, voire même, bondissant au milieu de ses élèves, leur donnait l'exemple en personne. Et l'on voyait parfois le corps grimaçant du vieux pitre se guinder dans les nobles attitudes de la tragédie, son fameux masque de bouffon s'essayer aux expressions pathétiques, et les yeux rieurs de Dugazon, à l'ébahissement d'Henri Beyle, se remplir tout à coup de larmes.

Puis Dugazon reprenait sa figure goguenarde et familière, et laissait la parole à ses élèves. Mais Martial Daru, qui menait de front le métier de commissaire des guerres, la vie

du grand monde, et ses amours, n'apportait à ces exercices qu'une élégante lassitude. L'Allemand Wagner, qui venait chez Dugazon avec le naïf espoir d'y perdre un jour son accent, faisait rire. Restait Henri Beyle, toujours debout, toujours prêt à entrer en scène, et, s'il ne pouvait jouer pour son compte, à donner la réplique aux jeunes actrices. Qu'il fût Xipharès ou bien Lindor, il leur prenait la main, il se jetait à leurs genoux, il les recevait sur son cœur; tandis qu'elles disaient leurs rôles, l'amour, la jalousie, la fureur ou l'attendrissement se peignaient tour à tour sur son visage mobile. Et son cœur, aussi mobile que son visage, bientôt lui-même s'y laissait prendre. Émotions délicieuses, où se mêlaient confusément l'homme et l'artiste, et qui laissaient Henri Beyle palpitant. Tandis que, surprise, sa partenaire le regardait toute interdite.

Quand arrivait enfin son tour, Beyle déclamait ce fameux récit de *Cinna*, dans lequel, chez madame de N., il faisait naguère pâmer d'horreur ses auditrices. Mais aujourd'hui, bien qu'il le sût dire de quatre voix différentes, Beyle, que la fréquentation des grands acteurs avait rendu trop difficile, n'y était plus satisfait de lui-même. Passait-il à la comédie, notre tragédien y portait encore le ton du drame, et lançait avec une sombre ardeur les tirades virulentes d'Alceste. Ou bien, toujours enflammé, mais s'efforçant à l'élégance et à l'esprit, il jouait « avec un nerf, une verve et une beauté d'organe charmants », c'est lui du moins qui nous l'assure, la grande scène de la *Métromanie*.

J'aurais rempli le théâtre, conclut Beyle. J'avais une tenue superbe de fierté, d'enthousiasme et d'espérance en disant mon rôle.

Chez tous ces jeunes cabotins qui fréquentaient son cours, Dugazon n'avait sans doute pas coutume de rencontrer une conviction si neuve encore, et toute cette fougue, et tout ce feu. Avec une surprise, où se mêlaient peut-être l'admiration et l'ironie, il contemplait ce gros garçon tout frémissant. Puis, se retournant vers ces demoiselles, qui ne paraissaient point insensibles à tant de passion perdue, il répétait « de trois ou quatre manières différentes », et comme enchanté de sa découverte, « que ce n'était pas du sang », mais « du vif-

argent », qui coulait dans les veines de ce jeune provincial déchaîné.

L'alerte bouffon avait plaisir sans doute à reconnaître dans un de ses élèves cette vie brûlante, qui animait toujours son vieux corps usé. Sans lui cacher que tout « le reste » lui manquait, il le louait de posséder ce qui est pour un comédien « la grande partie, la chaleur de l'âme ». Et, s'il lui conseillait de se maîtriser davantage, fort sagement il ne cherchait point à éteindre cette énergie passionnée, où peut-être l'ingénieux vieillard avait confusément senti le génie propre d'Henri Beyle. Un jour que celui-ci venait de dire avec beaucoup de verve la première scène du *Misanthrope*, Dugazon, enthousiasmé, lui promit qu'il le jouerait « supérieurement ». Et Beyle, enchanté de lui-même, put écrire ce soir-là dans son *Journal* :

C'est aujourd'hui pour la première fois qu'a été deviné ce que je pourrais devenir dans la déclamation.

Dans la déclamation, sans doute, mais peut-être point dans la tragédie. Car nous voyons bientôt Dugazon faire répéter à Beyle la première scène de Sosie, puis l'assurer que ce rôle grotesque lui convient à merveille. Mais Beyle s'y trouvait mal à son aise : « Il y a, se disait-il..., diablement loin de là au Misanthrope ». L'emploi subalterne des valets humiliait ce jeune premier.

Dugazon, qui s'était illustré dans pareil emploi, n'avait point de ces dégoûts. Et d'ailleurs qu'y pouvait-il faire, si, avec l'âme d'un tragédien, le sort avait donné à Beyle la face ronde et le ventre joyeux d'un bouffon? Contraste piteux et grotesque, qui au théâtre comme dans la vie a fait bien d'autres victimes. Je sais telle actrice, prix de tragédie au sortir du Conservatoire, qui, bientôt pourvue des magnifiques appas d'une nourrice, dut abandonner Racine pour les farces du Palais-Royal. Et personne n'ignore plus le martyre de l'obèse. Au cours de sa vie amoureuse, Henri Beyle lui aussi dut bien souvent maudire cette malfaçon de sa destinée. S'il avait choisi la carrière du théâtre, comme il le rêva quelquefois, sans doute y eût-il rencontré d'autres disgrâces aussi amères.

Chez Dugazon il en fit un jour l'épreuve. Beyle se disposait

à jouer le rôle d'Œdipe. Il était plein de confiance. Pouvait-il douter que la noble fierté dont il se sentait l'âme remplie ne dût passer dans son maintien? Mais à peine sans doute, tragique et royal, Œdipe commençait-il de haranguer son peuple, qu'une remarque de Dugazon vint enlever à ce héros toute contenance : « Il me dit que je n'ai point de noblesse dans ma position ». Quel douloureux étonnement! « Moi qui me croyais sûr là-dessus! » Et Beyle avoue que le courage à l'instant lui manqua.

Par bonheur, en dépit de sa figure et de son ventre, Beyle avait bientôt fait de retrouver la confiance. Il remarquait qu'après tout Lekain et lui se ressemblaient Et Dugazon, qui n'avait nul motif pour écarter de la tragédie cet amateur, ne se faisait point faute de l'encourager. Tantôt, satisfait, il caressait d'une main familière la joue ronde du jeune tragédien. Ou bien même, dans un accès de tendresse pour un élève aussi convaincu, il l'embrassait « d'amitié ». Et Beyle de se demander, incertain, ce que valaient les éloges de ce bouffon sensible et fantasque.

Mais que Dugazon fût satisfait de son élève, peu nous importe en vérité. L'essentiel, c'est qu'Henri Beyle ait eu de bonnes raisons pour être satisfait de son maître. Dugazon, dont il vante à maintes reprises les conseils profonds et fins, lui apprit surtout, en un temps où Beyle restait, dans sa personne comme dans ses idées, encore tendu et guindé, le charme du naturel. Par là ce valet de comédie joua son rôle dans l'évolution qui peu à peu ramenait ce jeune homme trop épris de sublime vers la simple réalité. Nous savons déjà qu'il travaillait lui-même à s'arracher aux sortilèges de Jean-Jacques. Mais son imagination romanesque, qui sans cesse l'emportait hors du bon sens et de la vie commune, était loin encore de la guérison. Jouer la tragédie, et vivre dans le monde factice du théâtre, singulier moyen assurément pour écarter de soi-même l'illusion et le mensonge! Mais tout au moins l'enseignement de ce maître qui aimait le simple et le vrai devait-il tempérer le poison du cabotinage. Quant à l'austère Saint-Preux, sa passion, son éloquence et sa vertu, rien de mieux pour chasser un fantôme aussi lugubre que la compagnie de ce bouffon viveur, spirituel et cynique.

V

LA CONTINENCE D'HENRI BEYLE

« Un vers d'Arsinoé de *Nicomède* m'ouvre les yeux sur les femmes et me fait voir que la plus grande partie sont de petits caractères, qui ne peuvent rien sur mon bonheur. »
(*Journal* du 17 nivôse an XIII.)

L'on s'embrassait beaucoup chez Dugazon, et Beyle y prenait plaisir. Ces petites femmes de théâtre qui venaient là pour recevoir l'enseignement et gagner la protection du célèbre et tout-puissant sociétaire, n'eussent pas été fâchées d'y trouver aussi un amant. Et quoi de mieux pour cet objet que l'ingénieuse composition d'un cours où les femmes se préparaient au théâtre, tandis que les hommes étaient tous des fils de famille et des amateurs? Une aimable et propice liberté faisait le ton de la maison. Et, pour les sympathies naissantes, que de commodités s'offraient! Il y avait les rôles, qui prêtaient à maint geste amoureux, épargnant ainsi aux timides les difficultés du début. Il y avait surtout les *a parte*. Tandis qu'un ou deux élèves déclamaient à grand bruit, les couples folâtraient dans les coins. Et le vieux maître, qui voyait tout, suivait de loin ce tendre jeu. Goguenard et paternel, il encourageait les galantes attaques des audacieux, il souriait aux habiles défenses des coquettes. Et quand il devinait qu'enfin la douce aventure commencée chez lui avait trouvé ailleurs son dénouement, il savait choisir dans son répertoire l'allusion gracieuse ou égrillarde qui convenait, et devant les amoureux confus, de sa voix de polichinelle, il lançait gaiement son couplet.

Mais si l'indulgente vieillesse de Dugazon s'amusait de ces jeunes amours, il savait à propos glisser dans une petite oreille l'avis de sa riche et trouble expérience. A ces ingénues, qui cédaient encore au naïf penchant de leur cœur, il recommandait les choix prudents et profitables. Il faisait mieux. Il leur offrait son entremise, ses hautes relations, son patronage. C'est ce qu'Henri Beyle qui, sur la moralité du vieux Scapin, n'eut bientôt plus aucune illusion, traduisait tout

crûment dans son journal : « Il paraît que le cher Dugazon est un peu ruffian de son métier. »

Ainsi Dugazon, avec la sollicitude d'un bon maître, avait-il soin d'apprendre à ses jolies élèves ce que valait leur vertu. « Ne pas te donner pour un *bonnet*, au moins », disait-il un jour à Louason. Et il lui faisait sentir tout le « parti » que peut tirer d'elle-même une jeune fille, bien faite de sa personne, et qui va débuter à la Comédie.

Ces demoiselles, hélas, n'en croyaient pas toujours le sage vieillard. Dès son entrée dans la maison, Henri Beyle s'aperçut avec ravissement que sa continence y serait mise à rude épreuve. Lors de sa troisième séance, « au comble du contentement », il déclarait que jamais dans un salon il n'avait éprouvé tant de plaisir, et cette félicité lui avait semblé si parfaite et si vive, qu'il en répétait encore en anglais l'assurance : « *the greatest happiness....* » Mais, à la leçon suivante, son bonheur fut plus grand encore.

Beyle pourtant eut d'abord quelque peine à prendre le ton de la maison. Il aurait fallu sortir de soi-même, plaisanter, oser. Beyle se le disait, mais, timide, n'en savait rien faire. Auprès de ces jeunes femmes si maniables, il restait courtois et guindé. Ou bien il demeurait à l'écart; là il observait, il philosophait dans son cœur, cependant que les autres batifolaient avec les jolies filles. Et, quand elles s'en allaient, ce n'était pas Henri Beyle qui les accompagnait jusqu'à leur porte.

Au bout de six semaines, il est morose; il s'aperçoit que les plus sots l'ont partout devancé. « Il n'y en a que pour ceux qui en prennent », s'écrie-t-il avec dépit. Qu'il adopte donc enfin, lui aussi, ces « mœurs de cabotin » qui, auprès de ces jeunes cabotines, sont après tout les meilleures. Et Beyle prit « la résolution de sortir de son indolence ».

A vrai dire, ces demoiselles ne demandaient pas mieux que de l'y aider. La fierté de ce jeune homme, qui ne semblait penser qu'à ses rôles et à la gloire, irritait leur coquetterie. Sans être beau, il était jeune, il était vif; ses yeux promettaient une âme ardente; il jouait avec une fougue singulière tous les amoureux du répertoire. Que ne s'occupait-il un peu d'elles?

Tour à tour chacune essaya, du moins si l'on en croit l'intéressé, de faire venir à elle « cette jeune ferveur » sans emploi. Mais notre dragon, qui avait pour principe d'attaquer toujours, dans la pratique restait volontiers sur la défensive. Et puis, troublante incertitude, comment savoir si ces petites cabotines avaient ou n'avaient point une belle âme?

La première qui s'attaqua, dit Henri Beyle, à sa vertu, fut mademoiselle Rolandeau. Parmi tous ces écoliers, mademoiselle Rolandeau était un personnage. Depuis douze ans sa voix légère, « brillante et fraîche », « son jeu piquant », sa jolie taille, l'avaient rendue populaire auprès des Parisiens qui fréquentaient l'Opéra-comique et l'Opéra-bouffe. Au cours d'une glorieuse tournée, elle venait encore de recueillir dans maintes villes de France les applaudissements des provinciaux. Enfin, en ce dernier mois de messidor, elle avait fait sa rentrée à Feydeau, pour y jouer à la fois les grandes coquettes et les soubrettes. Toute la presse avait célébré le retour de cette « actrice déjà célèbre » au théâtre de ses débuts, qui ne pouvait se passer d'elle. Quant au public, il l'avait applaudie avec enthousiasme, « et redemandée à grands cris après la pièce ». Elle enlevait « tous les suffrages ».

Si cette cantatrice au gosier si alerte, au jeu si « facile » et si « vrai », venait prendre encore les conseils de Dugazon, ce n'était donc que pour rendre plus savant un métier dont elle avait déjà une longue et heureuse expérience. Au milieu de ces jouvencelles qui, dans le double jeu du théâtre et de l'amour, n'étaient encore que des apprenties, mademoiselle Rolandeau apportait l'assurance d'une femme qui connaît déjà la gloire et les hommes.

Quelle conquête inespérée pour un étudiant obscur, timide et pauvre! Néanmoins Henri Beyle paraît plus flatté qu'ému de l'aventure. Il avait naguère rencontré au pays de Jean-Jacques cette chanteuse d'opéra-bouffe. Nous ne savons trop ce qu'elle faisait parmi ces Genevoises naïves et fraîches, dont la candeur enthousiasmait alors Henri Beyle. A la table d'un teinturier, sur les bords du Léman, il avait fait sa connaissance. Quand il la retrouva chez Dugazon, on voit bien que mademoiselle Rolandeau n'y respirait plus la vertueuse atmosphère de Calvin. Car, dans les « agaceries » dont elle

poursuit Henri Beyle, il est difficile de reconnaître la franchise de ces cœurs genevois, « qui ne comprennent pas seulement la coquetterie et qui sont si sensibles à l'amour ». Coquette ou non, Beyle ne doutait point, tout crûment il le déclare, que mademoiselle Rolandeau n'eût « envie » de lui. Le jeune provincial vif et encore frais, voire un peu rustique, « tentait » cette fille d'expérience, alors dans tout le feu de ses trente ans. Elle se montrait toute prête à faire son « éducation ». Et sans doute était-elle femme à prendre au besoin les initiatives nécessaires. « Je crois qu'avec elle », écrit-il, « si nous nous trouvions seuls, tout serait fini ».

Jamais Henri Beyle ne se trouva seul avec mademoiselle Rolandeau.

Quant à « la petite madame du général Lestranges », malgré cet héroïque et imposant rival, notre jeune don Juan, en moins de quatre semaines, la tenait à sa merci. Mais, satisfait de ces triomphes virtuels, Beyle négligeait de s'en mieux assurer. Il écrit le 1er pluviôse dans son Journal :

Il neige, j'accompagne en cabriolet la petite femme du général Lestranges. Elle m'offre de monter chez elle, je refuse. Elle m'indique de l'aller voir les jours qu'elle ne va pas chez Dugazon; je ne m'en soucie pas.

Quelle froideur! Quel dédain! Ce roué serait-il donc un chaste? Non sans doute. Mais un rien suffit pour dégoûter Henri Beyle. En dépit de ses principes, il garde un cœur délicat et pudique. Les femmes vertueuses l'ennuient; mais les femmes faciles lui répugnent. Or la petite madame du général Lestranges, c'était apparemment cette madame Mortier qui, à maintes reprises, va développer sous les yeux de Beyle « tous les détails d'une catin à âme basse », et, par surcroît, affectée. Aussi madame Mortier eut-elle beau prodiguer à Beyle sur son habit, sur sa tournure, les témoignages les plus flatteurs d'admiration, Beyle ne s'en montra point ému. Il lui répondait « avec une gaieté noble et la politesse la plus aisée et la plus extrême »; ou bien, dédaigneux et familier, Beyle, l'esprit ailleurs, s'amusait « à faire des compliments à la petite Mortier et à lui chatouiller les tétons », « le tout très honnêtement », a-t-il soin d'ajouter.

Ces innocentes libertés, chez Dugazon, ne tiraient point à conséquence. C'étaient mêmes hommages et courtoisies habituelles, comme, en d'autres salons, de baiser la main aux dames. Aussi, quand nous voyons Henri Beyle qui, lâchant la taille de « la petite Mortier », s'en vient « folâtrer » avec « la petite Félipe », n'y attachons pas plus d'importance que ces dames.

« Cette jolie petite Félipe » était si riante, que rien d'elle ne pouvait être pris au sérieux. Et les timides, comme Henri Beyle, se sentaient tout de suite à leur aise auprès de la joyeuse enfant. Dès le 3 ventôse, ce jeune homme si entreprenant, et si discret, écrivait dans son *Journal* : « Il n'est peut-être pas impossible d'avoir Félipe. Ce serait amusant. » Mais, une fois de plus, il n'en fit rien. Félipe avait pourtant le baiser facile, et pas « seulement l'idée de la pudeur ». Quand elle voyait arriver Beyle en culotte de soie et en bas noirs, son torse rebondi serré dans un habit bronze-cannelle, et pourvu d'un « jabot superbe », elle lui faisait grand accueil, persuadée qu'un jeune homme si bien mis était un fils de famille, avec tout ce qu'il faut pour rendre heureuse une petite actrice sans emploi. Aussi faisait-il le fou « avec Félipe », et Félipe le laissait faire. Ou bien, changeant de ton, Henri Beyle devenait avec « la petite Félipe » d'une galanterie surprenante et « charmante ». « Avec toute la grâce » possible : « Divine Félipe, lui disait-il, venez répéter avec moi. » Et la jolie fille, accoutumée à plus de gestes et à moins de phrases, croyait peut-être, en voyant tout à coup Henri Beyle devenir tendre, respectueux et courtois, qu'elle avait fait sa conquête.

Mais, comme mademoiselle Rolandeau, comme madame Mortier, la petite Félipe en fut pour ses frais.

Tant de vertu finirait par nous inquiéter. Henri Beyle serait-il de ces don Juan imaginaires qui, en rêvant éternellement d'amour, donnent le change à leurs vains désirs, et masquent pour les autres de cynisme leur inguérissable innocence? Mais non : les aveux de Beyle, ou de ses maîtresses, le mettent à l'abri de tout soupçon. Quant à le croire chaste par scrupule moral, ce serait oublier tous les principes du beylisme. Et ne s'est-il pas raillé lui-même pour avoir un jour,

malgré lui, pratiqué cette « vertu bien comique : la chasteté »? Faudrait-il donc supposer que mademoiselle Rolandeau, comme madame Mortier, comme la petite Félipe, n'étaient point au goût de ce jeune homme difficile? A le voir si pétulant auprès d'elles, il n'y paraît vraiment point.

Et pourtant comme ce jeune idéologue semble peu soucieux de nous apprendre si mademoiselle Rolandeau était grande, ou bien petite; si madame Mortier était brune, blonde, ou rousse; si Félipe était grasse, ou, comme il les préférait, maigre! Cet amateur de femmes n'est à coup sûr point un voluptueux. Il aurait moins de négligence à retenir, il noterait précieusement dans son journal, les particularités essentielles de leurs corps charmants.

Mais il s'agit bien du corps de ces jolies filles! C'est à leur âme que décidément Beyle en veut, et c'est de leur âme seule qu'il nous parle. L'une se montre-t-elle manifestement prête à tout accorder d'elle-même? Devant l'aimable régal qu'on lui offre, Beyle reste boudeur. « Ma foi! il n'y a pas moyen », conclut-il. C'est qu'il la juge « incapable » de lui « donner aucun bonheur de sentiment ». Il n'en faut pas plus à ce jeune homme sentimental pour dédaigner froidement, fussent-ils à portée de sa main, les plaisirs les plus savoureux.

Et voilà pourquoi Henri Beyle, placé, comme le berger Pâris, entre ces trois déesses du théâtre, qui offraient sans doute dans leurs appas variés de quoi satisfaire les goûts les plus différents, n'a donné la pomme à personne. En aucune d'elles il n'espérait découvrir l'âme qui convenait à la maîtresse de son cœur.

Mais cette âme délicate, tendre et passionnée, disons-le d'un mot, cette âme sublime, Beyle commençait à l'entrevoir au fond des grands yeux bleus d'une jeune tragédienne qui, le 10 nivôse, était apparue chez Dugazon. Mélancolique et mince, elle semblait regretter toujours un bonheur impossible, ou cacher quelque blessure secrète. Et, par une singularité qui dans cette maison paraissait bizarre et étrange, elle ne se laissait embrasser qu'avec une pudeur délicieuse.

Dès le mois de pluviôse, Henri Beyle s'avouait qu'il était amoureux de Louason.

PAUL ARBELET

PARMI LES LIVRES

La biographie est devenue une industrie littéraire, aussi prospère qu'elle est économique. D'où nous vient ce goût pour la figure des gens? Il y a une trentaine d'années, on n'y pensait guère. L'individu s'effaçait soit dans l'évolution du genre, soit dans son œuvre elle-même. Il est remarquable que dans la classique *Littérature française* de M. Lanson, la vie des auteurs ne tient pour ainsi dire point de place. Elle est à l'ordinaire rappelée dans une note. Dans la collection de monographies publiées chez Hachette sous la direction de M. Jusserand, chaque ouvrage comprend deux parties, dont l'une est consacrée à l'homme et dont l'autre est consacrée à l'œuvre. Cette façon d'entendre l'histoire littéraire nous étonne aujourd'hui. Il me semble que nous donnons plutôt dans le travers opposé, et que le monstre nous intéresse plus que l'écrivain. De là ces portraits sous un certain angle, ces biographies de poètes qu'on mène à leur dernier jour comme s'ils n'avaient jamais écrit un vers. C'est une histoire naturelle du pommier, où l'on a oublié la pomme.

Mais pourquoi cet engouement du public pour les vies héroïques, les vies amoureuses, les vies romancées? Pourquoi tous ces portraits dans la littérature, quans les peintres n'en peignent presque plus? Il faut bien qu'il y ait une raison à un phénomène si général. Les historiens ne manqueront pas d'en trouver. Voici une hypothèse que je suggère sans prétendre la démontrer. Le goût de connaître les grandes existences, comme on dit chez Plon, n'est peut-être que le second

moment de ce goût pour les romans d'aventures, qui a été si commun au lendemain de la guerre, et qu'on explique à l'ordinaire comme un effet du temps. La faiblesse du roman d'aventures, ce fruit étrange des imaginations sédentaires, ne tarda point à apparaître avec éclat. On eut alors l'idée de garantir au lecteur l'authenticité de l'histoire qu'on lui raconterait. Plus de contrefaçons : ceci est le produit véritable, l'histoire arrivée tout de bon. Vous pouvez admirer et croire en toute confiance. Voici les véritables amours de la belle Hélène et la vie complète de Moïse. C'est autre chose que du Pierre Benoit.

Malheureusement le genre est plus difficile qu'il ne paraît d'abord. Il est aisé de dire : Je vais écrire la vie de celui-ci. Mais qu'est-ce que la vie d'un homme? La suite des événements? Évidemment non. Les faits extérieurs sont la composante de la biographie la plus étrangère à cette biographie même, le brin de paille interposé par le destin sur la route des fourmis. Cependant cette description des faits est la seule qu'on puisse faire avec quelque certitude. Fondée sur les documents, dont la plupart, il est vrai, ne sont fondés sur rien, elle offre aux historiens une apparence de sécurité, et elle encourage la paresse d'esprit de ces hommes laborieux. Séduits par ces avantages, ils n'ont plus voulu, depuis le milieu du XIXe siècle, d'autre méthode.

Seulement l'histoire véritable d'un homme, ce n'est pas ce qui lui arrive, mais la façon dont il y réagit. C'en est fait, et nous voilà entrés dans le domaine ténébreux de l'histoire psychologique. Si l'homme est, comme je crois, la somme de ses pensées, comment connaître cette somme? Où s'arrêter? Nous sommes dans le règne de l'indéterminé et de l'insaisissable. La méthode la plus exacte me semble celle des portraits successifs. Avec les documents dont nous disposons, imaginons que nous puissions tracer à peu près le contour moral d'un homme à dix-sept ans, puis à vingt-cinq, puis à trente, puis à quarante. Par la seule comparaison de ces figures, nous le verrons changer. C'est ainsi qu'il faudrait écrire l'histoire d'un Sainte-Beuve, qui, variant presque d'année en année, nous a laissé par surcroît d'innombrables confidences. C'est un travail très malaisé, où il faut à chaque

moment distinguer le permanent et l'accidentel, reconnaître les courants des remous et des brassages, et ce que le sujet croit être de ce qu'il est en effet. Cette analyse faite, on est bien obligé de grouper les faits en systèmes, et c'est l'ensemble hasardeux de ces systèmes qui est le portrait.

Le plus souvent nous ne disposons pas de matériaux suffisants pour déterminer avec certitude la suite de ces images. Il faut nous résigner à l'incomplet, à l'incertain. On peut encore, par une méthode délibérément opposée, chercher dans l'homme les traits permanents, la personne immuable. Au lieu d'écrire l'histoire des variations, on décrit les caractères fixes et essentiels; au lieu de la physiologie, on fait l'anatomie du sujet. M. Ch. du Bos vient de nous donner un très curieux exemple de cet ordre de recherches dans le livre qu'il a consacré à Byron[1]. L'objet des six leçons qui composent son ouvrage « est exclusivement psychologique, et même, dans la circonstance, serait-il plus exact de dire : zoologique, car ce qui me requiert ici, ce n'est point la *psyché*, mais *l'espèce* : Byron est à mes yeux avant tout un animal humain de la grande espèce ».

L'idée centrale du livre, autant que je la démêle, est que Byron s'est cru un être fatal, et qu'il en a fait de cette fatalité la règle de sa vie. « Dans sa conversation et sa poésie, il assumait le rôle d'un être déchu ou exilé, chassé du ciel ou condamné à un nouvel avatar sur cette terre en raison de quelque crime, — d'un être sur l'existence duquel pesait une malédiction, prédestiné à un destin qui en réalité était fixé, par lui-même, élaboré en son esprit, mais qu'il semblait prédéterminé à accomplir. » Ainsi parlait en 1905 le petit-fils du poète. M. du Bos accepte pleinement cette vue. On ne comprend rien au problème, dit-il, « si l'on ne perçoit clairement que pour Byron la fatalité a toujours été la seule chose nécessaire, que c'est toujours en fonction d'elle qu'il a vécu et qu'il s'est exprimé, que tout ensemble il s'est cru et s'est voulu et aussi a prodigieusement été l'être fatal ». Et dans une image pittoresque et saisissante, M. du Bos montre Byron, à l'inverse de Nessus, n'étant tout à fait lui-même que s'il est brûlé par la tunique.

1. Le conciliabule des Trente. Ch. du Bos, *Byron*. Au Sans-Pareil.

Pose, dites-vous. Assurément; mais pose — c'est encore M. du Bos qui parle — si bien inféodée à l'être que celui-ci pour être tout à fait sincère semble avoir besoin de cette pose. Si bien que Byron est, en fin de compte, un être fatal authentique. Cette définition de soi-même, le poète l'a héroïquement pratiquée. Il ne s'y est pas démenti et il y a dépensé une somme d'énergie dont peu d'hommes disposent : c'est là ce que Swinburne appelle l'excellence de la sincérité et de la force. Dans cette attitude, il est devenu, comme Macbeth, « d'un seul bloc comme le marbre, enraciné tel un roc ». Ainsi enchaîné à lui-même, ce beau jeune homme pâle séduit irrésistiblement. La pauvre Catherine Lamb, légère comme la reine des fées, écrira après la première entrevue : « Fou, méchant et dangereux à connaître. » A la seconde soirée, elle reconnaît que ce visage est son destin. « Ceux qui le voyaient ne le voyaient pas en vain, dit-il de lui-même, et lorsqu'ils l'avaient vu, redemandaient à le voir; et ceux à qui ils parlaient n'oubliaient plus et sur ses paroles, si légères qu'elles fussent, demeuraient longtemps penchés ». A travers les âges, ce prestige dure encore. Le plus beau poème de Byron, c'est Byron.

***

Le *Balzac* de M. Pierre Abraham est un livre court et saisissant[1], un manuel pour les balzaciens, avec une chronologie des œuvres et une illustration égale au texte. A l'iconographie succède une suite d'états de *La Vieille fille*, qui nous rendent présent le travail de l'écrivain.

L'étude même de M. Abraham est un article de 73 pages, dont la première moitié nous montre sommairement, mais avec la plus intelligente précision, la formation de Balzac. Il avait composé *Le médecin de campagne* en 1832, pendant son séjour à Aix auprès de madame de Castries; il en publia des fragments en juin 1833, et l'ouvrage entier parut en septembre. C'est à ce moment qu'il pensa, nous dit sa sœur, à relier tous ses personnages pour en former une société com-

1. *Maîtres des Littératures. Balzac*, par Pierre Abraham, avec soixante planches. Les éditions Rieder.

plète. Il vécut dès lors dans la hantise de ses personnages. « Cette concurrence à l'état civil à laquelle il se livre, dit M. Abraham, le possède tout entier. Il se déplace au milieu de sa société imaginaire, assailli par les réclamations des uns, torturé par les angoisses des autres. » Il annonçait avec satisfaction à sa sœur Surville le mariage de Félix de Vandenesse avec une demoiselle de Granville. « C'est un excellent mariage qu'il fait là », disait-il. Et madame de Surville ajoute : « Si quelquefois nous lui demandions grâce pour un jeune homme en train de se perdre ou pour une pauvre femme bien malheureuse dont le triste sort nous intéressait : « Ne m'étourdissez pas avec vos sensibleries, la vérité avant tout; ces gens-là sont faibles, inhabiles. Il arrive ce qui doit arriver, tant pis pour eux! »

Ainsi par des faits bien choisis, par des citations saisissantes, M. Abraham nous fait connaître le plus étonnant des personnages de la *Comédie Humaine*, Balzac lui-même. Mais après cette année 1833 où l'idée lui vient de l'unité de son œuvre, il n'a plus grand'chose à nous en dire. La figure du romancier est maintenant dessinée et il n'y a plus qu'à le laisser écrire. Dans cet énorme labeur, un seul événement étranger : la liaison avec madame Hanska, dont Balzac a fait la connaissance le 28 février 1832. Il l'épouse le 15 mars 1850, et il meurt le 21 août.

Cette biographie est la première partie de l'étude de M. Abraham. La seconde est un essai d'explication. Le problème est d'autant plus curieux qu'entre la personne de Balzac, telle que les contemporains la décrivent, et la gigantesque construction composée par les quatre-vingt-dix-sept romans de la *Comédie Humaine*, il est impossible de découvrir un rapport de cause à effet. L'auteur n'explique pas l'ouvrage. M. Abraham le dit nettement : « Non; je le répète : il n'y a aucun lien de causalité entre l'homme tel qu'on nous le présente et l'œuvre sortie de ses mains. »

Quelle est la solution du problème? — Si la vie ne peut être la raison de l'œuvre, il faut bien admettre que la vie et l'œuvre dérivent l'une et l'autre d'une origine commune, laquelle aurait produit deux séries divergentes d'effets. Cette origine est un faisceau de trois caractères, que M. Abraham

désigne sous les noms péjoratifs de mensonge, de servilité et d'appétit.

Ceci demande explication. Que Balzac soit hableur organiquement, on n'en peut douter. M. Abraham donne une liste plaisante d'illusions énormes. Le cheval arabe qu'il croyait avoir donné à Latouche, le thé d'or qu'il tenait de l'Empereur de Chine, la rose bleue qu'il prétendait avoir obtenue... La plus étonnante, dont il ne fait pas état, est ce roman d'amour dont ses lettres à madame de Hanska composent les pages, et que M. Bourget a si bien analysée en montrant que c'était une fiction que Balzac se donnait le plaisir de composer pour lui-même, en y croyant. Mais qu'est-ce que le mensonge dans ce cerveau? « L'afflux des sensations hétérogènes, le chevauchement des perceptions simultanées, dus à l'excès de richesse de son système sensoriel, toute cette irruption massive à l'intérieur de son organisme, produit dès l'origine une perturbation dans l'enregistrement, un brouillage dans le classement des faits qui, par la suite, rendra impossible la réattribution régulière des causes et obligera l'esprit à une reconstruction factice. » — Le mensonge, ainsi compris, sera par excellence la faculté créatrice.

Pareillement, ne confondez point la servilité avec l'esprit d'obséquiosité qui est entièrement étranger à Balzac. La servilité, au sens où M. Abraham l'entend, c'est cette docilité à la vie, qui caractérise l'un des deux grands types humains, les syntones, et les distingue des schizoïdes. Disons que cette docilité non seulement a fait de lui le moins révolutionnaire des hommes de pensée, mais lui a fait accepter la Restauration comme la société du monde qu'il créait, à tel point qu'il n'a point pensé à en décrire d'autres, et que le reliquat qui lui restait des forces de servilité mises en œuvre, s'épanchait en vues sur la Religion, la Royauté, la Morale. Le rôle de la servilité, dans le roman, sera de soumettre les personnages à l'intrigue.

Enfin le troisième trait, l'appétit, est une immense curiosité, que satisfont à peine les lectures, les voyages, les conversations, les enquêtes. « De la documentation? dit M. Abraham. Allons donc! C'est un mot inventé pour les estomacs mesquins et les organisations avares. Ce qu'il lui faut, à lui, c'est

de la nourriture. » Cette assimilation surabondante, l'auteur en a besoin pour la prodigieuse quantité d'êtres qu'il fabrique. Plus de mille personnages en cinq ans! Il faut mettre de l'ordre dans cette foule. C'est ce que Balzac fera en créant des types, c'est-à-dire des êtres homogènes, conformes aux lois de leur caractère et de leur état.

On voit maintenant à quelle ingénieuse synthèse aboutit M. Abraham. Par la force du mensonge, Balzac crée inlassablement des personnages. Mais il est débordé par eux. « Nouvel apprenti-sorcier, le créateur de ce monde vivace est voué à la lutte quotidienne, harassante, contre le pullulement des vouloirs qu'il a imprudemment éveillés. » Que peut faire le romancier pour réduire à l'obéissance les êtres indisciplinés qu'il a formés? Premièrement les réduire à des types, et nous avons vu que cette typisation était le résultat indirect de l'appétit. En second lieu les soumettre à l'intrigue, aux conditions de carrière et d'argent, à la course aux places et à la fortune, en un mot à tout le jeu social, tel qu'il existait sous la Restauration, et nous avons vu que c'était l'effet des forces de servilité. — En d'autres termes, le romancier, disposant de trois forces, emploie l'une à créer ses personnages et les deux autres à les paralyser. A la fin du livre, il est vainqueur. Après une longue résistance, les êtres de chair et de sang qui s'agitaient au début se raidissent, s'immobilisent et manœuvrent entre ses mains comme une armée d'automates.

***

Après ces deux vigoureux essais pour expliquer deux grands esprits, le livre de M. Delteil sur Napoléon paraîtra un peu mince[1]. Mais il est intelligent et émouvant. J'avoue que j'avais moins goûté le *La Fayette* de M. Delteil que ses premiers ouvrages. J'avoue que j'ai résisté quelque temps au *Napoléon*. Il y a, au début, des reconstitutions — le petit Corse lancé à la poursuite de l'arc-en-ciel — qu'il est difficile de ne pas trouver puériles. L'idée fondamentale de l'ouvrage, à savoir que Napoléon a été orienté par le mirage de l'Orient, est toute dans le livre de Ludwig. Mais au bout de quelque temps,

1. Le passé vivant. Joseph Delteil, *Il était une fois Napoléon* (Hachette).

il est difficile que le lecteur de bonne foi ne soit pas conquis. Il y a, vers la cinquantième page, une description de l'armée d'Italie en 1796, d'un mouvement, d'une couleur et d'une vie extraordinaire. La campagne d'Italie met Bonaparte « à vingt-quatre heures de l'antique Macédoine ». L'année suivante, il est en Égypte. Tout ce qui suit n'est, comme dit M. Delteil, qu'un interrêve. « Le Consulat, l'Empire, les oripeaux consulaires et les mascarades impériales, le parterre de Rois et le Soleil d'Austerlitz ne sont... que les opérations de police et de notariat d'un qui met ordre à ses affaires avant d'entreprendre le voyage de son cœur. » Ce voyage de son cœur, qui est la marche vers l'Orient, Napoléon la recommence en 1812. Elle le mène à Moscou, tout le rêve s'effondre dans l'incendie. Il en reste le souvenir, pour Sainte-Hélène. Et ce tableau de Sainte-Hélène compose le dernier chapitre, d'une simplicité si émouvante.

HENRY BIDOU

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Équipée, par Victor Segalen (*Plon*).

Victor Segalen n'a pas laissé une œuvre dont l'ampleur ou la perfection puisse lui assurer une place de premier ordre dans notre littérature. Mais il y a dans tous ses livres une originalité de pensée, une saveur rare, je ne sais quel goût altier pour la solitude qui rendent la compagnie intellectuelle de cet écrivain autrement plus précieuse que celle de bien des auteurs à succès, qui par le « métier » et certaine heureuse faculté d'assimilation, ont réussi à dissimuler aux yeux des lecteurs trop pressés l'indigence de leur personnalité.

Équipée, œuvre posthume que l'on vient de publier, est un ouvrage inachevé et, d'un certain point de vue, un ouvrage manqué. Les développements excessifs y voisinent avec des raccourcis mystérieux à l'excès. Mais tel qu'il est, avec ses trois ou quatre chapitres parfaits et la capricieuse asymétrie des autres fragments qui le composent, ce livre est de ceux dont on ne saurait oublier la leçon.

« *Voyage au pays du réel* » indique le sous-titre. Le pays du réel est ici la Chine vers laquelle on sait que la curiosité de Segalen n'a cessé d'être tournée. Au reste la terre eût pu être autre, mais moins parfaite alors pour la recherche entreprise... Il n'y a pas quinze pages de description dans ce livre et rien ne ressemble moins à un récit. Un voyage abstrait se poursuit en effet parallèlement au voyage concret et se nourrit des données de ce dernier : nous avons ainsi une série de méditations, presque d'idéogrammes inventés par un pèlerin en coquetterie spirituelle avec les mandarins chinois.

Pourquoi : « au pays du réel »? Segalen, avant d'accomplir ce voyage qui doit le mener au Thibet et dans maintes zones blanches de la carte a déjà *en pensée* parcouru toutes les étapes. Au fond le voyage matériel ne sera qu'une longue confrontation entre ce qui avait été prévu, rêvé — et ce qui est. Quel voyageur véritable n'a joué ce jeu étonnant : tâcher de conserver jusqu'au dernier instant l'image attendue d'un monument, pour pouvoir la plaquer sur sa forme véritable? Toile de Pénélope qu'on tisse et retisse, problème qu'on tente toujours sans jamais le résoudre parfaitement,

choc pressenti chaque fois et jamais tout à fait perçu, non plus, par ailleurs, que le mystérieux passage de la veille au sommeil.

Un fleuve, un col, un souvenir de femme, une statue rongée par le temps, autant de motifs auxquels, au gré des étapes, s'enroulent les pensées du voyageur obsédé par cet éternel combat! Trois des variations qu'il a imaginées lui ont inspiré des pages inoubliables, d'un style souple et sûr, tantôt dur et martelé, tantôt sinueux et féminin, au gré du mouvement de pensée qui les entraîne, des pages que les anthologistes devraient bien tirer de l'étonnant et un peu ingrat volume où elles sont insérées. Le premier « morceau » décrit le passage d'un rapide sur une jonque. Ségalen tient la barre. Il a quelques vagues notions sur les passes : et tel est l'*attendu*; le moindre geste maladroit et ce sera le naufrage : redoutable pierre de touche du *réel*. Entre les deux antagonistes, la « Bête-brute de l'instinct sauveteur interpose son à-propos et son énigme » en inspirant au pilote improvisé un coup de barre qui, à deux doigts de la catastrophe, l'engage dans une passe non reconnue, mais soudain devinée, et le sauve... Entre le monde liquide sur lequel il se meut et celui de la pensée qui le préoccupe, l'intelligence, sinon cette fois l'instinct, a inspiré aussi à Segalen un sens merveilleux des proportions à maintenir — et mi-descriptif, mi-philosophique ce récit d'exploit nautique nous apparaît comme le modèle d'un genre vraiment original. On voudrait s'arrêter longuement aussi à cette exploration poussée dans une lointaine vallée thibétaine, si séparée du reste du monde que les habitants n'ont plus reçu de nouvelles des autres hommes depuis trois cents ans — et surtout à cette évocation de la dernière étape, où, parvenu au point le plus reculé de son voyage, en un lieu jusqu'alors inexploré, Segalen croit rencontrer l'adolescent qu'il fut lui-même, vagabond du rêve, qui, se moquant des fatigues de la route, l'a précédé là comme en se jouant, l'a précédé depuis bien des années peut-être, double « un peu indécis, prêt à d'autres lieues, prêt à habiter d'autres possibles » — symbole de l'imagination juvénile que notre maturité, fût-elle intrépide, ne parvient jamais à rejoindre tout à fait.

Puisse-t-on, au travers de ces brèves indications, et en songeant au message étrange que semblait porter ce *René Leys* que publia jadis la *Revue de Paris*, pressentir la force de cette pensée solitaire, neuve et dense, le charme non point géographiquement exotique, mais humainement si « unique » et si profond qui se manifestent au cours des longues et immobiles étapes de cette « équipée » vécue et rêvée, bien faite à coup sûr, à l'inverse des expéditions d'un Loti, pour occuper la pensée, sans faire naître le désir, émouvoir le cœur.

Triomphe de Paris, par **Jean Mistler**.

Avant de regagner la France notre collaborateur Jean Mistler, aujourd'hui député de l'Aude, mais membre alors de ce groupe de lettrés errants qui revenaient de temps en temps se poser dans les bureaux du quai d'Orsay, a accompli, cinq années durant, de grands voyages en Europe. Sans rien préjuger de leur utilité diplomatique, ce ne furent certes pas pour nous des voyages vains, puisque nous leur devons ces deux romans charmants, *Châteaux en Bavière* et *Ethelka*, où de fines dispositions romantiques s'allient si heureusement à un sens aigu de la vie moderne. Les périodes de réadaptation qui suivent les années d'exil abritent toujours des heures difficiles où il semble que tout le rythme et le sens de notre vie se trouvent mis en question. C'est précisément aux impressions ressenties au moment de son retour que M. Mistler consacre la meilleure partie de la plaquette qu'il vient de publier : *Triomphe de Paris*. Ce n'est pas un éloge en trois points de notre ville : M. Mistler a beaucoup trop de goût pour avoir songé un instant à composer un dithyrambe, qui eût vite tourné à l'exercice académique.

Ses dispositions d'esprit au reste ne l'y inclinaient pas. Il ne faut pas ici en effet se laisser abuser par le titre : ce triomphe de Paris est bien relatif. Sans doute, voyageur qui sur le seuil de sa maison secoue la poussière de ses sandales, M. Mistler a rappelé après Flaubert qu'on apprend moins en voyage que dans le poêle de Descartes. Mais ce n'est pas dire qu'on s'amuse toujours dans les poêles, ni que ce soit à Paris qu'il convienne de les installer. Peut-être, en effet, le voyage n'est-il pas la meilleure des méthodes pour développer l'intelligence, mais il représente le moyen le plus infaillible de contracter la passion du dépaysement. Cette incurable maladie-là tient maintenant M. Mistler, à n'en pas douter, et les jolies pages qu'il a écrites sur la lumière de Paris, laquelle « escamote » ou « transforme » les monuments, sont enchâssées d'une façon bien significative entre le regret exprimé de n'être plus un des dix mille Européens qui glissent de capitales en capitales, et le souvenir nostalgique d'un bois de citronniers aperçu sur la côte dalmate. Non, il est visible que M. Mistler n'a pas une irrésistible passion pour la flânerie parisienne ou pour l'ambulomanie nocturne récemment célébrée par Philippe Soupault; il n'a donné son cœur à aucun quartier et il apprécie les souvenirs historiques de la vieille cité en amateur éclairé, plutôt qu'en fils émerveillé. En somme, on ne discerne nullement chez lui les germes d'une de ces passions véri-

tables qui permettent vraiment à une femme ou à une ville de nous enchaîner à leur « triomphe ». Mais, par contre, quelles réflexions pénétrantes lui inspire la solitude à Paris, qui peut être aussi profonde en face de l'Opéra qu'au milieu d'un désert... et quelles notes amusantes et fines il a prises sur la vie, si diverse, et presque autonome de nos divers quartiers!... N'en doutons pas : cette petite plaquette ne sera pas une des pièces les moins recherchées d'une œuvre dont la fine qualité ne peut déjà plus être contestée.

A l'Ouest rien de nouveau, par Erich Maria Remarque.
Traduction d'Alzir HELLA et Olivier BOURNAC (*Stock*).

Qu'est-ce qu'un bon roman de guerre? Pour un lecteur qui, sous l'uniforme, a participé longuement à l'aventure, c'est un livre capable de lui restituer, dans leur dure simplicité, les émotions qu'il a vécues. Ce n'est pas facile. Le truc et ce qu'on appelle dans le plus mauvais sens du mot « la littérature » se décèlent là plus vite et plus aisément qu'ailleurs. Les récits à panache (lyrisme, gants blancs, etc.) sont insupportables. Ceux qui vous collent constamment le nez dans la boue et le sang sont... incomplets. La moindre thèse, au reste, si elle montre le bout de l'oreille, vous fait fuir dégoûtés. Dans un autre domaine de la représentation, tous les films héroïco-infirmiéro-sentimentaux qui évoquent la guerre assomment le rescapé des années 14-18. Et cela parce qu'ils sont « à effets », se traînent dans les bas-fonds du mélo, parce que, surtout, la mort ne se laisse pas singer sur du carton pâte... Il s'agit, en fait de recréer une réalité infiniment complexe, pétrie de millions d'espoirs, de résignations et de douleurs. Tâche redoutable, l'œuvre d'art étant d'autant plus difficile à exécuter qu'elle intéresse davantage les passions — or toutes nos passions sont engagées dans la guerre. Tâche dont M. Remarque s'est merveilleusement acquitté, car, en n'utilisant que des souvenirs et non point des symboles, en n'omettant aucun des sentiments, bien humbles le plus souvent, qui ont traversé l'esprit des combattants, il a réussi à écrire un très grand livre.

Le soldat « moyen » — et ceci M. Remarque nous le montre excellemment par des faits — a vu se dissiper un à un la plupart des mirages que le seul mot *guerre* avait dès l'abord fait naître en lui. Suivons le narrateur auquel M. Remarque a confié son récit. Quand la guerre éclate, il est encore à l'école. « Vous y allez tous n'est-ce pas camarades? » demande, impératif, le maître d'école — et derrière lui tout le pays. Toute la classe s'engage. Parfait; mais à la caserne,

on n'a plus le temps de s'exalter en songeant à la patrie. La haine du caporal qui brime et martyrise ses hommes remplace dans le cœur tous les autres sentiments... Un peu plus tard les jeunes gens ont gagné le front. C'est le pays de l'horreur et M. Remarque le décrit bien. Scènes de boucherie. Les morts s'entassent, les blessés hurlent. Les gens « d'en face » se précipitent sur vous et assomment la moitié des vôtres. On les assomme à leur tour, mais sans haine — et comme pour obéir à une lourde fatalité. Que la tragédie s'interrompe une seconde et l'on ne songe plus qu'à manger. Qui eût pensé cela? On glisse vers l'état de brute. Ce qui vous interdit d'y tomber tout à fait, ce sont les questions qu'on se pose et ces questions sont singulières. Pourquoi s'est-on porté volontaire pour cette dangereuse patrouille? Pour servir un idéal? Hum! surtout pour rétablir, vis-à-vis des camarades, l'égalité de comptes en matière de dangers partagés. Singulière vertu, le courage : elle se nourrit de tout. Mais voici un problème plus grave : « Pourquoi sommes-nous ici? Comment un pays a-t-il pu en offenser un autre? Que faisons nous ici à combattre éternellement ces gens d'en-face, que nous n'avions jamais vus auparavant et que nous ne haïssons point? »

C'est ici que cet aspect allemand de la guerre se sépare nettement de l'aspect français. Le Français, lui, savait pourquoi il combattait, parce qu'il ne doutait pas que son pays eût été attaqué et parce qu'il *voyait* la terre française occupée par les envahisseurs. Allait-on *les* laisser installés à Noyon? Les plus incultes répondaient « Non ».

Mais, dans cet ordre d'idées même, il est un point sur lequel la plupart des Français qui ont commencé de combattre à dix-huit ans se sont sentis par instant assez près des jeunes Allemands de M. Remarque — ce qui ne les a pas empêchés au reste de faire très convenablement leur devoir. Ils ont perçu avec acuité la formidable injustice du Destin qui les faisait plier. Comment, eux, qui n'avaient eu encore aucune action sur le monde, qui n'avaient rien connu, rien goûté, voilà le premier plat que la Vie leur servait : cette Géhenne!

« Nous avions dix-huit ans et nous commencions d'aimer le monde et l'existence, écrit M. Remarque; voilà qu'il nous a fallu faire feu là-dessus. Le premier obus qui est tombé nous a frappé au cœur. »

Combien étranges, au reste, sont les pensées qui nous habitent, lorsque nous lisons l'ouvrage de M. Remarque! Ainsi voilà mis à nu le cœur de ceux dont les fils barbelés nous séparaient! Sans doute la volonté criminelle de leurs chefs les avait menés là... et les coups de canon que *nous* tirions étaient plus qu'explicables. Mais comme ces ennemis étaient semblables à nous! Comme un engagé de là-bas était

proche d'un engagé d'ici et comme nos pensées suivaient des chemins pareils! Traversé d'ailleurs de subits retours de haine contre les meurtriers de nos amis, de nos frères, d'élans qui font flamber en nous un désir meurtrier, tel est le sentiment que nous ressentons en lisant ces souvenirs d'un de nos ennemis, d'un de nos *doubles*!

Ce ne sont point de semblables sensations qu'ont ressenties, sans doute, les lecteurs allemands de ce livre, dont les descriptions si sobres, si émouvantes suffiraient au reste à susciter l'admiration. Mais ce pourrait bien être la première fois qu'on ramène chez eux l'état d'esprit du soldat à des proportions si justes et si humaines et que l'on se débarrasse si nettement de tous les poncifs et fétiches, qui peuplent à l'ordinaire ce genre de récits... Et puis les lecteurs d'Outre-Rhin sont beaucoup mieux placés que nous pour goûter toute l'âcre saveur de la question qui tourmente éternellement le héros de M. Remarque : pourquoi, pourquoi tout cela?

Les Partisans, par **Alexis Nerville** (*Stock*).

Il n'y a pas d'inconvénient de principe à introduire la politique dans un roman. Anatole France dans l'*Histoire contemporaine* l'a brillamment prouvé. Mais il est préférable que la politique ne soit considérée qu'indirectement et que les personnages imaginaires qui sont censés se livrer à cette grave occupation n'occupent pas de trop grandes places dans l'État. Nous dépeint-on un premier ministre fictif et les diverses crises où il a exercé ses talents, que nous ressentons aussitôt une sorte de malaise. Il semble que l'on nous ait introduits par fraude dans le domaine de l'histoire et que l'on tente de nous gruger.

Si un romancier s'avisait de nous raconter la grande Révolution Parisienne de 1924, nous aurions le sentiment, quel que puisse être son talent, qu'il se moque de nous. Nous savons très bien que les Parisiens de cette année-là avaient d'autres distractions. En somme il apparaît bien que si la politique s'accommode dans la réalité de toutes les fantaisies, on a du mal cependant à la maintenir dans les romans sur le terrain de la fantaisie pure. E. Zola dans *S. E. Eugène Rougon Macquart*, Melchior de Vogüé dans *les Morts qui parlent* en ont fait l'expérience.

Leurs successeurs pourtant ne se sont pas découragés. On a vu naguère M. Fabre-Luce, renonçant pour un jour aux études historiques, représenter dans un roman, *Mars*, des Locarnos imaginaires. Le *quai Wilson*, centre de la politique mondiale, a inspiré récemment plusieurs romanciers... Alexis Nerville nous donne

aujourd'hui une curieuse étude de ce servage volontaire que Vigny eût nommé le séidisme politique. Tout jeune, André Serre a remporté au Palais-Bourbon des succès éclatants. Premier ministre pendant plusieurs mois, il a par l'audace de son action et l'originalité de sa pensée, bouleversé les conservateurs des deux continents. Puis ayant abandonné l'arène à la suite d'une séance mémorable, il s'est retiré à l'étranger, où il mène une existence mystérieuse, partagée entre l'exercice de la philosophie et celui de l'amour. Sa retraite n'a pas découragé ses partisans qui, bien que privés de toutes directives de sa part, n'ont cessé de faire une intense propagande en sa faveur. Alexis Nerville nous a présenté des agissements de ces comparses, de leurs réunions salonnières ou purement politiques un tableau qui ne manque pas de vie : elle a imaginé — ce qui est assez piquant — que tandis que les partisans préparaient la victoire de leur idole, celle-ci, dégoûtée de la vie d'action se réfugiait dans une attitude de renoncement bouddhique. Ataraxie toute provisoire! Quelle que soit la puissance de la métaphysique, elle ne s'asservit jamais tout à fait un André Serre — et l'on ne s'étonnera pas d'apprendre que ce jeune maître errant, lorsque les élections générales ont fait triompher partout ses partisans, regagne aussitôt la première préfecture française, premier décor possible pour un premier discours.

Alexis Nerville ne manque pas de savoir-faire, quand il s'agit de nouer des intrigues politiques, de préparer des communiqués de presse et des conspirations, mais dans son désir d'enfiévrer le jeu, elle entasse sur son plateau un trop grand nombre de personnages. Ce défilé ne tarde pas à nous étourdir sinon à troubler notre mémoire. Il est bon parfois de simplifier et nous serions plus à l'aise aussi si A. Nerville nous menait moins fréquemment dans ces carrefours (salons ou bureaux) où soufflent tous les vents de l'esprit : littérature française, art italien, thaumaturgie indoue, philosophie germano-asiatique, souvenirs barrésiens, poésie mystique et art japonais se combinent dans l'esprit des serristes et des anti-serristes en une série de précieux cocktails, devant lesquels nous hésitons, vaguement alléchés et inquiets.

MARCEL THIÉBAUT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

Un Voyage aux Indes et à l'île de Ceylan

(DÉCEMBRE 1929-FÉVRIER 1930)

Hier, Le Touquet, Deauville, La Baule...

Aujourd'hui Biarritz, mais pour si peu de temps!

Dès octobre les pages de l'indicateur européen s'avèrent déplorablement pauvres et, quelques rares pullmans de nuances définies mis à part, n'offrent que la banalité des sentiers battus.

Le soleil même boude ceux-ci. N'a-t-on pas eu l'an dernier, sur la Côte d'Azur, en Algérie, au Maroc, la surprise de la neige et des frimas, pour mieux indiquer qu'il faut aller plus loin pour fuir leur tristesse.

Dès lors, chatoient à nos yeux l'Arabie heureuse de la Reine de Sabah, Ceylan l'île de volupté, l'Inde et sa route mandarine...

Cet hiver, un voyage est organisé à ces pays d'enchantement. Colombo parfumée, Kandy et les jardins de Peradenyia, où la légende situait le paradis terrestre, Anaradhapura, cinq fois millénaire, Madras où rôdent les ombres de Lally Tollendal et de La Bourdonnais, Calcutta les vers de Rabindranath Tagore, Bénarès et les pèlerins du Gange, Allahabad et sa foire sacrée, Simla accrochée à trois mille mètres au pied de l'Himalaya, bruissante de ses chasses et de ses chevauchées de polo, Delhi aux mille palais, Agra que le Taj Mahal poétise, Jaipur industrieuse, Ajmer et Mont Abu resplendissants de l'architecture des Jains, Ahmedabah qu'anime Gandi, Bombay carnaval de races, défileront éclairés dans leurs moindres détails au cours de ces semaines prestigieuses.

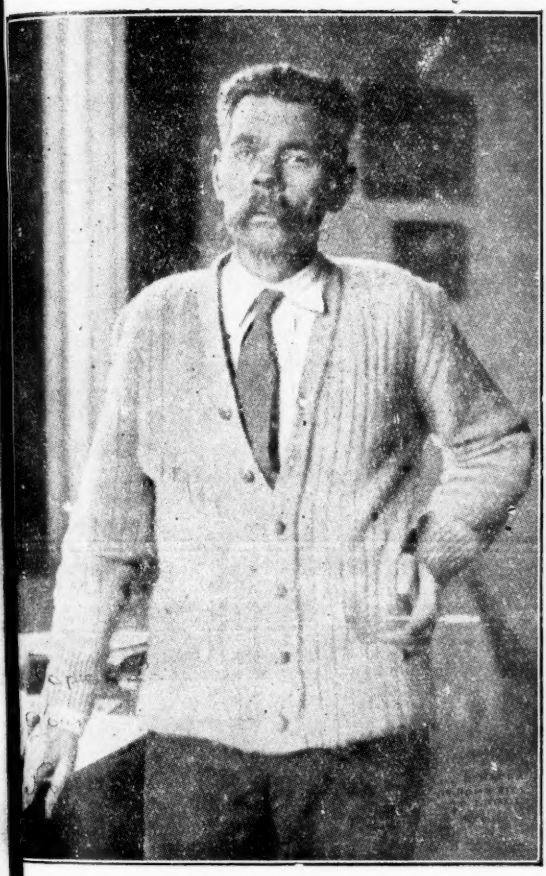
A chaque pas la surprise d'une très ancienne civilisation, la splendeur de la végétation tropicale, une architecture insoupçonnée, des mœurs curieuses, des légendes fabuleuses, des palais de rêve, de la féerie... Tout cela, sans fatigue, sans heurt, au cours d'un programme habilement conçu, permettant de nombreuses flâneries solitaires.

Une organisation parfaite dont on ne sentira pas la trame, mais dont on éprouvera les bienfaits.

Le départ aura lieu à Marseille, le 5 décembre; le retour à cette ville, le 7 février 1930. Un accompagnateur spécialisé dans l'histoire de l'Inde et de Ceylan guidera les voyageurs.

Le prix comprenant absolument tous les frais, ainsi que les services d'un domestique indigène, est de 42 700 francs. Les adhésions sont reçues chez MM. Brendon et Gallet, 56, faubourg Saint-Honoré, Paris.

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, Rue Auber, PARIS-IXe



MAXIME GORKI

LES
ARTAMONOV

roman

traduit du russe par

DUMESNIL de GRAMONT

Un volume : 12 fr.

DU MÊME AUTEUR :

UNE TRAGIQUE ENFANCE
MA VIE D'ENFANT
THOMAS GORDEIEFF
NOTES & SOUVENIRS
LES CAFARDS
EN GAGNANT MON PAIN

Chaque volume : 12 fr.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		100 »	51 »	26.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.		106 »	54 »	28 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	130 »	66 »	34 »
	Plein tarif	160 »	81 »	41.50

LA LIVRAISON — 240 pages — **7** francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de **1** franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 3 fr. 50
Deuxième Table décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 4 fr. 50

Coulommiers. — Imprimerie BRODARD et TAUPIN.